

Sur une dizaine de kilomètres
La Côte de Granit rose
est polluée par le pétrole
échappé du «Tanio»
LIBRE PAGE 46

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.20 F

1,30 DA; Maroc, 2 gr.; Tunisie, 2 m.;
2, 1,30 DM; Autriche, 13 sch.; Belgique,
Canada, 5,85; Cote-d'Ivoire, 220 F CFA;
K, 4,50 kr.; Espagne, 30 pes.; Grande-
B, 30 p.; Grèce, 35 dr.; Iran, 125 rls.;
30 L.; Liban, 275 p.; Luxembourg, 15 fr.;
3,75 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal,
Sénégal, 100 F CFA; Suède, 3,50 kr.;
1,20 fr.; U.S.A., 95 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 41
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4397 - 23 PARIS
Télex Paris n° 630572
Tél. : 246-72-23

M. Giscard d'Estaing achève à Ryad son voyage

Une autre voie de dix jours au Proche-Orient

**La France et la Jordanie rappellent le droit
de « tous les États de la région »
à des « frontières sûres, reconnues et garanties »**

Si l'art, selon Macine, consiste à faire quelques choses avec rien, M. Giscard d'Estaing a réussi une œuvre d'art, dans un domaine qui s'y prête, il est vrai, pendant sa visite au Proche-Orient. Rien de ce qu'il a dit à Kowars sur l'autodétermination des Palestiniens est resté, sur la participation de l'O.P.E.S. à la négociation du traité de paix, n'étant, nouveau, ni français, ni même dans celle d'un dirigeant d'Europe occidentale. Tout l'art présidentiel a consisté à donner à ses prises de position un éclat nouveau en les exprimant au bon moment.

Après une opération de séduction à l'adresse des Arabes, au début du voyage, sa tactique a consisté à les amener sur ses propres positions, c'est-à-dire l'acceptation de la coexistence arabo-israélienne. A la lecture du communiqué d'Amman, il apparaît que, pour le roi Hussein, c'est chose faite.

Le président de la République met alors au pied du mur, au même moment, les Israéliens qui n'ont pas voulu reconnaître les Palestiniens : pas de paix pour Israël sans patrie palestinienne — dit-il aux premiers ; pas de patrie palestinienne sans la paix avec Israël — dit-il aux seconds.

Que va-t-il se passer maintenant ? Jusqu'à 26 mai, fermement fixé par l'accord de Camp David pour organiser l'autonomie de la Cisjordanie, vraisemblablement rien. Mais plus si on se défend, car tout est en danger. Ce qui est prouvé. Dans son discours de samedi, M. Giscard d'Estaing a d'ailleurs rendu un hommage indirect à l'accord de Camp David : Israël reconnaît que le paix passe par l'évacuation de la Cisjordanie et du Golan, ce qu'il ne peut actualiser ses rapports avec l'Egypte, qu'évacuant le Sinaï. Sans doute peut-on regretter que le président de la République gâche le processus de Camp David en préjugeant son échec. C'est faux. Mais il est évident qu'il faut maintenir qu'il en stimule les partisans en leur faisant savoir qu'il existe une autre voie.

Le président de la République et, plus ou moins explicitement, le roi Hussein se placent dans l'hypothèse, qui leur paraît probable, où ce processus se poursuivrait pas de résoudre le problème palestinien. Le roi Hussein a déclaré, à la présidence de la conférence, que la tentative de provoquer alors une « initiative » européenne. Il vint que les Nations seraient fournies suffisamment d'occasions entre eux pour prendre l'initiative... sur le papier. L'ignorer cependant que seuls les Etats-Unis peuvent amener les Arabes à composer avec les Palestiniens. De là le rappel par M. Giscard d'Estaing, samedi, que si une solution passe par un accord israélo-arabe, elle passe aussi par le Conseil de sécurité, les Etats-Unis, comme P.R., ont droit de veto.

Force serait, en cette occurrence, de faire modifier par le Conseil de sécurité la résolution 242, de toute tractation de depuis 1967, en y incluant droits des Palestiniens en que peuple et non plus seulement comme réfugiés. C'est alors l'ouverture européenne pour être validée.

Une telle opération a déjà tentée sans succès en août nier, mais un événement nous est intervenu depuis : le rapprochement amorcé par les éléments d'Afghanistan entre le monde islamique et l'Occident. Ce qui nous a permis de nous hisser peut-être un peu plus haut, une fois passé devant le cap des élections rivaux.

Après quoi, comme le rem-
M. Arafat dans ses déclar-
au « Monde », il ne restera
que l'essentiel : passer à
cution.

**L'IMAM KHOMEINY AUTORISE
LA COMMISSION INTERNATIO-
NALE A RENCONTRER CER-
TAINS OTAGES.**

(Lire page 5.)

Les nationalistes remportent une victoire éclatante au Pays basque espagnol

Les formations nationalistes basques ont remporté une victoire éclatante aux élections pour le Parlement le dimanche 9 mars. Le vieux P.N.V. (parti nationaliste basque), qui a écrasé dans les trois provinces concernées l'Union du centre démocratique de M. Suarez et mis en échec les socialistes de M. Felipe Gonzalez, devrait pouvoir former un gouvernement homogène.

De leur côté, les formations liées à l'ETA — Herri Batasuna et Enakadiko Eskerra — ont encore accru leur audience et maintenu leur représentation parlementaire. Ainsi, les Basques nationalistes, partisans ou non de la lutte armée, se retrouvent en nette position de force face au gouvernement de Madrid pour obtenir un réel transfert de compétences, transfert prévu par le statut d'autonomie.

De notre correspondant

Madrid. — Pour les nationalistes, c'est un triomphe, pour le parti de Francisco Franco, une déroute complète. Le Basco, qui, le dimanche 5 mars, lors de manifestations sur tout territoire régional, ont donné leur préférence, comme s'était logiquement formée, les plus représentatives du patriotisme local. Le parti nationaliste basque (P.N.V.), le plus modéré de tous, s'est confirmé qu'il était la force majoritaire dans les trois provinces concernées (Biscaye, Guipuzcoa, Alava). Le rapport des forces dans le prochain congrès législatif lui permettra de former un gouvernement homogène.

Les partisans de la lutte armée, pour leur part, ont continué leur ascension : la coalition Herri Batasuna (Unité populaire), qui défend les postulats indépendantistes de

LE PUZZLE ESPAGNOL

(Lire page 7 le début d'une enquête de Charles Vanhecke.)

L'électrochoc anglais

Un élément nouveau est intervenu dans le conflit de la British Steel Corporation (B.S.C.) qui, depuis le 2 janvier, paralyse la sidérurgie britannique. Ainsi que nous le signalons notre correspondant, les salariés ont accepté le principe d'un vote sur la dernière offre patronale d'augmentation (voir page 46). Les syndicats s'opposaient à l'organisation de ce scrutin dont

le but, affirment-ils, est de les couper de leur base. Mais le gouvernement de Mme Thatcher paraît décidé à modifier les rapports entre patronat et ouvriers et voudrait faire du conflit de la B.S.C. un test significatif. C'est ce que devait confirmer Mme Thatcher, ce lundi 10 mars sur Antenne 2, où elle est l'invitée de l'émission « Cartes sur table ».

par RENÉ DABERNAT

Ce n'est pas seulement dans ses rapports avec le Marché commun, c'est aussi dans son conflit avec les syndicats que Mme Thatcher joue une partie décisive. Deux combats liés. En effet, pour égarer un renouveau durable, doit consolider le maintien du Royaume-Uni au sein des Communautés, le pétrole — 75 millions de tonnes par an — doit être distribué à cette année, doit s'accomplir un programme de redressement. Or, celui-ci ne dépend pas uniquement d'un réveil plus marqué des entreprises, dont

par RENÉ DABERNAT

... beaucoup avaient perdu leur élan, les mesures financières et sociales que le gouvernement conservateur prenait, préparées, dépendaient bien davantage de l'électrochoc provoqué par l'isolement entre le pouvoir politique et le pouvoir social.

... loin dans l'histoire britannique de l'Union, dépayssée, argument les indications matérielles qui ont déformé la grille de valeurs catégoriques de déshérence de l'individualisme. Steward, les troubles sociaux, la peur...

... chez ? La question mérite au moins d'être posée. L'histoire anglaise n'est-elle pas traversée d'âpres combats au terme desquels tout précède et agencie la coexistence qui l'impose, tôt ou tard, à des individus, des groupes, des classes obligés de vivre ensemble sur un territoire étendu ? Dans le passé, par exemple, l'Angleterre sut organiser, avant tous les autres peuples, les rapports entre les barons et les rois, le Parlement et la monarchie, la liberté individuelle et la discipline collective. En ce sens, sa tentative actuelle mérite une extrême attention.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Le complot

M. Marchais l'a lumineusement expliqué : c'est le « pouvoir giscardien » qui a relancé la campagne sur ses occupations pendant l'occupation. Pour atteindre en lui le futur candidat à l'élection

Or quel est l'intérêt le plus évident de M. Giscard d'Estaing ? C'est que le candidat communiste devance le candidat socialiste en 1981. Dans cette affaire, tout ce qui est bon pour le P.C.F. est bon pour V.C.E. Et tout ce qui est mauvais pour le P.C.F. est mauvais pour V.G.E. — dans la mesure où les chances du candidat socialiste s'en

La conclusion est évidente : il y a un complot du pouvoir giscardien contre M. Giscard d'Estaing. Et le chef de ce complot est M. Mitterrand.

JEAN-MICHEL ROYER.

Le douzième concours chorégraphique de Bagnolet

Pas sérieux s'abstenir

C'est toujours la même ambiance de Vél' d'Hiv', le toule remuante, les bruits de bouteilles, la table verte des membres du jury qui se font huer parce qu'ils tument malgré l'interdiction. Des enfants courent à quatre pattes dans le noir, hypothésés par l'espace béant où les troupes se succèdent toutes les dix minutes. Bagnolet un événement. Il est de bon ton d'y venir prendre l'air de la jeune danse. Même les ecclésiastiques s'y intéressent.

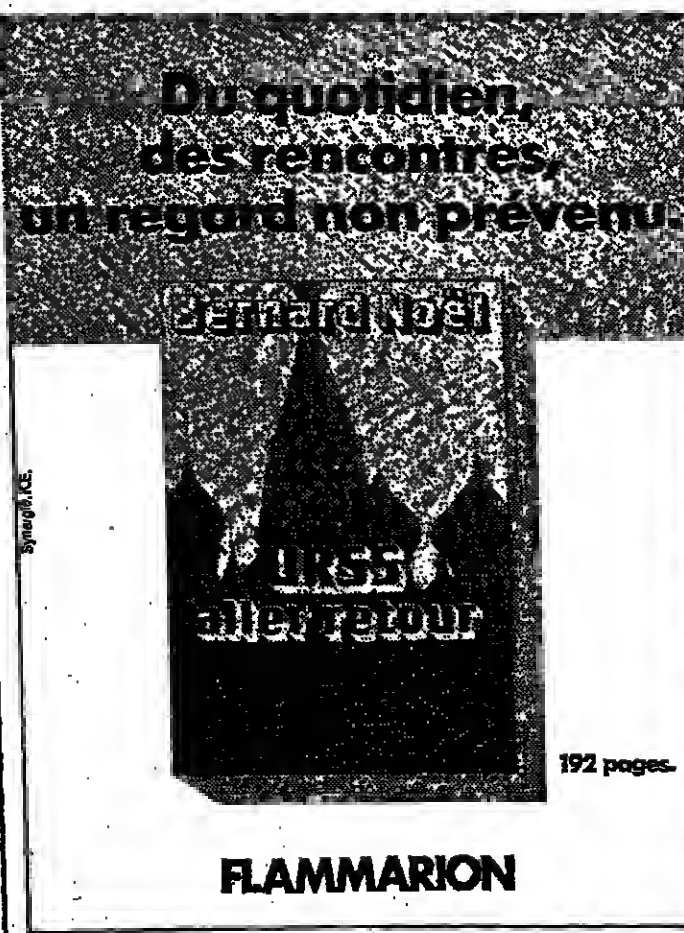
sayer et Caroline Dudan repartent de zéro ; Jean Pomarès s'est longtemps expatrié ; Dominique Bagoust s'ancre à Montpellier ; Dominique Bolvin se cherche encore. Deux réussites exemplaires : Maguy Marin et Gigi Cacluleanu.

Jacque Chaurand ne s'endort pas dans l'eutosatisfaction. Au fur et à mesure que Bagnolet prend de l'ampleur, on le trouve plus énérvé, plus inquiet, s'indignant de l'inertie des pouvoirs publics ou de l'indifférence des entrepreneurs de spectacles. Pour lui, ce n'est pas une sinécure, mais un combat où il s'est engagé à fond.

En 1977, il organise un débat public sur l'état de la danse en France. Cette année-là, il pique une grosse colère parce que Bagnolet reste une expérience isolée, ponctuelle. Il cherche à susciter des relais, une présélection régionale, une structure théâtrale permettant aux chorégraphes primés de se perfectionner et de préparer une seconde création.

MARCELLE MICHEL

(Lire la suite page 19.)



Le Monde

FEMMES

idées

Themis-ogyne

par MARIE-CHRISTINE RIVIÈRE (*) et FABRIENNE FIASSELLA (**)

« L'APPORT féminin par rapport à l'autorité plus nécessaire que la magistrature se mesure en nombre et en qualité. » (Discours à l'Assemblée nationale du rapporteur de la proposition de loi permettant l'accès des femmes à la magistrature, 26 février 1946.)

« Aux États-Unis comme sur le Vieux Continent, on a constaté une invasion des femmes dans la magistrature. » (Discours de rentrée solennelle du président du tribunal de Strasbourg, 3 janvier 1980.)

Décembre 1944 : deux cents postes sont offerts au concours d'entrée dans la magistrature ; sur neuf candidats, six se présentent, trois sont admis. On songe alors à faire appel aux femmes. Le 10 avril 1946 leur ouvre l'accès à la magistrature.

Plus de trente ans ont passé, le discours a changé. La magistrature compte à peine 30 % de femmes ; mais c'est le péril d'être « féminisées », les femmes sont devenues indésirables.

Il est vrai que le chômage sévit. Pour sauvegarder le travail des hommes, il convient de renvoyer les femmes à leur foyer.

L'attaque se situe sur plusieurs fronts :

L'École nationale de la magistrature, l'étude des conditions et des résultats des concours révèle la volonté d'éliminer un « excédent » entre les hommes et les femmes dont les candidatures sont plus nombreuses. Mieux, un rapport effectué par deux maîtres de conférence de l'École tente de faire peser, au moins partiellement, sur les femmes les causes d'une hypothétique baisse de niveau des candidats, et introduit l'idée d'un « surcroît de candidats » si la masculinité du concours ne suffisait plus à maintenir un pourcentage égal d'hommes et de femmes. Les chiffres du concours de 1979 sont éloquentes : sur sept cent dix-sept candidats, hommes et mille vingt-sept, candidates, l'équilibre a été rétabli grâce à l'oral, où l'on a reçu quatre-vingt-sept hommes et quatre-vingt-sept femmes.

L'offensive s'est développée particulièrement depuis quelques semaines à l'occasion des discours de rentrée solennelle des juridictions où la féminisation du corps a été présentée comme une cause imputable des dysfonctionnements de la justice. Pour certains orateurs, les femmes assument « un second service public, celui de la maternité », il leur est difficile d'exercer ces deux charges correctement. Mais, comme on pouvait le lire dans le Pouvoir judiciaire,

organe de l'Union fédérale des magistrats, en avril 1956, « les pères de famille ont toujours accepté sans protester les inconvénients nés des exigences du service, et nous sommes persuadés que les femmes comme les hommes tiendront à faire passer les impératifs de la profession avant toutes autres préoccupations, fût-ce les plus légitimes ». Pour d'autres orateurs, observant que la féminisation atteint surtout la magistrature assise (puisqu'on peut toujours rédiger un jugement un biberon dans l'autre main), on aboutirait à cette situation fâcheuse qui verrait « les hommes poursuivre et régir et les femmes juger ». (Discours de rentrée du tribunal de Versailles, janvier 1980.)

Voilà bien où le bât blesse : admettre que des femmes jugent, c'est voir se « ternir » une certaine image de la justice. L'autorité est une fonction d'hommes ; le pouvoir de juger aussi. Tout juste peut-on accepter que les femmes exercent des fonctions spécialement sociales telles que juge des enfants ou juge aux affaires matrimoniales. On appelle même à la rescousse le sentiment supposé des justiciables, dont on ne se soucie guère.

(*) Magistrat.
(**) Auditrice de justice.

en temps ordinaire : « les délinquants, lorsqu'ils sont ce qu'on appelle des « durs », considèrent comme humiliant d'être condamnés par des femmes. » (Discours de rentrée du tribunal de Strasbourg, janvier 1980.)

Ces discours rejoignent curieusement les intentions du garde des sceaux quand il utilise les congés de maternité comme alibi pour cacher ses carences dans la gestion du corps des magistrats où 400 postes sur 5 200 sont vacants, et pour justifier la création de « magistrats volontaires », véritables intérimaires de la profession, soumis à l'autorité hiérarchique et sans garanties d'indépendance. Pour que les congés de maternité soient une cause de mauvais fonctionnement de la justice, équivalente de ces vacances de postes, il faudrait chaque année douze cents femmes en congé de maternité ; or il y a mille septante-neuf femmes dans la magistrature.

Nous ne voulons pas être les bous émissaires d'un pouvoir qui cherche à nous utiliser pour justifier des réformes antidémocratiques et s'assurer ainsi un contrôle de plus en plus prégnant sur la magistrature.

Nous refusons aussi de servir de volant de main-d'œuvre pour pallier des carences de gestion. Nous voulons une égalité d'accès à la magistrature et de carrière dans toutes les fonctions ; nous tenons à être reconnues comme des magistrats à part entière.

L'armée et le machisme

par XAVIÈRE GAUTHIER (*)

LES menaces de guerre — vraies ou fausses — qui planent sur nos têtes depuis quelques temps ont été une bonne occasion pour les gouvernements de renforcer la militarisation. En quoi les femmes sont-elles concernées ? On sait qu'aux États-Unis M. Carter menace de rétablir la conscription pour tous et pour toutes. On sait qu'en Allemagne on propose officiellement le service militaire pour les femmes, afin de les punir de ne pas avoir fait assez d'enfants, de ne pas avoir donné assez de soldats au pays. Il est vrai qu'il existe des femmes, et même parmi les féministes, pour penser que leur libération, passer par une limitation des hommes, consisterait à accéder à leur pouvoir, à leur violence destructrice, à leurs institutions les plus perverses. On peut même imaginer que la conscription féminine soulèverait une immense révolte, une insoumission générale.

Certes les femmes, en toutes les plus jeunes d'entre elles, sont concernées par le service militaire lorsque ce sont les hommes qui leur sont proches, qu'elles aiment, qui disparaissent de leur vie pendant douze mois (leur laissant éventuellement la charge des enfants) pour aller marcher au pas entraînées ; ou, au contraire, qui refusent l'engagement, avec fermeté, avec rage, mais aussi avec douleur dans le désespoir, voire

la terreur. Là, sans doute, les femmes ont leur mot à dire.

Certes, les femmes, en toutes celles d'entre elles qui ont porté dans leur ventre et mis en vie, ont envie de se battre comme des tigresses pour que leurs fils ne soient pas, un jour proche ou lointain, happés et broyés par cette école de veulerie, ce rouleau compresseur de toute pensée personnelle, par cette machine de mort qu'est l'armée. Et, là, les mères ont à s'insurger pour que leurs fils, qu'elles ont nourris de leur amour, de leurs forces de vie et de liberté, ne soient pas raptés par l'institution militaire dans sa fonction d'emprisonnement.

Mais ce n'est pas seulement par personne interposée (fil-elle « le chair de leur chair ») que les femmes sont victimes de la militarisation. Elles le sont aussi directement et parce qu'elles sont femmes. Toute femme sait ce que représente le désastre d'être affrontée à la drague collective d'une horde de permissionnaires, excités comme des puciers, déchargeant sur elle le trop-plein des contraintes et des vexations subies à la caserne. Ce même qui l'ouvrier, exploité par son patron à l'usine, a quand même en rentrant chez lui sa femme à exploiter, plus bas que lui, de même, le soldat, ravalé au rang de simple matri-

cula, traité en objet, a encore en sortant de la caserne l'importune quelle femme à traiter en objet sexuel : toute femme peut lui servir d'exutoire, en paroles et, trop souvent, en actes.

Dans son principe même de fonctionnement, l'armée ne peut qu'exclure les femmes, les mettre à l'écart, les mettre à mort. Il est vrai que tous les sociétés phalocentriques fonctionnent sur ce rapport entre hommes, sans femmes réelles : adorées absentes et intouchables (la maman), ou méprisées-mutilées en corps (la putain), toujours niées. Mais c'est plus caractéristique, plus exemplaire, dans l'armée, l'immense concentration de mâles. Là, plus encore que partout ailleurs, règne la mépris des femmes et de toutes les valeurs féminines (ou supposées telles). La suprématie pour les hommes ou les objectifs de conscience ne peut être que « gonflement » ou « poussa mouillée ». Et, il n'y a pas très longtemps, des soldats du 24^e régiment d'infanterie de marine, qui soulèvent la lutte des pécheurs de Larzac, se sont entendus traiter de « pédés rouges » (sic) par leur sous-lieutenant.

Si l'armée est une école de machisme, si elle est la symbolique même et la concentrée de ce qui fait l'oppression des femmes, elles ont intérêt, elles aussi, à ce que disparaissent cette vieille et monstrueuse obligation du service militaire.

(*) Enseignant.

VUES ET REVUES par YVES FLORENNE

La séduction

La sexualité est cette structure forte, discriminatoire, centrée sur le phallus, la castration, le nom du père, le rejetement. Il n'y en a pas d'autre. Rien ne sert de rêver de quelque sexualité non phallique, non berrée, non marquée. Rien ne sert, à l'intérieur de cette structure, de vouloir faire passer le féminin de l'autre côté de la barre. » Le passage, pour renvoyer le lecteur, les considérations évidemment décisives sur la structure, et je poursuis : « Cependant, le féminin est ailleurs : c'est là le secret de sa puissance (...). le féminin séduit parce qu'il n'est jamais là où il se pense. Il n'est donc pas non plus dans cette histoire de souffrance et d'exploitation qu'on lui fait subir, le calvaire historique des femmes (sa ruse est de s'y dissimuler). »

Un esprit simple pourrait se demander si le masculin est bien dans cette histoire de souffrance et d'exploitation qui semble tisser l'histoire et qui fait quel- que bruit dans l'histoire d'à présent. A quel on ne manquera pas répondre que ceci est une autre histoire. Une histoire d'hommes. Quant aux femmes (sans ruse, on dans leur ruse ?), comme chaque fois qu'on invoque Freud, elles auront le choix entre se mettre en colère, tuer le père ; ou, bien entendu, le séduire. Ou les trois.

Des femmes plus ou moins ravies

Si la femme n'a jamais en de libido (ce que, Dieu merci, elle a longtemps ignoré), elle est des droits : jamais autant que dans les sociétés celtes, mais encore passablement jusqu'à la fin du Moyen Âge occidental ; la dégradation s'étend curieusement de la Renaissance aux Lumières, les droits ayant été radicalement décapités sous Louis XIV. Ce qui a dû, dira-t-on, stimuler la séduction.

Justement, au cours d'une étude où l'on trouve beaucoup de choses, de personnes et de rythmes — Clot, Narcisse, Don Juan, Jeanne Puçelle et Sédutrice, — Françoise Lévy a dénoté un nouveau crime dont l'invention revient au Parlement de Paris : le « rapt par séduction ». Un mal qui répandait, paraît-il, la désolation dans les familles. Le mot rapt avec sa violence prédatrice avait été maintenu pour les besoins de la cause, bien qu'il ne convint aucunement à ce qui était libre envoi à deux, ravissement mutuel, voyage de noces. Nul doute que d'Aguesseau se soit ravi lui-même à rédiger les attendus dans ce nouveau procès de la séduction, et d'une plume digne d'un Marivaux, consulte « Le rapt de séduction doit être puni encore plus sévèrement que celui

de violence, parce que l'on peut résister à la force ; mais qui peut être assuré de se défendre contre les enchantements de la séduction ? Dans le rapt de violence la personne qui en est l'objet n'a que le ravisseur à craindre, mais dans le rapt de séduction elle trouve en elle-même son plus dangereux et redoutable ennemi. Il n'est même pas vrai de dire que dans le rapt de séduction l'on trouve au moins la volonté et le consentement de la personne ravie. Cette volonté n'est pas la sienne : c'est celle du ravisseur que la force de la passion lui fait suivre. » Aussi importe-t-il que la force publique au nom de la loi s'y oppose, pour assurer la protection contre elle-même de l'éternelle mineure frappée d'incapacité perpétuelle — « pour son bien », évidemment, c'est-à-dire de bien et les biens du possesseur et de la trahison.

On retrouve trop dans Traverses cette vénération, mais très respectueuse, tradition qui veut que séduire ce soit toujours tromper. Non (et même dans ce cas-là), séduire, c'est d'abord prendre de la peine et du temps, ce qui, aujourd'hui, nous fatigue. Nous préférons les traverses qui coupent court et en terrain plat. Tel n'est pas le point de vue de Gilbert Lascault, qui écrit, en accord avec l'éthymologie : « Séduire, c'est peut-être toujours aimer les boucles, les volutes, les détours et détournements. » Suivre des courbes en les enveloppant, se plaie aux liens et aux nœuds, cheminer

dans les labyrinthes, moins pour le but ou l'issue que pour le cheminement. Ce texte est l'un de ceux qui font exception lui par leur transparence, en outre, distribué en brefs morceaux aux accents, parfois, de petits poèmes en prose déroulant la volupté guindée de leurs titres : « Écritures ondulées », « Corps, nuages, chevelures, serpents », « Le chant de l'arabesque ».

Certes, nos sociétés sont devenues des entreprises générales de séduction, mais imprégnées d'érotisme : consommation, publicité, information, information. On glisse peu à peu de la séduction au viol. Et la politique même. On y touche en passant (Gilles Lipovetsky), mais enfin, il faut se borner, puisque la séduction est partout. On est elle jeu plus mortel (rien pourtant sur le taureau) que dans le couple affronté : l'homme de lumière et la bête sombre ? Si l'on s'éloigne de toutes ces femmes ravies, ravissant, ravissantes, c'est avec Michel de Certeau et la « folle » qu'il nous découvre sur « la scène monastique » des premiers temps ; et aussi avec Marcel Boite et sa méditation sur les yeux, foyers de la séduction. Mais l'œil conduit au peintre et à la peinture : « Qu'on imagine les yeux du peintre regardant les yeux du modèle, les yeux de l'un et de l'autre avant les yeux peints. » Ce modèle, malgré l'ambiguïté grammaticale, est évidemment féminin. Où se retrouve l'éros.

* Traverses, n° 17 et 18. Centre national Georges-Pompidou, 75191 Paris Cedex 04. Le numéro 150 pages illustrées, 40 F.

Elles veulent, disent, agissent

par DENISE BRETON (*)

Ami-chemin du plan mondial d'action de dix ans adopté en 1975, à Mexico, à l'issue de la conférence mondiale de l'Année internationale de la femme par cent quarante-trois pays, les gouvernements, les organisations internationales et nationales avaient été invités à faire le point de son application.

L'Union des femmes françaises répond à cette recommandation des Nations unies. Elle mène l'enquête avec les femmes qu'elle côtoie, lui accordant intérêt et confiance, agissant avec elle. Dès octobre 1979, au regard de la déclaration de Mexico et de ses objectifs d'action contenus dans le plan décennal, elle a commenté les annotations de Mme Pelletier, ministre déléguée à la condition féminine, sur l'application des cent mesures pour les femmes prises en 1976 par son prédécesseur Mme Giroud.

Avec satisfaction l'U.F.F. note les acquis récents : lois plus égalitaires ; protection renforcée de la grossesse ; prise en considération du statut des exploitantes agricoles et partiellement des revendications des femmes seules chargées de famille, des veuves ; adoption définitive, malgré ses manques, de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse...

De là à affirmer comme Mme Pelletier que « l'application du programme Giroud a largement satisfait puisque plus de quatre-vingt mesures ont fait l'objet de décisions appropriées », il y a un pas de géant. Décision

et application, trop souvent, ne marchent pas de concert.

Depuis la promesse déjà lointaine d'un premier ministre sur l'ouverture de milliers de crèches, six millions et demi de femmes en âge de mettre des enfants au monde et dont les deux tiers travaillent ont bien le droit de demeurer sceptiques. Pourquoi le projet de loi sur la coexistence des biens entre époux, adopté par le Sénat voilà déjà presque un an, est-il toujours en attente au Palais-Bourbon ? Est-ce si pénible à certains de perdre la prérogative de chef de famille ? Pourquoi le groupe de travail chargé par le ministère de la condition féminine d'étudier la révision des manuels scolaires dans le sens souhaité à Mexico est-il muet depuis avril 1979 ? Les refus de participation aux travaux du groupe opposés à l'U.F.F., qui pourtant a publié un mémoire en 1977 et un livre en 1979 sur cette question, ne cachent-ils pas un manque d'emprise à éliminer des l'enfance les stéréotypes concernant les rôles et les métiers masculins et féminins ?

Pourquoi le gouvernement fait-il le silence devant le projet de loi antidiscriminatoire proposé par la commission juridique de l'U.F.F. ?

Parmi les objectifs à réaliser dans sa première période, le plan décennal prévoyait : l'aug-

mentation des possibilités d'emploi pour les femmes, la réduction du chômage, l'élimination de la discrimination dans les conditions d'emploi. Malheureusement, en cinq ans, le chômage s'est accru dans des proportions catastrophiques, sans espoir d'un retournement de situation dans les années prochaines. Les Françaises continuent à être largement majoritaires parmi les demandeurs d'emploi.

Le décalage entre salaires masculins et féminins se situe toujours autour de 33 %, la formation professionnelle des jeunes filles demeure en l'état, la proportion des femmes payées au SMIC est immuablement trois fois plus importante que celle des hommes. Ouvrières et plus encore employées anéantissent une déqualification due à l'autonomie des entreprises. Le machisme, barrière à l'embauche pour les postes qualifiés, se manifeste avec beaucoup moins de virulence pour les postes répétitifs d'ouvrières spécialisées.

En cette mi-temps de la décennie pour la femme, si l'U.F.F. dresse objectivement le bilan en positif et en négatif, et constate avec amertume, angoisse, le poids du négatif dans la reconnaissance de l'identité féminine, de sa promotion, de sa participation, elle ne perd pas confiance. Sa longue expérience, ses luttes, lui ont enseigné que rien n'a jamais été donné aux femmes. Elles ont tout obtenu elles-mêmes à force de détermination.

L'espoir réside dans la solidarité, un nouvel élan féministe.

(*) Présidente de l'Union des femmes françaises.

Cap sur Madère
à bord de FEDERICO C
11 jours à partir de 3.915 F
au départ de Cannes
Italie-Espagne-Madère-Canaries-Maroc
9 départs en Juillet, Août et Septembre.

CROISIÈRES PROQUET
Le N° 1 de la Croisière en France
Agent Général de Costa Armatori

Revenez-vous vite chez votre Agent de Voyages.

هكذا من الأصل

Le Monde

LE VOYA

LES DISCOURS

Le roi Hussein : « nous

vous personnellement, à pren

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

et le droit à l'autodétermination

la France et la Jordanie rappellent le droit

de tous les États de la région

à des frontières sûres, reconnues et garanties

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

Discours de M. Giscard d'Estaing : « le d

Le Monde

étranger

LE VOYAGE DU CHEF DE L'ÉTAT EN JORDANIE

LES DISCOURS D'AMMAN

Le roi Hussein : « nous vous invitons vous personnellement, à prendre une initiative »

Recevant, samedi 8 mars, à dîner le président Giscard d'Estaing, le roi Hussein de Jordanie s'est félicité du rôle de la France dans le monde. Il a souligné que le président de la République avait été l'artisan du dialogue euro-arabe et du dialogue Nord-Sud, mais n'a pas mentionné son projet de « triologie » euro-arabo-africain.

« La Jordanie, a-t-il ajouté, a été le pays qui a le plus souffert de la tragédie du peuple palestinien. »

Il a poursuivi : « La France a eu depuis 1967 une attitude d'honneur et de justice, tout comme j'ai trouvé une profonde compréhension de votre part au cours de mes multiples entretiens avec vous (...), mais je voudrais réaffirmer aujourd'hui que la question palestinienne est l'essence du conflit du Proche-Orient, qu'une

solution équitable de ce conflit doit avoir pour base le principe de la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien et de son droit à l'autodétermination sur sa propre terre et dans sa propre patrie, que la paix au Proche-Orient est partie intégrante de la paix dans le monde, que la sécurité et la stabilité de l'Europe dépendent de la sécurité et de la stabilité au Proche-Orient, et qu'une paix juste et durable dans la région n'est possible qu'après le retrait israélien de tous les territoires occupés, y compris de la ville arabe de Jérusalem. Nous avons refusé (...) d'être un des partenaires des accords de Camp David, parce que ces accords ne reconnaissent pas les droits légitimes du peuple palestinien, parce qu'ils ont ignoré les parties arabes et internationales dont dépend l'établissement d'une paix globale et en parti-

culier les représentants du peuple palestinien, et parce que ces accords n'ont pas abordé les différents aspects d'une paix juste et globale.

« Nous avons prévu dès le départ que les efforts entrepris séparément par l'Égypte aboutiraient à l'impasse et nous avons coordonné nos propres efforts avec ceux des pays arabes libres. (...) Face aux dangers qui menacent notre région, nous vous invitons, monsieur le président, ainsi que tous les dirigeants après des vœux, à effectuer une réévaluation de la situation existante au Proche-Orient et nous vous invitons, vous personnellement, à prendre l'initiative au niveau de la Communauté européenne et des instances internationales, afin de trouver le moyen d'éviter de nouvelles catastrophes et d'ouvrir la voie à une paix juste (...). »

M. Giscard d'Estaing : « le droit à la sécurité et le droit à l'autodétermination sont universels »

Après avoir rendu hommage au courage, au dévouement et à l'autorité du roi Hussein et exprimé son émotion qui fait pour nous de cette terre une terre sainte, M. Giscard d'Estaing a répondu :

« (...) Nous savons combien votre pays a souffert d'une situa-

tion qui a engendré quatre guerres en une génération. Nous savons quel est son désir de paix. Nous savons aussi quels liens étroits l'unissent au peuple palestinien qui a largement souffert sur son sol, ce peuple dont ni l'azote, ni le déracinement, ni les années n'ont affaibli l'aspiration à une patrie.

« Les réalités physiques et morales qui constituent les États de la région et les aspirations légitimes de ses peuples déterminent les conditions d'un règlement. Ce fait est aujourd'hui reconnu. Quelle en est la signification ?

« Il faut que soit confirmé le droit de chaque État de la région à vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties. Ce droit à la sécurité est un droit universel, comme le fait indiqué à la tribune des Nations unies et la France connaît, à cet égard, les préoccupations légitimes de l'État d'Israël. Mais celui-ci doit reconnaître que son occupation, depuis 1967, de territoires arabes ne peut lui permettre d'établir avec ses voisins les relations pacifiques auxquelles il aspire. Ce fait est également reconnu, puisque la normalisation de ses rapports avec l'Égypte passe par l'évacuation du Sinaï.

« Des garanties précises devraient être données à tous les États de la région, en particulier par les membres permanents du Conseil de sécurité, en raison des responsabilités particulières qu'ils assument. Il y a à la fois un aspect essentiel de négociation.

« Il faut reconnaître en même temps la véritable nature du problème palestinien. Il ne s'agit pas d'un problème de réfugiés, mais du problème d'un peuple qui aspire à exister et à s'organiser en tant que tel. En exerçant son droit à l'autodétermination, droit également universel, dans le cadre du règlement de paix, il doit pouvoir se prononcer sur son destin et disposer d'une patrie.

« Telles sont, pour la France, les deux conditions de paix au Proche-Orient. Elles exigent l'adhésion et le concours de toutes les parties intéressées. Aussi faut-il que toutes les parties soient associées à la négociation, notamment le peuple palestinien, ce qui implique la participation de l'Organisation de libération de la Palestine.

« Il est temps que chacun reconnaisse qu'il n'y a pas de paix possible au Proche-Orient hors des deux réalités que constituent l'existence légitime des États de la région, et la force inaltérable des sentiments nationaux (...).

Pour sa part, la France entend faire tout ce qui est en son pouvoir, en liaison avec ses partenaires d'Europe, pour que progresse la recherche d'un règlement de paix. Avec l'assentiment de la paix, quel avenir ouvrirait alors à cette région la coopération entre ses peuples (...). Oui, les obstacles sur le chemin de la paix ne doivent pas nous empêcher d'apercevoir les chances exceptionnelles de développement qui s'ouvriraient à tous les peuples de la région, si largement dotés en ressources et en talents, du jour où ils acceptent de coexister dans des frontières qui ne seront plus hérissées de menaces, mais qui traverseront les limites à l'intérieur desquelles chacun accepte de vivre en paix.

« Le message de la France dans votre région, qui nous est si chère depuis deux mille ans, a parfois été mal décrit ou mal compris. Ce n'est rien d'autre qu'un message de paix, de justice et de fraternité, toutes notions dont nous avons reçu l'émouvant enseignement du sol de votre propre région (...).

« C'est en formulant ce vœu, qui exprime aussi ma conviction, que je vous invite à lever votre verre en l'honneur de la reine Hour, à laquelle nous adressons tous nos vœux respectueux et affectueux, de Sa Majesté le roi Hussein, homme d'État courageux et exemplaire, et du bonheur et de la prospérité du peuple jordanien, ami du peuple français. »

LE COMMUNIQUÉ COMMUN

Voici les principaux passages du communiqué publié dimanche 9 mars à Amman, au terme de la visite de M. Giscard d'Estaing.

« (...) Les deux chefs d'État ont mis au premier plan de leurs préoccupations la question du Proche-Orient et la situation dans la région, auxquelles ils ont consacré un examen approfondi (...).

« Les deux chefs d'État sont convenus que la recherche d'un règlement de paix garantissant les droits et les aspirations légitimes de toutes les parties concernées est plus que jamais indispensable, et ils ont constaté que la communauté internationale est désormais consciente de la nécessité de trouver à la crise du Proche-Orient une solution internationale fondée sur la charte des Nations unies, sur les résolutions du Conseil de sécurité et donc sur les principes suivants : le retrait israélien des territoires arabes occupés en 1967, la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à une patrie sur ces territoires, et la reconnaissance du droit de tous les États de la région à vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties.

« Les deux chefs d'État ont reconnu le caractère central du problème palestinien. Ils ont ex-

primé leur conviction que ce problème n'est pas un problème de réfugiés mais celui d'un peuple qui aspire légitimement à exister en tant que tel, et qui doit donc être en mesure d'exercer son droit à l'autodétermination dans le cadre du règlement de paix juste et durable.

« Les deux chefs d'État sont convenus de déployer tous leurs efforts pour que s'ouvre la voie à une paix véritable. Ils ont estimé que les principes du règlement global valent pour toutes les parties intéressées. Celles-ci doivent donc être associées aux négociations, notamment le peuple palestinien, ce qui implique la participation de l'Organisation de libération de la Palestine (...).

« Le communiqué reprend ensuite les formules déjà employées au cours du voyage de M. Giscard d'Estaing sur le Liban, les relations internationales, l'Afghanistan, le dialogue euro-arabe, le projet de « triologie » euro-arabo-africain, pour lequel le roi Hussein exprime « son intérêt ».

« Au sujet des relations bilatérales, le communiqué déclare notamment :

« Les deux chefs d'État (...) ont affirmé leur volonté de développer la coopération entre les

deux pays. Les deux parties se sont félicitées des résultats atteints dans le domaine des relations économiques et de la contribution apportée par le premier protocole franco-jordanien signé en 1977 concernant le financement et la réalisation du complexe phosphatier d'Aqaba (...).

« Les deux chefs d'État ont exprimé leur satisfaction commune devant le développement continu de cette coopération, qui s'est manifestée notamment, la signature d'un deuxième protocole financier en juin 1979 concernant un programme important dans le domaine des télécommunications. Enfin, les deux chefs d'État ont évoqué les nouvelles perspectives qui s'ouvrent aux relations entre les deux pays. Ils ont porté un intérêt particulier aux projets industriels concernant la prospection, l'exploitation et la mise en valeur des ressources minières et pétrolières, la production d'énergie, d'électricité et de ciment, ainsi que l'industrie automobile. Les deux parties se sont déclarées prêtes à développer la coopération engagée dans le domaine des télécommunications. La partie française est, en outre, disposée à affecter, le moment venu, un nouveau prêt à des conditions privilégiées à la réalisation d'un ou plusieurs projets (...).

La France et la Jordanie rappellent le droit de « tous les États de la région » à des « frontières sûres, reconnues et garanties »

(Suite de la première page.)

Le roi Hussein était tout disposé à l'entendre. Nul État n'est plus affecté par le conflit du Proche-Orient que la Jordanie, dont 60 % de la population est palestinienne, dont le territoire est parsemé de camps de réfugiés, et sur lequel sont braqués les canons israéliens. Nul gouvernement plus que celui d'Amman n'est ouvert aux solutions réalistes.

Aussi trouve-t-on dans le communiqué franco-jordanien de dimanche les éléments d'une solution équilibrée. Il s'agit d'une sorte d'actualisation de la résolution 242 du Conseil de sécurité adoptée en 1967 par Washington et Moscou, référence obligée de tout plan de règlement. Pour la première fois en effet depuis le début de son voyage, un chef d'État arabe, et qui plus est celui de l'État qui souffre le plus du conflit, celui qui est le plus exposé et le plus intéressé à un retour à la paix, admet explicitement comme principe d'un règlement « la reconnaissance du droit de tous les États de la région à vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties ». Sans doute Israël n'est pas nommé, mais son droit d'exister en paix et en sécurité n'a jamais — hors le cas de l'Égypte — été reconnu aussi clairement par un de ses adversaires. Le roi Hussein ne se contente pas de réclamer, avec M. Giscard d'Estaing, « une solution internationale fondée sur les résolutions du Conseil de sécurité », mais il cite expressément le principe fondamental de ces résolutions le plus controversé dans le monde arabe.

Le même communiqué franco-jordanien ajoute, comme ceux des précédentes étapes du voyage présidentiel, que le problème palestinien « n'est pas un problème de réfugiés mais celui d'un peuple qui aspire légitimement à exister en tant que tel » — ce qui est une évidence — et qu'il doit être en mesure d'exercer « son droit à l'autodétermination dans le cadre du règlement de paix », ce qui signifie que l'autodétermination des Palestiniens ne devra pas porter atteinte aux frontières de l'État d'Israël.

Le président de la République accorde cependant une satisfaction aux Palestiniens en ajoutant que toutes les parties concernées doivent être associées aux négociations, « ce qui implique la participation de l'Organisation de libération de la Palestine ». Faut-il voir dans cette formule un nouveau pas en avant vers la cause arabe ? Oui, puisque aucun chef d'État occidental n'avait jusqu'ici prononcé le nom de l'O.L.P. Mais ce pas en avant est en somme assez réduit dans la mesure où, déjà, le ministre irlandais des affaires étrangères, M. O'Kennedy, parlant au nom de l'Europe des Neuf à la tribune de l'ONU le 24 septembre dernier, avait jugé nécessaire que l'O.L.P. participe à la négociation — M. François-Poncet l'avait approuvé le surlendemain

— et que le communiqué franco-jordanien publié après la visite de M. Giscard d'Estaing à New-Delhi reprenait déjà une formule comparable (le Monde du 30 janvier).

De même, la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination avait été exprimée sous une autre forme mais tout aussi explicitement (« Le droit des Palestiniens de déterminer leur propre avenir en tant que peuple ») par M. O'Kennedy dans son discours prononcé avec l'approbation du gouvernement français. D'ailleurs, plusieurs autres gouvernements de la Communauté n'ont pas manqué de rappeler qu'ils avaient bien avant M. Giscard d'Estaing réclané l'autodétermination du peuple palestinien. La novation, qui provoque tant d'émotion en Israël, est donc difficilement discernable.

En revanche, M. Giscard d'Estaing, s'il considère l'O.L.P. comme « un interlocuteur qualifié », selon le mot du porte-parole de l'Élysée, ne le désigne nullement comme l'interlocuteur unique que voudrait être M. Yasser Arafat. Les maîtres de la Jordanie occupée, par exemple, ne sont nullement tenus par le gouvernement français pour quantité négligeable. M. Giscard d'Estaing s'est déclaré samedi « très sensible » à la lettre que lui a adressée le maître de Bethléem approuvant chaleureusement son action. De même, le président de la République ne s'est-il pas prononcé sur ce que devrait être — État indépendant ou non — la « patrie palestinienne » ? Toute présomption à cet égard reviendrait à dénier aux Palestiniens l'exercice du droit à l'autodétermination que précisément on réclame pour eux.

Tout l'économie du communiqué d'Amman consiste ainsi à placer sur le même pied, en leur reconnaissant les mêmes droits, Palestiniens et Israéliens, et à proclamer que la paix ne peut résulter que de leur coexistence librement acceptée.

MAURICE DELARUE.

● Trois cents personnalités françaises ont lancé, à l'initiative de l'Association de solidarité franco-arabe (A.S.F.A.), dans la perspective d'un règlement politique global au Proche-Orient, et sur la base du droit à la paix et à la sécurité de tous les peuples et États de la région, et de l'ensemble des résolutions des Nations unies, de reconnaître officiellement, et sans condition préalable, l'O.L.P. comme seul représentant légitime du peuple palestinien et d'inviter en France le président Yasser Arafat, s'honorant ainsi d'une initiative propre à faire avancer le processus de la paix bloquée par la politique des dirigeants israéliens et leurs alliés.

Parmi les signataires figurent notamment MM. Jacques Berque, Lucien Eitner, Claude Bourdet, Paul Millès, Georges Montaron, Vincent Monteil, Maxime Rodinson, Louis Odré et Pierre Rondot.

(1) 12-14, rue Augereau, Paris 75007.

« Parce qu'il réunit exemplairement les qualités de journaliste et d'écrivain, Jean Lacouture concilie l'investigation à l'anglo-saxonne et la création personnelle à la française.

Il y ajoute le souffle d'une épopée, dont l'unité monumentale se dessine de livre en livre. Une communion inouïe.

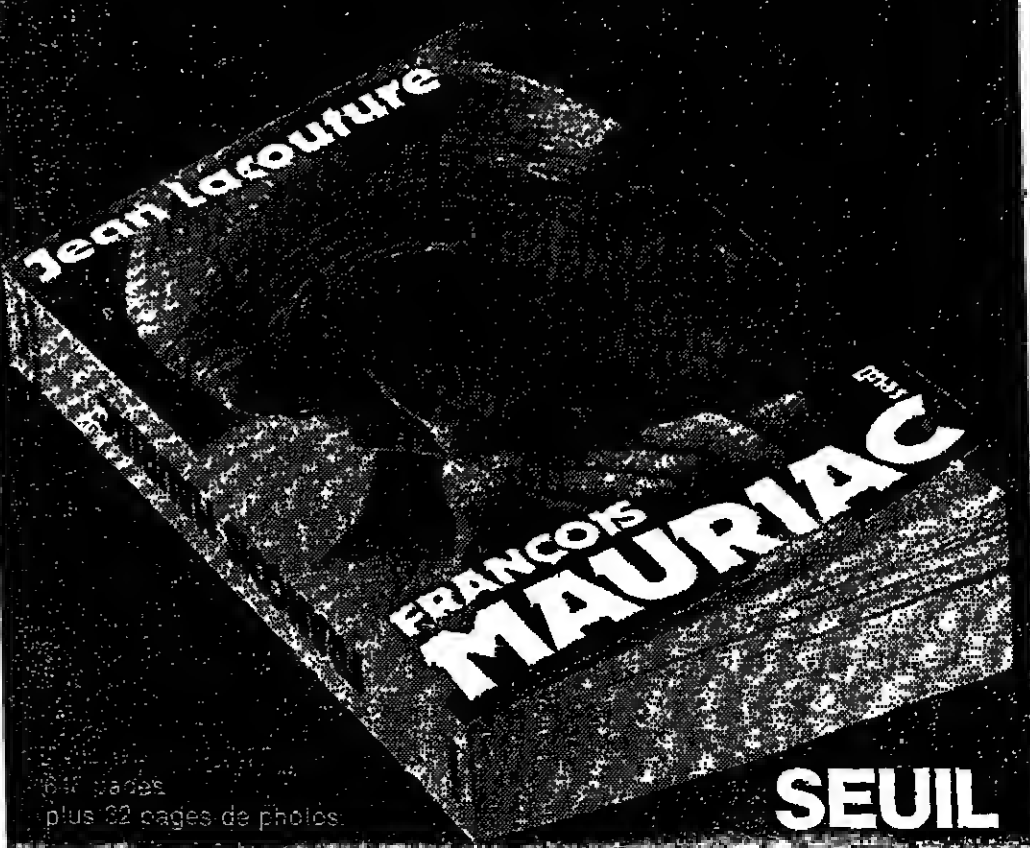
Tout en restant critique et en n'omettant rien, l'auteur nous plonge littéralement dans le monde calfeutré de cet enfant prodige et prodigue...

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

« Un grand livre, croyez-moi. En vérité un très grand livre »

Henri Guillemin / Sud-Ouest

FRANÇOIS MAURIAC
par
Jean Lacouture



plus 32 pages de photos

SEUIL

p sur idère

FEDERICO

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

du 29/10/79

PROCHE-ORIENT

LE VOYAGE DU CHEF DE L'ÉTAT EN JORDANIE

JÉRUSALEM : une entrave à la seule chance de paix existante

De notre correspondant

Jérusalem. — Les dernières prises de position du président français à propos de l'O.L.P. n'ont, curieusement, guère provoqué de réactions en Israël. La visite de M. Giscard d'Estaing en Jordanie est rapportée dans la presse sans commentaires, l'opinion à Jérusalem s'intéressant davantage aux conséquences de la nomination de M. Shamir au ministère des affaires étrangères. Il est vrai qu'à la veille du voyage de M. Giscard d'Estaing au Proche-Orient les Israéliens avaient suffisamment pressenti une reconnaissance définitive de l'O.L.P. comme seul représentant du peuple palestinien, et une invitation de M. Arafat à Paris pour ne pas s'étonner à présent des propos tenus à Amman.

Dans les milieux gouvernementaux on remarque seulement avec inquiétude que le chef d'État français est devenu, en fait, le porte-parole de l'Europe des Neuf, ce qui signifie pour Jérusalem une « radicalisation » de la politique européenne, et l'on fait savoir une nouvelle fois que cette attitude risque d'entraver la seule chance de paix qu'ait connue jusqu'à ce jour le Proche-Orient. Après la condamnation des im-

Le président a fui les journalistes

De notre envoyé spécial

Amman. — Alors que la presse, aussi bien française qu'arabe, et celle de beaucoup d'autres pays étrangers, a présenté le « voyage d'Orient » du président de la République sous un jour généralement favorable, M. Giscard d'Estaing a, tout au long de son parcours, fui les journalistes. Mais à part quelques intrus, certains de ces agences de presse locales (qui l'avaient interrogé avant son départ) et des télévisions françaises, le président n'a accepté de s'entretenir avec les journalistes que la jour de son arrivée, pendant quelques minutes, au cours de la réception des Français du Koweït. Une « rencontre » avec la presse au palais Basman d'Amman, le dimanche 9 mars à 15 heures 30, avait été inscrite au programme puis annulée.

Plusieurs incidents se sont produits. A Koweït, les photographes et caméramans, qui avaient été emmenés à la tente où le président à déjeuner, se sont vu interdire de travailler et ont boycotté le reste de la journée. En Jordanie, dimanche matin, une trentaine de journalistes avaient été emmenés à Cus-Dala, promontoire qui surplombe les points de rencontre des frontières d'Israël et de la Syrie occupée, à cent vingt kilomètres au nord d'Amman, pour « couvrir » la visite présidentielle. Cependant, M. Giscard d'Estaing refusa de descendre de son hélicoptère tant que les journalistes se seraient retirés, et les journaux se mirent à fuir. Le président avait déjà mis le pied à terre, espérant sans doute que ce geste déciderait son hôte à suivre son exemple. Les journalistes furent donc retournés manu militari vers les véhicules.

Explication officielle : « Le président ne veut pas se laisser photographier sur des installations militaires à l'étranger. » C'est, paraît-il, un principe, mais jusqu'ici informé et qui n'expose pas que la presse écrite ait été, elle aussi, éconduite. Les militaires jordaniens ne voyaient d'ailleurs, quant à eux, aucun inconvénient à laisser les photographes opérer. Le plus probable est que M. Giscard d'Estaing ait voulu faire plaisir au roi Hussein en allant opérer de visu la teneur du traité d'armistice, la Jordanie, mais il ne s'attendait pas à se trouver sur la ligne de front au milieu d'un « commando » de journalistes, et il ne voulait pas ajouter à l'irritation israélienne en se faisant photographier en train d'inspecter à la jumelle la ligne du Golan, les eaux du lac de Tiberias et les vertes fondations du Jourdain — ambigüité ou finesse, comme on voudra, tout à fait dans la ligne élyséenne.

Autre petit mystère du voyage : au début de questions répétées, le président a répondu qu'il n'avait rien de précis sur les traditionnelles relations de cadeaux. A en juger par les

M. Shamir est nommé ministre des affaires étrangères

Quatre mois et demi après la démission de M. Moshe Dayan, son successeur à la tête de la diplomatie israélienne, M. Itzhak Shamir, devait être nommé officiellement le lundi 10 mars. La désignation du président de la Knesset avait fait l'objet de vives querelles à l'intérieur de la coalition gouvernementale, car, estimant désavantageux dans la très délicate répartition des postes-clés au sein du cabinet, le parti libéral bloquait toute décision — son président, M. Simcha Ehrlich, ayant perdu la portefeuille des finances au début du mois de novembre. Par souci de l'« intérêt national » et « en raison des circonstances », les libéraux ont accepté de lever leur veto au cours du conseil des ministres de dimanche. Toutefois, le parti travailliste estime que M. Begin a fait « le mauvais choix au mauvais moment ».

Un partisan convaincu du Grand Israël

Le trait le plus remarquable de la carrière de M. Itzhak Shamir tient à un paradoxe qui ajoute encore au caractère confus du gouvernement de M. Begin. Pour conduire désormais la politique étrangère d'Israël, le premier ministre a appelé l'un de ceux qui ont le plus clairement manifesté leur réticence à l'égard de l'aspect principal de cette politique : le processus de paix avec l'Égypte. Lorsqu'en 1978 M. Begin a demandé à la Knesset d'approuver les accords de Camp David, M. Shamir, président de l'Assemblée, s'est abstenu. Il déclare aujourd'hui qu'il ne s'opposait pas à la paix mais à certaines de ses conditions. Il désapprouvait surtout l'« élimination » des implantations israéliennes dans la Sinaï.

Celui qui aura pour fonction de partager la responsabilité des négociations sur l'autonomie dans les territoires occupés est un partisan convaincu du Grand Israël et de la colonisation de la Cisjordanie et du territoire de Gaza. Selon lui, les Palestiniens ont déjà un État... en Jordanie. C'est un nouveau « faucon » qui entre au gouvernement, après la nomination, en novembre dernier, au ministère des finances, de M. Ygal Horowitz qui, lui, avait purgamment et éliminément dénoncé les accords de Camp David au point de quitter une première fois le cabinet pour cette raison.

M. Shamir est un personnage peu loquace, tout entier marqué par le secret de son passé. Avec une autre nouvelle personnalité de la diplomatie israélienne, M. Eliahou Ben Elissar (premier ambassadeur de l'État hébreu en Égypte), le partage, en effet, la particularité d'avoir été pendant de longues années l'un des membres du Mossad, la célèbre service de renseignements extérieurs israélien. Longtemps auparavant, M. Shamir avait été dans le clandestinité la compagne de route et parfois le rival de M. Begin.

Né en 1915 en Pologne, M. Itzhak Shamir arrive vingt ans plus tard en Palestine, où il rejoint aussitôt les rangs de

PROCHE-ORIENT

Iran

L'imam Khomeiny autorise la commission internationale à rencontrer certains des otages

Le président Carter a annoncé que l'imam Khomeiny avait autorisé la commission internationale à rencontrer certains des otages. Cette décision est considérée comme une avancée majeure dans les négociations de libération des otages américains.

LE CAIRE : la presse observe la consigne du silence

De notre correspondant

Le Caire. — Si la communauté franco-koweïtienne évoquant l'autodétermination palestinienne n'a pas été accueillie au Caire, elle n'y a été considérée comme un peu intempestive dans la phase actuelle des négociations sur l'autonomie palestinienne. Les déclarations du président français à Amman et le communiqué franco-jordanien de dimanche soir 9 mars évoquant la nécessité de faire participer l'O.L.P. aux règlements de paix au Proche-Orient ont fait l'effet d'une douche froide dans les cercles dirigeants égyptiens.

Bien que les radios arabes et étrangères aient déjà informé les Égyptiens des nouvelles prises de position françaises sur le problème palestinien, la presse caennaise a reçu l'ordre de faire silence sur le voyage de M. Giscard

L'O.L.P. : un nouveau pas positif

Beirut. — La nouvelle « petite phrase » du président Giscard d'Estaing a été accueillie avec satisfaction au sein de la centrale palestinienne, sans pour autant qu'on la considère comme constituant la reconnaissance complète d'un parti M. Yasser Arafat (le Monde). C'est un nouveau pas positif de la part du président Giscard d'Estaing, venant après la série de communiqués et de déclarations de son voyage, nous a déclaré le porte-parole de l'O.L.P., M. Mahmoud Labadi. Néanmoins, nous soulignons que cela soit un début de reconnaissance officielle de la part de la France, ce qui n'est pas encore le cas, et une proclamation du droit des Palestiniens à un État indépendant.

Liban

● La démission phalangiste. M. Edmond Rizk, détenu en otage depuis près d'un mois auprès de l'ancien président de la République, M. Soléiman Frangieh, a été libéré dimanche matin. M. Rizk avait été enlevé le 13 février dernier par des éléments armés alors qu'il se rendait au palais présidentiel de Baabda. Des tractations entre le parti phalangiste et M. Frangieh avaient permis la libération, mercredi dernier, de six otages phalangistes retenus depuis septembre dernier par des miliciens phalangistes en échange de vingt-trois phalangistes enlevés par les milices ghazwites. — (A.F.P.)

● Un jeune Libanais, porteur d'un faux pistolet, a pris, lundi en début de matinée, le contrôle d'un appareil des Middle East Airlines effectuant la liaison Amman - Beyrouth, puis s'est rendu aux autorités après l'atterrissage de l'avion sur l'aéroport de la capitale libanaise.

PARIS LONDRES BERKELEY
(U.S.A.)
COURS SPÉCIAUX D'ANGLAIS
Demandez notre documentation :
LANGUAGE STUDIES
350, rue St-Honoré, 75001 Paris
Tél. 260-53-70

SARTRE EST-IL DÉPASSÉ ?
lisez plutôt
observer
N° 800

LA CRISE AFGHANE ET SES PROLONGEMENTS

« L'U.R.S.S. ne restera pas passive face aux actions de Washington dirigées contre sa sécurité »

écrit la « Pravda »

De notre correspondant

Moscou. — L'avertissement lancé dimanche 9 mars par la Pravda, annonce-t-il un changement dans l'attitude de Moscou vis-à-vis des Occidentaux ? Il est encore trop tôt pour répondre précisément à cette question, mais il est indéniable que le commentaire du journal du P.C. soviétique rend un son nouveau.

Ayant estimé que « dans les étages supérieurs de l'administration américaine on se représente encore mal ce qu'est l'Union soviétique », le journal affirme : « L'U.R.S.S. ne restera pas passive face aux actions de Washington et de ses alliés dirigées contre sa sécurité. Qu'il s'agisse de la création de bases militaires, du déploiement de nouvelles forces nucléaires américaines à proximité des frontières soviétiques ou de tentatives de pousser des États se trouvant à proximité de l'Union soviétique à entreprendre des actions hostiles à notre égard, on tiendra compte de tout cela et rien ne restera sans réponse. Il est temps pour certains milieux d'Occident de réfléchir à la voie dangereuse que leur politique de guerre froide leur ouvre. »

La recherche par les États-Unis de la supériorité militaire est illusoire non seulement parce que « l'U.R.S.S. n'a plus de possibilités que jamais pour faire échouer de tels plans et pour préserver la paix », mais aussi parce qu'on peut douter des capacités économiques américaines à soutenir une course interminable aux armements. Dans la mesure où « les États-Unis ne sont pas menacés par l'U.R.S.S., mais par l'accumu-

La neutralisation ne serait pas « réaliste » estime le chef de l'État pakistanais

Dans une interview publiée le lundi 10 mars dans l'hebdomadaire d'extrême-droite Der Spiegel, le chef de l'État pakistanais, M. Zia Ul Haq, a catégoriquement rejeté la proposition de la Communauté européenne de « neutraliser » l'Afghanistan. Cette idée, a-t-il dit, n'est « ni pratique, ni réaliste ». L'Afghanistan « ne doit pas être un pays neutre, mais un État non aligné, et, entre la neutralité et le non-alignement, il existe une différence ».

Le général Zia a indiqué qu'il lui paraissait « impossible de verser la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan étant donné la nature du terrain », mais il a en même temps affirmé que son pays ne pourrait pas fournir « une base arrière sûre » aux rebelles afghans. « J'ai proposé aux Russes et aux Afghans de renouer les liens entre la frontière, mais ils ont bien vu que ce n'était pas possible », a-t-il dit. M. Zia a ajouté avoir suggéré en outre aux Russes d'accepter la mise sur pied en Afghanistan d'un « contingent de paix » qui pourrait être composé de troupes de pays islamiques et non alignés y compris de l'Inde, afin d'éviter toute implication de l'extérieur. Ce contingent, selon le chef de l'État pakistanais, pourrait être placé sous la responsabilité des Nations unies.

À propos des relations entre le Pakistan et les États-Unis, le général Zia a souligné que la question cruciale pour son gouvernement était de renforcer la sécurité de son pays « sans s'attirer en même temps l'hostilité de l'Union soviétique. Et comme le meilleur moyen de faire cela est une superpuissance est encore une autre superpuissance, il est plus important pour moi d'obtenir des garanties contractuelles ».

VOTRE ARGENT VAUT DE L'OR

Vos pièces de 5, 10 et 50 F rachetées au meilleur cours et payées immédiatement.

56, rue de Turbigo 75003 PARIS

CMP 7, rue de l'ancienne Préfecture 63002 LYON

Ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 15.

Compagnie des Métaux Précieux Fondeur-Affineur agréé par le Trésor.

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Iran

L'imam Khomeiny autorise la commission internationale à rencontrer certains des otages

Le président Carter a, une nouvelle fois, indiqué, samedi 8 mars, qu'il était prêt à exprimer les regrets des Etats-Unis pour les torts que le régime du chah a pu causer à l'Iran, mais en refusant de reconnaître toute culpabilité de son pays. D'autre part, l'imam Khomeiny déclare dans un message que la commission internationale peut rencontrer certains des otages américains.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — On ne comprendrait rien à la « querelle des otages » qui oppose les « étudiants islamiques » au Conseil de la révolution, si l'on devait prendre au pied de la lettre les déclarations des deux parties. Les « étudiants » soutiennent qu'ils livreraient les captifs aux autorités si celles-ci acceptaient de remplir trois conditions : le Conseil de la révolution si l'on devait prendre au pied de la lettre les déclarations de la diplomatie, M. Gholshadih — devrait en faire la demande par écrit ; huit heures d'écoute radio entre la requête et le transfert effectif des otages ; pendant ce délai, les « étudiants » devraient pouvoir disposer de la radio et de la télévision pour « expliquer leur geste au peuple ».

Réuni dimanche soir pendant trois heures, le Conseil de la révolution a rejeté ces conditions ; il insiste une fois de plus pour que les « étudiants » continuent sans tarder les négociations avec les représentants du ministère des affaires étrangères, faute de quoi ils devraient autoriser les cinq membres de la commission d'enquête de l'ONU à rendre visite aux otages.

L'impatience suscitée en apparence par des divergences de procédure a été engendrée, en fait, par un double bluff. Dans ses tractations avec les « étudiants islamiques » du 3 au 5 mars, M. Gholshadih leur a laissé croire, à tort, que le Conseil de la révolution n'accepterait à aucun prix de prendre en charge les otages. La ruse avait conduit les « étudiants » à annoncer le 6 mars qu'ils livreraient les captifs aux autorités, en étant certains qu'ils se heurteraient à une fin de non recevoir. Surpris par la subtile acceptation de leur offre par le Conseil de la révolution, ils postèrent des conditions jugées inacceptables par l'organisme suprême de la République. Celui-ci, dans sa grande majorité, ne veut pas en réalité accepter ce « cadeau empoisonné », craignant en particulier que les « étudiants islamiques » ne résistent à les présenter comme des partisans d'un « compromis avec l'impérialisme ».

Dans leur communiqué et leur déclaration, les « étudiants » ont, en effet, exposé une thèse qui risque de séduire une partie de la population. Ils soutiennent que la visite de la commission aux otages fait partie d'un « complot », d'un « accord » conclu entre les Etats-Unis et les autorités iraniennes, dont l'ultime étape serait la libération des diplomates américains sans que soit acquiescé l'extrême-droite du chah. Ils insistent, dès lors, pour que les enquêteurs de l'ONU ne rencontrent que quelques-uns des otages, afin de les interroger sur les « crimes » commis par les Etats-Unis en Iran. Or la commission internationale estime que le mandat qui lui a été confié ne l'autorise pas à considérer les otages comme des témoins à charge mais seulement comme des victimes d'un acte arbitraire.

Le problème aurait pu être éludé si la commission avait accepté d'ajourner sa visite à l'ambassade américaine au lendemain des élections législatives en Iran. Une telle décision aurait été, d'une certaine manière, logique puisqu'il est admis, de part et d'autre, qu'il reviendra au futur Parlement de statuer sur le

sort des otages. Cependant, des représentants de M. Kurt Waldheim considèrent que les deux volets de leur mission — enquêter sur les griefs de l'Iran à l'égard du chah et des Etats-Unis, d'une part, contribuer à résoudre le conflit, entre Téhéran et Washington de l'autre — sont indissociables. Si la commission devait quitter Téhéran sans s'assurer de l'état de santé des otages, elle ne pourrait rédiger le rapport qui lui a été demandé. Un tel échec, fait-on encore remarquer, contribuerait à raviver la tension entre Washington et Téhéran.

Le chef de l'Etat iranien, M. Bani Sadr, ne veut pas non plus relancer la crise entre les deux pays. Un tel développement, explique-t-il dans un éditorial publié le dimanche 9 mars dans son journal *Angush-e Eslami*, ne servirait que les ennemis intérieurs et extérieurs de la République islamique. L'U.R.S.S., soutient-il, a tout intérêt à ce que la « querelle des otages » se poursuive afin de se donner le temps de consolider sa mainmise sur l'Afghanistan, avant de se retourner contre l'Iran.

Les « étudiants islamiques » disposent d'influents alliés. La radio et la télévision iranienne leur offrent des avantages de publicité qu'ils défendent par M. Bani Sadr et Gholshadih pour une fois unis dans un même combat. La presse, curieusement, n'est pas moins partiale et rapporte à l'unisson que des « centaines de milliers » de personnes ont manifesté leur soutien aux étudiants, alors que les observateurs dignes de foi s'accordent pour dire que quelques centaines seulement se sont rassemblés samedi devant l'ambassade américaine pour clamer leur solidarité avec les étudiants. Il est vrai cependant que toutes les formations de gauche, dont l'influence n'est nullement négligeable, ont exprimé leur mécontentement à l'égard de la commission de l'ONU et des objectifs qu'elle poursuit.

Les occupants de l'ambassade américaine bénéficient encore et surtout de l'appui des dirigeants du parti républicain islamique, dont les principaux dirigeants — les ayatollahs Beheshti, Khomeini et Rafsanjani — sont membres du Conseil de la révolution. Ainsi divisé, le Conseil de la révolution s'est abstenu dimanche soir de prendre une quelconque décision susceptible de conforter M. Bani Sadr et Gholshadih. La proposition de ce dernier, qui consiste à adresser un ultimatum aux étudiants avant de recourir à la force pour les déloger de l'ambassade américaine, a été écartée. L'organe suprême de la République a préféré solliciter, dès ce lundi matin, une audience à l'imam Khomeiny pour l'inviter à trancher le débat.

Dans un message, publié ce lundi après-midi, l'imam a déclaré que la commission internationale peut rencontrer les otages américains qui ont été impliqués « dans les crimes du chah et des Etats-Unis en Iran ». Une fois qu'elle aura donné ses avis sur ces crimes, à Téhéran, elle pourra rendre visite à la totalité des otages détenus dans l'ambassade, conclut l'imam.

ERIC ROULEAU.

SEJOURS LINGUISTIQUES ET SPORTIFS

Jeunes de 11 à 18 ans.

PAQUES - ÉTÉ 1980

Grande-Bretagne - U.S.A. - Allemagne - Espagne

Comité d'Accueil de l'Enseignement Public
88, boulevard Saint-Michel - 75006 PARIS - Tél. 329-12-88

Depuis 88 ans, le Journal spécialisé

"Les Annonces" est le n°1

pour la vente des fonds de commerce

En Vente Partant 2.50 F et 35, rue de Malte, 75011 PARIS

Vous aurez bien plus de succès... devenez

GRAPHOLOGUE

apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études (MSI Ecole Suisse de Graphologie des 3 Weiermattstr. CH-3027 Berne)

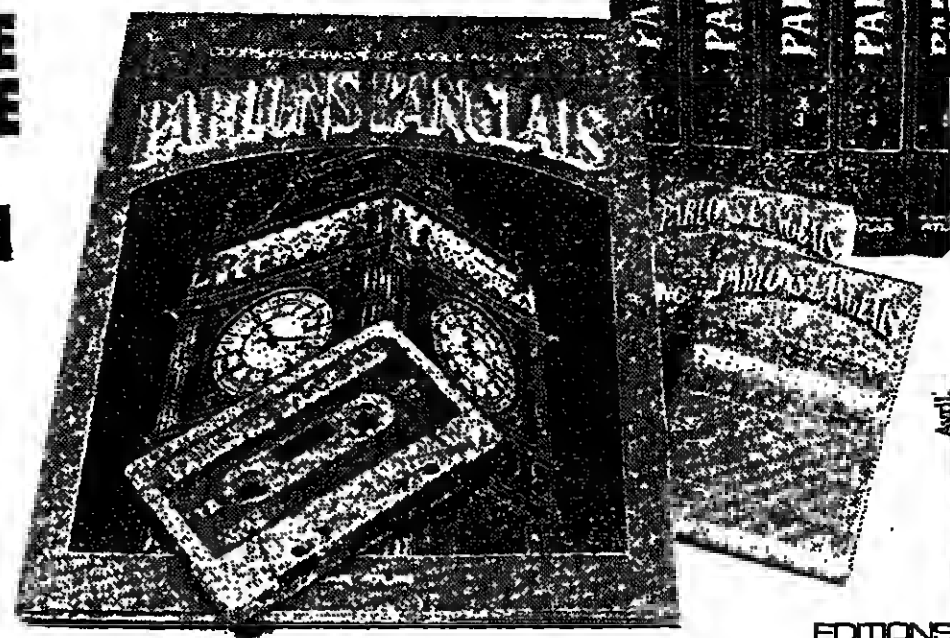
PARLONS L'ANGLAIS

UN VÉRITABLE
LABORATOIRE
DE LANGUES
A LA MAISON

LE 1^{er} FASCICULE
+
LA 1^{re} CASSETTE
+
1 DICTIONNAIRE

15 F

MARDI CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX



EDITIONS
ATLAS

L'Airpass Braniff. Trois nouveaux moyens de visiter les Etats-Unis.

Désormais, 15, 30 ou 45 jours de voyages illimités aux Etats-Unis, à partir de 1025 F.
(en supplément du billet aller et retour pour les Etats-Unis).

Nous Braniff, nous faisons tout pour devenir votre compagne aérienne. Et l'une des actions les plus passionnantes que nous ayons réalisées est le nouvel Airpass Braniff.

Avec un Airpass Braniff, vous pouvez, dès votre arrivée aux Etats-Unis, voyager sur autant de vols Braniff que vous le désirez, à destination des 50 villes desservies par Braniff, et ceci jusqu'à expiration de votre Airpass.

Que vous alliez aux Etats-Unis pour vos affaires ou pour vos loisirs, c'est un excellent moyen qui vous permet de voyager à volonté pour un prix très avantageux.

Pour obtenir un Airpass Braniff, achetez un billet aller et retour pour les Etats-Unis, puis choisissez un des 3 Airpass : 15 jours de voyages illimités à partir de 1025 F, 30 jours à partir de 1640 F et 45 jours à partir de 2050 F. Pour un supplément de 820 F, vous pouvez vous procurer une extension pour Honolulu.

De plus, vous bénéficiez aussi d'un Airpass si vous vous rendez aux Etats-Unis et si vous poursuivez votre voyage vers l'Amérique du Sud ou l'Extrême-Orient avec Braniff.

Vous volerez vers les Etats-Unis à bord d'un superbe 747. Braniff offre, au départ de Paris-Orly, deux vols par semaine vers Boston (trois à partir du 1/08/80) et un vol par semaine vers Dallas/Fort-Worth (trois à partir du 1/08/80).

L'Airpass Braniff, c'est encore un nouvel exemple de notre objectif : "Pour devenir votre compagne aérienne, nous nous devons d'être meilleurs".



Pour tous renseignements et réservations, appelez Braniff au (1) 720.42.42 ou 720.03.33.

On se doit d'être meilleur
quand on s'appelle

Braniff

ETATS-UNIS • HAWAII • PACIFIQUE • EXTRÊME-ORIENT
AMÉRIQUE DU SUD • MEXIQUE • EUROPE

VOTRE ARGENT VAUT DE L'OR

Vos pièces de 5, 10 et 50 F
rachetées au meilleur cours
et payées immédiatement.

58, rue de Turbigo
75003 PARIS



7, rue de
l'Anclenne-Préfecture
69002 LYON

Ouvert du lundi au vendredi,
de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 15.

Compagnie des Métaux Précieux
Fondeur-Affineur agréé par le Trésor.

EUROPE

LE PUZZLE ESPAGNOL

I. — Galice : certitude et incertitudes

Saint-Jacques-de-Compostelle. Est-ce une fièvre sans lendemain ou une lame de fond qui fait craquer cinq siècles d'unité forcée ? Après le Pays basque et la Catalogne, voici la Galice, l'Andalousie, les Canaries qui aspirent à devenir des « nations ». Une ambition comparable se manifeste du côté de Valence, de l'Aragon, et des Balears. Murcie a des velléités régionalistes, les Asturies aussi. On dit même que l'estrémadure, voire la Manche, ont des desirs du même genre.

Chacun présente son dialecte, on son accent, comme le signe de sa « différence », extrême des ancêtres ou des parents oubliés pour faire pièce à un centralisme de fer, dont Franco a été le dernier représentant, et dont les Espagnols disent volontiers qu'il est un héritage napoléonien, donc une greffe étrangère. Ici on regarde en direction du Portugal, là-bas du côté des Arabes. Plus au sud, les « fies » semblent toujours prêts à s'appareiller pour le Nouveau Monde.

Sur la carte, une Espagne inattendue commence à se dessiner. Son centre diminue à vue d'œil. Chacun se situe à la périphérie, et retrouve les arguments de Robert Lafont et du « colonialisme intérieur ». Même Madrid n'est plus tout à fait sûre d'être au « centre ». Certains de ses élus affirment en effet, — un comble — que la capitale est victime, elle aussi, du centralisme castillan.

Il est difficile, pour un étranger, de démêler le vrai du faux dans tout ce qui se dit et s'écrit depuis que la démocratie espagnole a été saisie par le vertige autonomiste. Il faudrait être au cœur des incompréhensions réciproques, avoir vécu les vraies et fausses rancunes dont se tisse la vie d'une nation.

« Ne soyez pas barbares »

Comment comprendre, par exemple, ce qui se passe avec la Galice ? Voici l'une des trois nationalités « historiques » de l'Espagne. Après la Catalogne et le Pays basque, elle avait voté un statut d'autonomie en 1936, mais l'occupation franquiste l'avait empêché de l'appliquer. Personne ne nie le droit au particularisme à cette terre du bout des terres, qui a été obligée de tout temps par ses montagnes à regarder du côté de la mer et ce vieux rocher cette humidité et réveur, où près de 80 % de la population pratique une langue, le galego, qui est finalement du portugais.

Or les Galiciens ne font guère parler d'eux. Ils n'ont ni généralisme, ni grand mouvement nationaliste. C'est avec mollesse qu'ils s'acheminent vers leur « auto-gouvernement ». La gauche unanimement a rejeté, au Parlement, un statut d'autonomie approuvé par la droite, car elle le considère inférieur à celui qui a été accordé aux Catalans et aux Basques. Mais les réactions, sur place, ont été limitées. Comme d'habitude, la majorité des Galiciens ont paru réservés, presque muets. A l'image de celui qui a incarné si longtemps — et bien malgré eux — le tempérament local, feu Francisco Franco, natif du Ferrol, qui s'appelle toujours d'ailleurs, El Ferrol-du-Candillo.

On va à Saint-Jacques-de-Compostelle, la capitale « spirituelle » de la région, pour vérifier les causes d'une telle discrétion. Très vite, on se demande s'il ne s'agit pas d'un masque. Car les vieux murs de Saint-Jacques sont le prétexte d'une vaste « prise de parole ». Du patois qu'il était, le galicien est devenu un instrument de revendication politique, le véhicule tous les oris du cœur. Slogans des partis, mots d'ordre des syndicats, proclamations des étudiants ; leur giboulée fêtrée semble attester à la gravité des lieux, en fait il s'accorde avec le côté « prolétaire » d'une ville qui a été le rendez-vous de la loi médiévale, et dont les rebuts de pierre ont partout fallu — grosse tête et jambes courtes — de Jacques Bonhomme.

Or, à en croire un nationaliste, « il n'y a pas si longtemps, parler le galicien, dans certains milieux, était provoquer une rupture ». Son emploi n'était pas légitime, il pouvait traduire une dissension politique. En outre, pendant des siècles, le galego a été la langue des paysans et non celle des élites. L'Eglise, l'administration, la bourgeoisie parlaient le castillan et faisaient honte à ceux qui ne s'exprimaient pas comme elles. « La langue a marqué la frontière entre les classes », dit un intellectuel « galeguiste », M. Ramon Pineiro.

L'histoire de la Galice ne dépasserait ni un Breton ni un Occitan. Un royaume d'abord indépendant devient une simple « marche » d'un royaume plus vaste, qui impose sa loi et sa langue et s'empare, sur place, d'arracher toutes les mauvaises herbes. La bourgeoisie locale est trop rattachée pour se défendre. Elle se soumet à Madrid et mime

De notre envoyé spécial
CHARLES VANHECKE

tout ce qui vient d'elle. Le peuple finit par intérioriser le mépris que lui témoigne la culture dominante. Le franquisme triomphant n'a pas besoin d'interdire le galicien, comme il a fait avec le basque et le catalan. Il lui suffit d'exploiter son discrédit. Le slogan lancé dans les années 40 pour inciter le Galicien à s'exprimer en castillan (« Ne soyez pas barbares, parlez la langue de l'empire ») se greffe sur une vergogne séculaire à utiliser les mots de la tribu.

L'« Empire » a disparu. Les « barbares » ont persévéré. Ce sont eux qui corrigent les partisans sur les routes et remplacent le « j » castillan par le « x » galicien. Quand on demande à M. Domingo Merino, le maire nationaliste de La Corogne — capitale administrative de la région — comment il pense « galeguiser » la vie municipale il répond qu'il a commencé le jour où il s'est adressé à ses administrés dans la langue du cru. « Dans toute l'histoire de la Galice moderne, dit-il, aucun maître de grande ville ne l'avait jamais fait. »

Aujourd'hui, la culture galicienne est en pleine renaissance. Le petit parti communiste régional, les nationalistes radicaux du Bloc national populaire, publient en galego, ainsi que les architectes et les naturalistes. Une chanson nouvelle vague — la « sona canción » — le dispute en authenticité aux musiques paroissiales, que qu'on joue encore sur la gaita, le bionio local. Le Corogne n'a jamais perdu sa « royauté académique », déjà ancienne, mais c'est dans les années de « résistance » que sont nées à Vigo les éditions Galaxia, qui se débattent de tout traduire : le Journal de prison d'Ho-Chi-Minh et aussi Asterix. Pourtant, beaucoup hésitent à l'heure des définitions nationales. « La plupart des Galiciens sentent qu'ils appartiennent à une même terre, mais ils n'ont pas de sentiment historique », dit M. José Manteiga, l'un des fondateurs du parti galeguiste, qui se situe à l'aile droite du mouvement nationaliste.

Depuis le retour de la démocratie en 1977, le vote a été conservateur : le P.S.O.E. de M. Felipe Gonzalez a été submergé par la « masse d'élus du centre et de la droite. Les divers groupements qui agitent la bannière de la « libération nationale » ont attendu deux ans pour faire une timide percée. De l'avis général, l'hypermaximisme et l'hypernationalisme prennent mal dans le Finistère galicien.

Une autre Bretagne

On songe à la Bretagne. Tout y est : le bûcher, et aussi les pardons du dimanche, les calvaires au bord des chemins, les champs de genêts, un paysage fragmenté en milliers d'indivisibles : chacun son carré de patates et sa paire de boufs. Si le latifundio est castillan ou andalou, le minifundio est galicien. Il a engendré une nation de petits propriétaires, après l'épargne et au travail, ennemis des aventures dialectiques, à leurs compatriotes ont fait une réputation de méfiance et de ruse. « C'est à vous rencontres un Galicien dans un escalier, dit une anecdote populaire, il ne vous dit jamais s'il monte ou s'il descend. »

Normand autant que breton, donc, et dominé par ses notables — les caciques de villages, les titulaires du franquisme, les caciques se sont ralliés, quand le vent a tourné, à l'Union du centre démocratique, c'est-à-dire au pouvoir. Ailleurs, l'U.C.D. est réformiste. Ici, elle se confond avec la droite. Mais c'est avec une droite habile, qui ne navigue pas à contre-courant. Quand M. Adolfo Suarez s'est dit autonomiste, elle lui a emboîté le pas.

L'intelligentsia estime d'ailleurs que le conservatisme galicien n'est qu'une apparence, le côté visible d'une résignation qui se traduit d'abord par une forte abstention électorale (plus de 50 % dans les provinces de Lugo et d'Orense). Pourquoi voter, si ce sont toujours les mêmes qui occupent les places ? Après avoir cassé l'organisation traditionnelle de la région, le pouvoir franquiste s'est appuyé sur les notables locaux qui s'effraient comme intermédiaires. Mais ceux-ci ont alimenté une classe politique qui, de l'avant-garde n'a jamais répondu aux aspirations populaires. L'histoire de l'Espagne fourmille de brillants hommes politiques galiciens, qui ont fait merveille à Madrid, et régulièrement oublié leur province.

L'intelligentsia affirme également que le patriotisme galicien existe — lui aussi en dépit des apparences — mais qu'il est « diffus et confus ». Ceux qui ont fondé le parti galeguiste — héritier d'une formation qui por-

taient le même nom avant guerre — espèrent arracher à l'U.C.D. une partie de cet électoral « patriote », incapable de se reconnaître dans les concepts lapidaires du nationalisme radical.

Comment croire, par exemple, que la Galice est une colonie ? C'est ce qu'affirme pourtant M. Francisco Rodriguez de l'Union do Povo galego (Union du peuple galicien), il dit pour-quoi : « Nous ne disposons d'aucun pouvoir politique. Nous ne pouvons pas développer notre culture. » Parti communiste et patriote l'U.C.D. a formé le noyau du Bloc national populaire, qui a obtenu de 5 à 7 % des voix, selon les provinces, aux dernières élections législatives. Il anime un syndicat paysan, les Comisarios labregos, bien implanté dans les provinces pauvres de l'intérieur. Colonie, la Galice l'est aussi, selon M. Rodriguez, parce qu'elle fournit surtout des matières premières. Ses rares industries, en outre, sont « enclavées ». Certaines, comme la fabrique de cellulose de Pontevedra, sont « polluantes ». D'autres, telles les centrales hydro-électriques, « détruisent les paysages » et produisent une énergie « exportée vers d'autres régions ». Son unique autoroute ne peut servir « ni aux marins ni aux paysans ».

Une sortie naturelle : le Portugal

C'est un langage moins exacerché qu'on entend chez les militants d'Unidade Galega (Unité galicienne), l'autre coalition nationale parlementaire de 6 à 7 % des voix dans les provinces côtières, mais fait pâle figure à l'intérieur. M. Camilo Nogueira, par exemple, ne définit pas la Galice comme une colonie, et il parle de sous-développement, c'est-à-dire des nances. Economiste, il est l'un des dirigeants du Partido obrero galego (Parti ouvrier galicien), qui figure dans la coalition aux côtés du parti socialiste (distinct du P.S.C.E.) et du parti galeguiste.

En fournissant, dans des proportions importantes, de la viande de bœuf, du lait, du bois, de l'aluminium, des voitures, des bateaux, la Galice se présente en effet, selon M. Nogueira, « comme une région sous-développée avec les productions d'un pays développé ». C'est sa dépendance économique, son manque d'autonomie politique qui seraient à l'origine de ses retards et de ses déshérences. Et ceux-ci sont nombreux. L'émigration n'a guère cessé depuis un siècle. L'épargne fuit la région, l'agriculture pèse d'un poids excessif dans l'économie (elle occupe 40 % de la population, avec un revenu inférieur de moitié à celui du paysan espagnol moyen).

C'est pourquoi la gauche nationaliste se bat surtout pour récupérer une parcelle de pouvoir politique. Les revendications varient évidemment d'une coalition à l'autre. Le Bloc national populaire estime que la Galice devrait exercer sa souveraineté à l'intérieur d'une Espagne transformée en « confédération de nations ». C'est en « nation souveraine » qu'elle pourrait désigner à l'Etat espagnol « une partie de ses compétences, par exemple sa défense et sa diplomatie ».

Une autonomie véritable

L'Unité galicienne se prononce pour des formules qui excluent l'indépendance. M. Nogueira rêve, comme les nationalistes québécois, d'un Etat associé, mais ses compatriotes de coalition se contentent, comme lui-même sans doute, d'une autonomie véritable.

Autonomistes et indépendantistes ont une préoccupation commune : disposer d'un pouvoir suffisant pour défendre les intérêts de la région avant l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. La viande et le lait galiciens sont produits actuellement à des conditions qui ne résisteraient pas à la concurrence européenne. M. Nogueira ajoute qu'une Galice « autogouvernée » pourrait « se re-situer » — économiquement et culturellement — par rapport au Portugal. « Le Portugal est notre débouché naturel, dit-il. Nous sommes séparés de la Castille par des montagnes. Si nous appartenions à l'Espagne, c'est à la suite d'un accident historique. »

Ils sont nombreux, dans les autres régions, à faire état des mêmes accidents de l'histoire.

Prochain article :

ANDALOUSIE :
LA TENTATION ARABE

Votre BMW aime ZOL et ZOL le lui rend bien.

Rien ne se fait bien sans passion. Et ZOL est vraiment passionné par BMW. Depuis 20 ans. Exclusivement. Quoi d'étonnant alors si une BMW, qui sort des Ateliers de ZOL, marche à la perfection, si elle donne le meilleur d'elle-même ! Un outillage ultra-perfectionné, des mécaniciens compétents et aimant leur métier, un planning de travail précis, voilà pour quoi votre BMW aime ZOL... et vous aussi.



20 ans de pratique de la marque oblige.



44, av. Edouard-Vaillant
92100 BOULOGNE - Tél. : 609.91.43

BERLITZ® Organisme privé

Langues vivantes

PARIS :
CHAMPS-ÉLYSÉES : 35, av. Franklin-Roosevelt - 720.41.60
PANTHÉON : 31, rue du Sommerard - 633.98.77
EN BANLIEUE :
BOULOGNE : 35, av. Edouard-Vaillant - 609.15.10
NATION : 15, place de la Nation - 371.11.34
ST-AUGUSTIN : 26, rue de la Papeterie - 522.22.23
OPÉRA : 29, rue de la Michodière - 742.13.39
VENDÔME : 7, rue de la Poix
VICTOR-HUGO : 14, rue Léonard-de-Vinci - 500.34.38
LA DÉFENSE : 5, av. du Général-de-Gaulle - 773.68.16
ST-GERMAIN-EN-LAYE : 11, rue de Paris - 973.75.00
VERSAILLES : 22 bis, av. de St-Cloud - 950.08.70

John NATHAN
La vie de Mishima
Traduit de l'anglais par Tanguy Kenec'Hdu
Collection : Leurs Figures

Yukio MISHIMA
La mer de la fertilité
Tome I : Neige de printemps, roman
Tome II : Chevaux échappés, roman
Traduit de l'anglais par Tanguy Kenec'Hdu
Collection : Du Monde entier

Ivan MORRIS
La noblesse de l'échec
Héros tragiques de l'histoire du Japon
Traduit de l'anglais par Suzanne Nétillard
Collection : La suite des temps

OSHIMA
Ecrits 1956-1978
Dissolution et jaillissement
Traduit du japonais par Jean-Paul Le Pape
Collection : Cahiers du Cinéma Gallimard

Gallimard

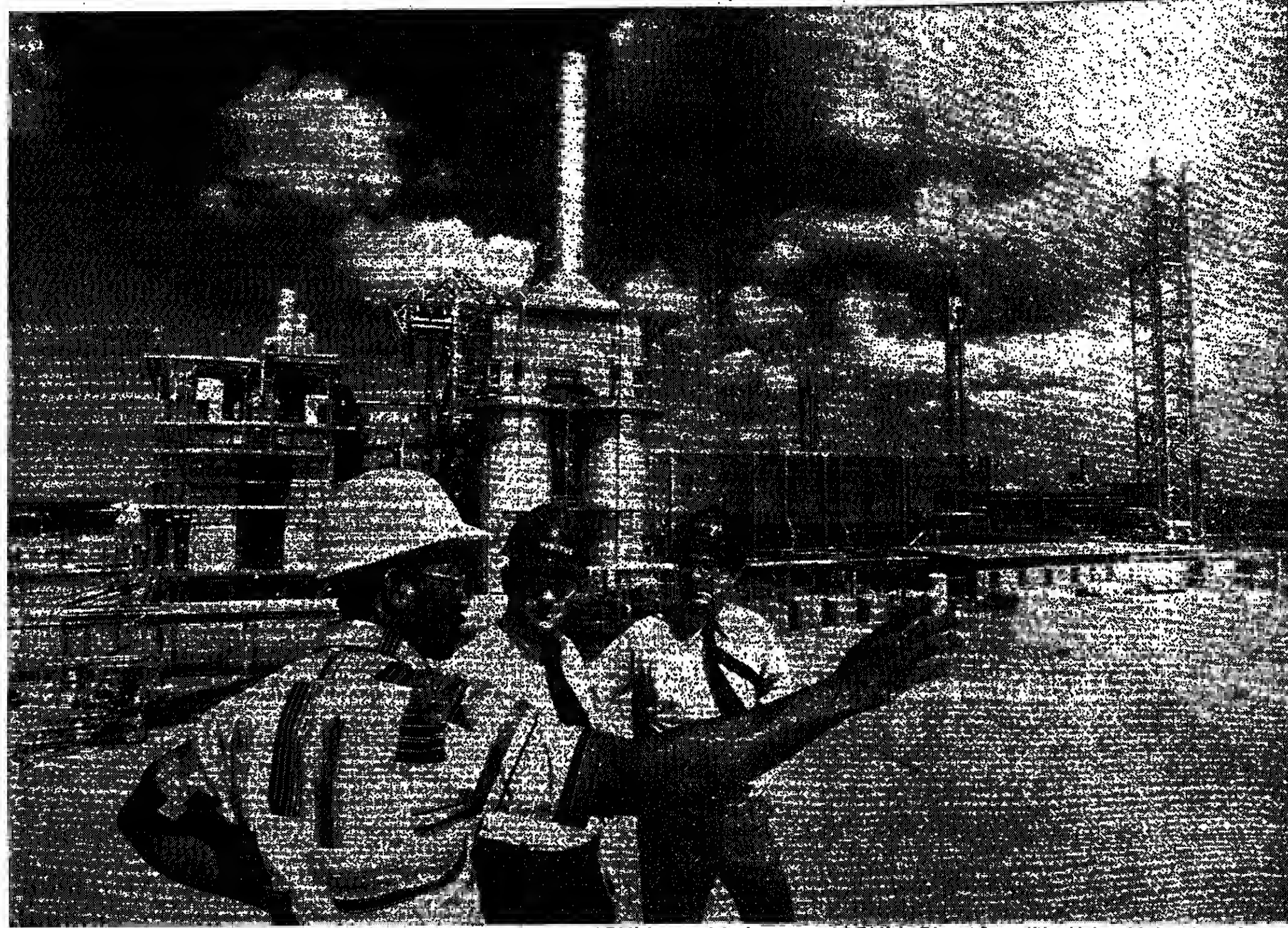
PASSEZ VOS VACANCES DE LANGUES
PASSER VOS EXAMENS PLUS FACILEMENT

Pendant les vacances de Pâques, du 31 Mars au 11 Avril, Berlitz organise des cours intensifs pour préparer les examens du mois de Juin ou améliorer ses connaissances en langues. Du lundi au vendredi sauf le lundi de Pâques.

Langues vivantes. BERLITZ® Organisme privé.

Ch. Elysées : 720.41.60 - Nation : 371.11.34 - Opéra : 742.13.39 - Panthéon : 633.98.77 - St-Augustin : 522.22.23 - V-Hugo : 500.34.38
Boulogne : 609.15.10 - La Défense : 773.68.16 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70

Conseils et financements de grands programmes de développement: une des spécialisations de la Banque Morgan



Le financement de cette usine d'ammoniac à Trinidad, une association du gouvernement de Trinidad et Tobago et d'une société américaine, a été mis en place par le groupe "Project Finance" Morgan. Ici à gauche, un responsable de l'usine décrit la phase suivante du projet à James Berliner et Michael Stephen, Vice Presidents de Morgan.

Le développement, l'extraction et l'exploitation des ressources naturelles requièrent de vastes programmes et de lourds investissements. Un seul projet peut comprendre plusieurs entreprises, privées et publiques et diverses devises. Face à la complexité de ces problèmes, les gouvernements et les entreprises multinationales s'adressent souvent à la Banque Morgan et à son groupe "Project Finance" pour sa compétence et son expérience dans ce domaine.

Les experts "Project Finance" de Morgan Guaranty ont des clients dans le monde entier : dans les secteurs minier, chimique, métallurgique, public et énergétique. Souvent, il est fait appel au groupe "Project Finance" dès la naissance d'un projet. Dès lors, une équipe est formée qui comprend d'autres spécialistes Morgan : des ingénieurs

miniers et pétroliers, des analystes financiers spécialistes d'une industrie donnée, des experts du crédit à l'exportation et en placements privés. Ensemble, ils développent un programme de financement sur mesure, qui tient compte des exigences économiques du projet, ainsi que des aspects fiscaux, légaux et comptables. Ils établissent un plan de remboursement du prêt qui s'accorde au cash-flow du projet.

Les responsables de grands programmes apprécient ces compétences. Ils apprécient aussi notre connaissance précise et immédiate des sources de fonds disponibles sur les principales places financières du monde et notre expérience dans la formation des syndicats de prêteurs de devises multiples pour de grands projets. Notre groupe "Project Finance" est à même de mettre

en rapport prêteurs et emprunteurs de la manière la plus avantageuse pour le projet.

Pour plus de renseignements sur la façon dont Morgan Guaranty conduit un grand programme de développement et la manière dont nous pouvons vous aider à monter un tel programme n'importe où dans le monde, contactez un responsable Morgan.

Morgan Guaranty Trust Company, 23, Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France : 14, place Vendôme, Paris (téléphone : 260.35.60). *Autres Succursales :* Londres, Bruxelles, Anvers, Amsterdam (Bank Morgan Labouchere), Francfort, Dusseldorf, Munich, Zurich, Milan, Rome, Madrid, St-Helier, Tokyo, Singapour, Hong Kong, Séoul, Nassau, Buenos Aires. *Bureaux de Représentation :* Beyrouth, Sydney, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur, Sao Paulo, Caracas. *Filiales Internationales :* San Francisco, Houston, Miami, Toronto (J.P. Morgan of Canada Limited).

Banque Morgan

مركز من الأصل

M. Connally se retire de la con...

Les candidats à la

Le mieux parmi les Blancs

LAI



Vidéo... Audi 100 5D. Elle...
Audi 100 5D. ELLE...

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Connally se retire de la compétition pour la Maison Blanche

A la suite de sa défaite à l'élection primaire républicaine de Caroline du Sud, samedi 8 mars, l'ancien gouverneur du Texas John Connally a déclaré qu'il se retirait de la course à l'investiture de son parti. Il aura donc dépensé en vain quelque 10 millions de dollars, qui ne lui avaient rapporté jusqu'ici qu'un seul délégué sur les neuf cent quatre-vingt-dix nécessaires pour obtenir la majorité à la convention républicaine qui se tiendra à partir du 14 juillet à Detroit.

Miami. — Les Cubains de Miami vont-ils faire et défaire les présidents américains ? On aurait pu le croire le dimanche 9 mars, à voir les deux principaux candidats républicains à la Maison Blanche, MM. Reagan et Bush, « travailler », à deux heures d'intervalle, la foule exclusivement hispanique de la 8^e rue (la calle Ocho, dit-on plus couramment), entre la 22^e et la 28^e Avenue, cœur de la « petite Havana », au sud-ouest de la ville.

Le premier candidat, déjà présidentiel avec son costume sombre et ses bonnes manières, semble y croire plus que le second : M. Reagan a prévu cette étape de longue date, il a déjà assisté à la messe dans une église catholique cubaine du quartier puis, toujours sans complexe, il a déposé une gerbe devant le modeste stèle qui honore « les martyrs de la brigade d'assaut du 17 avril 1961 », autrement dit, les participants de la débâcle de la baie des Cochons. Il continue de parler d'un nouveau blocus de Cuba, reprochant au gouvernement de faire des difficultés aux émigrés anti-communistes de La Havane, et suggère que le traité Selt 2 soit renvoyé aux Soviétiques pour une nouvelle négociation. Une critique, d'ailleurs modérée, de la Commission trilatérale, dont sept anciens membres occupent aujourd'hui de hautes fonctions dans le gouvernement Carter, peut donner l'impression qu'il se joint aux reproches d'« activités subversives » adressées à cette organisation. Il n'en est rien, mais l'occasion était bonne de lancer indirectement une flèche à son rival, M. Bush, membre lui aussi de la Trilatérale.

M. Bush, qui eut peu après sur les lieux, est moins heureux dans sa recherche de crédibilité. A la différence de M. Reagan, il a refusé la protection des services secrets. Son accès au public n'en est guère

Grand vainqueur de l'épreuve, M. Reagan a toutes les chances d'y arriver en favori. Néanmoins, un sondage de l'Institut Louis-Harris indique que 33 % des électeurs républicains préféreraient l'ancien président Gerald Ford à M. Reagan (27 %). M. Ford a déclaré qu'il annoncerait ses intentions vers le 20 mars et que, s'il devait revenir à la Maison Blanche, il confierait le département d'Etat à M. Kissinger — lequel, de son côté, pousse activement la candidature de M. Ford. Toujours selon le même sondage, si les élections se tenaient aujourd'hui, M. Ford battrait largement M. Carter.

et du Vermont. Mais il y a 19 % d'indécis et c'est sur eux que M. Bush fait porter son effort.

M. Reagan n'en reste pas moins la figure de proue du parti républicain à ce stade. Divers personnages parviennent à percer, voire à le coiffer au poileau dans différents Etats, mais il ne sont jamais les mêmes et c'est toujours M. Reagan qu'on retrouve dans les positions les plus solides d'un bout à l'autre du pays. M. Ford lui-même pourrait bien être parti trop tard pour battre son ancien adversaire de 1976, d'autant plus que son âge (deux ans de moins que M. Reagan) ne fait que rendre plus « crédibles » les soixante-neuf ans de l'ancien gouverneur de Californie. Ce dernier peut compter aussi sur l'indulgence de M. Carter. Les stratèges de la Maison Blanche ne cachent pas qu'un duel Carter-Reagan en novembre, représenterait pour eux le meilleur des figures, celui qui a le plus de chance de reconduire leur homme pour quatre années à la tête du pays.

MICHEL TATU.

Les candidats à la conquête de la Floride

De notre envoyé spécial

Facilité, car il y a toujours, autant de caméramen. Et puis, cette escalade à la « petite Havana » a été rajoutée au dernier moment, lorsque les sondages ont confirmé la nécessité pour cet éternel second de mettre les bouchées doubles. La foule massée sur la place prête davantage attention au concert de musique cubaine qu'au cortège désordonné du « futur président ». La candidate doit attendre patiemment que les musiciens lui cèdent la place devant le micro. Il ne recueille que des applaudissements polis lorsqu'il promet d'être « un président fort, qui aura une forte défense et une forte C.I.A. ».

« Le mieux parmi les Blancs »

L'ambiance est plus calme chez les démocrates. Les deux vedettes défilées par M. Carter à Miami pour ce dernier week-end, avant la primaire de mardi, sont MM. Andrew Young, l'ancien ambassadeur à l'O.N.U., et Mohamed Ali, le champion de boxe devenu, lui aussi, un ambassadeur courtois. Samedi soir, les deux hommes ont participé, au côté de M. Askew, l'ancien gouverneur de Floride, devenu le représentant spécial du président pour le commerce international, à une collecte de fonds (un cocktail à 50 dollars l'entrée) dans un grand hôtel de la ville. Seul incident : plusieurs centaines de Haïtiens réclamant l'identité des droits pour les émigrés du régime Duvalier ; vingt-trois mille Haïtiens résident à Miami, dont une bonne moitié sont des « boat people », en situation irrégulière.

Pour M. Mohamed Ali, M. Carter est tout simplement « ce qu'il y a de

mieux que je peux entrevoir parmi les Blancs ». Il n'a pas besoin de parler de M. Kennedy, dont les chances sont estimées par tous comme insignifiantes en Floride, et qui a peine fait campagne dans l'Etat. A juste titre, le sénateur a concentré ses efforts sur l'Illinois, qui tient une primauté décisive pour lui le 18 mars.

Car tous les sondages concordent : les trois premières grandes primaires du Sud (Géorgie, Alabama et Floride) qui se tiendront mardi 11 mars sont acquises déjà du côté démocrate à M. Carter. De ces trois Etats importants, la Floride était le seul à présenter un problème éventuel : l'énorme accroissement de sa population (neuf millions d'habitants aujourd'hui contre deux millions cinq cent mille il y a trente ans) en a fait un microcosme de la fédération tout entière.

L'électorat y est plus vieux qu'ailleurs, mais aussi plus « sophistiqué ». Sans doute M. Kennedy espère-t-il tirer profit auprès des juifs de la bave commise par M. Carter à propos de la résolution anti-Israélienne de l'O.N.U. Mais le mouvement ne devrait guère entamer l'énorme avance du président. Selon le dernier sondage du Miami Herald, M. Carter obtient 66 % des intentions de vote contre 13 % à M. Kennedy et 4 % à M. Brown.

C'est chez les républicains que le combat est le plus vif, après le retrait de M. Baker et celui, annoncé samedi, de M. Connally. Le sondage du Miami Herald donne 42 % des intentions de vote à M. Reagan, 26 % à M. Bush et 4 % à M. Anderson, le nouveau prodige catapulté sur l'avant-scène il y a une semaine par les électeurs du Massachusetts

Colombie

LA PRISE D'OTAGES A L'AMBASSADE DOMINICAINE

Le commando du M. 19 demande aux pays étrangers concernés de faire pression sur le gouvernement

Les militants du M. 19 retranchés depuis le 27 février dans les locaux de l'ambassade dominicaine à Bogoté où ils détiennent une quarantaine d'otages ont donné, samedi 8 mars, des signes d'impatience et de mécontentement. Les diplomates retenus ont été chargés par le commando de demander à leurs gouvernements respectifs de faire pression sur les autorités colombiennes pour

qu'elles cèdent à leurs exigences. « Les négociations menées jusqu'à ce jour ont été un échec », estiment les guérilleros. « Nous avons, disent-ils, libéré vingt-quatre otages en signe de bonne volonté et le gouvernement n'a rien fait. Il se cache derrière des prétextes juridiques. Mais il ne peut pas appliquer la loi nationale à une situation qui est manifestement internationale ». Le commando a même menacé de rompre les négociations et a décidé de ne plus libérer aucun otage avant que des progrès réels n'aient été réalisés.

Le ministre de l'Intérieur, M. German Zea Hernandez, a confirmé pour sa part que le gouvernement n'avait pas l'intention d'utiliser la force contre les guérilleros à moins que la vie des otages ne soit en jeu. Il a annoncé que les négociations reprendraient ce lundi 10 mars. D'autre part, les élections locales du dimanche 9 mars semblent s'être déroulées dans le calme. Mais, malgré les appels insistants du gouvernement qui invitait à y participer massivement en signe de réprobation à la prise d'otages, le taux d'abstention pourrait être encore plus élevé que d'habitude.

Conséquence de la prise d'otages, l'Association des juristes démocrates de Colombie semble favorable à une convocation du Parlement, seul habilité selon elle, à permettre la libération des trois cent onze prisonniers politiques exigés par le commando. D'autres secteurs, proches en particulier de l'armée, y sont opposés. La convocation du Congrès signifierait, selon eux, que l'Etat s'incline devant une poignée de rebelles. Des formations de gauche ont pour leur part condamné l'occupation de l'ambassade dominicaine. Elles considèrent que de telles actions isolées n'aident pas à promouvoir les changements sociaux et économiques dont le pays a besoin. C'est également le point de vue publiquement exprimé par la hiérarchie de l'Eglise colombienne. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

Chili

● ARRESTATIONS A SANTIAGO. — Des dizaines de manifestants ont été arrêtés, samedi 8 mars, à Santiago, alors qu'ils célébraient la Journée internationale de la femme. Les manifestants avaient entonné des slogans hostiles au régime militaire après que des affrontements se sont produits avec les forces de l'ordre. La manifestation avait été interdite par le gouvernement, une organisation féminine gouvernementale ayant estimé qu'elle servirait les « intérêts du communisme ». — (A.F.P.)

LOTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros

Clôture des jeux mardi après-midi

LA DIESELLE



Voici une révolution : l'Audi 100 5D, la Diesel. On va en entendre parler mais c'est bien le seul bruit qu'elle fera car la Diesel brille surtout par son silence. Ce silence, elle le doit à ses cinq cylindres. Car la Diesel c'est une cinq cylindres. Souple, nerveuse. Et rapide. Elle peut atteindre 150 km/h cette Diesel-là. Ce n'est pourtant qu'une 7 CV. Mais oui, 1986 cm³ et 7 CV seulement. 70 ch DIN pour une vignette de 200 E. Mais ce n'est pas la seule économie dont elle est capable. Les vidanges,

Et du gazole, en ville, elle n'en consomme que 7,5 l aux 100 km*. Comparez avec une voiture à essence consommant, en ville, 10,5 l de super à 3,35 F**. Cela fait 35,17 F. Vous avez bien lu. La Diesel vous fait faire, en ville, l'économie de la moitié de votre budget carburant. Et ces économies, la Diesel vous les fera faire très longtemps.

AUDI 100 5D. ELLE ECONOMISE 50% DE VOTRE BUDGET CARBURANT.

Audi

Guy Fauts

AFRIQUE

Tunisie

TANDIS QUE LE PROCÈS DU COMMANDO DE GAFSA EST REPORTÉ

Le parti unique réintègre d'office des opposants du Mouvement des démocrates socialistes

Tunis. — La Cour de sûreté de l'État va examiner à Tunis l'affaire de l'attaque menée le 27 janvier contre Gafsa, qui a fait trente-sept morts et cent vingt blessés parmi les forces de sécurité et les habitants de la ville tandis que quatre assaillants étaient tués et trois autres blessés. Le procès s'est ouvert lundi matin 10 mars, mais, faisant droit aux objections de la défense, qui demandait un délai pour prendre connaissance des dossiers, l'audience a été aussitôt reportée au vendredi 14 mars.

Sixante-sept personnes dont sept en fuite ont été inculpées au cours de l'attaque, qui a duré moins d'un mois. Vingt-neuf membres du commando venus de Libye et des habitants de la ville ayant participé directement à l'attaque ou à sa préparation comparaissent devant la juridiction d'exception, tandis que d'autres originaires de la région ou au moins des environs de Gafsa, sont accusés d'avoir été ultérieurement devant des tribunaux de droit commun pour répondre à des accusations de détention d'armes, d'association de malfaiteurs ou de complicité.

Plus de la moitié des inculpés, tous Tunisiens, présentés à la Cour de sûreté, présidée par M. Hedi Jedidi, avocat général à la Cour de cassation, sont passibles de la peine de mort.

Les principaux chefs d'accusation sont : « attentat ayant pour but de changer la forme du gouvernement et de porter le désordre, le meurtre et le pillage sur le territoire ; incitation des habitants à tuer les uns les autres ; appartenance à une organisation armée installée à l'étranger ; intelligence avec des agents d'une puissance étrangère dans le but de nuire au pays ; détention d'armes et d'explosifs ; atteinte des personnes publiques ; l'arrêt de la Cour est sans appel, mais les condamnés auront la possibilité de se pourvoir en cassation.

Une amorce de dialogue

Parallèlement, les mesures arrêtées par le bureau politique du parti socialiste destinent, qui s'est réuni le samedi 6 mars, à dominer la vie politique tunisienne, caractérisée actuellement par son ambiguïté. Tout en maintenant dans ses fonctions M. Hedi Nouria, victime d'une hémorragie cérébrale, le président Bourguiba a évincé deux autres des amis politiques du premier ministre. En effet, après M. Rachid Chatti, remplacé le 6 mars (le Monde du 6 mars), ce sont M. Mohamed Mestiri, ancien ministre de l'Intérieur et M. Ali Selami et Ouedi Ben Jaffa, qui quittent le bureau politique. Ils laissent leur place à M. Tiyani Makni, maître de Sfax (éloigné de cette instance au mois de septembre dernier) et Mahmoud Charehour, ancien ambassadeur en Libye, tous deux généralement considérés comme proches du directeur du parti, M. Mohamed Sayah.

Ces nominations — six mois après la tenue du dixième congrès du parti — n'ont fait l'objet d'aucun commentaire officiel. Elles semblent cependant confirmer les doutes exprimés dans les milieux politiques quant à un possible retour de M. Nouria aux affaires publiques. La désignation de M. Bekir Zarg Layoun à la tête d'un « conseil consultatif des militants » et sa participation, en cette qualité, aux travaux du bureau politique, auquel il ne pouvait accéder de plein droit, n'étant pas membre du comité central — renforcent ce sentiment. Ancien résistant et « compagnon de l'acte de Résistance suprême », M. Bekir Zarg Layoun, qui s'était retiré de la vie politique, est connu pour son hostilité déclarée des indépendances, à M. Nouria.

Constitué samedi, le « conseil consultatif des militants » — prévu par le règlement intérieur du parti — est composé de vingt-deux membres, anciens responsables au niveau politique ou de la résistance armée, dont la moyenne d'âge avoisine les

De notre correspondant

soixante-cinq ans. Ne détenant plus depuis longtemps de responsabilités, la plupart d'entre eux paraissent aujourd'hui ne plus être en contact direct avec les réalités du pays.

Une référence au passé

La mise en place de cette structure est donc plutôt une référence au passé qu'une ouverture sur l'avenir. Toutefois, au cours de sa réunion de samedi, le bureau politique a esquissé cette ouverture, ou plus exactement une amorce de dialogue, en levant les excommunications qui avaient frappé, entre 1972 et 1974, huit anciens responsables qui réclamaient une démocratisation du système. Il s'agit de MM. Ahmed Mestiri, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense, Beji Caldès Sebti, ancien ministre de la Défense et ancien ambassadeur à Paris, Sadok Ben Jemna, ancien ministre des travaux publics, Hassib Ben Ammar, ancien ministre de la Défense, Habib Boulanes, ancien secrétaire d'État à l'Information, Mohamed Ben Ammar, ancien directeur du bureau politique, Mohamed Mouda et Mohamed Salah Bel Hadj, anciens secrétaires généraux des comités de coordination du parti.

Les réserves de M. Mestiri

Cette réintégration, qui n'avait fait, croit-on, l'objet d'aucune consultation préalable, a reçu un accueil plus ou moins réservé selon les intéressés. Elle ne manqua pas d'ambiguïté. En effet, on ne peut simultanément réintégrer les rangs du parti unique en tant que « membres actifs », ainsi que l'indique le communiqué, et demeurer, pour MM. Mestiri et Mouda, membres du comité directeur du Mouvement des démocrates socialistes, qui demandent à se constituer en parti politique.

Ben Ammar, directeur des

journaux d'opposition, Erray et Démocratie.

MM. Mestiri et Mouda ont déclaré que « ce geste semble procéder de bonnes intentions », mais qu'il ne modifie pas fondamentalement les données des problèmes qui se posent au pays à l'heure actuelle. Pour eux, il importe « de dresser un bilan complet et sincère de la situation et de procéder aux changements substantiels indispensables répondant aux aspirations du peuple et aux impératifs de l'avenir », ainsi que l'avait déjà déclaré M. Mestiri après l'interview qu'il avait eue le 5 mars avec le président de la République (le Monde du 7 mars).

C'est une position légèrement plus souple et plus ouverte qu'ont adoptée les six autres réintégrés. Ceux-ci sont en désaccord depuis juin 1978 avec MM. Mestiri et Mouda sur l'opportunité de créer un nouveau parti. Tout en réaffirmant leur attachement à la démocratisation, ils ajoutent que la décision du parti « réunit une grande importance psychologique, dans la mesure où elle lève l'hypothèque qui interdisait aux hommes du pouvoir d'engager avec les exilés d'hier un dialogue fructueux ». Ils considèrent également que peut être l'annonce d'un processus conduisant la Tunisie à une véritable démocratisation au bénéfice de tous les citoyens.

Pour Theure, donc, rien n'est changé, et sur le fond des différences d'appréhension subsistent, et une réconciliation véritable entre l'opposition modérée et le pouvoir paraît encore éloignée, si M. Bourguiba ne prend pas d'autres initiatives. Quel qu'il en soit, le rapprochement qui s'est dessiné laisse à l'écart d'autres opposants. L'ancien ministre de l'économie, M. Ahmed Ben Salah, qui n'a pas d'ambiguïté, et qui, au sein de l'unité populaire, et M. Mohamed Masmonid, ancien ministre des affaires étrangères, demeurent exclus du parti.

MICHEL DEURÉ.

LE CINQUIÈME

SOMMET DES ÉTATS SAHARIENS RÉAFFIRME SON SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI

Bamako (A.F.P., Reuters). — Le cinquième sommet des États sahariens (Algérie, Libye, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) s'est achevé, dimanche 9 mars, par la publication d'une déclaration dans laquelle les chefs d'État participants expriment leur « préoccupation devant l'aggravation de la situation qui prévaut dans la région du Sahara occidental ». Ils « réaffirment leur soutien au peuple sahraoui pour l'exercice de son droit à l'autodétermination et, à cet effet, rappellent la nécessité urgente de la mise en application des résolutions et décisions adoptées par les Nations unies et l'Organisation de l'unité africaine sur cette question ».

Par ailleurs, les présidents Chadli Benjedid (Algérie), Seyni Kountché (Niger), Mohamed Khouni Ould Haidalla (Mauritanie), Goukouni Oye di (Tchad), Moussa Traoré (Mali) et le commandant Abdelkader Jalloul, premier ministre libyen, ont pas retenu l'idée de créer une organisation des États sahariens dont les membres seraient liés par un pacte d'amitié et de non-agression, comme le proposait le Mali. Ils ont, en revanche, adopté un programme de coopération économique, technique, culturelle et sociale, créé cinq commissions techniques permanentes et décidé de se réunir tous les deux ans. La prochaine conférence se tiendra à Nouakchott en 1982.

Algérie

● L'ANCIEN CHEF DE CABINET DE M. BEN BELLA VICTIME D'UN ATTENTAT. — Le domicile de M. Mejdoub Benzerfa a été, le jeudi 28 février, l'objet d'une tentative d'incendie, a-t-on appris dimanche à Alger. M. Benzerfa, qui n'a plus d'activités politiques depuis 1965, a porté plainte et la police a ouvert une enquête. — (Corresp.)

Rhodésie

M. Mugabe affirme que le futur Zimbabwe n'apportera « aucune aide militaire » aux mouvements de lutte contre l'apartheid

De notre envoyé spécial

Salisbury. — Après avoir, depuis sa victoire électorale, affiché en politique intérieure une modération inattendue de beaucoup, M. Robert Mugabe, premier ministre désigné du futur État du Zimbabwe, adopte un « profil bas » dans ses relations avec le puissant voisin sud-africain. Tout en rappelant son hostilité à la politique d'apartheid, il s'efforce de rassurer les dirigeants de Pretoria et de leur ôter tout prétexte à une quelconque intervention dans les affaires intérieures rhodésiennes.

An cours d'une conférence de presse tenue devant un groupe de journalistes sud-africains, M. Mugabe a insisté sur la nécessité d'un bon voisinage entre les deux pays : « Nous voulons que l'Afrique du Sud nous considère comme un bon voisin, a-t-il déclaré, de la même façon que nous envisageons de nous conduire à son égard dans le cadre d'une juste coexistence mutuelle ». Après avoir souligné qu'il ne souhaitait pas rompre les liens commerciaux unissant les deux voisins, M. Mugabe a toutefois réservé sa position quant à une éventuelle participation du Zimbabwe à « constellation d'États », sorte de marché commun d'Afrique australe, envisagée par le gouvernement de Pretoria. « Nous voulons des changements dans l'Afrique du Sud avant de nous engager dans une association de ce type ».

Corrigant les propos de son porte-parole, M. Mugabe a précisé qu'il n'avait jusqu'à présent pris aucune décision au sujet d'une

éventuelle rupture des liens sportifs avec l'Afrique du Sud. Il n'est pas question, a souligné M. Mugabe, d'offrir aux mouvements de libération d'Afrique australe en lutte contre Pretoria des « sanctuaires » pour leurs opérations. Le Zimbabwe, a-t-il dit, apportera un soutien diplomatique et moral à ceux qui combattent l'apartheid, mais aucune aide militaire. Le premier ministre désigné a exprimé l'espoir que les Sud-Africains tirent la leçon du « difficile combat pour le Zimbabwe ».

D'autre part, les consultations en vue de la formation du gouvernement de Front national sur le point d'aboutir. La liste du cabinet doit être officiellement remise à lord Soames au plus tard mardi 11 mars. M. Mugabe a confirmé qu'« un ou deux Blancs » feront partie de ce gouvernement, mais qu'ils ne seront pas nécessairement issus du Front rhodésien. En fait, il est pratiquement acquis que les futurs ministres européens n'appartiront pas au parti qui, pendant quinze ans, symbolisa la Rhodésie.

A cet égard, plusieurs groupes de partisans de la ZANU-P.F. ont adressé de pressants messages à M. Mugabe, le priant de n'intégrer aucun membre du Front rhodésien dans son équipe, faite de quoi, le mécontentement de ses partisans pourrait déboucher sur des manifestations d'hostilité ouverte. Enfin, M. Mugabe a indiqué qu'il s'était attribué le ministère de la Défense.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Afrique du Sud

Le premier ministre propose une consultation multiraciale

De notre correspondante

Johannesburg. — M. P. W. Botha, premier ministre sud-africain, a lancé, samedi au Cap, pour la première fois, un appel pour la convocation d'une conférence à laquelle participeraient Blancs, métis et Noirs pour examiner des projets constitutionnels. Il ne s'agit pas, a-t-il précisé, d'abandonner la politique de développement séparé aux termes de laquelle les Noirs ont leurs propres représentations et les Blancs leur État. Il s'agit de transformer les structures de représentation de chacun pour améliorer les relations raciales. « Un gouvernement formé par le Parti national et avec moi ne pensera jamais à un État unitaire avec le vote pour tous », a réaffirmé dans son discours M. Botha. « Nous le rejetons car cela mènerait à la confrontation et à la lutte pour le pouvoir et aboutirait à une dictature noire... » « Je ne suis pas pour les modèles fondés sur le consensus ou les fédérations ».

Par ailleurs, M. Botha a une nouvelle fois déclaré, comme il l'avait fait il y a plus de six mois, qu'il ne pensait pas que la loi contre les mariages ou les relations sexuelles entre gens de race différente ou la ségrégation dans le sport étaient des sujets pour lesquels la violence se lève : « Alors que nous les Soviétiques » est à notre porte, il y a des gens qui se querellent au sujet de la loi sur l'immoralité et sur la loi des Blancs. Nous ne pouvons pas nous permettre de nous laisser entraîner par des races différentes ne sont pas un péché, bien qu'ils créent des problèmes sociaux ». Cette observation était tout particulièrement destinée à certains membres ultraconservateurs de son parti et de son cabinet, dont le leader du Transvaal, M. Treurnicht, qui n'a jamais cessé d'opposer publiquement aux mesures d'assouplissement concernant les relations raciales dans la vie quotidienne.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Libéria

LE GOUVERNEMENT ANNONCE L'ARRESTATION DE TRENTA-HUIT OPPOSANTS POUR « SÉDITION » ET « TRAHISON »

Monrovia (A.F.P.). — Trenta-huit membres du parti d'opposition libérien P.F.P. (Progressive Peoples' Party) ont été arrêtés depuis l'intervention de la police et de l'armée au quartier général de cette formation, samedi 8 mars, a indiqué M. Joseph Chession, ministre de la Justice, au cours d'une conférence de presse tenue dimanche à Monrovia. Parmi eux figure M. Gabriel Bacchus Matthews, président du parti, qui a été présenté, dès sa reddition, au président William Tolbert, chef de l'État. Ce dernier l'a assuré qu'il bénéficierait d'un « jugement juste et rapide » et a donné des ordres stricts pour que M. Matthews soit traité « conformément à la loi ». Tous les emprisonnés, a ajouté M. Chession, sont accusés de « trahison » et de « sédition ». Selon le ministre de la Justice, les dirigeants du P.F.P. ont tenté de renverser le gouvernement par la force. Il a évoqué à ce sujet les circonstances d'une « marche sur la présidence » effectuée par plusieurs centaines de membres de ce parti dans la nuit du 3 au 4 mars. M. Chession a d'autre part révélé que, ces derniers jours, des incidents avaient eu lieu dans l'arrière-pays, où des routes avaient été barrées par des manifestants.

Depuis, la situation est calme à Monrovia. La présence de petits groupes de soldats armés déambulant dans les rues au centre constitue le seul signe visible des événements en cours.

A travers le monde El Salvador

● CENSURE DE LA RADIO. — Les informations radiodiffusées ont été supprimées par la junte de gouvernement, le samedi 9 mars. Cette mesure, prise en vertu de l'état de siège décrété le 7 mars, tente de masquer la recrudescence de la violence. La police a attaqué une école à San Vicente, provoquant deux morts. L'archevêque de San Salvador a, pour sa part, critiqué les projets de réforme du gouvernement, qui s'accompagnent d'une campagne de mort et d'extermination. « Par assez étonnantes, selon lui, ils ont le don de s'être soutenus par les États-Unis et n'excluent pas une répression massive ». Enfin, le fondateur du parti démocrate-chrétien, M. José Napoleón Duarte, a été élu, dimanche 9 mars, par son parti membre de la junte de gouvernement, à la place de M. Hector Dada, qui a démissionné la semaine dernière, après avoir reproché au gouvernement de mener une politique répressive et de ne pas dialoguer avec les organisations populaires. — (A.F.P., U.P.I.)

Philippines

● DES TERRORISTES ont lancé des grenades, dimanche 9 mars, dans plusieurs salles de cinéma des villes d'Iligan et d'Ozamis, au sud de l'archipel, faisant vingt-quatre morts et deux cent trente-sept blessés. Selon le gouvernement, ces attentats sont le fait de membres du Front de libération nationale moro et de la Nouvelle Armée du peuple. — (A.F.P., Reuters)



DIRECTEUR PRODUITS

220.000 F

Une société française, membre d'un groupe international et solidement établie dans le domaine des produits chimiques destinés à la production et aux techniques de fondrière, recherche un Directeur Produits. Au contact permanent du marché, et en privilégiant l'approche technique des problèmes, il sera à l'origine du développement ou de l'adaptation des produits, comme de la recherche de solutions techniques nouvelles répondant aux critères d'amélioration de qualité et de productivité des clients. Il assurera une coordination fonctionnelle entre les ventes et le laboratoire et aura en charge l'animation directe d'une équipe d'hommes produits. Ce poste s'adresse tout particulièrement à un ingénieur diplômé soit généraliste, soit chimiste ou métallurgiste, âgé d'au moins 30 ans, ayant une expérience confirmée des secteurs fondrière ou sidérurgie lui permettant de maîtriser les procédés de transformation des métaux. Capable de représenter l'autorité technique de la société vis-à-vis de l'extérieur, il possèdera un sens développé de la négociation et des affaires. Une très bonne pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 220.000 francs. Volume de fonction à fournir. Le poste est situé en Basse-Normandie. Pour le poste, les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Écrire à Paris.

DIRECTEUR COMMERCIAL

180.000 F

Littoral Ouest. — Ce fabricant et distributeur de meubles de taille moyenne (chiffre d'affaires : 60 millions de francs) connaît une forte progression grâce à des produits particulièrement bien adaptés au marché actuel. Il recherche son Directeur Commercial qui, sous l'autorité du Président Directeur Général, devra conduire cette progression et en assurer la continuité. Dans un premier temps, ses efforts porteront principalement sur la consolidation de l'image de marque en France (campagnes publicitaires, salons...) et sur le développement de l'export. Progressivement, il adaptera la gamme à l'évolution du marché et recherchera des diversifications. Responsable des budgets et de la rentabilité commerciale, il définira la stratégie avec les principaux clients. Il sera assisté d'un responsable de l'administration et d'un chef des Ventes, animateur d'une équipe de 9 vendeurs. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation commerciale supérieure (H.E.C., ESCP...), souhaitant s'intégrer dans une entreprise moyenne et possédant une expérience de direction commerciale, acquise soit dans le meuble, soit dans des produits mode (sportswear, chaussures...) ou dans la grande distribution. Il sera familiarisé avec une approche concrète du marketing (élaboration de campagnes publicitaires, études de marchés...) et de l'export. La pratique de l'anglais est nécessaire, celle de l'allemand souhaitable. La rémunération annuelle de départ pourra être supérieure à 180.000 francs si l'expérience le justifie. Il s'y ajoute une voiture de fonction. Écrire à J.B. FOURNIER à Nantes.

MODÉLISTE

Pays de Loire

Un des leaders français du prêt-à-porter féminin (650 personnes, 120 millions de chiffre d'affaires), recherche son modéliste, homme ou femme. Rattaché, dans un premier temps, au Directeur des Fabrications, il sera chargé de l'interprétation et de la matérialisation des idées de la Direction et des stylistes. Responsable de son équipe (tailleurs, patronniers, gradeurs...), il assurera la mise au point et l'adaptation industrielle des collections, en collaboration étroite avec la Production, les Méthodes et les Stylistes. Ce poste, basé près de Cholet, doit motiver un modéliste confirmé, spécialiste du prêt-à-porter de luxe (notamment en « pièces à manches »), âgé de 35 ans au moins, possédant une solide formation de base, et pouvant justifier d'une dizaine d'années de pratique de la fonction. La réussite à ce poste assurera à une personnalité expérimentée de réelles perspectives d'évolution. La rémunération annuelle de départ, attractive, pourra être très élevée pour un candidat de valeur. Écrire à G. MINS à Nantes

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à : PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., 8, rue Bellini - 75762 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30 1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82 Amsterdam - Bruxelles - Coppenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Stockholm - Strasbourg - Zurich

SARTRE EST-IL DÉPASSÉ ?

lire plutôt

observateur

100

هكذا من الأصل

Le Monde

DEVANT LI

M. Mitterrand se p

19/11/64

N° 1

Jean-Paul Sartre

Palibi.

DEVANT LES PREMIERS SECRÉTAIRES FÉDÉRAUX

M. Mitterrand se présente comme le seul garant de l'unité du P.S.

M. François Mitterrand a présenté, à Paris, le samedi 8 mars, au cours d'une conférence de presse, le « projet socialiste » adopté, au mois de janvier, par une convention nationale réunie à cet effet (« le Monde » du 15 janvier). Ce texte, publié sous forme de livre et tiré à cent cinquante

mille exemplaires, est, selon le premier secrétaire du P.S., « un outil de formation des militants de diffusion de la pensée socialiste et de cohésion du parti ». Cette publication est le coup d'envoi d'une campagne de « popularisation », conçue par la direction du parti socialiste comme

une véritable « pré-campagne présidentielle ». Antérieurement, M. Mitterrand avait réuni les premiers secrétaires fédéraux du parti ; devant eux, il a souligné que sa principale préoccupation est désormais l'unité et la cohésion du P.S. Il a également fait apparaître qu'il est, plus que

jamais, nécessaire de disputer le terrain au P.C. De leur côté, les amis de M. Michel Rocard se sont réunis, dimanche, en assemblée générale. Leur objectif est désormais d'obtenir un consensus au sein de la formation socialiste en faveur de leur chef de file en vue de l'échéance de 1981.

L'intervention qu'il a prononcée samedi matin à huis clos devant les responsables des fédérations a permis à M. Mitterrand de répondre à cinq interrogations qui sont soulevées dans les rangs socialistes. Elles concernent les résultats des scrutins partiels, l'attitude de la direction à l'égard des minorités, le comportement qu'il convient d'adopter vis-à-vis du P.C., la façon dont doit être préparée la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle, et enfin le rôle du premier secrétaire.

La constatation, à l'occasion de divers scrutins partiels, que de mauvais reports commencent à se produire ne doit conduire le P.S. ni à céder au pessimisme ni à changer de cap. Le premier secrétaire considère au contraire que le mot d'ordre qu'il avait employé au congrès de Metz, « tenir bon », se trouve justifié : au premier tour de ces consultations, a-t-il fait valoir, les candidats socialistes « préservent l'acquis » par rapport aux meilleurs résultats du P.S. tandis que les positions du parti communiste s'affaiblissent. Or toute la stratégie de la direction du P.S. repose précisément sur l'idée qu'il est possible au premier tour de l'élection présidentielle d'amplifier un tel mouvement. Le P.C. serait alors conduit à retrouver le chemin de l'union après avoir constaté que le prix de la désunion est trop élevé à payer.

Encore faut-il adopter, à l'égard des communistes, un comportement qui permette une telle évolution. A cet égard, M. Mitterrand a récusé deux attitudes opposées : la première est le fait de se présenter comme le seul garant de l'unité du P.S. à l'égard de l'union de la gauche, « parfois avec le souci de ne pas choquer les communistes » ; la seconde est le fait de ceux qui « se laissent entraîner par l'anticommunisme ». « Il faut », a-t-il indiqué le premier secrétaire du P.S., que la réplique soit « démonstrative ». Il convient, en effet, d'établir clairement que

Répliquer au P.L. de façon « démonstrative »

Sur ce point, M. Mitterrand a combattu l'idée, selon laquelle, dans la période récente, il s'est « rapproché » des positions de M.M. Mauroy et Rocard, favorables à une ligne « autonome », notamment lorsqu'il a évoqué la possibilité, pour les socialistes, de « gouverner seuls » en cas de victoire de leur candidat en 1981. « Depuis 1971 », a-t-il précisé, j'ai toujours affirmé que « les socialistes doivent être eux-mêmes et ne pas être dupes des décisions des communistes ».

Le premier secrétaire a ensuite évoqué les problèmes internes du P.S. Constatant que la direction est souvent taxée de « sectarisme », par les minoritaires, il a distingué la ligne politique, qui peut être défendue avec « ardeur », et les règles de fonctionnement du parti, qui doivent être mises en œuvre « sans sectarisme ». M. Mitterrand a jugé offensant pour lui-même l'idée qu'il pourrait être tenté de recourir à des mesures disciplinaires à l'encontre des courants minoritaires. En revanche, il s'est prononcé en faveur de l'établissement de « règles de bonne conduite » entre la majorité et les minorités pour la période qui précède la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle. Ce « code de déontologie », à l'usage des candidats potentiels doit permettre, selon lui, d'éviter la multiplication de comités de soutien ou de manifestations extérieures au parti.

Enfin, M. Mitterrand s'est déclaré convaincu que sa tâche essentielle est d'être un facteur d'unité autour des choix du parti. « Je préférais toujours l'unité et la cohésion à tout ce qui serait

tentation personnelle », a-t-il affirmé. Le premier secrétaire a estimé qu'il se trouve « au centre de toutes les attaques », que celles-ci viennent de la droite ou de la gauche. « J'aurais pu soutenir que la défense du premier secrétaire épouvante les courants », a-t-il indiqué, mais peut-être certains souffrent-ils en silence ?

M. Mitterrand a conclu en réaffirmant ses prérogatives de premier secrétaire du P.S. et sa solidarité avec la direction qu'il a lui-même proposée au parti. Quant à une éventuelle candidature au scrutin de 1981, M. Mitterrand a réservé son jugement, en soulignant que son « devoir » est d'abord de « maintenir la cohésion du parti autour de sa ligne politique ».

Les effets de la désunion

M. Mitterrand n'a donc pas encore pris sa décision. Il souhaite en effet prolonger autant que faire se peut cette attente, afin d'avoir une idée aussi précise que possible des chances de victoire au second tour du candidat socialiste.

Forces de constater que ces chances sont, pour le moment, des plus minces. Le premier secrétaire est donc enclin à considérer que, jusqu'aux élections législatives de 1981, communistes et socialistes sont engagés dans une épreuve de force dont le scrutin présidentiel ne sera qu'une étape, période au cours de laquelle le P.C. devrait mesurer, à ses dépens, les effets de la désunion.

Dans ces conditions, la question de la désignation d'un candidat socialiste devient relative, même si elle domine la vie de la formation socialiste. En l'état actuel des choses, deux séries d'hypothèses sont possibles. Deux cas de figure sont possibles, permettant à M. Mitterrand d'être lui-même candidat. Celui-ci a

toujours indiqué qu'il serait candidat si la gauche avait une chance raisonnable de l'emporter. Mais, dans le cas où la bataille apparaîtrait comme perdue d'avance, le premier secrétaire pourrait également être conduit à présenter s'il apparaissait que l'unité et la cohésion du P.S. étaient en jeu.

S'il est patent que la gauche n'est pas en mesure d'inquiéter M. Giscard d'Estaing, deux situations peuvent se présenter. La première est celle d'une candidature de M. Michel Rocard. Il est en effet possible que celui-ci parvienne à ceder sur son nom, en souscrivant un consensus au sein du parti. M. Mitterrand n'a pas formellement exclu pareille hypothèse. Il n'a pas, non plus, exclu, devant les premiers secrétaires fédéraux, l'éventualité d'un rapprochement avec le député des Yvelines.

Mais la seconde situation reste, en l'état actuel du rapport des forces, plus probable : elle consiste, pour les amis de M. Mitterrand, à présenter leur propre candidat, conduisant ainsi le CRRS à engager également l'un de ses chefs de file. Un tel schéma aurait pour avantage, du point de vue de ses promoteurs, de faire apparaître M. Rocard comme le représentant de la droite du parti, le candidat du CRRS incarnant la gauche, celui du courant favorable à M. Mitterrand représentant l'axe central du P.S.

Aux yeux du premier secrétaire, cette dernière hypothèse présente un risque : celui de le faire apparaître comme le bénéficiaire, et donc l'acteur, de cette tactique (alors que celle-ci émane de ses amis), et l'appât de la compétition rend finalement nécessaire son intervention et sa candidature. Quant au danger de voir le député des Yvelines l'emporter dans une primaire où M. François Mitterrand ne serait pas engagé, il est très relatif puisque l'on se trouve alors dans un cas de figure où la victoire finale au scrutin présidentiel

est improbable. Dès lors, la congrès réuni au lendemain de cette élection permettrait à la majorité du parti de retrouver sa position dominante.

Quoi qu'il en soit, l'objectif du premier secrétaire est de garder les mains libres. La riposte de la direction après l'offensive lancée lundi 25 février à Antenne 2 par M. Rocard repose sur quatre idées : faire apparaître que M. Mitterrand est seul qualifié pour garantir l'unité du P.S. ; ne pas laisser M. Rocard occuper seul le terrain, et, au besoin, lui opposer plusieurs candidats ; obtenir un code de bonne conduite qui permette de geler les positions ; dépersonnaliser la rivalité entre le premier secrétaire et le député des Yvelines. Alors que ce dernier se place sur le seul terrain de la compétitivité (fort de son image dans l'opinion, il se présente comme le meilleur candidat socialiste), M. Mitterrand met au contraire l'accent sur des clivages politiques et sur le nécessaire respect de la ligne du parti, qui est celle de la majorité : cela peut permettre d'isoler M. Rocard, parce qu'il incarne une ligne minoritaire ; cela peut aussi permettre, si une vague de fond pousse M. Rocard de la « droite » et de l'obliger à se conformer, par exemple, au « projet socialiste ».

Dans l'immédiat le député des Yvelines doit faire face à trois difficultés, d'égale importance. Il lui faut d'abord faire admettre qu'il peut être un candidat de « consensus ». Ses amis ont désormais pour consigne de s'y employer au sein des fédérations. Mais il aura dans ce domaine fort à faire, ne serait-ce que parce que les amis de M. Mitterrand sont décidés à contrarier sa candidature. Il s'agit également pour M. Rocard de mener campagne : il doit le faire notamment en multipliant les déplacements à l'étranger. Or M. Mitterrand s'apprête également à beaucoup voyager. Les deux leaders socialistes risquent ainsi de mener,

JEAN-MARIE COLOMBANI.

■ M. Gérard Prioux, préfet des Vosges, a été victime d'un malaise cardiaque, dimanche matin 9 mars, au cours d'une randonnée à ski de fond, dans la région de Gérardmer. M. Prioux a été transporté par hélicoptère au centre hospitalier d'Epinal, puis à l'hôpital central de Nancy.

fjords d'islande
avec
votre voiture
Car Ferry « SMYRIL »
départs d'Ecosse
Norvège ou Danemark

Votre agent de voyages
ou
Agent général
Voyages AGHEPA
42, rue Etienne-Marcel
75002 PARIS, tel. 508.81.50

LE NOUVEL
Observateur
N° 800
EN AVANCE D'UNE TÊTE



19/11/64
N° 1
Jean-Paul Sartre :
l'alibi.

Cette semaine
N° 800
Jean-Paul Sartre :
l'espoir maintenant.

1/3/84
N° 1000

A travers
le monde
El Salvador

Philippines

POLITIQUE

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Georges Marchais réaffirme qu'il

Invité du Club de la presse d'Europe 1, le dimanche 9 mars, M. Georges Marchais a été amené à répondre aux accusations portées contre lui par « l'Express », sur la base d'un document prouvant, selon l'hebdomadaire, que le secrétaire général du P.C.F., contrairement à ce qu'il a toujours affirmé, a travaillé en Allemagne jusqu'en 1944. M. Marchais a contre-

attaqué sur le plan politique, en indiquant qu'il accepterait d'être candidat à l'élection présidentielle si son parti le lui demandait. Il a voulu montrer ainsi que la relance de la polémique dont son passé est l'objet depuis dix ans ne saurait affaiblir son autorité au sein du P.C.F., d'où avaient été lancées les premières accusations sur son activité pendant la guerre.

M. Marchais a accepté qu'une commission d'enquête ou un jury d'honneur examine son attitude dans les années 1939-1945, mais à condition que les autres responsables politiques se soumettent au même examen. Il a proposé, en outre, la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur les complicités dont a bénéficié, en France, l'ancien empereur

de Centrafrique, Bokassa. Le dirigeant communiste a choisi de jouer du réflexe de solidarité que manifeste la classe politique face à toute mise en cause de la vie privée ou du passé de ses membres. Les déclarations faites, au cours du week-end, par divers responsables politiques, indiquent que la tactique adoptée par M. Marchais pourrait se révéler efficace.

Interrogé sur son éventuelle candidature à l'élection présidentielle de 1981, M. Marchais a répondu qu'il n'y avait rien de prévu. Il a été désigné, sur proposition du comité central, par une conférence nationale réunie « au moment opportun ». Il a ajouté : « Si mon parti me faisait l'honneur

de me présenter à la candidature, je serais candidat à l'élection présidentielle. » Jean-Pierre Revel (l'Express) a alors demandé au secrétaire général du P.C.F. s'il acceptait de soumettre son passé aux investigations d'une « commission d'enquête composée de résistants de

toutes les familles politiques, y compris communistes et ex-communistes ». « Oui », a répondu M. Marchais, mais avec une proposition : « l'accepte sur la période 1939-1945 — cette période de la libération — l'accepte de me présenter devant quelque jury que ce soit — encore est-ce que nous discuterons de sa composition — mais à condition que tous les hommes politiques actuellement en activité fassent de même. Parce qu'il n'y a aucune raison d'adopter une attitude discriminatoire à mon égard. Je ne parle pas seulement, bien entendu, des éventuels candidats à la présidence de la République. Je dis que si tous les hommes qui exercent actuellement une activité politique marquée dans ce pays — je ne dis pas naturellement y compris le maire de chacune des trente-huit villes communistes de France, non — (.) acceptent de passer devant, soit ce jury d'honneur, soit cette commission d'enquête parlementaire, s'ils acceptent comme moi, je le fais ce soir, alors il n'y a pas de problème. Tout autre comportement de ma part serait, par essence, admettre qu'il y a une raison particulière de m'interroger. Or, selon moi, il n'y a pas de raison particulière de m'interroger. »

M. Marchais a également proposé « la création d'une commission d'enquête parlementaire pour faire toute la lumière sur la responsabilité de ceux qui ont déposé, ou bénéficié des crimes horribles de Bokassa », et d'« ériger » du président de la République et du premier ministre

« qu'ils lèvent l'interdiction qu'ils ont faite aux hommes politiques de la majorité de rendre publique l'évaluation détaillée de leurs revenus et de leur patrimoine pour eux-mêmes et leur conjoint, comme l'avait demandé l'hebdomadaire le Point, étant bien entendu que (.) le président de la République et le premier ministre devraient donner eux-mêmes l'exemple. »

Le secrétaire général du P.C.F. a réaffirmé qu'il avait été « déporté du travail » en décembre 1942, en fonction d'une loi de réquisition portant sur les personnes spécialisées, qui avait été adoptée en septembre et qu'une analyse « effectuée par un fonctionnaire du ministère des anciens combattants (...) concluait qu'il n'était pas de présomption de volontariat ». Au sujet du document publié par l'Express, M. Marchais a déclaré : « Il s'agit d'un document hitlérien qui ne porte ni ma signature ni quelque cachet que ce soit pour ce qui concerne les dates (10 mai 1943 et 10 mai 1944). » Il a ajouté : « Tout le monde sait que, en République fédérale d'Allemagne, l'administration reste, aujourd'hui, truffée d'anciens nazis. Je suis d'autant plus attentif à ce fait qu'il y a quelque temps l'hebdomadaire l'Express avait publié une interview qui fit scandale à l'époque, l'interview du ministre Dargatzis de Pollopois, commissaire aux affaires juives dans le gouvernement de Fétin sous l'occupation nazie (1). Cela me rend naturellement très attentif par rapport à

ce document. Il est bien entendu que mes avocats étudieront cette affaire. » M. Marchais a confirmé ses déclarations antérieures sur la « tentative d'évasion » qu'il avait faite en janvier 1943 et qui avait échoué à Stuttgart : « Sur son retour en France, grâce à une permission obtenue par la Russie, en mai 1943, sur son séjour à Paris avec l'aide d'un médecin qui lui avait fourni, pendant cinq, six semaines ou deux mois, des certificats de maladie », sur son départ de la capitale ensuite, avec sa femme et sa fille. « Je ne suis jamais retourné en Allemagne », a souligné le secrétaire général du P.C.F.

Jean-François Revel a interrogé M. Marchais sur le fait qu'il avait supprimé de sa biographie, dans le Who's Who de 1980, les mentions « étudiant » et « déporté » qui figuraient dans l'édition de

LE S.T.O.

Le retour de Pierre Laval à la tête du gouvernement de Vichy, le 18 avril 1942, coïncide avec l'instauration de la politique de collaboration. Le 4 septembre 1942 est publiée une loi d'orientation de la main-d'œuvre au service de l'Allemagne, qui semble en relation directe avec l'échec de « la relève », qui consistait à échanger « des travailleurs français contre des prisonniers, dont le premier train arrivait à Compiègne le 11 août 1942. Le décret d'application est daté du 16 septembre et les circulaires (des 22 septembre et 22 octobre) posent le principe de cent cinquante mille ouvriers qualifiés et manœuvres spécialisés.

Une quatrième opération de réquisition des travailleurs sera menée lancée en février 1944, concernant les classes 43, 44 et 45. Au total, on estime à six cent quarante et un mille cinq cents le nombre des travailleurs français qui partirent pour l'Allemagne de juin 1942 à juillet 1944 (selon le « Dictionnaire encyclopédique d'histoire », de Michel Moura, Bordas édit.).

Un arrêt de la cour d'appel de Paris du 13 février 1978, confirmé par la Cour de cassation du 23 mai 1979, a interdit aux personnes victimes de S.T.O. l'utilisation des termes « déporté » et « déportation ».

En vertu d'une loi du 14 mai 1967, les requêtes du S.T.O. ont droit à la qualification de « personnes contraintes au travail en pays ennemi ».

Les réquisitions se poursuivent.

« Mais il n'en reste pas moins

M. Leroy : du côté des victimes

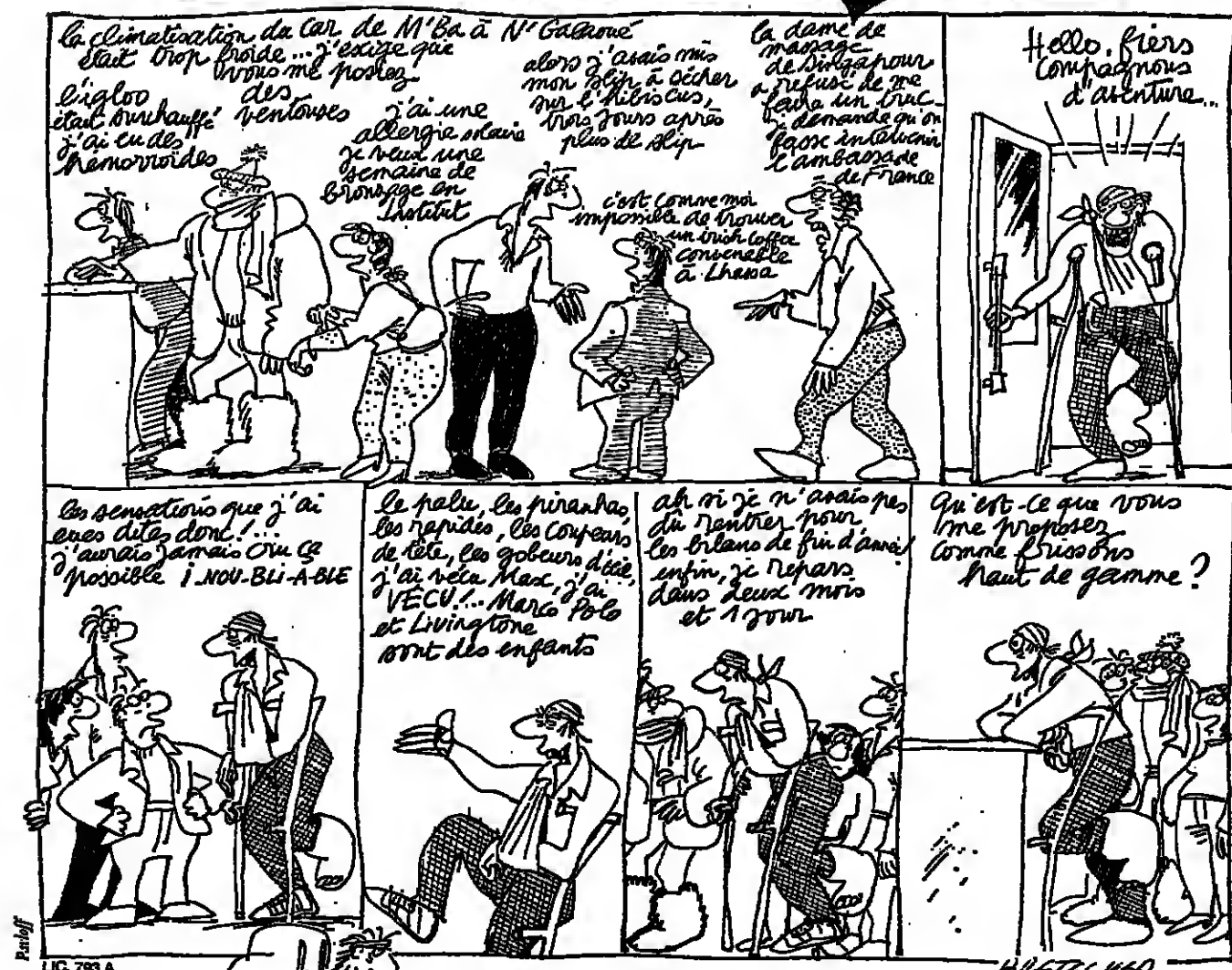
M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F., écrit, dans l'édition de l'Humanité-Dimanche du 9 mars : « L'attitude républicaine de l'Express et de son directeur déshonore la presse française. Nous sommes en présence d'une nouvelle manifestation de la dégradation de la vie politique, d'un « style » nouveau qu'on voudrait lui donner. »

M. Leroy poursuit : « Et voilà que le journal socialiste le Matin o l'oudeuse de sommer Georges Marchais pour l'ensemble de sa vie. Quelle impudence ! Impudence qui me contraint à rappeler que François Mitterrand se vit attribuer, au titre de « délégué du service national des étudiants », la francisque numéro 2202. »

Le directeur de l'Humanité-Dimanche réaffirme que M. Georges Marchais « était du côté des victimes ». Il ajoute : « On ne peut pas en dire autant de plusieurs proches de la famille du président de la République, si ce n'est au temps l'hebdomadaire l'Express avait publié une interview qui fit scandale à l'époque, l'interview du ministre Dargatzis de Pollopois, commissaire aux affaires juives dans le gouvernement de Fétin sous l'occupation nazie (1). Cela me rend naturellement très attentif par rapport à

Le directeur de l'Humanité-Dimanche réaffirme que M. Georges Marchais « était du côté des victimes ». Il ajoute : « On ne peut pas en dire autant de plusieurs proches de la famille du président de la République, si ce n'est au temps l'hebdomadaire l'Express avait publié une interview qui fit scandale à l'époque, l'interview du ministre Dargatzis de Pollopois, commissaire aux affaires juives dans le gouvernement de Fétin sous l'occupation nazie (1). Cela me rend naturellement très attentif par rapport à

LE GOÛT DU RISQUE



nouvelles frontières nous luttons pour le droit au voyage

66, boulevard Saint-Michel 75006 Paris - Téléphone 329.12.14

La francisque et le Conseil national de Vichy

La francisque est une décoration créée, en 1941, par le gouvernement de Vichy. Dans son article de « l'Humanité-Dimanche » du 9 mars, M. Roland Leroy évoque ostensiblement le cas de M. François Mitterrand, qui était titulaire de la francisque n° 2202. Lorsque la francisque a été créée, à l'automne 1941, à l'initiative de M. Mitterrand, celui-ci se trouvait à Londres. Ses « parais » dans l'ordre de Vichy avaient été Simon Arbelot et Gabriel Jeanson.

Le Conseil national, auquel M. Leroy fait également allusion, est un organe « consultatif » créé par le gouvernement de Vichy par un décret du 24 janvier 1941, complété par un décret du 22 mars. Pierre Lacombe, dans ses « Ephémérides de quatre années tragiques », livre paru en 1945, écrit qu'il est composé de « quatre-vingt-cinq membres, généralement choisis dans ce que l'ancienne droite avait de moins reluisant au parmi les transfuges de la gauche, mais pas de représentants des opinions moyennes ».

Parmi les membres du Conseil national, on relève les noms de représentants d'organismes professionnels, d'universitaires, de personnalités religieuses comme le cardinal Suhard ou le pasteur Marc Boegner, d'industriels comme MM. Marcel Boussac, Jean Fréchet, des diplomates comme M. André François-Poncet, et de nombreux parlementaires comme MM. Antoine Pinay, sénateur, Jacques Bardoux, sénateur, membre de l'Institut, grand-père maternel de M. Valéry Giscard d'Estaing.

QUI GRIGN

Épargne, crédit, prix, dévaluent votre argent à la seconde.

Le Nouvel Observateur propose :
 • Le guide des meilleures banques de crédit.
 • Le taxi moins cher que la ture.
 • La location plus intéressante que l'achat.
 • Les placements trois fois plus rentables.
 • Le classement des régions en fonction du pouvoir d'achat.

UN GRAND DOSSIER

REUSSIR
HEC - ESSEC
 1ère préparation de France au concours 1979
 85,7 % d'intégrés à HEC ESSEC
SCIENCES-PO
MEDECINE
PHARMACIE
 Renseignements et documentation sur nos stages :
ipesup Enseignement Supérieur Privé
 16/18 rue du Cloître N-Dame
 75004 Paris - 325.63.30

هكذا من الأصل

POLITIQUE

avait quitté l'Allemagne en mai 1943

Sur le fond des reproches qui lui sont adressés, le secrétaire général du P.C.F. s'est borné à répéter sa version des faits. Cependant, à la différence de ce qu'il avait fait le 7 mars sur TF 1, il n'a pas contesté l'authenticité du document, relevant seulement, comme M. Roland Leroy dans « l'Humanité dimanche », son « origine hitlérienne ». Le dirigeant

communiste a entrepris de faire vérifier, à Angsborg, la nature du document produit par « l'Express » et la signification des dates (10 mai 1943, 10 mai 1944) qui y figurent.

Venu à l'émission, sans que les autres dirigeants du parti, à l'exception de M. Pierre Juquin, chargé des relations avec la presse, l'aient accompagné pour lui manifester leur

appui, M. Marchais est apparu tendu, hésitant parfois sur les mots. Il n'a pas affirmé, comme il l'avait fait auparavant, que, à travers lui, le parti communiste était visé par cette campagne. Manifestement, le secrétaire général avait conscience de buter, une fois de plus, sur l'anomalie que caractérise sa présence à la tête du parti.

Non-résistant, adhérent tardif (il était âgé de vingt-sept ans), M. Marchais ne correspond pas au modèle du militant de sa génération. Faire la lumière sur son propre passé supposerait, au moins, de la faire sur l'histoire du P.C.F. Ce n'est sans doute pas la moindre raison de l'embarras de M. Marchais.

PATRICK JARREAU.

que les déportés du travail sont des travailleurs comme les autres, qui ont été victimes de la trahison de la bourgeoisie française, pour laquelle les responsables, comme je le rappelle tout à l'heure, ont été condamnés et certains exécutés. Par conséquent, nous, nous n'en avons pas terminé avec cette affaire et vous devez d'ailleurs savoir que le groupe communiste, à l'Assemblée nationale, a décidé de redresser une proposition de loi pour que s'engage à nouveau une discussion sur cette question.

lorsqu'elle l'a été, les Allemands étaient à quelques dizaines de kilomètres de Paris. La décision qui a été prise à l'époque, à la fois par l'armée, qui usait de la construction de moteurs, et par la direction de cette usine a été que tous les jeunes de mon âge qui se trouvaient dans la même situation ne traiteraient pas, et on nous a assigné la tâche de démanteler l'entreprise à La Rochelle, exactement au même moment de la Police. Ce que j'ai fait. C'est la raison pour laquelle les gens de ma classe

n'ont jamais fait de service militaire. Dans la suite de l'émission, consacrée aux questions politiques, M. Marchais a précisé ses déclarations antérieures, selon lesquelles le parti communiste « veut faire la révolution » (le Monde du 5 février). « La révolution, a-t-il dit, aujourd'hui comme au moment de la signature du programme commun, cela reste, selon nous, un processus qui sera plus ou moins long. Je continue de penser avec mes camarades qu'il ne faut pas attendre le grand soir, soit par la voie

de la lutte, soit par la voie électorale. Je continue de penser avec mon parti qu'il faut créer les conditions et s'engager sans attendre dans ce processus (...). Cela suppose (...) que la tâche actuelle du parti, c'est, d'une part, d'être présent sur tous les terrains où il y a des luttes pour défendre les intérêts des travailleurs face à la catastrophe politique que nous vivons, être présent partout, travailler à l'unité à la base dans ces luttes. J'ai rappelé en même temps que notre objectif restait naturellement de lutter pour des transformations démocratiques plus profondes, en occurrence les nationalisations, la participation des travailleurs à la gestion des affaires publiques à tous les niveaux, dans l'entreprise, dans la commune, au plan national. Nous n'avons rien changé : nous luttons pour un socialisme démocratique par une voie démocratique. J'ai rappelé (...) que cette marche vers la révolution, cette révolution, si je puis dire, impliquait l'unité de toutes les forces populaires, la formation d'une majorité populaire, impliquant l'union de la gauche. » M. Marchais a déclaré que,

« malgré quelques petits différends qui, peut-être, portent sur la tactique, sur le meilleur moyen (...) d'affaiblir le parti communiste tout en se servant de lui pour accéder au pouvoir, il n'y a pas de différence entre Mitterrand et Rocard ». Interrogé sur les opérations militaires soviétiques en Afghanistan, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré : « Rien, absolument rien, ne permet de dire qu'il y a le moindre Oradour en Afghanistan. S'il y avait des Oradour en Afghanistan, évidemment nous les condamnons. »

Un « faux »

Serge July (Libération) a demandé au secrétaire général du P.C.F. si le document publié par l'Express est un « faux grossier », comme il l'avait lui-même affirmé à TF 1 le 7 mars. M. Marchais, ou bien si le reproche qu'il fait à ce document est celui que formule M. Roland Leroy dans l'éditorial de l'Humanité-Dimanche, à savoir qu'il est d'« origine hitlérienne ». M. Marchais a répondu : « Vous vous souvenez de la présentation que j'ai faite l'Express en première page : « Marchais, l'Allemand, 1942-1944, la preuve ». C'est cela, la première page de l'Express. N'est-ce pas ? Et c'est ce qui est un faux grossier. Pour le reste, je laisse le soin à mes avocats... »

Interrogé sur les personnes qui l'ont hébergé, en France, entre 1943 et 1944, M. Marchais a déclaré : « Ils peuvent témoigner quand je le voudrai, quand je le déciderai. (...) Mais (...) il s'agit d'une opération de caractère politique. Quoi que je fasse, vous savez très bien que mes adversaires de classe ne cesseront jamais de me poursuivre de leur haine. Il se trouve que je suis un homme politique inattaquable. »

Au sujet de son service militaire, M. Marchais a déclaré : « Je faisais partie de la classe 1940. Je travaillais à l'époque à la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre, rue de Sully à Boulogne-Billancourt. La classe à laquelle j'appartenais a été appelée, mais

DANS LA PRESSE

LE QUOTIDIEN DE PARIS : il paraît être doublement gagnant. « On ne peut que donner raison à Georges Marchais lorsqu'il refuse d'être la seule victime d'une inquisition que personne ne semble soupçonner. »

« Mais si l'on apprécie la manœuvre et sa juste valeur, on peut quand même en contester la finalité. Si Georges Marchais est, comme il le prétend, victime d'une infâme machination, que ne présente-t-il les témoins qu'il affirme tenir en réserve ? » (JEAN-LOUIS VALDIERE.)

LE FIGARO : et le « fichier » ? « Les questions auxquelles le militant doit faire des réponses « précises, complètes, détaillées et vérifiables » sont nombreuses et diverses. (...) Dans le formulaire utilisé dans les années d'après-guerre, des questions posées sur la période de la guerre. (...) »

Voilà un « fichier » d'un prix inestimable. Il ne servirait d'ailleurs pas inutile de savoir où se trouve la partie établie du temps où le P.C. n'était encore qu'une « section française de l'Internationale communiste », dont le siège était à Moscou. » (ANNIE KRIEGER.)

LE MATIN : les communistes appelés à choisir leur camp. « M. Marchais a nettement fait comprendre qu'il servirait, selon toute vraisemblance, le candidat

communiste à l'élection présidentielle de 1981. Une façon, certes, de faire taire tous ceux qui pourraient dire que les doutes qui demeurent sur son passé en Allemagne le feraient reculer devant l'échec électoral. Une façon aussi d'écarter du débat la question des moyens d'information qui échoient à l'individu n'ont qu'un but : affaiblir le seul candidat de la classe ouvrière. A nouveau, comme à propos de l'Afghanistan, les communistes sont appelés à choisir leur camp. » (DIDIER BUFFIN.)

LIBERATION : un loup solitaire. « Manifestement, entre 1943 et 1947, Marchais a vécu comme un loup solitaire, ne rencontrant à peu près personne, vivant sans ami, sans relations. Toutes ces années, il les a traversées sans laisser de traces. » (SERGE JULY.)

L'HUMANITE : l'aide directe du pouvoir.

« M. Marchais, jeudi 10 mars, est victime d'une machination préparée à l'évidence avec l'aide directe du pouvoir et de certaines officines policières, comme avec la complicité des grands moyens d'information. (...) Le directeur de l'Express, lui, même s'il agit pas uniquement pour son propre compte, connaît parfaitement le sens de sa démarche. Son attaque contre Georges Marchais relève de la machination politique. » (BERNARD ANDRIEU.)

■ M. GASTON DEFFERRE, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, s'est déclaré favorable, lundi 10 mars, au micro de France-Inter, à la constitution d'une commission d'enquête parlementaire pour faire la lumière sur les activités des personnalités politiques pendant la seconde guerre mondiale. Le maire de Marseille a précisé : « J'ai vu la guerre et la Résistance, ont manifestement l'avantage de pouvoir offrir des biographies qui ne sont pas discutables. »

■ M. CLAUDE ESTIER, directeur de l'hebdomadaire socialiste l'Unité, a précisé, au cours de l'émission d'Europe 1 : « Le parti socialiste, qui ne s'est jamais associé ni n'a jamais participé à aucune campagne contre aucun homme politique, ne s'associera et ne participera pas à la moindre campagne contre Georges Marchais, même si le parti communiste n'en fait pas autant et continue à attaquer François Mitterrand... »

■ M. BERNARD PONS, secrétaire général du R.P.R., a déclaré samedi 8 mars à Nantes : « Je ne m'associe jamais à des problèmes concernant les personnes. Nous, nous faisons de la politique au niveau des idées et à aucun moment nous ne mettons en cause les hommes politiques. Ce que nous appelons la nouvelle affaire concernant Georges Marchais me paraît tout à fait déplorable... »

Une audience sans incident notable

L'événement politique du week-end, c'était, dimanche soir, dans les studios d'Europe 1, la comparution de M. Georges Marchais devant une vingtaine de journalistes, dont l'un, Jean-François Revel, directeur de l'Express, avait, en tête de l'acte d'accusation. Le public admis à l'audience était plus nombreux que celui qu'attire d'ordinaire le « Club de la presse ». Les responsables de la rédaction d'Europe 1, le directeur de la station lui-même, s'étaient déplacés. Chacun attendait — redoublant d'espérance — un heurt entre MM. Marchais et Revel, le secrétaire général du P.C.F. ayant déjà, lors d'un précédent « Club de la presse », le 14 janvier 1979, traité le directeur de l'Express, hors antenne, de « canaille ».

Alain Duhamel, qui dirigeait les débats, prit les devants, en rappelant que les interviews étaient interdites. Une première question précède l'entrée en lice de M. Revel, qui demanda à M. Marchais s'il acceptait de soumettre son passé à l'enquête d'un jury d'honneur. Tendu, le secrétaire général répondit : « oui », en

ajoutant aussitôt ses conditions : que tous les hommes politiques « en activité » tassent de même.

De demandes de précisions en observations, quarante minutes furent consacrées au séjour que M. Marchais fit en Allemagne à partir de la fin de 1942. On convint de passer à autre chose, et l'émission dura une demi-heure de plus que de coutume. A une question de Pierre Salinger (C.B.S. - News) sur l'Afghanistan, M. Marchais répondit, ou plutôt ne répondit pas, en affectant de considérer son interlocuteur comme un représentant du gouvernement américain. Il s'ensuivit un bref et vif échange, après l'émission, entre le journaliste et M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F., chargé des relations avec la presse. Ce fut le seul, et peu notable, incident.

M. Marchais, qui était accompagné de membres de son secrétariat et du service d'ordre du parti communiste, mais qu'aucun responsable de son parti n'était venu soutenir dans cette épreuve, quitta la station. — P. J.

QUI GRIGNOTE VOTRE ARGENT ?

Épargne, crédit, prix, dévalorisent votre argent à chaque seconde. Le Nouvel Observateur propose :
 • Le guide des meilleures banques de crédit.
 • Le taxi moins cher que la voiture.
 • La location plus intéressante que l'achat.
 • Les placements trois étoiles.
 • Le classement des régions en fonction du pouvoir d'achat.
UN GRAND DOSSIER



LE NOUVEL
Observateur N° 800

SSIR
 ESSEC
 DES PO
 ECINE
 MACIE

« Une impossible biographie »

Le recul électoral de

Electoral de

...et trois m

unicipales

« Le Nord-Pas-de-Calais dans la guerre économique ». Au cours des débats, les critiques ont été aussi sévères que vives à l'égard

Au cours d'une conférence de

100-443887-1

De notre correspondant

1

[illegible]

10

50

1



let's surf



50

1

[illegible]

هكذا من الأصل

L'AFFAIRE DE L'ENTREPRISE GÉNÉRALE COOPÉRATIVE DU BATIMENT

Un « scandale » trop énorme à Marseille

Marseille. — L'information avait éclaté le 4 mars, énorme : « Un krach immobilier de 90 milliards d'excédents francs à Marseille. » Krach, oui. L'escroquerie du siècle, non. Enorme, mais fautive. Complètement fautive. Le chiffre, le krach, tout était faux. Galéjade, comme on dit ici. L'information « elle-même n'en était pas une puisqu'elle datait de plusieurs années. Il y a eu en effet quatre ans (le Monde date des 17 avril, 28 mai, 29 mai et 3 juin 1978) que les mésaventures de l'Entreprise Générale Coopérative du Bâtiment (E.G.C.B.), l'une des plus importantes entreprises de construction du Midi, tombées en déconfiture au début des années 70, sont connues, et d'ailleurs l'enquête judiciaire est pratiquement close.

Il y a près de deux ans que les trois tentatives « révélées » cette semaine — celles de M. Maurice Parodi, ancien P.D.G. de l'E.G.C.B., Henri Jousier, chef des services techniques de la Caisse centrale de crédit coopératif, et Edouard Honorat, commissaire aux comp-

tes — ont été prononcées. Quant au montant du passif, tous ceux qui ont eu le dossier en charge se contentent modestement de le chiffrer à 83 millions de francs. Alors, pourquoi tout ce tintamarre que rien, décidément, ne semble justifier ? Car, comme le dit un spécialiste de ces problèmes, « on a plutôt l'impression, ici, de voir enterrer les dossiers financiers : si celui-ci ressort de cette manière tapageuse, ce n'est certainement pas par hasard ». Au-delà de la recherche d'un « magot », dont l'enquête a prouvé qu'il n'avait existé que dans certaines imaginations fertiles, poursuit-on un peu plus polémique ? Ou bien se contente-t-on de terner un peu plus l'histoire de l'E.G.C.B., la petite entreprise morte d'avoir voulu devenir trop grande par l'erreur de dirigeants naïvement convaincus qu'une coopérative ouvrière comme celle-ci était autre chose, selon l'expression de l'un d'eux, « qu'une société capitaliste sans capital vivant dans un capitalisme dur » ?

De notre envoyé spécial
façon durable », souligne M. Maurice Parodi.

De plus, tout de va pas pour le mieux avec certains clients. Sur la ZUP de Martigues, l'Office départemental d'I.L.M. refuse la révision d'un mètre pour sept cent trente-deux logements. « Le déphasage du devis initial s'est traduit pour nous par un moins-pertu de 4,5 millions », estime M. Parodi. Dans un autre programme, le « Paradis Saint-Roch », le promoteur impose, en outre de châtier, plus de cent modifications, retardant considérablement les travaux. « Toute autre entreprise aurait arrêté ce chantier, l'E.G.C.B. était financièrement trop faible pour se le permettre », explique son ancien président. Le manque à gagner est, là encore, estimé à 4,5 millions. Somme qui ne sera pas davantage récupérée que les millions perdus dans la ZUP de Martigues.

A la fin de 1972, le bilan est lourd. Avec les annués des derniers mois, M. Parodi évalue le passif à 15 millions de francs. La C.4, elle aussi, fait ses comptes et conclut à un chiffre double, ce qui vaudra, six ans plus tard, une incrimination pour présentation de faux bilan à l'homme qui avait cru qu'une coopérative était une entreprise comme les autres, et qui continue de penser que, si le sort de l'E.G.C.B. avait alors été réglé dans le cadre coopératif, les choses auraient pu s'arranger. La C.4 préfère mener le sauvetage à travers une société créée un an plus tôt, la Société auxiliaire coopérative ouvrière du bâtiment (SOACO), qui reprend à son compte l'E.G.C.B. avant de sombrer elle-même, deux ans plus tard, entraînant le naufrage définitif de la coopérative marseillaise, un naufrage tête haute qui laissera un passif final de 83 millions de francs. Un coup d'austérité plus dur pour la C.4, que d'autres entreprises coopératives connaissent au même moment des difficultés du même ordre. De prêts en interventions de réorganisation en mutations, la C.4 perdra dans des aventures près de 500 millions

et devra, pour s'en sauver elle-même, obtenir — grâce à un vote du Parlement en 1971 — un abandon de créances de l'Etat de 280 millions de francs.

Les trois inculpés de Marseille, eux, n'ont à répondre que du bilan, réputé faux, de l'E.G.C.B. qu'ils ont établi pour l'année 1972. Mais pour certains, la déconfiture de l'entreprise dépasse de beaucoup le cadre d'une gymnastique comptable. En 1976, déjà, lorsque l'insurrection judiciaire fut ouverte, on a insisté que la coopération marseillaise n'était qu'une officine de détournement de fonds au bénéfice du parti socialiste. N'avait-on pas retrouvé, au cours de perquisitions policières, une lettre adressée, en 1973, par M. Parodi à M. Charles-Emile Loo, lieutenant de M. Gaston Defferre dans les Bouches-du-Rhône ? Une lettre écrite à la dernière personne du singulier et dans laquelle l'auteur parlait d'arrangements sur des travaux dans la ville.

« Charles-Emile Loo est un ami », dit M. Parodi, qui s'empresse d'ajouter que lui-même n'est pas socialiste. « M. Loo était de surcroît, à cette époque, président d'une coopérative, la SO-COM, opérant dans la maintenance portuaire, précise-t-il, et dans cette lettre, en ma qualité de président du Mouvement régional des coopératives, je lui demandais de me transmettre la liste des travaux programmés par l'E.G.C.B. ». Et M. Parodi de poursuivre : « Je ne sais vraiment pas où se trouvent ces lettres, mais si elles existent, elles ne sont pas de moi. Elles ont été envoyées à M. Loo par un tiers, peut-être un ami commun. Après qu'on eut dit que j'avais détourné de l'argent au profit du P.S., j'en tends maintenant tautner que tout cela n'est qu'un règlement de comptes au sein de la majorité. Pour les besoins de la cause, on m'a même fait naître à Chamaillères, alors que j'ai vu le jour dans une soupière de la rue de Paradis, à Marseille. Alors... »

JAMES SARAZIN.

Contre les honoraires excessifs d'avocats

Le divorce économique

Afin de sensibiliser l'opinion contre le coût excessif des procédures de divorce, onze couples se sont présentés, mercredi 5 mars, au Palais de justice de Paris, pour y déposer une « requête initiale », non revêtue, comme le loi y oblige, de la signature d'un avocat.

Ce geste symbolique est dû à un groupe de travail du Centre de recherches et de formation juridique (1), créé à l'initiative de Mme Joëlle Gavard, dont la procédure de divorce, il y a quelques mois, avait suscité l'indignation et l'inquiétude de beaucoup d'avocats. La 1^{re} octobre, les époux Gavard s'étaient présentés, pour leur première comparution devant le juge des affaires matrimoniales, munis d'une requête que leur délégué, M. Christian Revon, avait accepté de signer pour la prix symbolique de 254,50 F (le Monde du 4 octobre 1979). Une somme

sans commune mesure avec les 4 000 ou 5 000 F que coûte le divorce la plus simple.

Aujourd'hui, Mme Gavard et les couples qui ont pris le relais demandent purement et simplement le droit de se passer d'avocat en cas de divorce par consentement mutuel. Renvoyé du bureau des règlements du barreau au greffe central, le petit groupe, fort étendu, a rencontré Mme Jacqueline Maguin, vice-président du tribunal, déléguée aux affaires matrimoniales, appelée à la rescousse par une greffière un peu interloquée par cette démarche. L'une des requêtes a été symboliquement enregistrée. Mais Mme Maguin a émis ses réserves qu'elle rendrait une ordonnance d'irrecevabilité. La loi est la loi, qui prévoit dans tous les cas l'intervention d'un avocat. Une loi dont les partisans du divorce économique exigent la modification.

Des affaires complexes

Le coût exorbitant des procédures de divorce est un sujet dont les avocats ne parlent qu'avec gêne, même les moins intéressés, qui consentent que ce genre d'affaires leur permet d'équilibrer les finances d'un cabinet vous quelconque à la seule défense des salaires devant les prud'hommes et à celle de clients dans le besoin. A cela, les usagers de la justice et les juristes qui militent pour l'extension des « boutiques de droit » rétorquent que ce n'est pas aux divorcés de supporter le coût d'une justice qui devrait être gratuite.

Pour avoir enfreint les usages, M. Revon a fait l'objet d'une « admonestation paternelle » de son ordre, première étape avant les sanctions qui guettent ceux qui seraient tentés de suivre sa voie. On ne lui reproche pas officiellement d'avoir soutenu la cause de consommateurs en colère, mais d'avoir apposé sa signature au bas d'un acte qu'il

se refusait, par son abstention lors de la suite de la procédure, à vérifier. M. Jean Couturon, bâtonnier de Paris, souligne que, même en cas de consentement mutuel, le divorce est une affaire complexe, dont les conséquences patrimoniales et psychologiques nécessitent beaucoup de doigté, surtout lorsqu'il s'agit de déterminer à qui revient la garde des enfants.

La conseil de l'ordre, conscient de l'intérêt suscité par l'affaire Gavard, fait étudier le coût réel d'une procédure de divorce. Les barèmes indicatifs qui pourraient ensuite être établis permettraient de remettre de l'ordre dans un secteur où règne l'anarchie, même si certains usagers restent convaincus que cela ne supprimera pas les abus.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) 18, rue du Boule, 75001 Paris, tél. 233-69-33.

Des louanges à la délation

Les délateurs d'aujourd'hui s'associent pourtant, il n'y a pas dix ans, aux louanges qui assaillaient cette entreprise exemplaire aux lignes hyperboliques. Créée en 1950, l'E.G.C.B. avait d'abord honnêtement végété avant de prendre son essor sous l'impulsion de M. Maurice Parodi, entré dans l'entreprise en 1956 comme secrétaire général et devenu P.D.G. en 1962. L'une des premières, elle prend le virage des chantiers, dits « d'économie de main-d'œuvre », en faisant appel aux techniques modernes : banchage puis préfabrication d'éléments de façades (pour lesquels elle construit même une usine). Son capital dérisoire oblige l'entreprise à recourir à ses premiers emprunts auprès de la Caisse centrale de crédit coopératif, la « C.C. » dans le jargon des professionnels.

Suit une période d'euphorie. De quelques dizaines de logements à l'origine, les chantiers tournent au gigantisme. Parmi les multiples maux dont on l'a accusée depuis, on a souvent reproché à l'E.G.C.B. d'avoir soumissionné ses marchés à perte pour déstabiliser la concurrence. Rien n'est venu le prouver jusqu'à présent. Sur tel ou tel chantier, en Corse ou dans la région de Marseille, on trouve en contrebande des soumissions de 30 à 40 % supérieures aux chiffres les plus bas.

Les premiers grains de sable

arrivent en 1968 avec les grèves qui perturbent les chantiers. Les retards de certains chantiers obligent, pour satisfaire les nouveaux marchés enlevés, à acquiescer du matériel supplémentaire. La C.4 paie jusqu'à un certain point puis elle impose de ruiner le « leasing » par une de ses filiales, la COPAMAT. Elle impose aussi un contrôle de fait à l'E.G.C.B. en lui désignant son chef des services techniques, M. Henri Jousier. Une première réorganisation a lieu en 1969, avec la suppression des activités de second œuvre (plâtre, menuiserie, etc.), pour lesquelles est constituée une société spécifique : la Coopération auxiliaire du bâtiment (C.A.B.).

Malgré cela, la fuite en avant s'accroît et fait, en apparence, de l'E.G.C.B. une puissance jalouse par ses rivaux. En 1971-1972, elle compte jusqu'à vingt-sept chantiers simultanés et emploie mille cent personnes. A Martigues, elle a élevé les programmes de l'Office départemental d'I.L.M. et de la SEMEREC, ce sont deux mille cinq cents logements. Son chiffre d'affaires dépasse les 10 millions de francs ; il a quadruplé en quinze ans.

Un passif de 83 millions de francs

En vérité, le colosse repose sur des pieds d'argile. Dépourvue d'une trésorerie propre suffisante, l'E.G.C.B. doit faire face aux aléas de la profession, qui supportent mieux les sociétés disposant d'un capital en rapport avec leur volume d'activité : les retards de 5 % sur le montant des travaux jusqu'à la fin des chantiers, les provisions de prix complètes et tardives (certains chantiers durent trois ou quatre ans), etc. Il est donc vraisemblable que, même sans dumping volontaire, les prix de départ risquent d'être calculés trop juste. La trésorerie est alimentée par la Banque française de crédit coopératif, émanation de la C.4, à des taux d'intérêt de 12 à 14 %. D'où des frais financiers énormes : ils atteignent 7 millions de francs en 1972 pour un chiffre d'affaires de 100 millions. « Aucune entreprise du bâtiment ne pourrait le supporter de

SARTRE EST-IL DÉPASSÉ ?
lisez plutôt
observateur
N° 800

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

VOS CHEVEUX :
Un capital précieux et fragile

Les désordres capillaires sont malheureusement le fait de la plupart. Soit passagers, soit permanents, ils causent désagréments plus ou moins importants qu'il faut neutraliser rapidement et avec efficacité.

D'abord, il faut, et on le peut, rechercher la ou les causes de ces problèmes (fatigue, pollution, nervosité, amaigrissement...) et ensuite, agir. La négligence en ce domaine est une chose qui se paye tôt ou tard.

Agir, comment ? Grâce à une hygiène parfaite et à une remise

en condition du cuir chevelu et des cheveux eux-mêmes.

Nos instituts capillaires, par des traitements spécifiques et notre nouveau traitement aux sels marins frais, 100 % naturels, et rigoureusement contrôlés, sont en mesure d'agir vite et durablement.

Consultez nos spécialistes : ils établiront le traitement approprié à votre cas.

S'ils ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront eux-mêmes.

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, des cheveux gras, secs ou cassants,

Adressez-vous sans tarder aux instituts capillaires EUROCAP à PARIS, 4, rue de Castiglione, 75001 PARIS. Tél. : 268-30-54.

Les ELDORADORS de Jet Tours

Liberté, activité, félicité.



Une crique à Majorque, des bungalows en Tunisie, un bateau sur le Nil, un domaine en Sénégal, un hôtel dans un jardin fleuri et une plage immense à Agadir.

Et vous au milieu. Libre comme l'air et le vent du large. Disponible pour tous les sports, toutes les rencontres, toutes les fêtes.

Vous aimez l'air, votre Eldorado, cette enclave de soleil et de bonheur sélectionnée et animée en exclusivité par Jet Tours ! Et l'ambiance... joie, chaleur, détente. Des vacances à savourer tout de suite, entre gens de bonne compagnie.

Choisissez votre Eldorado avec votre Agent de Voyages (et tous les Agents Air France).

Jet tours

Choisissez les vacances qui vous ressemblent.

ARMÉE

Témoignages de trois appelés

De nouvelles formes de contestation dans les casernes

Trois appelés du contingent, MM. Bernard Garnier, Jean-Pierre Hardy et Arnold Himmel, récemment libérés de leurs obligations militaires, relatent ci-dessous leurs tentatives d'insubordination, par des actions limitées et locales de contestation dans les casernes, un dialogue nouveau avec la hiérarchie.

Voici le texte de leur déclaration commune, suivi de leur propre témoignage :

La situation internationale et la crise économique aidant, peu nombreux sont ceux qui se soucient aujourd'hui de la vie quotidienne des soldats français, appelés ou engagés. Pourtant, dans ces mois troubles, la chose militaire est au centre des discussions. Pendant ce temps, trois cents mille conscrits « percent » chaque année, de plus en plus jeunes en raison de l'application de la loi dite Debré, contre laquelle ont massivement lutté leurs aînés en 1973. Pour eux, les

comités de soldats ainsi que les manifestations de Draguignan, Karlsruh, Verdun sont quasiment inconnus ou mystérieux. Leur grande crainte est de voir le « service » porté à dix-huit mois, pour combattre le chômage. Ils n'ont pas moins confrontés, douze mois durant, à des difficultés que l'augmentation dérisoire de la solde est loin de résoudre.

Le recul des comités de soldats et l'absence d'actions spectaculaires du mouvement ne signifient pas pour autant un recul du mécontentement dans les casernes. Les bases objectives de la révolte subsistent. En fait, les soldats semblent explorer des voies d'action nouvelles, n'excluant pas le dialogue avec la hiérarchie. Placés dans des situations différentes, nous sommes trois appelés, membres d'information pour les droits des soldats, à avoir témoigné de ces recherches, obscures ou exemplaires, qui interpellent la nation sur sa défense et son armée.

A visage découvert

● **BERNARD, 24 ans**, enseignant, ancien sapeur du 8^e régiment du génie d'Angers, raconte : « Chaque année, l'état-major doit établir un rapport sur le moral des armées. Celui-ci est rédigé sous la forme d'un questionnaire extrêmement précis, rempli la plupart du temps par les commandants de compagnie. A cette occasion, pour une fois, on nous a demandé notre avis ! Dans ma compagnie, le capitaine voulait s'appuyer sur le témoignage de quelques sapeurs qu'il avait désignés : une ouverture d'esprit déjà louable ! Cependant, il nous fallait répondre en quelques minutes, ce qui nous paraissait très limitatif.

« Nous avons donc demandé l'autorisation de nous réunir entre appelés, pendant les heures de service, de manière que le « rapport » devienne l'expression véritable de la compagnie et non l'opinion personnelle de quelques-uns, la réunion devant se conclure par un rapport écrit qui lui serait remis. Le lendemain matin, l'adjudant de compagnie annonce au rapport que nous aurions bien une heure pour nous réunir, mais

section par section et sous la présidence de nos chefs... On était loin de notre demande : la réaction fut immédiate : nous fîmes le tour des chambrées où certaines réunions commençaient déjà et, après de brèves discussions, nous nous sommes tous retrouvés dans les locaux du fournil.

« Dans une section, un compromis dut être trouvé : seuls, deux soldats représentèrent leurs camarades à l'assemblée générale. Nous avons alors passé en revue divers problèmes : soldes, permissions, conditions de travail, discipline, transports, etc. Après un échange de vues général, des sapeurs ont été désignés pour rédiger un compte rendu qui, sous le couvert d'un ton très courtois, reprendra l'essentiel de la discussion. Les recommandations des sapeurs portaient sur l'augmentation de la solde (doublement, triplement ou SMIC), la gratuité des transports, la possibilité de se lever à l'heure de son choix avant le rapport (recommandation qu'ils ont imposée dans les faits, sans qu'il s'ensuive aucune sanction), le refus de brimades sous forme

de corvées, l'exigence de la pose d'extincteurs, de jeux-stop et cigarettes, d'excursions sonores sur les comités et les engins, une permission de 72 heures mensuelle obligatoire, doublée en cas de service de fin de semaine, le libre choix des dates de départs et leur passage de seize à trente jours, l'élution libre de délégués révoqués par les sapeurs et des assemblées de compagnie précédant les réunions de commissions, la réduction du temps de service à six mois compte tenu du faible

Des luttes limitées

● **JEAN-PIERRE, 23 ans**, étudiant en droit, ancien cavalier au 4^e régiment de Hussards de Besançon, a été arrêté avec onze de ses camarades et sanctionné de soixante jours d'arrêts de rigueur, pour avoir fait signer une pétition réclamant les « transports gratuits, le droit aux permissions, l'augmentation de la solde et son indexation sur le SMIC, la liberté d'expression et d'information. Muni à quatre reprises après son arrestation, il conduisait au 4^e régiment un engin blindé de reconnaissance, plus connu sous le nom de « triporteur », en raison de ses innombrables luites d'huile.

« En cas d'insubordination, explique Jean-Pierre Hardy, nous ne devons utiliser que les extincteurs mobiles et on avait l'ordre de ne pas se servir des extincteurs fixes dans la caserne de chaque côté de la tour, car ils libèrent des centaines de litres de neige carbonique qui noient le moteur et le mettent définitivement hors service. Nous étions unanimement d'accord pour ne pas attendre qu'un camarade soit à moitié brûlé pour tirer les extincteurs fixes. Les questions de sécurité dans le travail ressuscitaient nos liens avec les petits engagés qui risquaient des sanctions sévères au moindre incident mécanique. Le seul moyen de parvenir notre sécurité était d'organiser des refus collectifs de conduire des blindés dangereux.

« Par ces luttes, certes limitées, nous arrivons à faire prendre conscience aux autres soldats de la possibilité de protester contre les ordres absurdes, les conditions de travail dangereuses, les bri-

temps consacré à la formation militaire.

« Il n'y a pas eu de constitution de comité. Nous étions simplement un petit groupe qui essayait de réagir face aux injustices, de s'organiser contre l'industrialisme, la soumission bête et méchante, dans l'attente de la « quille ». Nous voulions de plus démontrer que la meilleure garantie contre la répression est l'action à visage découvert, unitaire et portant des préoccupations concrètes des soldats.

Un échec

● **ARNOLD, 24 ans**, ancien conducteur au 1^{er} régiment du train à Paris (caserne Mortier), a pris la parole à visage découvert au rassemblement européen des syndicalistes aux armées, organisé à Joinville au printemps de 1979. S'il ne s'en suivit aucune sanction, le ministre lui a refusé la levée d'obligation de réserve qu'il avait demandée afin de s'exprimer, dans les colonnes du Monde, sur les problèmes du contingent à l'occasion des élections européennes du 10 juin.

« A bien des égards, note Arnold Himmel, notre surprise est grande de découvrir les conditions de vie et de travail régnant à Mortier, caserne de Paris où, pourtant, les soldats ont la vie belle. Il n'est rien, car Mortier souffre à la fois d'une surcharge de missions de toutes sortes (transports, stages, accueils de délégations étrangères) et d'un sous-effectif endémique que le comité de soldats a estimé à cent cinquante hommes. Résultat : les chauffeurs de camions, pour la plupart déséquilibrés, choisis parmi les provinciaux, étaient loin de bénéficier d'une permission de quarante-huit heures mensuelle : quant aux Parisiens, ils étaient

vente de l'humanité et du Monde, absents du foyer, roblant que la suppression de tous les journaux...

« Pour moi, ces luttes à caractère syndical s'inscrivent clairement dans les possibilités qu'offre une interprétation combative du règlement et la combativité des soldats. Car le 4^e régiment de Hussards, bien que basé à Besançon, ville qui vit naître la première section syndicale de soldats en novembre 1975, n'est pas un foyer subversif dans l'armée française : j'ai fini mon service, muni d'un diplôme de 1^{er} groupe de chasseurs de Villingen, en Allemagne fédérale, affecté à l'ordonnance, j'ai obtenu des aménagements de nos horaires, nous avons organisé un refus collectif du lever qui a d'ailleurs abouti à la satisfaction de nos revendications.

« Apparemment soucieux du problème, le lieutenant-colonel Antonin nous proposa la création d'une commission consultative, chargée d'élaborer des solutions. Nous avons sauté sur l'occasion qui nous était offerte de nous exprimer enfin sur nos problèmes. Réunis dans nos chambrées, nous avons élaboré des propositions communes et nous fîmes coopter sans difficultés les camarades que nous voulions voir nous représenter à la commission.

« D'entrée de jeu, l'espoir que nous avions de voir créer un pôle de police militaire chargé de monter les gardes et les services, moyennant un système de permission particulier (une semaine de service, deux semaines de permission), comme cela existait au 1^{er} régiment du train à la caserne Duplex, fut refusé. Nous avons néanmoins accepté d'envisager un système de répartition égalitaire des services, fondé sur un contrat chiffré en points, calculé en fonction de la pénibilité des services et du nombre d'hommes disponibles. Bien que ce système ne prenait pas en compte les différences de fatigue subies par un chauffeur, un cuisinier ou

un secrétaire, nous étions décidés à l'expérimenter, toute amélioration étant la bienvenue.

« Un tableau fut établi, pour apprécier la validité du système calculé au plus juste, compte tenu des variations d'effectifs. Le projet fut adopté et par la commission et par le commandant de la caserne Mortier. Mais peu de temps après, on s'aperçut que les adjoints de service ne respectaient pas les contrats. La commission ayant été dissoute, il ne nous était plus possible de réagir. La nécessité s'imposait de créer un comité de soldats pour imposer le dialogue que l'on nous refusait.

« A l'occasion de la visite du général inspecteur du train, le bulletin Le train nous roula du comité de soldats fut distribué ; l'encadrement le cacha au général, probablement à cause des questions précises et gênantes que l'on ne pouvait poser de quinquisme ou d'antimilitarisme ; « l'imposer à l'encadrement un réel dialogue sur pied d'égalité, dénoncer tous les abus en matière de condition de travail, de sécurité, d'hygiène, de gestion, de répartition des services, de libertés d'expression, lutter pour la création de commissions où les appelés aient de réels représentants et non des fantoches » ; « l'instaurer de la fignolure, l'associer pleinement aux luttes et revendications des engagés » ; « hommes du rang, officiers et sous-officiers démocrates, combler la fosse qui sépare l'armée de la société... »

« Au titre du dialogue, la Sécurité militaire fit arrêter cinq appelés qui furent à tort sanctionnés, puis libérés ; trois autres furent finalement punis de trente jours d'arrêts de rigueur, après que sous la menace on eut obtenu d'eux les aveux nécessaires.

« La spontanéité de certaines de ces expériences traduit l'approfondissement de la conscience syndicale chez les engagés comme chez les appelés. Mais celle-ci, si elle correspond aux nécessités de l'heure, risque de ne pas être cependant le fruit d'une simple évolution naturelle, linéaire ; elle nécessite pour nous un travail de sensibilisation d'information. La constitution proche d'une organisation européenne des syndicalistes aux armées lui donnera un nouveau cadre et un nouveau souffle.

D'ici trois ans, dix

Prenez de l'assurance.



Pour en France ou à l'étranger, avec la carte American Express, vous pouvez modifier votre itinéraire et vos bagages. Et chaque fois que vous voyagez, vous êtes couvert par une Assurance American Express. Vous pouvez aussi bénéficier de la "garantie liquide" qui vous permet de toucher rapidement un capital qui vous aide à faire face à une perte de revenus. Enfin, la carte American Express vous permet de bénéficier de nombreux avantages et services. Elle est exclusive à American Express.

مكتبة من الأصل

RELIGION

D'ici trois ans, dix sièges épiscopaux seront vacants en France

La démission de Mgr Marc Lallier, archevêque de Besançon, presque deux ans avant l'âge statutaire de soixante-quinze ans pour raisons de santé (« le Monde » du 7 mars),

soulève la question d'un changement éventuel de la politique de nominations des évêques. D'ici trois ans, au moins dix sièges épiscopaux seront à pourvoir en France, et non des

moindres. Il s'agit de Besançon, Lyon, Carcassonne, Tours, Cambrai, Nantes, Lille, Strasbourg, Amnézy et Paris. Le cardinal Marty, qui est resté à la tête du diocèse de Paris jusqu'à

soixante-seize ans, à la demande du pape, doit quitter son poste en mai prochain. Déjà, les commentaires vont bon train sur le choix de son successeur.

Comment devient-on évêque ?

Comment devient-on évêque en France ? La procédure suivie depuis le concile comporte un dosage subtil de concertation, de coopération et de compromis. Régulièrement, les neuf régions apostoliques de l'Eglise de France soumettent les noms des évêques au nonce apostolique, qui dispose ainsi d'un « vivier » en cas de vacance d'un siège. Lorsque le cas se produit, une consultation est organisée dans le diocèse, chez les prêtres et parfois les fidèles (1), puis auprès des évêques, et, notamment, auprès du président de la conférence épiscopale.

Le nonce fait un rapport de synthèse, et l'envoie, avec une liste de trois noms (la *terna*), à la Congrégation romaine des évêques, qui la transmet au pape. Ce dernier choisit en dernière instance. Le choix est communiqué au nonce, qui demande à l'intéressé s'il accepte la charge. En théorie, le gouvernement français peut y opposer son veto, mais le plus souvent la nomination donne lieu à des consultations discrètes à un stade antérieur.

Sorte le pontificat de Paul VI, les choses se sont passées sans heurt, puisque le pape connaissait bien la France et faisait une confiance totale à son secrétaire d'Etat, le cardinal Jean Villot.

Jean-Paul II, en revanche, a voulu connaître la situation française, c'est pourquoi il a demandé à un an de plus à l'archevêché de Paris, se donnant ainsi le temps de l'informer plus amplement. Le cardinal Paul Bertoli, ancien nonce en France et homme de confiance de Jean-Paul II, a mis à profit ce délai supplémentaire pour enquêter discrètement, en juillet dernier, et a visité un certain nombre d'évêques français. Il a aussi rencontré le Père Jean-Marie Lustiger, alors curé de Sainte-Jeanne-de-Chantal, à Paris, aujourd'hui, évêque d'Orléans.

Ce choix du nouvel évêque d'Orléans — la première nomination d'un évêque résidentiel en France sous le nouveau pontificat — pourrait-il servir d'indication sur la nouvelle orientation de Jean-Paul II en matière de nominations épiscopales ? On peut dire que le Père Jean-Marie Lustiger ne répondait pas au profil habituel de l'épiscopat ; simple curé qui ne sortait pas des rangs de l'action catholique, il était connu pour ses dons intellectuels, sa théologie sûre, sa spiritualité et sa fermeté — toutes qualités qui se retrouvent chez le pape lui-même.

auxiliaire de Mgr Marty, est déjà le grand favori pour Paris (2). Mais il est possible que le pape ait d'autres projets pour l'archevêché de Marseille, qui faisait partie de la même « promotion cardinalice » que lui. On dit que le cardinal Etchegaray ne serait pas mécontent de diriger une Coopération romaine, et qu'il ne refuserait pas celle pour les Eglises orientales, dont le pape est actuellement un Français de souche. Parmi les autres évêques français qui connaissent le pape personnellement, souvent pour avoir travaillé avec lui aux différents synodes ou au niveau européen — se trouvent NN.SS. Gabriel Matagrin (Grenoble) — qui a dû abandonner la vice-présidence de la Conférence épiscopale pour raisons de santé, mais qui est rétabli aujourd'hui, — Robert Coiffy (Albi) ; Jean Orsatti (Angers) ; Albert Decourtray (Dijon) — qui a déjà refusé l'archevêché de Paris, pour lequel il aurait été pressenti, — André Rousset, qui, comme évêque de Fontenay, a vu une communauté polonaise, avait reçu l'ancien archevêque de Cracovie, Jean Vilnet (Saint-Dié), vice-président de la Conférence épiscopale, et Paul Poupard, recteur de l'Institut catholique de Paris, nommé évêque auxiliaire du cardinal Marty par Jean-Paul II en février 1979.

Mgr Poupard développe actuellement une grande activité. Il multiplie les conférences, les interventions à la télévision et à la radio et vient de publier un livre où de nombreuses personnalités françaises — y compris Mme Giscard d'Estaing et le ministre récemment assassiné Joseph Fontanet — disent leur foi en Jésus-Christ (3). Mgr Poupard, cinquante ans, n'a pas dépendu de ses amis. Et s'il connaît bien Jean-Paul II, il a travaillé à la curie et a rencontré

le pape lors de voyages en Pologne — on dit que son crédit à l'Eglise aurait baissé à la suite de son intervention à la télévision après le suicide de Robert Boubin, pour dire : « Il est des morts qui sonnent le glas d'une société ». Les sympathies de Mgr Poupard sont plutôt gaullistes, et on fait remarquer, à cet égard,

Un religieux

Alors que le nonce président, Mgr Righi-Lambertini, intervenait peu, puisqu'il dépendait du cardinal français Jean Villot, et « laissait même le choix des candidats aux évêques qui souhaitent en avoir un », selon Ernest Milcent (4), le nouveau nonce, Mgr Angelo Felici, est connu pour ses tendances conservatrices et sa fermeté. C'est lui qui, lorsqu'il était en poste à La Haye, avait cherché à reprendre en main l'Eglise néerlandaise en faisant nommer les deux évêques conservateurs, NN.SS. Simonis et Gijzen. Dans la procédure actuelle, c'est lui qui transmet les propositions à Rome, et peut donc opposer son veto.

Quant aux autres critères — la spiritualité, la sûreté doctrinale et l'appartenance éventuelle à un ordre religieux — le bruit court avec persistance que le choix de Jean-Paul II — choix qui, dit-on à Rome, n'est pas encore arrêté définitivement — pourrait se fixer sur un religieux. Or, à l'heure, ce propos, les noms du Père Jean-Yves Calvez, un des quatre conseillers jésuites du Père Arrupe à Rome, et de Dom Gramont, abbé bénédictin du Bee-Hellouin — mais les deux auraient refusé. Dans les milieux français à Rome, on chuchote malicieusement que le rapport du cardinal Bertoli sur la situation de l'Eglise en France était sévère, et que le pape pourrait choisir un religieux français résidant à Rome.

Un nom qui revient souvent est celui du jésuite Roger Heikel, secrétaire de la commission pontificale Justice et Paix. Avant travaillé pendant dix ans aux

pour Paris ?

Chaires de l'Université religieuse et sociale, à Vanves, le Père Heikel est un spécialiste de l'enseignement social de l'Eglise et a fait beaucoup pour vulgariser les documents de Vatican II. Très apprécié des évêques français, dont plus de la moitié ont été nommés depuis le concile, il n'est ni un foudre de guerre ni un grand intellectuel, et on dit que son séjour romain ainsi que ses nombreux voyages dans le tiers-monde l'ont rendu prudent ; mais c'est un homme d'autorité qui aurait l'oreille du pape.

Son nom avait déjà été cité au début de l'année pour le poste de coadjuteur, avec droit de succession, de Mgr Léon-Arthur Eichinger, évêque de Strasbourg, mais celui-ci aurait exprimé des réserves. La nomination d'un jésuite à Paris, enfin, poserait un problème juridique cocasse : la Compagnie de Jésus, comme

beaucoup d'autres ordres religieux, n'est pas reconnue officiellement par le gouvernement mais simplement « tolérée », et elle a toujours refusé la main tendue par le pouvoir giscardien pour régulariser la situation.

Reste que Jean-Paul II aime prendre seul des décisions souvent déconcertantes — même après une large consultation. En tout état de cause, la nomination du prochain archevêque de Paris pourrait être aussi inattendue que l'élection d'un certain Karol Wojtyla au siège de Pierre.

ALAIN WOODROW.

Les critères de Jean-Paul II

A analyser les autres nominations faites par Jean-Paul II, notamment en Pologne et en Italie, on perçoit certains critères qui semblent guider son choix. Qu'il s'agisse de NN.SS. Franciszek Macharski, archevêque de Cracovie, Marco Cé, patriarche de Venise, Anastasio Ballestrero, archevêque de Turin, ou Carlo Martini, archevêque de Milan, ce sont des spirituels, des évangéliques, des intellectuels, souvent des religieux, et surtout des amis personnels de l'ancien cardinal Wojtyla.

Le cardinal Macharski, un ami de Cracovie, était supérieur de séminaire, le cardinal Ballestrero

est carmélite et Mgr Martini, que le cardinal Wojtyla avait invité à Cracovie en 1973 pour participer à un congrès biblique, puis comme expert au troisième symposium d'évêques européens en 1978, est un jésuite de cinquante-trois ans, ancien recteur de l'Institut biblique, puis de la Gregorienne.

Si l'on applique ces critères à la situation française, quels sont les prétendants évangéliques au siège archiepiscopal de Paris ? Parmi les évêques qui connaissent bien Jean-Paul II, il y a, évidemment, le cardinal Roger Etchegaray, qui en tant que président de la Conférence épiscopale de France, et ancien

est carmélite et Mgr Martini, que le cardinal Wojtyla avait invité à Cracovie en 1973 pour participer à un congrès biblique, puis comme expert au troisième symposium d'évêques européens en 1978, est un jésuite de cinquante-trois ans, ancien recteur de l'Institut biblique, puis de la Gregorienne.

Si l'on applique ces critères à la situation française, quels sont les prétendants évangéliques au siège archiepiscopal de Paris ? Parmi les évêques qui connaissent bien Jean-Paul II, il y a, évidemment, le cardinal Roger Etchegaray, qui en tant que président de la Conférence épiscopale de France, et ancien

Savez-vous ce qu'est l'« or électronique » français ?...

Savez-vous que, pour la France, la télévision rapportera dans cinq ans autant d'argent qu'un pétrolier de pétrole ? Ces richesses nous sont promises par les lobbies de satellites de télédiffusion « directs », de télécommunications et par la vente de ces satellites eux-mêmes à des pays étrangers. Car la France mène dans ce domaine-là. Tel est le secret de la fusée Ariane, grâce à laquelle se feront ces lancers. Tel est également le secret des projets de création d'une quatrième chaîne, qui agit tant ministérielle, chaînes nationales et chaînes périphériques. Le détail industriel, financier, technique et politique de cette gigantesque opération, ses retombées internationales et ses risques, vous ne trouverez tout cela que dans « Science et Vie » de mars. En dépit du secret jalousement gardé par toutes les sources d'information « Science et Vie » a pu recouper avec précision les étapes et les aspects de cette production d'un or de type nouveau, si l'on peut dire, l'« or électronique ».

« Science et Vie » de mars chez votre marchand de journaux - 3 F.

Carte American Express. Elle vous assure, elle vous rassure.

Partir en France

perdre une aventure. Avec la Carte American Express, on ne va pas se perdre à l'abri de tous les risques.

Elle vous permet de prendre des billets d'avion, de modifier votre itinéraire ou de payer un supplément de bagages. Et chaque fois que vous réglez votre titre de transport (avion, train, etc.) avec elle, vous serez automatiquement couvert sans aucun supplément de prix, par une Assurance Voyage « décès ou invalidité, dont la garantie de 10 millions de F. 1980 ».

Vous pouvez aussi souscrire une Assurance Maladie American Express, c'est une assurance à prime fixe qui vous est versée quand vous manquez de liquide, ou vous êtes versé dans une hospitalité. Cette assurance vous couvre dans le monde entier et vous permet de toucher jusqu'à 500 F. d'indemnisation journalière. Elle est exclusivement réservée aux titulaires de la Carte American Express.

Vous pouvez également souscrire une Assurance Accident, elle vous garantit en cas de décès ou d'infirmité capital qui peut atteindre 500.000 F. Elle est valable partout, soit le lieu de l'accident, dans le monde entier.

Enfin, la Carte American Express ne compte ni la franchise, ni les frais de dossier, ni les frais de gestion.

American Express Assistance

Sur simple appel téléphonique, une assistance 24h/24, dans le monde entier pour vous, votre famille et votre véhicule, pour 48 F. seulement par an.

Pour vous et votre famille dans le monde entier : Transport au Centre Médical. Envoi d'un médecin. Rapatriement au domicile. Billet Aller-Retour pour un proche. Retour en cas de décès d'un parent. Intervention médicale pour les enfants restés au domicile. Envoi de médicaments. Remboursement et avance des frais médicaux encourus hors de France. Rapatriement d'un corps.

Pour votre véhicule en France et dans 28 pays : Remorquage. Retour du véhicule immobilisé. Mise à disposition d'un chauffeur. Véhicule de remplacement. Envoi de pièces détachées.

Assistances diverses dans le monde entier : Envoi d'un interprète. Assistance juridique et caution pénale. Messages urgents. Rapatriement des animaux.

La meilleure manière d'avoir la Carte American Express c'est encore de la demander. American Express Carte-France. Libre réponse N° 600 92 - 92509 Rueil-Malmaison Cedex.

AMERICAN EXPRESS

ÉDUCATION

UN COLLOQUE A TOULOUSE

Le parti socialiste veut rompre l'isolement de l'Université

L'Université et la région, tel était le thème choisi par le parti socialiste pour un colloque national, les 8 et 9 mars, à Toulouse. Pendant deux jours, une centaine de personnes, universitaires, enseignants, étudiants et administratifs, ainsi que des élus venus de diverses régions, ont étudié, en commissions ou lors de « tables rondes », les moyens de rompre l'isolement de l'enseignement supérieur. Il s'agissait aussi pour ce parti, qui, selon M. Louis Mexandeau, député du Calvados et délégué national de l'éducation, « possède le réseau d'élus le plus dense de France », de favoriser une meilleure coopération entre responsables politiques et universitaires.

De notre envoyé spécial

Toulouse. — « Il nous est apparu nécessaire de répondre à ce constat alarmant, mais très souvent répété, consistant selon lequel l'Université, mise au bon de la nation, serait devenue un lieu où règne la morosité, où la désaffection s'opère, où l'indifférence succède aux élans d'enthousiasme de mai 1968. » Cette volonté de réhabiliter l'Université, exprimée par un militant socialiste au début du colloque, a marqué la réflexion des participants. Ils se sont longuement interrogés sur les moyens dont ils disposent pour que les membres du parti, et derrière eux le reste de la population, n'ignorent pas l'enseignement supérieur, lieu de création et de recherche.

La tâche est difficile, car, soulignait M. Mexandeau, « à l'Assemblée nationale comme au Sénat, de nombreux élus socialistes délaissent les problèmes universitaires ». Dans les régions, bien que disposant de sièges dans les conseils d'université, beaucoup d'élus ont reconnu qu'ils ne participent qu'épisodiquement à ces réunions. M. Bartolomé Bennassar, président de l'université de Toulouse, le Mirail, a expliqué que le milieu universitaire se livre à un contrôle de plus en plus pesant et tatillon sur les universités et que, en revanche, il avait tendance à se décharger sur les collectivités, des problèmes de financement. Cette politique du ministre oblige les conseils à adresser des demandes aux instances locales ou régionales. Les élus locaux ou régionaux ont, à cet égard, manifesté leur refus de se substituer au pouvoir central lorsque celui-ci ne veut pas assurer le financement de certaines opérations : création de filières nouvelles, équipement de laboratoires, aide à la recherche, etc.

Comment réconcilier, dès lors, ces deux mondes que le langage, les questions d'argent et parfois les finalités divisent ? M. Alain Garonne, député de Haute-Garonne et président du conseil régional de Midi-Pyrénées, a apporté une réponse en expliquant le fonctionnement du comité consultatif pour le développement

de la recherche.

BACCALURÉATS
COURS PRIVÉ CARNOT
Vacances de Pâques
Révisions intensives
88 RUE PIERRE-DEMOURS
75200 PARIS 13

RÉVISION BAC
4^e, 3^e, 2^e, 1^{re}
aux vacances de PAQUES
une grande expérience
des cours de vacances

COURS PRIVÉ MINERVA
Château de l'Épine - CIRON
36300 LE BLANC 1 (54) 37 95 81
Documentation sur demande à :
COURS PRIVÉ MINERVA
75000 Paris 13 - 347-34-83.
Registres d'inscriptions ouverts pour
cours de vacances Août et Septembre.
entrée scolaire 50-61 (9^e à 1^{re} lycée).

IFAGE FORMATION DE FORMATEURS

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. fait partie du Centre Parisien de Management de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme de formation de formateurs est ouvert aux diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à de nombreuses fonctions de formateur ou de conseil dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...)
- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.
- Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat; éventuellement, des bourses peuvent venir compléter cette rémunération (aide de la F.N.E.G.E.).

Les inscriptions seront closes le 30 avril.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à
l'I.F.A.C.E. - 79, avenue de la République 75011 Paris
Tél. 355.39.08 - poste 448

JUSTICE

LES INCIDENTS DE PLOGOFF

Des avocats appellent à des manifestations de protestation

Après la suspension de dix jours infligée jeudi 8 mars à M. Yann Clobert du barreau de Nantes, par le tribunal correctionnel de Quimper (le Monde du 8 mars), le Syndicat des avocats de France (S.A.F.) et la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (F.N.U.J.A.) appellent à une manifestation, mardi 11 mars, à midi, devant le ministère de la Justice. Le S.A.F. précise qu'une délégation demandera à être reçue pour « exiger notamment l'abrogation de l'article 25 de la loi du 31 décembre 1971, qui permet de suspendre ou d'interdire temporairement l'exercice de la profession d'avocat en raison de manquements graves à l'éthique ou de manquements graves à la déontologie ».

Le S.A.F. appelle également ses adhérents à protester, lundi 10 mars, à 20 h 30, à la salle des érudits du palais de justice de Paris, contre les atteintes intolérables faites aux droits de la défense aussi bien à Quimper qu'à Plogoff, où notre confrère José Daniel a été injustement condamné pour avoir couronné un avocat et l'avocat pour avoir couronné un avocat.

Cette volonté implique — un vœu des participants à la journée est venu le rappeler — la présence d'un enseignement philosophique obligatoire dans toutes les écoles normales du second cycle des lycées d'enseignement général et technique, y compris les terminales techniques — F — qui n'en ont pas encore, à une exception près. Dans cette série, seul le baccalauréat de technicien (F8) (selon le médiateur socialiste) comporte, pour le moment, une heure de philosophie obligatoire. L'éventuelle introduction de la philosophie dans les lycées d'enseignement professionnel a aussi été évoquée.

DANS LA HAUTE-LOIRE ET A MARSEILLE

Dix personnes sont arrêtées après la découverte d'un « laboratoire » d'héroïne

De notre correspondant

Marseille. — Alors que la région marseillaise est devenue pour eux peu sûre, les anciens combattants de la 2^e et 3^e french connection n'ont pas désarmé. On vient encore de les constater avec la découverte de dix personnes actuellement gardées à vue dans les locaux du S.R.P.J. après la découverte dans une ferme isolée proche du hameau de Lignon (Haute-Loire) d'un laboratoire clandestin de transformation de morphine-base en héroïne qui en était encore au stade des essais. Au terme d'une filature de plusieurs jours et d'une surveillance constante de la ferme, les policiers ont pu surprendre en flagrant délit, vendredi 7 mars, à 13 h 30, au moment où elles s'apprêtaient à fuir, cinq personnes qui démontaient et rangeaient des pompes à vide, des cornues et des centrifugeuses dans les coffres de trois véhicules stationnant devant la ferme, ce qui ne laissait aucun doute sur leur activité.

Au même moment, à Marseille, dans le cadre d'une information judiciaire confiée à M. Pierre Michel, procureur de la République, les policiers de la brigade des stupéfiants du S.R.P.J., qui dirige le commissaire Boldet, agissent en relation avec les représentants du fisc et de la douane, arrête cinq autres personnes. Ces deux actions coordonnées prouvent que les affaires étaient en effet, dans la région, sous le contrôle des douanes et de la police.

Ces deux actions coordonnées prouvent que les affaires étaient en effet, dans la région, sous le contrôle des douanes et de la police.

L'Etat est reconnu responsable du suicide d'un jeune détenu.

Lyon. — Le tribunal administratif de Lyon a prononcé, vendredi 8 mars, un jugement qui retient la responsabilité de l'Etat après le suicide d'un jeune détenu. Le ministère de la Justice devra allouer 10 000 francs de dommages et intérêts aux parents d'un jeune homme présumé Bruto, retrouvé pendu, le 24 février 1977, dans sa cellule de la prison de La Talaudière (Loire). Le traitement médical du prévenu, drogué habituellement, avait été suspendu sur la seule initiative des services pénitentiaires. En outre, Bruno avait été placé « par erreur » dans une cellule d'isolement et sans avis médical.

Arrêté le 12 février 1977, après une tentative de suicide à la prison de La Talaudière, Bruno avait été placé sous le régime de la détention préventive. Les étendues du jugement prononcé par les magistrats de l'ordre administratif sont accablantes pour l'administration pénitentiaire : « Eu égard à l'état psychique et physique du prévenu, drogué d'héroïne, le docteur Russel, médecin psychiatre attaché à l'établissement, avait prescrit un traitement comportant chaque jour l'administration de deux pilules d'un tranquillisant, à savoir : avoir été autorisé par un membre du corps médical, poursuit le tribunal, les services de la maison d'arrêt ont, de leur propre chef, sans justification, procédé au suicide de Bruno, ramené le nombre des injections quotidiennes à une. » De plus, le jour du suicide, aucune pilule ne lui avait été administrée. — (Corresp.)

Le leader cégétiste fait état de ce propos de témoignage et du documents clairs « établissant qu'une société de gardiennage, se servant en diverses occasions de pourvoyeur de police suppléante ou potrons dans les conflits sociaux, a pris part aux saccages de la place de l'Opéra en bénéficiant d'un mandat de la C.G.T. » C'est contre ces gens-là, leurs complices et leurs commanditaires, si haut placés soient-ils, que la police devrait agir, et non contre un militant de la C.G.T. qui a contribué à faire connaître des faits qui existent bel et bien », a ajouté M. Krasucki.

La fédération de Ports du port communiste se demande si le ministre de l'Intérieur « espère ainsi éviter de répondre aux questions précises posées par la C.G.T. sur la complexité de ses services avec les « casseurs ».

A Lyon

DÉMISSION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL INCULPÉ POUR ESCROQUERIE

M. René Perrin vient de démissionner de ses fonctions de conseiller municipal de Lyon. Jusque-là, 26 novembre 1979, il occupait les fonctions d'adjoint à l'information au sein de l'équipe municipale, qu'il avait rejointe en mars 1977. A l'occasion d'un remaniement interne, M. Francisque Colomb, sénateur (non inscrit), maire de Lyon, avait confié le poste d'adjoint chargé des relations extérieures à l'avocat M. André Soulier.

M. Perrin a déclaré qu'il démissionnait « à 90 % pour des raisons d'ordre professionnel et à 10 % pour des raisons d'ordre d'homme ». En fait, les difficultés financières d'une société qu'il dirigeait semblent à l'origine de sa démission. M. Perrin, qui est aussi le directeur de la société d'audit et de conseil M. Colomb P.D.G. du Comptoir du matériel agricole du Sud-Est, M. Perrin est sous le coup de trois inculpations : défaut de déclaration de l'état de cessation de paiement dans le délai légal, abus de biens sociaux, escroquerie. Les trois inculpations, prononcées par Mme Bailly-Maître, juge d'instruction, ont un rapport direct avec les difficultés de la société dirigée depuis 1977 par l'ancien conseiller municipal. Le 4 septembre 1978, un industriel italien, M. Adriano Peruzzo, avait reçu commande de quatre-vingt broyeurs alimentaires. Mais M. Perrin avait déposé le bilan de sa société le 23 février 1979, avant d'acquiescer la facture, et la plainte de l'industriel est à l'origine de l'inculpation d'escroquerie.

M. André Ellul, soixante-deux ans, élu suppléant du cinquième arrondissement, remplacera M. Perrin au sein de l'assemblée municipale lyonnaise. — (Corresp.)

Condamnation d'un conseiller municipal de Chambéry. — M. Jean Bérard, conseiller municipal (P.S.U.) de Chambéry (Savoie) a été condamné, vendredi 7 mars, à 1 500 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Chambéry pour incitation de militaires à la désobéissance. Il avait distribué sur un marché de la ville le journal du comité de soldats du 13^e B.C.A. Le Chasseur d'Opinion. Le tribunal n'a pas retenu le chef de diffamation et d'injure envers l'armée, pour lequel M. Bérard était condamné, il y a quelques jours par le tribunal de Dijon, à 1 000 francs d'amende pour avoir, lui aussi, distribué le journal du comité de soldats. — (Corresp.)

Une jeune fille tuée à Lyon. — Mlle Véronique Enay, dix-sept ans, a été tuée au cours de la nuit du vendredi 7 mars au samedi 8 mars. Son corps a été retrouvé dans un terrain vague de la banlieue de Lyon, samedi vers deux heures du matin, par son père, M. Raymond Enay, professeur de géologie à l'université Lyon-1 Claude-Bernard. La jeune fille, qui portait des traces de blessures à la tête, ne semble pas avoir, selon les premières constatations de l'enquête, subi de sévices sexuels.

Quatre jeunes filles asphyxiées par un poêle à charbon. — Invitées par une amie, Mlle Corinne Tual, dix-neuf ans, à l'occasion de son anniversaire, quatre lycéennes de Mâcon sont mortes dans la nuit du 8 au 9 mars. Elles s'étaient rendues, dans la soirée du 8 mars, chez Mlle Tual, à Clémont-Créant (Savoie). La fête finie, les quatre jeunes filles se couchèrent. Le lendemain, dimanche 9 mars, vers midi, Mlle Tual découvrit, mortes, Mlle Véronique Choquin, dix-sept ans, Nelly Morin, seize ans, Mariline Charron, dix-sept ans, et Edwige Baudouin, seize ans. Selon les premières constatations, les quatre jeunes filles ont probablement succombé par asphyxie due aux émanations d'un poêle à charbon installé dans la chambre. Des autopsies ont été ordonnées. — (Corresp.)

SARTRE EST-IL DÉPASSÉ ?

observateur N° 800

Le Monde

LE JOUR DE LA MUSIQUE

La Petite Musique

La nouvelle

La Petite Musique d'Ensemble...
de musique de chambre...
par Legnani, Ravel, Debussy...
à la Comédie-Française...
à la salle de la Sorbonne...

Idoménée...
de Mozart...
à l'Opéra de Paris...
à la Comédie-Française...

Can...
Vasca...
Tanière...
12/13/14 MARS

De doute et d'envol...
Grand Prix de l'Académie Charles Cros

De la poésie à la philosophie...
à la Comédie-Française...

مكتبة الأصل

LE JOUR DE LA MUSIQUE

Les clefs de Schoenberg.

Les bons livres sont rares, mais, quoique les livres sur Schoenberg soient rares, on ne saurait en débiter qu'ils sont bons. Pourtant, le petit ouvrage de René Leibowitz, dans la collection « Solfège », est excellent, et voici que paraît, aux Éditions de Minuit, l'ouvrage de Charles Rosen — auteur du déjà Style classique (Gallimard) — que les amateurs de Mozart, Haydn et Beethoven gardent précieusement sur leur table de chevet — publié à y a quelques années aux États-Unis et qui soulève d'enthousiasme ceux qui l'ont déjà lu.

Trois grands chapitres seulement : l'expressionnisme, l'atonalité, le dodecaphonisme et la technique de composition internationale, marchant, pour la première fois à Paris, sur les brisées des orchestres classiques, ou du moins sur les franges de leur répertoire, avec des œuvres de Karl-Philipp Emanuel Bach, Dittersdorf et surtout Haydn et Mozart.

On est séduit dès l'abord par le soin avec lequel est recherchée l'homogénéité parfaite de l'ensemble : ce n'est pas simplement un « lo » gonflé qui retentit, résonnant dans tout l'orchestre, à l'appel du hautbois ; Sigiswald Kuijken s'accorde d'abord près du clavier, puis va d'un instrument à l'autre, confrontant son accord avec chacun d'eux, avant de s'occuper sur la chaise du premier violon. Et en avant, on attaque la « Sinfonia en ré majeur », de Karl-Philipp. Alors éclatent la vivacité du style, la finesse du son sans emportement romantique mais dans un emportement très « sturm und drang ». Les répliques sont légères, précieuses, rigoureuses, chaque note est jouée avec une articulation parfaite, on respire un air spirituel et vibrant, ce qui n'empêche pas, dans le « Largo », les souvenirs d'être langoureux, en longues ondes effusives.

Rencontres.

Qui n'a pas rêvé, un jour, de rencontrer Beethoven au bord d'un ruisseau, Schubert dans une taverne, Mahler au coin d'une rue ? Le maître de la culture et de la communication et le Centre Georges-Pompidou ont voulu concrétiser ce rêve avec des compositeurs bien vivants : une fois par mois, le lundi à 19 heures, dans la petite salle du Centre, on pourra voir l'un d'eux aux prises avec des instrumentistes qui se prêtent à une sorte de répétition générale commentée, gratuite et publique, et on a obligatoirement à se présenter le 10 février, c'est au tour de Michael Levinus de s'enlever (le 10 mars) sur les ailes de son Concerto pour piano-espèce, puis de Yoshitaka Furuta avec un quatuor pour flûtes (le 21 avril), d'Henri Dutilleul (le 12 mai), et enfin de Pascal Dusapin, dont le Trio à cordes sera donné en avant-première le 9 juin.

Une coupe malencontreuse a rendu incompréhensible, à la fin de l'article sur « Schütz et Charpentier », dans le Monde, le 9-11 mars, la note signalant l'engagement par Jean-Claude Malgoire du « Te Deum » de Charpentier. Les deux paragraphes coupés étaient consacrés notamment à ce « Te Deum ».

jean vasca
ALA
TANIERE
12/13/14
MARS
"De doute et d'envoie"
33 T-PL 37230
Grand Prix de l'Académie
Charles Cros
REGA

La Petite Bande de Sigiswald Kuijken

La nouvelle musique ancienne

La Petite Bande n'était jamais venue à Paris : grâce à l'Institut de musique et danses anciennes de l'île-de-France, à Saint-Thomas-d'Aquin, vient d'être répartie cette omission grave, car l'ensemble dirigé par Sigiswald Kuijken est, avec le Concertus Musicus d'Harmoncourt et le Leinhardt Consort, un des porte-drapeaux de la « nouvelle » musique ancienne qui ont allié et éliminé un des plus beaux lacunes dans la musique des quinze dernières années.

La cause des instruments d'époque, du tempérament inégal, de la technique baroque semble aujourd'hui gagnée ; même si chacun reste sur ses positions et si, par exemple, les institutions officielles françaises n'ont guère fait encore ce « pas en avant », la nouvelle musique ancienne a acquis le droit à l'existence, et l'heure est bien davantage maintenant de l'appréciation esthétique qu'au jugement théorique.

La Petite Bande tire son nom, et c'est tout un programme, du jeune orchestre que constituait Lully pour s'opposer à l'art sclérosé de la « Grande Bande des vingt-quatre violons du roy ». Cet ensemble de vingt-cinq instrumentistes jeunes également, d'origine néerlandaise mais de composition internationale, marchant, pour la première fois à Paris, sur les brisées des orchestres classiques, ou du moins sur les franges de leur répertoire, avec des œuvres de Karl-Philipp Emanuel Bach, Dittersdorf et surtout Haydn et Mozart.

On est séduit dès l'abord par le soin avec lequel est recherchée l'homogénéité parfaite de l'ensemble : ce n'est pas simplement un « lo » gonflé qui retentit, résonnant dans tout l'orchestre, à l'appel du hautbois ; Sigiswald Kuijken s'accorde d'abord près du clavier, puis va d'un instrument à l'autre, confrontant son accord avec chacun d'eux, avant de s'occuper sur la chaise du premier violon. Et en avant, on attaque la « Sinfonia en ré majeur », de Karl-Philipp. Alors éclatent la vivacité du style, la finesse du son sans emportement romantique mais dans un emportement très « sturm und drang ». Les répliques sont légères, précieuses, rigoureuses, chaque note est jouée avec une articulation parfaite, on respire un air spirituel et vibrant, ce qui n'empêche pas, dans le « Largo », les souvenirs d'être langoureux, en longues ondes effusives.

Baroques ou pas baroques ? Les spécialistes diront ce que la

colonne et, au fond, la tête gigantesque du dieu des tempêtes, le dieu baroque, ouverte comme un livre de secrets, possède une élogieuse réalité, mais on n'a pas l'impression qu'il soit pris en compte le double aspect de l'œuvre, celui qui oserait donner son caractère statique en s'appuyant sur les mouvements dynamiques, sans y réussir tout à fait.

Mais ce qui ajoutait à l'intérêt de cette nouvelle production, c'est la direction de Nikolaus Harnoncourt. Il n'avait pas, comme pour le cycle Monteverdi, amené ses musiciens avec lui ; les instruments du Mozart-Orchester de Zurich étaient donc séparément, mais sans être irréprochables pour autant. Drame à souligner, théâtre, avec de merveilleux moments de silence suspendu, l'interprétation d'Harnoncourt, compte tenu de l'acoustique assez sèche du théâtre, n'allait pas sans une certaine dureté que le parti pris de ne pas étouffer la résonance des cordes à vide dans des réactivités accompagnées, n'atténuaient pas.

« Idoménée » à Zurich

Dans l'œuvre de Mozart, Idoménée apparaît à la fois comme le dernier opéra de jeunesse et le premier des sept chefs-d'œuvre dont un seul aurait suffi à lui assurer la faveur de la postérité mais qui, considérés comme un ensemble, constituent l'un des moments les plus impressionnants de la gloire de l'art lyrique en même temps qu'un modèle toujours actuel. De la jeunesse, Idoménée a conservé ce foisonnement d'idées et de caractères, des œuvres de Mozart qui précèdent sa période de maturité. À l'imagination dont il fait preuve pour traiter les réactivités avec orchestre, qui anticipent ainsi sur le traitement de Wagner, au traitement instrumental si riche et si varié qui fait de l'accompagnement bien autre chose qu'un simple soutien, à l'attention soutenue enfin qu'il exige du public d'un bout à l'autre, on connaît l'importance du renouvellement que Mozart avec Idoménée entendait apporter au genre d'un peu figé de l'opéra seria. Dix ans plus tard, dans la Clémence de Titus, son dernier opéra, il se montrera moins audacieux ; il lui qu'il n'y a plus rien à attendre de l'opéra seria, il se contente de jouer superbement avec la convention, conscient d'être parvenu, dans ses singuliers et ses opéras d'été, à ce rapport idéal entre le drame et la musique auquel il tendait dans Idoménée.

De là peut-être la difficulté à donner une représentation vraiment convaincante de ce dernier ouvrage tout à la fois statique, avec les grandes introductions instrumentales qui précèdent les actes, les vocalises héritées de la période baroque — et si riche pourtant de mouvements dramatiques irrésistibles, de contrastes et d'élan du cœur aux antipodes du caractère conventionnel de l'action et des personnages. On avait vu à Lyon (le Monde du 4 mai 1978) une production d'Idoménée, signée par Jean-Louis Martinoty, radicalement différente de celle de Lancelotti, et qui, à travers les costumes du dix-huitième siècle et une certaine stylisation, réussissait par un détour à revenir au réalisme.

À Zurich, Jean-Pierre Ponnelle semble avoir travaillé dans la même direction, et le décor unique — une sorte de temple de Neptune avec un demi-cercle de

VARIÉTÉS

Hervé Christiani à la Cour des Miracles

Comme Souchon, Josses, Dantin, Simon et la plupart des auteurs-compositeurs de la glorieuse chanson aujourd'hui en grand jour, Hervé Christiani est entré dans le monde du show-business il y a une bonne dizaine d'années, et, ainsi que ses confrères, il a toujours considéré la chanson presque comme une somme de hasards qu'on laisse se développer, de sentiments vrais exprimés par des mots qui balancent.

Cristiani, plus particulièrement, vient du milieu folk français. De ces années, il a gardé quelques chansons liées à une tradition que se remémorait Jacques Douai, qui contribuait tant à la connaissance du folklore hexagonal (et qui se produisait avec lui au Théâtre Romains dans un spectacle renouvelé annuellement par l'apport de musiciens accompagnateurs comme Baselli et Nicolo). Le chemin suivi avec une sorte d'insouciance par Hervé Christiani est en marge des canons imposés par les médias et exprime, à travers des chansons-histoires, des rêves de voyage, des ballades au parfum rock ou country, une manière personnelle de goûter la vie, de placer un regard amusé, malicieux sur les êtres et les choses, entre les mots ou dans des lieux de scène.

Cristiani emprunte au personnage de ballade d'aujourd'hui, et promène à destination des chansons et un certain bonheur avec des chansons qui éponnent une familiarité légère et sensible.

On peut reprocher encore à Christiani de se laisser aller à des facilités trop évidentes, voire à des clichés, dans le développement des idées musicales. Mais le spectacle qu'il présente actuellement à la Cour des Miracles est suffisamment de charme, de fraîcheur et d'originalité de son pour convaincre.

CLAUDE FLEOUTER.

* La Cour des Miracles, 21 h. 30. Albums Polydor et W.E.A. Philips/Music.

DANSE

Le douzième concours de Bagnolet

(Suite de la première page.)

Echo sur toute la ligne : « Je crée à tous les niveaux des besoins que je ne peux satisfaire faute de structures et faute d'argent », déploie-t-il.

L'année dernière le ministère de la culture et de la communication a consacré son intérêt en accordant son propre prix de chorégraphie. Mais cela ne change pas le fond du problème, surtout dans une période de crise économique.

Alors pour ce douzième concours, Jean-Christophe a décidé d'agir :

« Sur le plan de la création, à Paris, il ne se passe plus rien, explique-t-il. On confond liberté d'expression et chorégraphie, surtout dans la danse moderne. Enlever des pas ou des arguments philosophiques n'est pas composer un ballet. Cette année j'ai décidé qu'il fallait miser sur la qualité, présenter un panorama de la danse européenne d'où soient exclus les farfelus et les faibles. Sur solennité chorégraphiques, quelques chorégraphes ont été retenus, dix-sept français, dix-huit étrangers, deux groupes de Paris et huit de province. Pour la pré-sélection j'ai pris ma valise et mon bâton et la suis allé partout où j'ai pu, à Lyon, à Figeac, à Oyonnax. J'ai parlé avec les chorégraphes et leur ai expliqué qu'ils avaient dix minutes pour

danser, des jeux tous qui rappellent la manière de Louis Fielco. Chez les Américains, Wendy Shanklin propose une sorte d'hyper-expressionnisme relevant d'un théâtre non verbal. La production française laisse l'embarras du choix entre les déconstructions tourmentées de Françoise Varet, les mouvements répétitifs du groupe Dunes, agrémentés d'un petit cachet méditerranéen, la fluidité de Dominique Aucier, le poète triste de Josy Krasnowsky, la « basse-danse » (au sens étymologique) réinventée par Kline Crumona.

Deux pierrots lunaires, drôles, irrésistibles, l'un mis en orbite à Figeac dans une chorégraphie de Katia Cevagnac ; l'autre à Grenoble, vont faire les délices de tous les festivaliers à venir. Le premier, encore inconnu, a fait hurler de rire par ses airs d'ahuri écologiste ; le second est Jean-Claude Gallota. Il y a plusieurs années déjà qu'il joue l'univers à l'aune de son impermanence distraite. Il avait déjà eu alors le prix de l'humour à Bagnolet.

MARCELLE MICHEL.

(1) 14, rue de l'abbaye. (2) Éditions Belfond.

LUNDI 10 MARS À 20 H 30
RECITAL
JEREMY MENUHIN
BEETHOVEN - BRAHMS
MOZART

CINÉMA

« JUSTICE POUR TOUS », de Norman Jewison

Un monde fou, fou, fou

Mal fagoté, mal rasé, hypermou, l'usage même du diable dans un bédard, Arthur Kirkland (Al Pacino) ne cesse de sourir d'un client à un autre et de secouer les colonnes du temple. Ce temple est celui de la justice. Une justice qu'il a imaginé intègre, seraine, démocratique, humaine, quand il a prêté son serment d'avocat, et dont il découvre chaque jour les scandaleuses défectuosités, le formalisme absurde et, plus grave encore, parfois la sécheresse pourrissante. Un homme fou de justice contre une justice devenue folle ; de ce haut ne pouvait naître qu'un film explosif. C'est de Norman Jewison l'est le plus haut point.

Trois mois, six mois, un an : impossible d'évaluer la durée réelle de l'histoire qui nous est contée. Le héros se trouve confronté à tant d'événements, de problèmes et de personnages que son équilibre s'effondre et qu'il vit hors du temps ou qu'il est doué d'ubiquité. Résumons : tout en occupant du sort pathétique d'un tavelo noir, plus terrifié que terrifiant, et d'un pauvre bougre, parfaitement innocent, que ses compagnons de prison Martyrisent Kirkland est contraint d'assurer la défense de son plus impitoyable adversaire, un magistrat cynique et rigoriste qui a toujours détesté et qui se trouve maintenant accusé de viol. Episode assez confus au terme duquel le jeune avocat déballe devant le tribunal tout ce qu'il a sur le cœur — un beau paquet de dynamite.

Comme dans F.J.S.T., son précédent film, Norman Jewison ne s'embarrasse ni de subtilités intellectuelles, ni de logique, ni même de vraisemblance, il prononce son réquisitoire à l'américaine, c'est-à-dire en accumulant les faits, en multipliant les exemples, en schématisant les éléments du discours. Le récit tout entier baigne dans un climat de folie : folie d'un juge suicidaire qui tire au revolver en pleine audience et s'amuse constamment à déterrer la mort : folie de l'associé de Kirkland qui ne peut supporter le double crime d'un homme qu'il avait fait acquitter ; folie de ses deux clients dont l'un se pend dans sa cellule et l'autre commet un acte irréparable ; folie de Kirkland lui-même, ou du moins surexcitation extrême, quand il prononce son étrange plaidoirie ; folie sexuelle du magistrat soupçonné de viol, etc. Non seulement notre système judiciaire est détraqué, répète Jewison, mais il détruit ceux qui le servent et ceux qu'il est censé amender.

Plutôt qu'une réflexion sur la justice, Justice pour tous est un pamphlet, un coup de sèmoir. Jewison tire à boulets rouges, et nul ne niera qu'il vise juste, Cinqésta habitude au succès : (Dans le chef de la nuit, Un violon sur le toit, Jésus-Christ Superstar), il a, en outre, l'habileté de mêler à sa mitraille quelques pétares de fantaisie. Malgré la gravité du sujet, on rit souvent à suivre Arthur Kirkland dans les dédales de son combat.

Al Pacino, de son côté, se dépense sans compter. Que la situation soit cocasse ou dramatique, il en fait (comme on dit) des tonnes. Effacé d'abord, c'est la règle du jeu, la règle de ce film-bulldozer qui, en écrasant beaucoup de plates-bandes, met à jour quelques salines vérités.

JEAN DE BARONCELLI.

* Voir les films nouveaux.

GALERIES

La perfection graphique de Cremonini

Un ensemble des dernières estampes de Leonardo Cremonini accompagnées, à la galerie La Luna (1), la sortie d'une importante monographie du peintre polonais (2). En admirant les uns, en feuilletant l'ouvrage richement illustré, on ne trouve ni hiatus entre l'œuvre peinte et l'œuvre graphique. Elles sont complémentaires. Tous les jours l'inconscient émerge des images les plus sément figuratives, et qu'il faudrait être éveillé pour juger rassurantes.

On insistera pourtant ici sur la qualité formelle de ces travaux sur papier : gravures, lithographies, aquarelles et dessins nouveaux d'une perfection désespérante. — dont l'angoisse, la douleur, l'exténation, le véritable épuisement, celui qui suggère, que sous-tend comme un palimpseste une histoire plus secrète, ne sont plus à découvrir — parce qu'il n'existe pas d'artiste plus engagé, non seulement dans l'écoulement, mais dans le drame de ses planches. Revoilà donc la précision, la clarté cruelles des plages et de leurs installations balnéaires dont nées au début humain, les enfants équivoques, telle figure offerte dans un savant déballage. Laissons là l'écoulement : cet art va beaucoup plus loin. Mais le livre ? On a recueilli les grands textes, qui, en l'espace de vingt ans, très exactement, ont couvert les États successifs d'une peinture, aux réalisations d'ailleurs antérieures, qui a pu sembler d'abord néo-cubiste puis expressionniste (les mots sont ici vides de sens, ils ne traduisent que le besoin d'éloquents d'un public pressé). Autant d'études, autant d'approches différentes de la peinture de Jacques Brossé et Pierre Emmanuel jusqu'à Geneviève Breuerette.

Autant dire que le dévouement, que les jeux infinis d'un super-humanisme qui se donne complètement pour lui, que tout le prétendu réalisme lisible à l'œil nu d'un Cremonini en pleine possession de ses moyens recréent assez de ressources pour nourrir d'autres gloires encore que celles des philosophes (Althusser), des esthéticiens (Marcel Le Bot), des poètes (Bataille), de ceux qui, avec raison, se penchent sur le côté pictural (Langue), etc. La violence insouvenable et engagée des années 60 n'a rien perdu de son impact en s'exprimant de façon plus subtile.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) 14, rue de l'abbaye. (2) Éditions Belfond.

LUNDI 10 MARS À 20 H 30
RECITAL
JEREMY MENUHIN
BEETHOVEN - BRAHMS
MOZART

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES
Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-34-08), 20 h. 30 : Méphisto.
Centre Pompidou (222-77-00), 21 h. : Les Travaux et les Jours.
Forum des Halles, Chapiteau bleu (594-67-70), 20 h. 30 : La Vie rêvée.
American Center (354-99-92), 21 h. : Rouges.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 20 h. : La Fantôme de l'Opéra.
Comédie-Française (238-10-20), 20 h. 30 : Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée ; Les Femmes Confidantes.
Centre Pompidou, petite salle, 19 h. : Ensemble théâtral, dir. M. Deconat, Concerto pour piano-espaces (M. Levinas).

Les autres salles

Artistic - Athénas (372-26-77), 20 h. 30 : Quatuor à cordes.
Daumesnil (201-09-14), 21 h. : L'Homme, la Bête et la Vertu.
Rue de la Vierge (238-38-50), 20 h. 30 : La Laponne ; Les Cantarines chœurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 19 h. : La Compagnie d'A. Chérid ; 20 h. 30 : Mort d'un nageur de proie ; Théâtre rouge, 20 h. 15 : Albert ; 21 h. : En compagnie de Ritz.
Maison de l'Allemagne (588-53-93), 20 h. 30 : Sympion.
Marigny, Salle Gabriel (358-04-41), 21 h. : L'Almède.
Nouveautés (770-53-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Odeon (548-58-53), 20 h. 30 : Le Langage du corps.
Palais des glaces (507-49-53), 20 h. 30 : La Méthode.
Faisance (320-00-06), 20 h. 30 : Le Bleu du ciel.
Poche - Montparnasse (348-92-91), 21 h. : Une place au soleil.
Théâtre d'Edgar (322-11-03), 20 h. 45 : L'arche du pont n'est plus solitaire.
Théâtre du Marais (770-03-53), 20 h. 30 : Les Amours de Don

Perilipolis ; 22 h. 15 : Dracula-Dona.
Théâtre Marie-Stuart (358-17-80), 20 h. 30 : Tricoler à Pontons ; 22 h. 30 : Le Bâle de M. Laurent.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot con, monsieur, le dialogue n'est plus possible.
Deux-Ans (506-10-26), 21 h. : Pétrole... Ana.

Le music-hall

Fontaine (574-74-40), 21 h. : Jacques Marigny (258-04-41), 21 h. : Thierry Le Luron.
Furax-Saint-Martin (507-37-53), 21 h. : le Grand Orchestre du Splendid.
La Tanière (371-74-38), 20 h. 30 : Chants présents.

Jazz, pop et folk

Caveau de la Rochette (328-58-05), 21 h. 30 : Maxime Saury Jazz Fanfare.
Caveau de la Montagne, 21 h. 30 : Duo Boell-Roubach.
Chapelle des Lombards (238-55-11), 20 h. 30 : J. Léandre, A. Nozani ; 22 h. 45 : Arzquilla et au Melo.
Dreher (238-48-44), 21 h. 30 : Mai Waldrom Quintet.
Duclos (584-72-00), 20 h. 30 : Parade.

Un palmier sur la banquise
Mise en scène de Pierre Debauche
5 représentations exceptionnelles au Studio d'Ivry
672.37.43 et FNAC

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATION SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 10 mars

La danse

Théâtre Oblique (355-02-94), 20 h. 30 : Compagnie de danse Tamar.
Centre Mandapa (588-11-50), 20 h. 45 : Danse traditionnelle de Corée.
Café d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : Chacotte ; 22 h. : Les Deux Guises ; 23 h. 15 : Coupe-moi l'œuf ; 23 h. 30 : Talia.

Les concerts

Radio-France, grand auditorium, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Y. Ahronovitch (Chostakovich).
Salle Gaveau, 21 h. : Ensemble orchestral de Paris, dir. W. Rowicki (Kilar, Saint-Saëns, Haydn).
Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois, 19 h. 30 : R. Gagneux, carillon (Satie).
Point-Vierge, 21 h. : J. Mok, O. Turillard, L. Morabito (Purcell, Monteverdi, Bach).
Ranelagh, 21 h. : Théâtre des marionnettes de Strasbourg (Népart) ; la Fête enchantée.
Lucernaire, 19 h. : Caroline Lupolet (Mozart, Schumann, Beethoven) ; 21 h. : V. Busson (Chopin, Rachmaninov, Glinka, Beethoven).
Salle Pleyel, 20 h. 30 : J. Manuhin (Mozart, Brahms, Beethoven).
Théâtre la, 21 h. : E. Thibout, F. Caple (Brahms, Stravinsky).
Espace Cardin, 21 h. : Les Philharmonistes de Châteauroux (Miliand, Koechlin, Varèse, Bartók).

Athènes, 21 h. : Y. Minton, J. Constant (Haydn, Schumann, Mahler, Tchaikovsky).

Les cafés-théâtres

An Rec fin (298-28-53), 19 h. 45 : la Bel Indifférent ; le Manteur ;

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillet (704-24-24), relâche.
Beaubourg (278-35-57), 15 h. : Théâtre de boulevard et cinéma : Zaza, de R. Gaveau ; 17 h. : Cinéma italien : Le roi des fous, de Fellini ; de Metz et Marchesi ; 18 h. : Cinéma russe et soviétique : Soyez les bienvenus, d'E. Kilmov ; 21 h. : Hommage à Ozu : les Sœurs Muiakaz.

Les exclusivités

ALEXANDRE POURQUOI ? (E.T.P. v.o.) : La Claf, 5* (337-90-80) ; Studio Lema, 5* (334-25-42).
ALLEN (A. v.o.) : Gaumont, 5* (770-47-55).
AMERICAN GRAFFITI LA SUITE (A. v.o.) : Elysee-Point-Show, 5* (258-57-25).
AMTIVILLE, LA MAISON OÙ DIA- (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 5* (323-71-08) ; Eclairage, 5* (358-15-71) ; v.l. : Gaumont-les Halles, 1* (297-49-70) ; O.C.C. Gare de Lyon, 15* (343-01-59) ; U.G.C. Gobelin, 15* (338-32-44) ; Miramar, 14* (320-59-32) ; Mistral, 14* (338-52-43) ; Magic Convention, 15* (828-20-64) ; Murat, 15* (651-99-73) ; Napoléon, 19* (330-41-40) ; Seldar, 5* (770-11-34) ; Rez, 2* (238-83-52) ; Paramount Montmartre, 15* (506-34-25).
APOCALYPSE NOW (A. v.o.) : Balzac, 5* (501-20-80).

BONS BAISERS D'ATHÈNES (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 5* (228-18-45) ; v.l. : U.G.C. Opéra, 5* (281-50-32).
LES BORSALINI (Fr.) : Secrétaire, 15* (208-71-33) ; U.G.C. Marbeuf, 5* (228-18-45) ; Paramount Marbeuf, 5* (258-50-40) ; Paramount Montmartre, 15* (506-34-25) ; Paramount Montparnasse, 14* (828-20-64) ; Paramount Galaxie, 15* (580-18-20).

BUFFET FROID (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14* (828-20-64) ; U.G.C. Marbeuf, 5* (228-18-45) ; v.l. : U.G.C. Opéra, 5* (281-50-32).
C'EST PAS MOL C'EST LUI (Fr.) : Capri, 2* (508-11-88) ; Berlitz, 2* (745-50-33) ; Ambassade, 5* (352-18-50) ; Parvix, 13* (331-58-88) ; Montparnasse-Pathé, 14* (222-18-23) ; Gaumont Convention, 15* (828-20-64).

(328-42-27) ; Clichy-Pathé, 18* (322-40-01).
CITIZEN KEMP (A. v.o.) : Gaumont - Les Halles, 1* (297-49-70) ; Collège, 5* (332-20-47) ; Saint-Germain Studio, 5* (354-42-73) ; v.l. : Imperial, 5* (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14* (222-18-23) ; Gaumont-Sud, 14* (227-94-59) ; Cambodge, 15* (774-42-88).

CLAIR DE FEMME (Fr.) : U.G.C. Opéra, 5* (261-50-32).
COCKTAIL MOLOTOV (Fr.) : Richelieu, 2* (222-56-70) ; Marignan, 5* (332-18-23) ; Montparnasse-Pathé, 14* (222-18-23).

LA CROIXAISE (A. v.o.) : Marignan, 5* (332-18-23).
LA CROIXAISE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 5* (261-50-32) ; U.G.C. Marbeuf, 5* (228-18-45).

ON GIOVANNI (Fr.) : v.l. : France-Elysee, 5* (723-71-11) ; Vaudouze, 5* (742-97-52) ; Gaumont Biv-Gauches, 5* (548-26-36).

ELLE (A. v.o.) : Studio Média, 5* (828-20-64) ; Publicis Saint-Germain, 5* (222-72-80) ; Paris, 5* (358-53-89) ; Paramount-City, 5* (522-45-75) ; v.l. : Max Linder, 5* (770-40-64) ; Paramount-Opéra, 5* (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 15* (343-19-17) ; Paramount-Galaxie, 15* (580-18-20) ; Paramount-Orléans, 14* (548-45-61) ; Gaumont-Convention, 15* (828-20-64) ; Convention Saint-Charles, 15* (579-33-00) ; Pamy, 15* (228-82-34) ; Paramount-Mallory, 15* (506-34-25) ; Paramount-Montmartre, 15* (506-34-25).

L'ENFER DES ZOMBIES (Fr.) : v.l. : Breizh, 5* (222-57-97) ; U.G.C. Gobelin, 15* (326-32-44) ; A.B.C., 2* (326-32-44).
L'ENFER DES ZOMBIES (A. v.o.) : Cinéma Italien, 5* (338-50-27).
LA FEMME-FLIC (Fr.) : Richelieu, 2* (222-56-70) ; Collège, 5* (332-20-47) ; Parisien, 14* (222-56-11) ; Gaumont-Convention, 15* (828-20-64).

FILMÉ (Fr.) : U.G.C. Danton, 5* (222-42-62) ; Biarritz, 5* (723-80-23).
FOO (Fr.) : le Seine, 5* (222-56-70) ; Collège, 5* (332-20-47) ; Parisien, 14* (222-56-11) ; Gaumont-Convention, 15* (828-20-64).
GÉNÉRAL (Fr.) : Biarritz, 5* (723-80-23), Caméo, 5* (348-56-44).
LA GUERRE DE LAUTRE (Fr.) : Elysee Point Show, 5* (222-57-27).
HAIR (A. v.o.) : Palais des arts, 5* (272-62-98).

ST-ANDRÉ-DES-ARTS - 14 JUILLET PARNASSE - 14 JUILLET BASTILLE - FORUM LES HALLES

un film de Marie-Claude TREILHOU
SIMONE BARBES ou LA VERTU

Complément de programme : JEUX D'OMBRES de Gérard FROT-COUTAZ

Partout le Super Service Europcar



Louez votre voiture chez Europcar. Vous apprécierez notre Super Service. En Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, partout Europcar vous offre des voitures et une organisation qui fonctionnent bien. Pour réserver, appelez la station Europcar la plus proche de chez vous ou votre agent de voyages. Ou encore notre Central Réservations à Paris, au 645.21.25.

Europcar location de voitures

Aux U.S.A., en Amérique Latine et dans le Pacifique, c'est National Car Rental.

BEAUSEJOUR



Le nouvel Album de

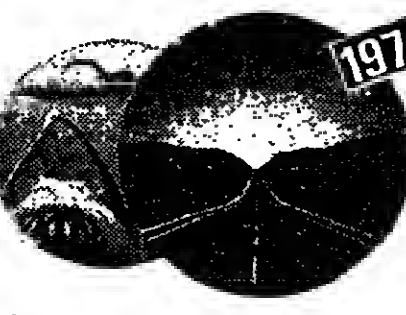
MICHEL BERGER

ALBUM WARNER BROS 56 785 Disponible en K7

MERCREDI



Steven Spielberg vous a terrifiés avec "LES DENTS DE LA MER"



Il vous a émerveillés avec "RENCONTRES DU 3e TYPE"



Maintenant il recommence... "LA FOLIE GAGNE HOLLYWOOD"

PARCOURS D'ARTS - QUINTE - PARCOURS - 14 JUILLET PARNASSE - 14 JUILLET BASTILLE - FORUM LES HALLES

BEAUGREUILLE - 14 JUILLET PARNASSE - 14 JUILLET BASTILLE - FORUM LES HALLES



A partir du 19 mars un film inédit de Werner Herzog
Le pays du silence et de l'obscurité au cinéma La République

MERCREDI



un film de Miklos JANCOS

مكتبة من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 10 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 30 L'été aux enfants.
19 h C'est arrivé un jour.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Comme on achète des médicaments sans bonne cause.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les Inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « A double tour », film français de C. Chabrol (1979), avec M. Robinson, J. Dancine, A. Luchini, J.-P. Belmondo, J. Valérie, A. Joussy, B. Létout, M. David (Rediffusion).
Un système qui se défend. L'histoire d'une famille bourgeoise d'Alsace-Provence. Et, au moment où le mari va partir, quitter sa femme, sa maison est assaillie.
Étude de mœurs où l'atmosphère criminelle est qu'une anecdote. Chabrol, dans son troisième film, commence à justifier la bourgeoisie et intègre la suspense moral à la manière d'Hitchcock.
21 h 55 Documentaire : Nouvelles de l'histoire. De P. Dumayet.
Première émission de ce magazine, qui sera présentée tous les deux mois. Au sommaire : « Les premières femmes journalistes », « Saint Gaudens, chien martyr », et « Religions et traditions populaires aux A.T.P. ».
22 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
19 h 30 Les Des chiffres et des lettres.

19 h 30 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Cartes sur table.
Mme Margaret Thatcher, premier ministre du Royaume-Uni, en visite officielle en France.
21 h 5 Magazine : Question de temps.
Le pari vert.
Avec M. Jacques Poly directeur de l'Institut national de recherche agronomique.
22 h Document : Le temps des cathédrales.
Dion est lumière.
Promenade à travers les plus beaux cloîtres du douzième siècle et explication du rôle du monastère dans la formation de l'art et de la littérature.
22 h 35 Variétés : Salle des fêtes.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hédo-jeunes : Le labyrinthe et la tortue.
19 h 55 Tribune libre.
L'été aux enfants.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Dessin animé.
Professeur Balzac : la moulin à vent.
20 h Les Jeux.
20 h 35 Cinéma public : « Le Secret », film français de R. Bresson (1974), avec J. Joussy, P. Nègre, J.-L. Trintignant, J.-J. Vanier, S. Fradet (Rediffusion).
Un homme, épris de prison et qui se

prend d'élancer d'un secret politique, étrange, dans une tragédie obscure, un couple (un homme, une femme sculpteur) qui vivent en paix dans une ferme d'été, dans les Cévennes.
Ambiguïté et fascination dans l'histoire d'un roman de Francis Roth, fantôme et révélateur d'angoisse. C'est très bien interprété.
22 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h 30, Festival : « On prête marié », d'après Barthelemy d'Aulnay.
19 h 30, Présence des arts : Art naïf.
20 h 30, « Éveil », d'E. Barteldy, adaptation de R. Grotowski, avec M. Cassan, A. Arnoult, R. Verre, C. Alana, A. Bedout, C. Buh, et 40 musiciens engagés.
21 h 40, Musique en direct.
Le voyage musical de Dostoïevski.
22 h 30, Voix magnétiques : Les analyses parit.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30, St-Huit : Jazz time (jusqu'à 18 h 30).
19 h 30, France 3 musique.
20 h 30, Concert (Communauté radiophonique des programmes de langue française), en direct de Bruxelles, « Adagio », création (J. Derbas) : « Concerto pour violoncelle et orchestre en la mineur », op. 49 (R. Vieuxtemps).
21 h 40, Musique en direct.
Le voyage musical de Dostoïevski.
22 h 30, Voix magnétiques : Les analyses parit.

Mardi 11 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
14 h 45 Les après-midi de TF 1.
Le regard des femmes, d'E. Ruggieri.
14 h 5, Les animaux d'été : 14 h 30, Série : Sandrine (n° 3), réal. G. Soliman, avec R. Badi, P. Leroy, C. André, 15 h 25, Marie-Douce : 15 h 35, Chant et couple : 15 h 45, Mardi : 15 h 55, Mardi : 16 h 30, Livre : 16 h 55, Mardi : 17 h 30, Livre : 17 h 55, Mardi : 18 h 30, Livre : 18 h 55, Mardi : 19 h 30, Livre : 19 h 55, Mardi : 20 h 30, Livre : 20 h 55, Mardi : 21 h 30, Livre : 21 h 55, Mardi : 22 h 30, Livre : 22 h 55, Mardi : 23 h 30, Livre : 23 h 55, Mardi : 24 h 30, Livre : 24 h 55, Mardi : 25 h 30, Livre : 25 h 55, Mardi : 26 h 30, Livre : 26 h 55, Mardi : 27 h 30, Livre : 27 h 55, Mardi : 28 h 30, Livre : 28 h 55, Mardi : 29 h 30, Livre : 29 h 55, Mardi : 30 h 30, Livre : 30 h 55, Mardi : 31 h 30, Livre : 31 h 55, Mardi : 32 h 30, Livre : 32 h 55, Mardi : 33 h 30, Livre : 33 h 55, Mardi : 34 h 30, Livre : 34 h 55, Mardi : 35 h 30, Livre : 35 h 55, Mardi : 36 h 30, Livre : 36 h 55, Mardi : 37 h 30, Livre : 37 h 55, Mardi : 38 h 30, Livre : 38 h 55, Mardi : 39 h 30, Livre : 39 h 55, Mardi : 40 h 30, Livre : 40 h 55, Mardi : 41 h 30, Livre : 41 h 55, Mardi : 42 h 30, Livre : 42 h 55, Mardi : 43 h 30, Livre : 43 h 55, Mardi : 44 h 30, Livre : 44 h 55, Mardi : 45 h 30, Livre : 45 h 55, Mardi : 46 h 30, Livre : 46 h 55, Mardi : 47 h 30, Livre : 47 h 55, Mardi : 48 h 30, Livre : 48 h 55, Mardi : 49 h 30, Livre : 49 h 55, Mardi : 50 h 30, Livre : 50 h 55, Mardi : 51 h 30, Livre : 51 h 55, Mardi : 52 h 30, Livre : 52 h 55, Mardi : 53 h 30, Livre : 53 h 55, Mardi : 54 h 30, Livre : 54 h 55, Mardi : 55 h 30, Livre : 55 h 55, Mardi : 56 h 30, Livre : 56 h 55, Mardi : 57 h 30, Livre : 57 h 55, Mardi : 58 h 30, Livre : 58 h 55, Mardi : 59 h 30, Livre : 59 h 55, Mardi : 60 h 30, Livre : 60 h 55, Mardi : 61 h 30, Livre : 61 h 55, Mardi : 62 h 30, Livre : 62 h 55, Mardi : 63 h 30, Livre : 63 h 55, Mardi : 64 h 30, Livre : 64 h 55, Mardi : 65 h 30, Livre : 65 h 55, Mardi : 66 h 30, Livre : 66 h 55, Mardi : 67 h 30, Livre : 67 h 55, Mardi : 68 h 30, Livre : 68 h 55, Mardi : 69 h 30, Livre : 69 h 55, Mardi : 70 h 30, Livre : 70 h 55, Mardi : 71 h 30, Livre : 71 h 55, Mardi : 72 h 30, Livre : 72 h 55, Mardi : 73 h 30, Livre : 73 h 55, Mardi : 74 h 30, Livre : 74 h 55, Mardi : 75 h 30, Livre : 75 h 55, Mardi : 76 h 30, Livre : 76 h 55, Mardi : 77 h 30, Livre : 77 h 55, Mardi : 78 h 30, Livre : 78 h 55, Mardi : 79 h 30, Livre : 79 h 55, Mardi : 80 h 30, Livre : 80 h 55, Mardi : 81 h 30, Livre : 81 h 55, Mardi : 82 h 30, Livre : 82 h 55, Mardi : 83 h 30, Livre : 83 h 55, Mardi : 84 h 30, Livre : 84 h 55, Mardi : 85 h 30, Livre : 85 h 55, Mardi : 86 h 30, Livre : 86 h 55, Mardi : 87 h 30, Livre : 87 h 55, Mardi : 88 h 30, Livre : 88 h 55, Mardi : 89 h 30, Livre : 89 h 55, Mardi : 90 h 30, Livre : 90 h 55, Mardi : 91 h 30, Livre : 91 h 55, Mardi : 92 h 30, Livre : 92 h 55, Mardi : 93 h 30, Livre : 93 h 55, Mardi : 94 h 30, Livre : 94 h 55, Mardi : 95 h 30, Livre : 95 h 55, Mardi : 96 h 30, Livre : 96 h 55, Mardi : 97 h 30, Livre : 97 h 55, Mardi : 98 h 30, Livre : 98 h 55, Mardi : 99 h 30, Livre : 99 h 55, Mardi : 100 h 30, Livre : 100 h 55, Mardi : 101 h 30, Livre : 101 h 55, Mardi : 102 h 30, Livre : 102 h 55, Mardi : 103 h 30, Livre : 103 h 55, Mardi : 104 h 30, Livre : 104 h 55, Mardi : 105 h 30, Livre : 105 h 55, Mardi : 106 h 30, Livre : 106 h 55, Mardi : 107 h 30, Livre : 107 h 55, Mardi : 108 h 30, Livre : 108 h 55, Mardi : 109 h 30, Livre : 109 h 55, Mardi : 110 h 30, Livre : 110 h 55, Mardi : 111 h 30, Livre : 111 h 55, Mardi : 112 h 30, Livre : 112 h 55, Mardi : 113 h 30, Livre : 113 h 55, Mardi : 114 h 30, Livre : 114 h 55, Mardi : 115 h 30, Livre : 115 h 55, Mardi : 116 h 30, Livre : 116 h 55, Mardi : 117 h 30, Livre : 117 h 55, Mardi : 118 h 30, Livre : 118 h 55, Mardi : 119 h 30, Livre : 119 h 55, Mardi : 120 h 30, Livre : 120 h 55, Mardi : 121 h 30, Livre : 121 h 55, Mardi : 122 h 30, Livre : 122 h 55, Mardi : 123 h 30, Livre : 123 h 55, Mardi : 124 h 30, Livre : 124 h 55, Mardi : 125 h 30, Livre : 125 h 55, Mardi : 126 h 30, Livre : 126 h 55, Mardi : 127 h 30, Livre : 127 h 55, Mardi : 128 h 30, Livre : 128 h 55, Mardi : 129 h 30, Livre : 129 h 55, Mardi : 130 h 30, Livre : 130 h 55, Mardi : 131 h 30, Livre : 131 h 55, Mardi : 132 h 30, Livre : 132 h 55, Mardi : 133 h 30, Livre : 133 h 55, Mardi : 134 h 30, Livre : 134 h 55, Mardi : 135 h 30, Livre : 135 h 55, Mardi : 136 h 30, Livre : 136 h 55, Mardi : 137 h 30, Livre : 137 h 55, Mardi : 138 h 30, Livre : 138 h 55, Mardi : 139 h 30, Livre : 139 h 55, Mardi : 140 h 30, Livre : 140 h 55, Mardi : 141 h 30, Livre : 141 h 55, Mardi : 142 h 30, Livre : 142 h 55, Mardi : 143 h 30, Livre : 143 h 55, Mardi : 144 h 30, Livre : 144 h 55, Mardi : 145 h 30, Livre : 145 h 55, Mardi : 146 h 30, Livre : 146 h 55, Mardi : 147 h 30, Livre : 147 h 55, Mardi : 148 h 30, Livre : 148 h 55, Mardi : 149 h 30, Livre : 149 h 55, Mardi : 150 h 30, Livre : 150 h 55, Mardi : 151 h 30, Livre : 151 h 55, Mardi : 152 h 30, Livre : 152 h 55, Mardi : 153 h 30, Livre : 153 h 55, Mardi : 154 h 30, Livre : 154 h 55, Mardi : 155 h 30, Livre : 155 h 55, Mardi : 156 h 30, Livre : 156 h 55, Mardi : 157 h 30, Livre : 157 h 55, Mardi : 158 h 30, Livre : 158 h 55, Mardi : 159 h 30, Livre : 159 h 55, Mardi : 160 h 30, Livre : 160 h 55, Mardi : 161 h 30, Livre : 161 h 55, Mardi : 162 h 30, Livre : 162 h 55, Mardi : 163 h 30, Livre : 163 h 55, Mardi : 164 h 30, Livre : 164 h 55, Mardi : 165 h 30, Livre : 165 h 55, Mardi : 166 h 30, Livre : 166 h 55, Mardi : 167 h 30, Livre : 167 h 55, Mardi : 168 h 30, Livre : 168 h 55, Mardi : 169 h 30, Livre : 169 h 55, Mardi : 170 h 30, Livre : 170 h 55, Mardi : 171 h 30, Livre : 171 h 55, Mardi : 172 h 30, Livre : 172 h 55, Mardi : 173 h 30, Livre : 173 h 55, Mardi : 174 h 30, Livre : 174 h 55, Mardi : 175 h 30, Livre : 175 h 55, Mardi : 176 h 30, Livre : 176 h 55, Mardi : 177 h 30, Livre : 177 h 55, Mardi : 178 h 30, Livre : 178 h 55, Mardi : 179 h 30, Livre : 179 h 55, Mardi : 180 h 30, Livre : 180 h 55, Mardi : 181 h 30, Livre : 181 h 55, Mardi : 182 h 30, Livre : 182 h 55, Mardi : 183 h 30, Livre : 183 h 55, Mardi : 184 h 30, Livre : 184 h 55, Mardi : 185 h 30, Livre : 185 h 55, Mardi : 186 h 30, Livre : 186 h 55, Mardi : 187 h 30, Livre : 187 h 55, Mardi : 188 h 30, Livre : 188 h 55, Mardi : 189 h 30, Livre : 189 h 55, Mardi : 190 h 30, Livre : 190 h 55, Mardi : 191 h 30, Livre : 191 h 55, Mardi : 192 h 30, Livre : 192 h 55, Mardi : 193 h 30, Livre : 193 h 55, Mardi : 194 h 30, Livre : 194 h 55, Mardi : 195 h 30, Livre : 195 h 55, Mardi : 196 h 30, Livre : 196 h 55, Mardi : 197 h 30, Livre : 197 h 55, Mardi : 198 h 30, Livre : 198 h 55, Mardi : 199 h 30, Livre : 199 h 55, Mardi : 200 h 30, Livre : 200 h 55, Mardi : 201 h 30, Livre : 201 h 55, Mardi : 202 h 30, Livre : 202 h 55, Mardi : 203 h 30, Livre : 203 h 55, Mardi : 204 h 30, Livre : 204 h 55, Mardi : 205 h 30, Livre : 205 h 55, Mardi : 206 h 30, Livre : 206 h 55, Mardi : 207 h 30, Livre : 207 h 55, Mardi : 208 h 30, Livre : 208 h 55, Mardi : 209 h 30, Livre : 209 h 55, Mardi : 210 h 30, Livre : 210 h 55, Mardi : 211 h 30, Livre : 211 h 55, Mardi : 212 h 30, Livre : 212 h 55, Mardi : 213 h 30, Livre : 213 h 55, Mardi : 214 h 30, Livre : 214 h 55, Mardi : 215 h 30, Livre : 215 h 55, Mardi : 216 h 30, Livre : 216 h 55, Mardi : 217 h 30, Livre : 217 h 55, Mardi : 218 h 30, Livre : 218 h 55, Mardi : 219 h 30, Livre : 219 h 55, Mardi : 220 h 30, Livre : 220 h 55, Mardi : 221 h 30, Livre : 221 h 55, Mardi : 222 h 30, Livre : 222 h 55, Mardi : 223 h 30, Livre : 223 h 55, Mardi : 224 h 30, Livre : 224 h 55, Mardi : 225 h 30, Livre : 225 h 55, Mardi : 226 h 30, Livre : 226 h 55, Mardi : 227 h 30, Livre : 227 h 55, Mardi : 228 h 30, Livre : 228 h 55, Mardi : 229 h 30, Livre : 229 h 55, Mardi : 230 h 30, Livre : 230 h 55, Mardi : 231 h 30, Livre : 231 h 55, Mardi : 232 h 30, Livre : 232 h 55, Mardi : 233 h 30, Livre : 233 h 55, Mardi : 234 h 30, Livre : 234 h 55, Mardi : 235 h 30, Livre : 235 h 55, Mardi : 236 h 30, Livre : 236 h 55, Mardi : 237 h 30, Livre : 237 h 55, Mardi : 238 h 30, Livre : 238 h 55, Mardi : 239 h 30, Livre : 239 h 55, Mardi : 240 h 30, Livre : 240 h 55, Mardi : 241 h 30, Livre : 241 h 55, Mardi : 242 h 30, Livre : 242 h 55, Mardi : 243 h 30, Livre : 243 h 55, Mardi : 244 h 30, Livre : 244 h 55, Mardi : 245 h 30, Livre : 245 h 55, Mardi : 246 h 30, Livre : 246 h 55, Mardi : 247 h 30, Livre : 247 h 55, Mardi : 248 h 30, Livre : 248 h 55, Mardi : 249 h 30, Livre : 249 h 55, Mardi : 250 h 30, Livre : 250 h 55, Mardi : 251 h 30, Livre : 251 h 55, Mardi : 252 h 30, Livre : 252 h 55, Mardi : 253 h 30, Livre : 253 h 55, Mardi : 254 h 30, Livre : 254 h 55, Mardi : 255 h 30, Livre : 255 h 55, Mardi : 256 h 30, Livre : 256 h 55, Mardi : 257 h 30, Livre : 257 h 55, Mardi : 258 h 30, Livre : 258 h 55, Mardi : 259 h 30, Livre : 259 h 55, Mardi : 260 h 30, Livre : 260 h 55, Mardi : 261 h 30, Livre : 261 h 55, Mardi : 262 h 30, Livre : 262 h 55, Mardi : 263 h 30, Livre : 263 h 55, Mardi : 264 h 30, Livre : 264 h 55, Mardi : 265 h 30, Livre : 265 h 55, Mardi : 266 h 30, Livre : 266 h 55, Mardi : 267 h 30, Livre : 267 h 55, Mardi : 268 h 30, Livre : 268 h 55, Mardi : 269 h 30, Livre : 269 h 55, Mardi : 270 h 30, Livre : 270 h 55, Mardi : 271 h 30, Livre : 271 h 55, Mardi : 272 h 30, Livre : 272 h 55, Mardi : 273 h 30, Livre : 273 h 55, Mardi : 274 h 30, Livre : 274 h 55, Mardi : 275 h 30, Livre : 275 h 55, Mardi : 276 h 30, Livre : 276 h 55, Mardi : 277 h 30, Livre : 277 h 55, Mardi : 278 h 30, Livre : 278 h 55, Mardi : 279 h 30, Livre : 279 h 55, Mardi : 280 h 30, Livre : 280 h 55, Mardi : 281 h 30, Livre : 281 h 55, Mardi : 282 h 30, Livre : 282 h 55, Mardi : 283 h 30, Livre : 283 h 55, Mardi : 284 h 30, Livre : 284 h 55, Mardi : 285 h 30, Livre : 285 h 55, Mardi : 286 h 30, Livre : 286 h 55, Mardi : 287 h 30, Livre : 287 h 55, Mardi : 288 h 30, Livre : 288 h 55, Mardi : 289 h 30, Livre : 289 h 55, Mardi : 290 h 30, Livre : 290 h 55, Mardi : 291 h 30, Livre : 291 h 55, Mardi : 292 h 30, Livre : 292 h 55, Mardi : 293 h 30, Livre : 293 h 55, Mardi : 294 h 30, Livre : 294 h 55, Mardi : 295 h 30, Livre : 295 h 55, Mardi : 296 h 30, Livre : 296 h 55, Mardi : 297 h 30, Livre : 297 h 55, Mardi : 298 h 30, Livre : 298 h 55, Mardi : 299 h 30, Livre : 299 h 55, Mardi : 300 h 30, Livre : 300 h 55, Mardi : 301 h 30, Livre : 301 h 55, Mardi : 302 h 30, Livre : 302 h 55, Mardi : 303 h 30, Livre : 303 h 55, Mardi : 304 h 30, Livre : 304 h 55, Mardi : 305 h 30, Livre : 305 h 55, Mardi : 306 h 30, Livre : 306 h 55, Mardi : 307 h 30, Livre : 307 h 55, Mardi : 308 h 30, Livre : 308 h 55, Mardi : 309 h 30, Livre : 309 h 55, Mardi : 310 h 30, Livre : 310 h 55, Mardi : 311 h 30, Livre : 311 h 55, Mardi : 312 h 30, Livre : 312 h 55, Mardi : 313 h 30, Livre : 313 h 55, Mardi : 314 h 30, Livre : 314 h 55, Mardi : 315 h 30, Livre : 315 h 55, Mardi : 316 h 30, Livre : 316 h 55, Mardi : 317 h 30, Livre : 317 h 55, Mardi : 318 h 30, Livre : 318 h 55, Mardi : 319 h 30, Livre : 319 h 55, Mardi : 320 h 30, Livre : 320 h 55, Mardi : 321 h 30, Livre : 321 h 55, Mardi : 322 h 30, Livre : 322 h 55, Mardi : 323 h 30, Livre : 323 h 55, Mardi : 324 h 30, Livre : 324 h 55, Mardi : 325 h 30, Livre : 325 h 55, Mardi : 326 h 30, Livre : 326 h 55, Mardi : 327 h 30, Livre : 327 h 55, Mardi : 328 h 30, Livre : 328 h 55, Mardi : 329 h 30, Livre : 329 h 55, Mardi : 330 h 30, Livre : 330 h 55, Mardi : 331 h 30, Livre : 331 h 55, Mardi : 332 h 30, Livre : 332 h 55, Mardi : 333 h 30, Livre : 333 h 55, Mardi : 334 h 30, Livre : 334 h 55, Mardi : 335 h 30, Livre : 335 h 55, Mardi : 336 h 30, Livre : 336 h 55, Mardi : 337 h 30, Livre : 337 h 55, Mardi : 338 h 30, Livre : 338 h 55, Mardi : 339 h 30, Livre : 339 h 55, Mardi : 340 h 30, Livre : 340 h 55, Mardi : 341 h 30, Livre : 341 h 55, Mardi : 342 h 30, Livre : 342 h 55, Mardi : 343 h 30, Livre : 343 h 55, Mardi : 344 h 30, Livre : 344 h 55, Mardi : 345 h 30, Livre : 345 h 55, Mardi : 346 h 30, Livre : 346 h 55, Mardi : 347 h 30, Livre : 347 h 55, Mardi : 348 h 30, Livre : 348 h 55, Mardi : 349 h 30, Livre : 349 h 55, Mardi : 350 h 30, Livre : 350 h 55, Mardi : 351 h 30, Livre : 351 h 55, Mardi : 352 h 30, Livre : 352 h 55, Mardi : 353 h 30, Livre : 353 h 55, Mardi : 354 h 30, Livre : 354 h 55, Mardi : 355 h 30, Livre : 355 h 55, Mardi : 356 h 30, Livre : 356 h 55, Mardi : 357 h 30, Livre : 357 h 55, Mardi : 358 h 30, Livre : 358 h 55, Mardi : 359 h 30, Livre : 359 h 55, Mardi : 360 h 30, Livre : 360 h 55, Mardi : 361 h 30, Livre : 361 h 55, Mardi : 362 h 30, Livre : 362 h 55, Mardi : 363 h 30, Livre : 363 h 55, Mardi : 364 h 30, Livre : 364 h 55, Mardi : 365 h 30, Livre : 365 h 55, Mardi : 366 h 30, Livre : 366 h 55, Mardi : 367 h 30, Livre : 367 h 55, Mardi : 368 h 30, Livre : 368 h 55, Mardi : 369 h 30, Livre : 369 h 55, Mardi : 370 h 30, Livre : 370 h 55, Mardi : 371 h 30, Livre : 371 h 55, Mardi : 372 h 30, Livre : 372 h 55, Mardi : 373 h 30, Livre : 373 h 55, Mardi : 374 h 30, Livre : 374 h 55, Mardi : 375 h 30, Livre : 375 h 55, Mardi : 376 h 30, Livre : 376 h 55, Mardi : 377 h 30, Livre : 377 h 55, Mardi : 378 h 30, Livre : 378 h 55, Mardi : 379 h 30, Livre : 379 h 55, Mardi : 380 h 30, Livre : 380 h 55, Mardi : 381 h 30, Livre : 381 h 55, Mardi : 382 h 30, Livre : 382 h 55, Mardi : 383 h 30, Livre : 383 h 55, Mardi : 384 h 30, Livre : 384 h 55, Mardi : 385 h 30, Livre : 385 h 55, Mardi : 386 h 30, Livre : 386 h 55, Mardi : 387 h 30, Livre : 387 h 55, Mardi : 388 h 30, Livre : 388 h 55, Mardi : 389 h 30, Livre : 389 h 55, Mardi : 390 h 30, Livre : 390 h 55, Mardi : 391 h 30, Livre : 391 h 55, Mardi : 392 h 30, Livre : 392 h 55, Mardi : 393 h 30, Livre : 393 h 55, Mardi : 394 h 30, Livre : 394 h 55, Mardi : 395 h 30, Livre : 395 h 55, Mardi : 396 h 30, Livre : 396 h 55, Mardi : 397 h 30, Livre : 397 h 55, Mardi : 398 h 30, Livre : 398 h 55, Mardi : 399 h 30, Livre : 399 h 55, Mardi : 400 h 30, Livre : 400 h 55, Mardi : 401 h 30, Livre : 401 h 55, Mardi : 402 h 30, Livre : 402 h 55, Mardi : 403 h 30, Livre : 403 h 55, Mardi : 404 h 30, Livre : 404 h 55, Mardi : 405 h 30, Livre : 405 h 55, Mardi : 406 h 30, Livre : 406 h 55, Mardi : 407 h 30, Livre : 407 h 55, Mardi : 408 h 30, Livre : 408 h 55, Mardi : 409 h 30, Livre : 409 h 55, Mardi : 410 h 30, Livre : 410 h 55, Mardi : 411 h 30, Livre : 411 h 55, Mardi : 412 h 30, Livre : 412 h 55, Mardi : 413 h 30, Livre : 413 h 55, Mardi : 414 h 30, Livre : 414 h 55, Mardi : 415 h 30, Livre : 415 h 55, Mardi : 416 h 30, Livre : 416 h 55, Mardi : 417 h 30, Livre : 417 h 55, Mardi : 418 h 30, Livre : 418 h 55, Mardi : 419 h 30, Livre : 419 h 55, Mardi : 420 h 30, Livre : 420 h 55, Mardi : 421 h 30, Livre : 421 h 55, Mardi : 422 h 30, Livre : 422 h 55, Mardi : 423 h 30, Livre : 423 h 55, Mardi : 424 h 30, Livre : 424 h 55, Mardi : 425 h 30, Livre : 425 h 55, Mardi : 426 h 30, Livre : 426 h 55, Mardi : 427 h 30, Livre : 427 h 55, Mardi : 428 h 30, Livre : 428 h 55, Mardi : 429 h 30, Livre : 429 h 55, Mardi : 430 h 30, Livre : 430 h 55, Mardi : 431 h 30, Livre : 431 h 55, Mardi : 432 h 30, Livre : 432 h 55, Mardi : 433 h 30, Livre : 433 h 55, Mardi : 434 h 30, Livre : 434 h 55, Mardi : 435 h 30, Livre : 435 h 55, Mardi : 436 h 30, Livre : 436 h 55, Mardi : 437 h 30, Livre : 437 h 55, Mardi : 438 h 30, Livre : 438 h 55, Mardi : 439 h 30, Livre : 439 h 55, Mardi : 440 h 30, Livre : 440 h 55, Mardi : 441 h 30, Livre : 441 h 55, Mardi : 442 h 30, Livre : 442 h 55, Mardi : 443 h 30, Livre : 443 h 55, Mardi : 444 h 30, Livre : 444 h 55, Mardi : 445 h 30, Livre : 445 h 55, Mardi : 446 h 30, Livre : 446 h 55, Mardi : 447 h 30, Livre : 447 h 55, Mardi : 448 h 30, Livre : 448 h 55, Mardi : 449 h 30, Livre : 449 h 55, Mardi : 450 h 30, Livre : 450 h 55, Mardi : 451 h 30, Livre : 451 h 55, Mardi : 452 h 30, Livre : 452 h 55, Mardi : 453 h 30, Livre : 453 h 55, Mardi : 454 h 30, Livre : 454 h 55, Mardi : 455 h 30, Livre : 455 h 55, Mardi : 456 h 30, Livre : 456 h 55, Mardi : 457 h 30, Livre : 457 h 55, Mardi : 458 h 30, Livre : 458 h 55, Mardi : 459 h 30, Livre : 459 h 55, Mardi : 460 h 30, Livre : 460 h 55, Mardi : 461 h 30, Livre : 461 h 55, Mardi : 462 h 30, Livre : 462 h 55, Mardi : 463 h 30, Livre : 463 h 55, Mardi : 464 h 30, Livre : 464 h 55, Mardi : 465 h 30, Livre : 465 h 55, Mardi : 466 h 30, Livre : 466 h 55, Mardi : 467 h 30, Livre : 467 h 55, Mardi : 468 h 30, Livre : 468 h 55, Mardi : 469 h 30, Livre : 469 h 55, Mardi : 470 h 30, Livre : 470 h 55, Mardi : 471 h 30, Livre : 471 h 55, Mardi : 472 h 30, Livre : 472 h 55, Mardi : 473 h 30, Livre : 473 h 55, Mardi : 474 h 30, Livre : 474 h 55, Mardi : 475 h 30, Livre : 475 h 55, Mardi : 476 h 30, Livre : 476 h 55, Mardi : 477 h 30, Livre : 477 h 55, Mardi : 478 h 30, Livre : 478 h 55, Mardi : 479 h 30, Livre : 479 h 55, Mardi : 480 h 30, Livre : 480 h 55, Mardi : 481 h 30, Livre : 481 h 55, Mardi : 482 h 30, Livre : 482 h 55, Mardi : 483 h 30, Livre : 483 h 55, Mardi : 484 h 30, Livre : 484 h 55, Mardi : 485 h 30, Livre : 485 h 55, Mardi : 486 h 30, Livre : 486 h 55, Mardi : 487 h 30, Livre : 487 h 55, Mardi : 488 h 30, Livre : 488 h 55, Mardi : 489 h 30, Livre : 489 h 55, Mardi : 490 h 30, Livre : 490 h 55, Mardi : 491 h 30, Livre : 491 h

Le Monde ECONOMIE

Les dix ans du SMIC Une loi déaturée

par ALAIN GAUTHIER

DIX ans. La loi portant réforme du salaire minimum garanti (SMIG) et création d'un salaire minimum de croissance (SMIC) était adoptée par le Parlement. Alors que, auparavant, le SMIG augmentait moins vite que le salaire horaire moyen ouvrier, entre le 1^{er} janvier 1970 et le 1^{er} janvier 1980, le pouvoir d'achat du SMIC s'est accru de 68,8 % contre 49,9 % pour le salaire ouvrier. La loi sur le SMIC, sur ce point, est donc plus que respectée. Mais elle donne comme obligation que, en aucun cas, l'augmentation annuelle du pouvoir d'achat du SMIC ne peut être inférieure à la moitié de l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires horaires moyens enregistrés par l'enquête trimestrielle du ministère du travail. La loi est tout aussi respectée quant aux autres garanties formelles qu'elle accorde aux salariés dont les rémunérations sont les plus faibles : indexation du SMIC sur l'indice national des prix à la consommation.

tion des quins hausses de 2 % de ceux-ci a été enregistrée : révision du SMIC au 1^{er} juillet de chaque année. Et pourtant, les ambiguïtés de la loi ont permis que les salariés payés au SMIC subissent une baisse de leur pouvoir d'achat depuis août 1976. Le SMIC est considéré par la loi du 2 janvier 1970 comme l'insoluble problème de la politique en matière de salaires. Le SMIC assure aux salariés dont les rémunérations sont les plus faibles la garantie de leur pouvoir d'achat et une participation au développement économique de la nation (art. 2). Comme, dans ce genre de phrase, le présent équivaut à un impératif, l'esprit de la loi est clair : le SMIC doit assurer aux salariés dont les

remunérations sont les plus faibles la garantie de leur pouvoir d'achat. Or en respectant la lettre de la loi, et en particulier l'indexation du SMIC sur les prix, il est possible de ne pas en respecter l'esprit. Car la loi lie entre elles deux notions salariales totalement différentes qui peuvent diverger quant à leur évolution. D'un côté, le SMIC, qui est un salaire horaire brut, avant déduction des cotisations sociales obligatoires ; de l'autre, ce qui touche un salarié qui subit des cotisations sociales plus ou moins fortes des variations dans ses horaires de travail et la hausse des prix entre deux révisions du SMIC. L'évolution respective de ces deux notions depuis août 1976 met à jour, dans la pratique, toute l'ambiguïté d'une loi dans un contexte économique fondamentalement différent de celui où elle a été votée.

En une période où les salaires stagnent les garanties offertes par la loi deviennent, comme nous le verrons, complètement inopérantes. Entre le 1^{er} août 1976 et le 1^{er} février 1980, le pouvoir d'achat du SMIC horaire net s'est accru de 6,5 % (cf. tableau I) sur une période de 17 mois, contre 1,5 % de la hausse des prix de 1 % en février.

secondes trimestres de chaque année (cf. graphique). Une rupture semble cependant s'être produite dans la politique suivie envers le SMIC, puisque si entre le 1^{er} janvier 1970 et le 1^{er} juillet 1976, le pouvoir d'achat du SMIC brut a augmenté environ d'un tiers plus vite que celui du salaire horaire ouvrier brut, entre juillet 1976 et janvier 1980 le SMIC a augmenté moins rapidement en pouvoir d'achat que ce dernier (+ 6,4 %, contre + 7,7 %).

La ne s'arrête malheureusement pas les malheurs du «smicard» moyen (1), puisque, non seulement il ne voit plus son pouvoir d'achat varier de façon plus favorable que celui de l'ouvrier moyen, mais surtout il constate une baisse de son pouvoir d'achat si l'on tient compte de l'impact de la hausse des cotisations sociales et de la baisse de la durée du travail. En effet, le salaire qu'il a touché en août 1976 (1 448,39 F) et en janvier 1980 (2 000,96 F) (cf. tableau I) a augmenté de 38,3 %, alors que, dans le même temps, entre fin juillet 1976 et

fin janvier 1980 l'indice officiel des prix de l'INSEE s'est accru de 41,8 %. Le «smicard» moyen a donc perdu entre ces deux dates 2,4 % de pouvoir d'achat (tableau II), même si le SMIC horaire brut a augmenté de 6,5 %.

Le calcul de l'évolution d'un pouvoir d'achat opéré de cette façon, «calcul en évolution» entre deux dates, est cependant sujet à discussion, car il reste possible en choisissant des dates différentes d'obtenir des résultats inverses. Ainsi, si au lieu de prendre l'évolution entre le 1^{er} août 1976 et le 1^{er} février 1980, on avait pris l'évolution entre le 1^{er} août 1976 et le 1^{er} décembre 1979, date à laquelle le SMIC a été augmenté, l'évolution du pouvoir d'achat du «smicard» moyen n'aurait pas été négative (- 2,4 %) mais positive (+ 1 %), car nous n'aurions pas tenu compte en particulier des hausses des prix de décembre et janvier. De même, comme le SMIC a été augmenté de 3,4 % le 1^{er} mars 1980, un calcul entre le 1^{er} août 1976 et le 1^{er} mars 1980 donnerait un résultat légèrement positif (2).

(1) Salaire payé au SMIC ayant pratiqué un horaire équivalent à celui pratiqué en moyenne par les ouvriers en France.

(2) - 0,3 % en cas de hausse des prix de 1 % en février.

I. — FICHE DE SALAIRE DU SMICARD « MOYEN » EN AOÛT 1976 ET FÉVRIER 1980

	août 1976	février 1980
Taux horaire	8,38 F	12,92 F
Nombre d'heures réalisées par semaine (1)	(42,8 heures)	(41 heures)
Nombre d'heures payées dans la semaine (2)	167,42 heures	172,75 heures
Salaire brut du mois	1 400,96 F	2 211,24 F
Charges sociales (à la charge du salarié) :		
Assurance maladie	4,9 %	5,3 %
Assurance vieillesse	3,2 %	3,7 %
Retraites complémentaires (minimum)	1,76 %	1,76 %
Assurance chômage	0,43 % + 5,10 F	0,43 % + 14,44 F
Salaire net du mois	1 248,26 F	2 000,96 F

(1) Enquête trimestrielle du ministère du travail.
(2) Horaire de la semaine sur quatre semaines un tiers (heures effectives au-dessus de quarante heures) bénéficiant de la majoration de 25 % pour les heures supplémentaires. Ex. : 42,8 = 40 + (2,8 X 1,25) X 42,8 = 167,42.

II. — ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT DU SMIC

	août 1976	février 1980	Évolution du pouvoir d'achat entre août 1976 et février 1980
SMIC horaire brut	100 (1 400,96 F)	157,7 (2 211,24 F)	+ 57,7
SMIC mensuel net	100 (1 248,26 F)	161,3 (2 000,96 F)	+ 61,3
Salaire du smicard moyen	100 (1 448,39 F)	120,7 (2 000,96 F)	- 23,3
Indice des prix (base 100 : juillet 1976)	100	141,7	+ 41,7
(base 100 : 1979)	100	117,5	+ 17,5

L'effort du Japon pour diversifier ses ressources d'énergie portera ses fruits à long terme

De notre envoyé spécial

Tokyo. — Comme en 1974, les Japonais ont été violemment ébranlés l'an passé par la communauté internationale pour leur attitude irresponsable sur le marché pétrolier. Il n'est jusqu'à Chelikh Yamani qui, à l'issue de la conférence de Caracas, n'ait soutenu que les pays consommateurs devaient faire un peu la police chez eux, désignant du doigt la République fédérale d'Allemagne et le Japon. Que des sociétés japonaises aient acheté à l'importation quel prix du pétrole iranien, nul n'en disconvient à Tokyo. «Même si le MITI (Ministère du commerce international et de l'industrie) ne l'aurait pas officiellement, il était favorable à ces achats», assure un journaliste économique. Les Japonais ont cependant bien des excuses à faire valoir. Il y a, bien sûr, leur isolement géographique et leur extrême dépendance énergétique (88 %), la plus importante des pays industrialisés ; ce pays ne produit guère que 18 millions de tonnes de charbon, un peu d'électricité d'origine hydraulique et l'équivalent d'une dizaine de millions de tonnes de pétrole d'énergie nucléaire, ce qui est peu pour une consommation énergétique de 380 millions de TEP.

Il y a aussi le retard pris — du fait, sans doute, de la défaite — dans l'élaboration d'une politique pétrolière. Un expert, occidental résidant à Tokyo affirme même que l'attitude pétrolière d'exploration et de développement du Japon a été l'un des échecs les plus spectaculaires de son industrie et de sa diplomatie.

Partenaires financiers des «majors» dans les années 60, les sociétés pétrolières japonaises n'ont commencé à s'intéresser à l'exploration-production qu'au début des années 70. Sans grand succès puisque les disponibilités propres des groupes japonais ne couvrent que 10 % des besoins du pays (1). Le Japon est donc fortement dépendant des compagnies internationales. Avant 1973, celles-ci intervenaient dans l'approvisionnement pour 75 %. Après la guerre du Kippour les autorités de Tokyo ont donc tenté, outre une relance de l'exploration-production, de multiplier les achats directs et les accords d'Etat à l'étranger. Alors que le marché était excédentaire, souligne le président de la chambre de commerce et d'industrie française au Japon, M. Strehlenberg, cette politique força certaines «majors» à réduire leurs ventes aux indépendants, qui étaient incités par le MITI à donner priorité aux bruts dits nationaux.

Mais lorsque advint la révolution iranienne, cette politique dépassa les espoirs des autorités japonaises. A court de pétrole, de nombreuses compagnies internationales décidèrent de réduire voire de supprimer — leurs livraisons aux indépendants, maintenant le seul approvisionnement de leurs filiales (actuellement, les «majors» détiennent 49 % du raffinage et 52 % de la distribution). Pour le second semestre de 1979 la totalité de la réduction des contrats dépassait de près de 400 000 barils par jour (10 millions de tonnes) l'ensemble des nouveaux contrats d'achat directs.

BRUNO DETHOMAS.
(Lire la suite page 24.)

(1) Le Japon a cependant lancé, en 1979, un «plan offshore» avec des différents groupes industriels pour la mise en œuvre de technologies qui permettraient des associations avec les pays voisins, notamment la Chine et la Corée.

Les voies de la socialisation

par RENÉ LENOIR (*)

Le degré de socialisation d'un pays peut se mesurer, entre autres, en pourcentage de la richesse produite prélevée par l'Etat, les collectivités locales et le système de protection sociale. Il est possible aujourd'hui d'apprécier le chemin parcouru en dix ans. De 1970 à 1979, le prélèvement obligatoire (1) est passé de 35,5 % à 40,8 % de la P.I.B. (production intérieure brute).

	1970	1979
Prélèvement social	12,9	17,4
Prélèvement fiscal	22,7	23,4
dont :		
— Etat	18,9	17,9
— Collectivités locales	3,8	4,5
— Divers	0,2	1,0
Total	35,6	40,8

Cette augmentation de plus de cinq points est due pour l'essentiel à 4 points 1/2 — au prélèvement social. Les transferts qu'il autorise sont faits de prestations en espèces (allocations familiales, pensions, indemnités de chômage ou de maladie), ou en nature (soins, services à domicile). Ces transferts, qu'on oppose aux gains directs des ménages, représentent aujourd'hui environ 36 % de leurs revenus disponibles (2) (3) environ en 1980). Leur croissance rapide ces dernières années tient à de multiples causes :

— La politique sociale : augmentation du minimum vieillesse, aide aux personnes handicapées.

— Une augmentation des pensions de vieillesse nettement plus rapide que celle des prix (4 à 5 points de plus chaque année de 1974 à 1979).

— Le coût des soins dont le rythme d'augmentation a dépassé de 7 à 8 points celui de la richesse produite.

— L'apparition d'un chômage important se traduisant à la fois par des indemnités (de l'ordre de 30 Mds en 1979) et une perte de recettes pour la Sécurité sociale (de l'ordre de 15 Mds par an).

En proportion de la richesse produite, le prélèvement fiscal de l'Etat a diminué de 1 point (de 22,7 à 23,4). Mais cette diminution apparente appelle deux remarques. La première, c'est que le budget social — dont la croissance, on l'a vu, a été rapide — est moins fiscalisé que nous que ceux des autres pays (20 % environ de ses recettes, contre 37 % en R.F.A. et 42 % en Grande-Bretagne. S'il était davantage financé par l'impôt, celui-ci aurait augmenté plus vite (on le faitage des dépenses aurait compensé plus vite).

La seconde, c'est que le déficit du budget de l'Etat a atteint 100 milliards en quatre ans. Ce déficit est financé par l'emprunt. L'emprunt ne figure pas dans le «prélèvement obligatoire».

Il est clair que l'emprunt d'Etat entre directement en concurrence avec les autres besoins de financement de la société civile. Bon an mal an, ce déficit a représenté 1,5 % de la richesse produite (2), ce qui porte le prélèvement par dépenses de l'Etat à 18,4 % de la P.I.B. en 1979 (17,9 + 1,5).

Troisième voie de la socialisation, le prélèvement fiscal des collectivités locales a augmenté de 1 point en dix ans. Sa croissance a été plus rapide que celle de la P.I.B. de 1970 à 1979 ; elle a été un peu ralentie depuis lors. Les collectivités locales sont de gros investisseurs : elles sont maîtres d'œuvre des deux tiers environ des équipements collectifs. La dépense d'équipement se finance aisément, peut-être trop en France : subvention de l'Etat, prêts de caisses régionales (Caisse des dépôts, Crédit agricole), drainant l'épargne vers le secteur public. Pendant dix ans, les investissements ont augmenté en moyenne de 15 % et les intérêts de la dette de plus de 20 % (3). Mais en moment d'investir, les conseils municipaux ou généraux ne sont pas toujours conscients des charges de fonctionnement d'infrastructures. L'usage peu rigoureux des services collectifs à leur juste prix : c'est vrai des routes comme des piscines ou des crèches. Le contribuable local règle la différence.

Les prélèvements départementaux ont augmenté sensiblement à la même allure que les prélèvements communaux (sauf dans quelques départements où ils ont progressé plus vite). La fiscalité départementale aurait pu, comme celle de l'Etat, augmenter moins vite. Sa progression relativement forte s'explique par la croissance des dépenses d'aide sociale qui forment environ le quart des dépenses nettes des départements, mais aussi par la volonté des conseils généraux d'intervenir en matière d'équipement par des subventions aux communes notamment. On espérait en choix au niveau de la cellule de base du pays, c'est un phénomène d'assurances qui se développe. Mais peut-il en être autrement tant que la France comptera 36 000 communes ?

La quatrième voie de la socialisation — dont le prélèvement obligatoire — serait la nationalisation d'activités économiques auxquelles un monopole serait

(*) Président de la commission de protection sociale et de la famille du CNRS.

(1) Appelé ainsi parce qu'il est imposé, sauf à être payé, par le contribuable.

(2) Pourcentage modéré si on le compare à celui des autres pays industrialisés.

(3) M. Cassin d'Honnin : « Trop — ou pas assez — d'impôts », revue Projets, février 1980 (n° 122).

conféré. En effet, une entreprise nationale du secteur concurrentiel ne pèse sur les choix individuels que par la qualité de ses produits. Nul n'est tenu d'acheter une Renault. Mais nous ne pouvons acheter de l'énergie électrique qu'à E.D.F.

Cette quatrième voie n'a pas été suivie. Certes, un accroissement notable de la part des entreprises nationales monopolistiques dans l'activité nationale aboutirait au même résultat. Les éléments manquent pour la mesurer.

Ainsi, sans nationalisations nouvelles, la socialisation a progressé allégrement en dix ans par le jeu du prélèvement obligatoire. Trop ou pas assez ? Avec un prélèvement de 41 % sur la richesse produite, la France se retrouve un demi-point plus haut que la R.F.A., pourtant dirigée par un parti social-démocrate, loin derrière la Suède (53 %), mais loin devant les U.S.A. (30 %).

Les libéraux trouveront que c'est excessif, les communistes qu'on peut aller beaucoup plus loin. Indépendamment de toute idéologie, le bon sens indique que l'appréciation d'un tel pourcentage dépend d'un environnement où la richesse et la croissance ont une grande part ; 40 % de peu, c'est beaucoup ; 40 % de beaucoup, c'est supportable.

(Lire la suite page 24.)

L'emploi au féminin

RAPPORT Baudouin sur les discriminations et les disparités dans le travail féminin, entretiens de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat à l'emploi féminin, avec les organisations syndicales et le patronat. Journée internationale des femmes le 8 mars, conférence des Nations unies sur la décennie de la femme en juillet prochain : mesdames, travaillez, tout le monde s'occupe du reste.

Excerpté le sénateur Henriot, qui, pour combattre le chômage et la dénatalité, avait cru avoir l'idée du siècle en conseillant d'«envoyer les femmes au lit», plus personne ne conteste, en effet, l'aspiration grandissante des femmes à avoir un emploi. Pour la C.N.P.F., cette demande «doit être considérée comme un atout économique et non comme un handicap conjoncturel».

Seulement voilà : près de 85 % des chômeurs sont des femmes et près de 84 % des jeunes chômeurs de moins de vingt-cinq ans sont aussi des femmes. Aujourd'hui, en France, huit millions deux cent mille femmes ont une activité professionnelle, soit 39,4 % de la population active. En Belgique, par exemple, ce taux dépasse 50 %.

Tout le monde reconnaît les discriminations dont est victime la femme à travail : faible qualification (7 % sont chefs d'entreprise et 4,1 % cadres supérieurs) due à l'insuffisance de la formation ; dont on parle «découvrir l'indépendance nécessaire ; diversification de l'emploi ; encore plus importante, malgré le volontarisme du secrétariat d'Etat (68,8 % se retrouvent dans le secteur tertiaire) : basses rémunérations (l'écart moyen entre les salaires masculins et féminins est de 31,8 %) ; conditions de travail souvent médiocres (tâches répétitives), etc.

Cheque sous-tout que ces inégalités disparaissent. Mais comment ? «D'abord en changeant les mentalités» : c'est plus facile à dire qu'à faire. Mme Pasquier parle de «la recherche d'une dynamique de progrès» et assure : «S'il n'y a pas de volonté, il n'y a pas non plus de remède miracle aux inégalités de l'emploi féminin». Dès qu'il s'agit, en effet, d'éliminer des solutions conjuguées, mille difficultés surgissent inévitables : par exemple, comment faire pour éliminer les discriminations ?

Dans le projet de loi qu'elle doit déposer, le secrétaire d'Etat à l'emploi féminin fera des propositions visant à compléter la loi dans le domaine de la formation professionnelle de la promotion et des conditions de travail. Elle estime, d'autre part, qu'un nouvel examen des conventions collectives s'impose ; il n'y a aucune raison, dit-elle, par exemple, de «réserver» les congés pour enfant malade aux seules mères de famille ou d'imposer aux travailleuses un âge «différent et contraignant» de départ à la retraite.

Il s'agit d'abolir aussi toutes les dispositions dont le caractère «paternal» cache mal l'aspect sexiste.

MICHEL CASTAING.

“Remplacer un savoir de pouvoir par un savoir de vie.”
Jacques Attali.

socialisme et mode de production

Socialisme et mode de production.
Pour recueillir les sociétés industrielles.

Par Jean-Louis Beau.

Collection "Economie et Réflexion"

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Japon cherche à diversifier ses ressources énergétiques

(Suite de la page 1.)

Les sociétés pétrolières japonaises et les grandes entreprises commerciales se précipitent donc — avec la bénédiction du MITI et l'appui de la diplomatie et de l'industrie — pour prendre auprès des pays producteurs la place laissée libre par les « majors ». Une politique qui fut ressentie parfois comme un coup porté à la « solidarité occidentale » face aux hausses du prix du pétrole ; particulièrement en Iran, où deux sociétés, C. Itoh et Idemitsu, acceptèrent des conditions aberrantes (plus de 40 dollars par baril) pour récupérer une part du pétrole rendu disponible par les sanctions économiques américaines (2).

Plus de 21 millions de barils ont ainsi été achetés par les Japonais dans les semaines qui ont suivi l'embargo, malgré les demandes réitérées de Washington, qui tentait d'isoler Téhéran. Et, sous les vives pressions de M. Cyrus Vance, des sanctions furent prises à l'encontre de certaines sociétés, qui durent revendre — à perte — 6 millions de barils à Singapour et en Europe.

Mais cette politique a permis au Japon d'être le seul des grands pays industrialisés à obtenir, lors du renouvellement des contrats par la Compagnie iranienne des pétroles, 12 % de plus de « brut » pour 1980 (530 000 barils par jour) dans les derniers mois de 1979. N'était-ce pas là le but de l'opération ?

L'extrême fragilité pétrolière du Japon — qui est pour beaucoup dans la récente dégradation du commerce extérieur et dans la baisse du yen — a toujours provoqué des réactions très vives de Tokyo. L'attaque de Pearl-Harbour elle-même n'a-t-elle pas été provoquée par l'embargo pétrolier des États-Unis à destination du Japon ? Aussi, l'accent est-il mis, surtout depuis 1974, sur la nécessaire diversification des ressources. Le Japon ayant, plus que toute autre nation industrialisée, succombé au « tout-pétrole » (75 %).

En matière d'économie d'énergie, la loi sur l'utilisation rationnelle de l'énergie est entrée en vigueur à la fin du mois de janvier 1980 avec sans doute de grandes chances de succès. Elle définit des normes de consommation des appareils électroménagers, des automobiles, des climatiseurs ; des normes de construction et d'isolation ; prévoit le recensement des 450 usines « grosses consommatrices » d'électricité et de chaleur, ainsi que la rationalisation de la combustion du fuel et la prévention des pertes en ligne.

Mais les progrès ne peuvent être exceptionnels : la consommation énergétique des Japonais par capita est trois fois moindre que celle des Américains ; de plus, le pétrole est utilisé à 57 % dans le secteur industriel (contre 40 % en France et en R.F.A. et 29 % aux États-Unis), et les

experts du MITI font remarquer que la sidérurgie japonaise est la moins vorace en énergie et les centrales thermiques les plus performantes des grands pays industrialisés.

Principale amélioration possible : l'électricité, qui est encore pour plus de 30 % produite par des centrales au fuel. Cela vient d'amener les compagnies d'électricité à demander au gouvernement l'autorisation de relever les tarifs de 64,5 % en moyenne à compter du 1^{er} avril. Ce sera il est vrai la première hausse depuis 1978.

Le nucléaire semble la substitution la plus logique. Mais la violente opposition des municipalités à quelque peu entravé le développement d'un ambitieux programme de centrales à eau légère. Et dans ce pays particulièrement sensible à tout ce qui touche au nucléaire, l'accident de Three Mile Island n'a encore ralenti un programme dont les objectifs pour 1985 ont été réduits de 60 gigawatts en 1973 à 44 GW en 1975, puis 26-33 GW depuis 1978.

Enfin, les autorités de Tokyo ne négligent nullement les énergies nouvelles : plus de deux cent mille chauffe-eau solaires ont été installés en 1979. Le programme Sunshine a été lancé en avril 1974 par l'Agence des technologies industrielles du MITI. De 1974 à 1978, on a précisé les objectifs et entrepris les premières recherches dans les secteurs solaire, géothermique, liquéfaction et gazéification du charbon et hydrogène. Depuis 1977, on a réalisé plusieurs unités pilotes. La prochaine phase — à partir de 1981 — verra apparaître des prototypes semi-industriels.

Le Japon a indéniablement concentré ses efforts sur les nouvelles utilisations du charbon — pour lesquelles il est à la tête des grands pays industriels — et sur la géothermie, où, du fait d'une situation géographique exceptionnelle, il se maintient à un haut niveau technologique. Les actions consacrées jusqu'à présent à ce programme (240 millions de francs en 1979) ne sont pas considérables, mais, comme l'écrit le conseiller scientifique de l'ambassade de France à Tokyo, « la faiblesse relative des moyens consacrés est largement compensée par la cohérence du

en 1977, et qui ne devrait pas dépasser désormais, selon M. Kimura, de l'Institut d'économie de l'énergie, 22-28 GW en 1985 et 30-33 millions en 1990.

De plus, il faut souligner que, si l'avance prise par le Japon dans le choix du nucléaire le place aujourd'hui au deuxième rang mondial derrière les États-Unis (avec 12 000 mégawatts installés), ce pays est encore très dépendant vis-à-vis des sources d'approvisionnement pour l'ensemble du cycle du combustible.

Des problèmes d'environnement limitent aussi d'entraîner le développement prévu du gaz et du charbon. Pourtant, des sociétés comme Mitsubishi, Idemitsu, C. Itoh, ont signé de nombreux contrats d'achat de G.P.L. ou de G.N.L. dans le Golfe (Qatar, Arabie Saoudite), sans parler du projet — actuellement abandonné — de récupération de gaz associé au pétrole en Iran) et la diplomatie japonaise déploie une intense activité, notamment en Australie, pour se procurer du charbon.

A l'avant-garde

pour les nouveaux emplois du charbon

projet et la mode d'organisation. Le programme Sunshine n'est cependant appelé à produire un plein effet qu'en l'an 2000.

Malgré tous ces efforts, il est donc probable que la dépendance à l'égard du pétrole soit sensiblement réduite dans les années à venir. Les grands partenaires industriels du Japon l'ont d'ailleurs reconnu publiquement lors du sommet de Tokyo, à la fin du mois de juin 1979. Ils ont admis que ses importations pétrolières soient nettement plus élevées en 1985 qu'en 1978. Un privilège qui a seulement été accordé — et dans des proportions bien moindres — aux États-Unis.

BRUNO DETHOMAS.

APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE

JAPON (part en %)

	1978	1985	1990
Comb. sol.	13,4	29	23
Hydro-nouv.	4	3,9	4,2
Nucléaire	3,1	5,8	12
Gaz	4,6	7,5	8,4
Pétrole	74,9	62	51,6

Le renchérissement

La folle ascension des taux d'intérêt dans le monde, déclenchée à l'initiative des États-Unis qui s'efforcent, ainsi, de brider une inflation galopante, n'a pas épargné la France, où le taux de base des banques vient d'être relevé par deux fois en quelques jours, battant, à 13,50 %, le record de 12,40 % établi en 1974. Ce taux avait déjà été relevé sept fois entre juin et novembre 1979, passant de 8,80 % à 11,50 %. L'augmentation a donc été de 42 % en huit mois. Cette flambée est directement liée à celle du loyer de l'argent à court terme sur la place de Paris, qui a monté de près de 100 % pendant le même laps de temps, à l'initiative d'une Banque de France soucieuse de défendre la monnaie face à la montée des taux étrangers.

En très gros, les ressources non rémunérées des banques (dépôts à vue) ne s'élèvent plus qu'à 40 % en moyenne de leurs ressources globales, le solde étant constitué par des dépôts rémunérés le plus souvent aux conditions régissant sur le marché. On peut donc considérer qu'il y a une augmentation de 100 % du loyer de l'argent entre banques correspond une majoration de « seulement » 35 % à 40 % du coût du crédit consenti par les établissements.

Cette majoration a des conséquences très diverses pour les emprunteurs, entreprises ou particuliers, tant en ce qui concerne son ampleur que ses délais d'application. Les entreprises sont touchées presque immédiatement, tandis que les particuliers sont affectés plus tardivement, mais plus sévèrement, d'autant que le crédit risque de leur être quelque peu rationné.

Les entreprises : touchées immédiatement

Si l'est un taux qui suit fidèlement les fluctuations de la conjoncture, c'est bien celui du crédit à court terme consenti aux entreprises sous forme d'escompte commercial ou de découvert pur et simple. En conséquence, depuis le mois de juin 1979, le coût minimum de ces deux formes de crédit, pour les entreprises, est passé, respectivement, de 9,80 % à 13,60 %, et de 10,35 % à 14,05 %. Bien sûr, selon la « qualité » des emprunteurs — classés par les banques en cinq

catégories ou plus en fonction de leur chiffre d'affaires et des risques encourus — ces taux peuvent monter jusqu'à 19 % et plus. Assez curieusement, le patronat, jusqu'à présent, n'a pas élevé de protestations violentes contre cet alourdissement de ses frais financiers. Il est vrai que, grâce à la libération des prix industriels et de la plupart des marges commerciales, la trésorerie de la plupart des entreprises s'est passablement renforcée, d'où ce silence, peut-être provisoire.

La grande différence entre les entreprises et les particuliers, c'est d'abord que ces derniers ne recourent pas obligatoirement au crédit et que, surtout, ils ne peuvent pas toujours déduire de leurs impôts les intérêts des prêts. Autre différence : les tarifs qui leur sont appliqués évoluent plus lentement, dans la mesure où le coût des ressources qui financent les crédits accordés est moins sensible à la conjoncture.

Le premier exemple en est donné par le « crédit à la consommation » dont le coût, compte tenu des frais de dossier, désormais intégrés, était revenu de 20,80 % en 1978 à un peu moins de 20 % au printemps 1979, pour remonter à 23-24 % à partir du 1^{er} janvier 1980. Compte tenu de la flambée actuelle des taux, ce coût aurait dû être majoré d'un ou deux points, mais il restera stable jusqu'en 1^{er} juillet 1980, en raison de la loi sur l'humain, qui limite à 23,38 % le taux plafond du crédit pour le premier semestre 1980, contre 20,08 % pour le second semestre 1979 et 21,38 % pour le premier semestre 1979. Mais au 1^{er} juillet prochain, une forte majoration risque de se produire, car le fameux taux plafond est obtenu en multipliant par deux le taux de rendement moyen des obligations du secteur privé pendant le semestre précédent. Ce taux de rendement étant de 11,69 % au second semestre 1979, il pourrait s'établir, à l'heure actuelle, entre 14 % et 15 %, d'où un taux-plafond possible de 28 % à 30 %.

Les particuliers : plus chers et plus rares

Le problème du crédit au logement, moyen de financement le plus utilisé par les particuliers, est plus complexe. Pour les plus grands dépenseurs de crédit, les caisses d'épargne et de prévoyance, la situation est la suivante :

son de la loi sur l'humain, qui limite à 23,38 % le taux plafond du crédit pour le premier semestre 1980, contre 20,08 % pour le second semestre 1979 et 21,38 % pour le premier semestre 1979. Mais au 1^{er} juillet prochain, une forte majoration risque de se produire, car le fameux taux plafond est obtenu en multipliant par deux le taux de rendement moyen des obligations du secteur privé pendant le semestre précédent. Ce taux de rendement étant de 11,69 % au second semestre 1979, il pourrait s'établir, à l'heure actuelle, entre 14 % et 15 %, d'où un taux-plafond possible de 28 % à 30 %.

Le problème du crédit au logement, moyen de financement le plus utilisé par les particuliers, est plus complexe. Pour les plus grands dépenseurs de crédit, les caisses d'épargne et de prévoyance, la situation est la suivante :

Des contre-expertises effectuées par des équipes de niveau international, indépendantes des maîtres d'œuvres potentiels, peuvent limiter les risques d'erreur.

Reste encore à exécuter les missions publiques au moindre coût. Des corps de contrôle s'emploient à dénoncer les méthodes et procédures trop coûteuses. Mais il faut que les gestionnaires eux-mêmes utilisent les instruments de mesure que la pratique a développés : comptabilité analytique, rationalisation des choix, comparaisons par ratios significatives. Parce que le projeteur est brisé sur la Sécurité sociale, on dénonce la mauvaise gestion des hôpitaux. Il ne faut pas s'en tenir là : des routes touristiques inutilisées, des avantages exorbitants répétés dans les tarifs d'une entreprise publique, la gestion laxiste d'une administration, ont sur l'économie et l'emploi le même effet : les ressources prélevées sur la richesse nationale, et non employées au mieux, briment inutilement la liberté des gens, et font défaut pour d'autres usages plus utiles.

La socialisation peut être un bien. La socialisation mal contrôlée met en péril le corps social et jette la suspicion sur la notion même de service public. Il y a deux siècles, une demande instantanée revenait, dans les cahiers de doléances, que l'on veille à l'usage modéré et honnête de l'argent qu'on nous prêle. S'ils avaient rédigé de tels cahiers, nos contemporains reprendraient la même antienne.

RENÉ LENOIR.

RÉPARTITION DES IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES

PAR CATEGORIES D'AGENTS ÉCONOMIQUES ASSUJETTIS

(En % de l'ensemble des prélèvements obligatoires, année 1976.)

	Prélèvements sur les ménages	Prélèvements sur les entreprises	Impôts sur les biens et services	Autres prélèvements obligatoires
Allemagne	44,6	25,6	27,8	1,0
Danemark	35,0	4,2	49,8	1,0
États-Unis	58,5	34,4	35,1	1,0
France	22,6	39,6	37,8	1,0
Italie	25,4	43,2	31,4	1,0
Japon	24,0	34,8	31,2	1,0
Pays-Bas	46,5	24,5	29,0	1,0
Royaume-Uni	39,0	15,9	34,1	1,0
Suède	42,4	39,5	24,1	1,0

BONN ET TOKYO DEVONT RÉDUIRE LEURS ACHATS DE « BRUT »

	Importations pétrolières (en millions de tonnes)		Objectifs d'importation	
	1978	1979 (provi- soire)	1980	1985
—	—	—	—	—
ETATS-UNIS	414,5	402,7	437,2	430
France	112,78	110,9	117	111
Japon	260,1	263,2	263,3	308,7
Rép. féd. d'Allemagne	141,1	145,9	143	141
Royaume-Uni	41,5	12,2	13	5

En décembre 1979, à la veille de la conférence de l'OEPEP à Caracas, les vingt ministres chargés de l'énergie des pays membres de l'Agence internationale de l'énergie se sont engagés à limiter leurs importations pétrolières à 1 205 millions de tonnes en 1980. La France n'est certes pas dans l'A.I.E., mais les engagements qu'elle a pris à Tokyo, puis lors d'une réunion fin septembre à Paris, la lient de la même façon. Par le biais de l'O.C.D.E. et de la C.E.E., la France « participe » d'ailleurs de plus en plus aux activités de l'Agence.

Depuis le début de l'année les États-Unis tentent d'obtenir de leurs partenaires une réduction supplémentaire de 1 million de barils par jour (50 millions de tonnes par an). Mais ils se heurtent principalement aux Japonais. Les chiffres ci-dessus — qui incluent, en plus de la France, quatre pays de l'A.I.E. qui importent 71 % du pétrole de la zone — montrent pourquoi Japonais et Allemands devraient, en 1980, réduire leurs achats par rapport à 1979 — année au cours de laquelle, par peur de manquer, ils ont acheté, parfois à n'importe quel prix — tout le pétrole qu'ils trouvaient, afin de respecter des engagements qui sont impératifs.

(2) Le gouvernement japonais était prêt, il est vrai, à accepter les conditions défavorables de la NIOC pour accélérer la reprise d'achat du complexe pétrochimique de Badar-Chapour (aujourd'hui Bandar-El-Khaimy), pour lequel le groupe Mitsui, qui y a déjà dépensé 300 milliards de yens, se trouve en graves difficultés financières.

Les voies de la socialisation

(Suite de la page 23.)

Pourtant, la révolte contre le poids des impôts locaux a commencé aux U.S.A. : les facteurs psychologiques comptent. C'est pourquoi une aggravation du prélèvement obligatoire est mieux acceptée en période de croissance — la part dont peuvent librement disposer les citoyens augmente elle aussi qu'en période de stagnation, durant laquelle cette part diminue.

Plutôt que de se battre autour d'un chiffre mythique, on peut essayer d'apprécier l'impact social et économique du prélèvement obligatoire. En matière sociale, les transferts permettent la mise en œuvre de certaines solidarités : du célibataire et du couple sans enfant vers les familles (prestations familiales), des actifs vers les inactifs (pensions de vieillesse, allocations de chômage), et surtout des bien-portants vers les grands malades en raison de la formidable concentration des dépenses médicales (3 % des malades font 50 % de la dépense). Mais contrairement à une idée reçue, l'effet redistributif des transferts est minime, sauf vis-à-vis de certaines personnes dévalorisées travaillant peu ou pas du tout. Le plafonnement des cotisations de Sécurité sociale, l'effet du quotient familial plus fort pour les grands que pour les petits revenus, le prélèvement social assis sur le travail des deux conjoints, empêchent le budget social de jouer un rôle de redistribution. Les études du CREDOC et de la direction de la prévision le montrent clairement.

L'appréciation de l'impact économique du prélèvement suppose qu'on puisse répondre à de multiples questions. Nous nous en tiendrons à deux : qu'il paie ? Quelle est l'efficacité des actions ? Le tableau ci-contre donne la structure du financement des dépenses publiques (État, collectivités locales et Sécurité sociale) dans plusieurs pays. Deux pays latins, l'Italie et la France, font supporter l'essentiel du prélèvement obligatoire à leurs entreprises. Les ménages supportent une part bien plus importante dans l'Europe du Nord et aux États-Unis. Le courage, on le voit, n'est pas au Sud. Ces charges, les entreprises les répartissent légalement dans les coûts

de production qui augmentent. Mais en période de contrôle des prix, ou quand la concurrence internationale se fait trop vive, cette répercussion est difficile : c'est l'investissement productif, ou l'exportation, ou les salaires directs qui en pâtissent. Quant à l'exécuteur des charges locales, il a une réputation sur la localisation des entreprises et freine l'aménagement optimal du territoire.

Appréier l'impact économique des actions que permet le prélèvement public revient à s'interroger sur l'efficacité de toute institution ou entreprise à monopole. La question se subdivise en deux : les actions menées sont-elles adaptées aux objectifs que la société s'est assignés ? Sont-elles menées au moindre coût ?

Poser la première question, c'est délimiter le champ même de la politique qui est à la fois définition et critique des fins et des moyens. Le débat n'a donc pas de borne et la réponse, quelque soit pas possible : c'est seulement le jour du combat que se manifeste la valeur d'une armée. L'allongement de l'espérance de vie ne mesure plus l'efficacité d'un système de santé, une réforme du système éducatif porte ses fruits une génération plus tard. Rappelons simplement qu'il est au moins un domaine où des précautions peuvent être prises pour éviter le mauvais choix : celui des équipements lourds, « structurants », qui engagent l'avenir (du type Haison Rhin-Rhône, énergie nucléaire, train à grande vitesse, sidérurgie, informatique).

Des contre-expertises effectuées par des équipes de niveau international, indépendantes des maîtres d'œuvres potentiels, peuvent limiter les risques d'erreur.

Reste encore à exécuter les missions publiques au moindre coût. Des corps de contrôle s'emploient à dénoncer les méthodes et procédures trop coûteuses. Mais il faut que les gestionnaires eux-mêmes utilisent les instruments de mesure que la pratique a développés : comptabilité analytique, rationalisation des choix, comparaisons par ratios significatives. Parce que le projeteur est brisé sur la Sécurité sociale, on dénonce la mauvaise gestion des hôpitaux. Il ne faut pas s'en tenir là : des routes touristiques inutilisées, des avantages exorbitants répétés dans les tarifs d'une entreprise publique, la gestion laxiste d'une administration, ont sur l'économie et l'emploi le même effet : les ressources prélevées sur la richesse nationale, et non employées au mieux, briment inutilement la liberté des gens, et font défaut pour d'autres usages plus utiles.

La socialisation peut être un bien. La socialisation mal contrôlée met en péril le corps social et jette la suspicion sur la notion même de service public. Il y a deux siècles, une demande instantanée revenait, dans les cahiers de doléances, que l'on veille à l'usage modéré et honnête de l'argent qu'on nous prêle. S'ils avaient rédigé de tels cahiers, nos contemporains reprendraient la même antienne.

RENÉ LENOIR.

RÉPARTITION DES IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES

PAR CATEGORIES D'AGENTS ÉCONOMIQUES ASSUJETTIS

(En % de l'ensemble des prélèvements obligatoires, année 1976.)

	Prélèvements sur les ménages	Prélèvements sur les entreprises	Impôts sur les biens et services	Autres prélèvements obligatoires
Allemagne	44,6	25,6	27,8	1,0
Danemark	35,0	4,2	49,8	1,0
États-Unis	58,5	34,4	35,1	1,0
France	22,6	39,6	37,8	1,0
Italie	25,4	43,2	31,4	1,0
Japon	24,0	34,8	31,2	1,0
Pays-Bas	46,5	24,5	29,0	1,0
Royaume-Uni	39,0	15,9	34,1	1,0
Suède	42,4	39,5	24,1	1,0

le chèque-déjeuner vous parle exonération.

Le Chèque-Déjeuner est une formule de paiement exonérée des cotisations de Sécurité Sociale, de la taxe sur les salaires, de l'impôt sur les bénéfices et de l'impôt sur le revenu. Plus de 11 000 entreprises, grandes et petites (même de moins de 10 salariés) ont déjà choisi de se défendre dans plus de 40 000 restaurants avec le Chèque-Déjeuner. Qu'attendez-vous ? Chèque-Déjeuner est prêt à vous informer.

* Suivant la réglementation en vigueur.



un avantage social quotidien

Veillez m'envoyer gratuitement et sans engagement votre documentation sur le Chèque-Déjeuner.

Nom _____ Fonction _____ Raison sociale _____

Adresse _____ Code postal _____

A retourner au Chèque-Déjeuner CCR
46, rue des Acacias, B.P. 555
75831 Paris Cedex 17 Tél. 766.04.56

A. Anna Conseil

مكتبة من الأصل

Une révolution du crédit

du 16 au 24 avril

Vous à ne l'investissez et l'innovez c'est Hano

Les PDG du monde en

du crédit

Pour les prêts complémentaires d'épargne-logement, les caisses d'épargne continuent, pour l'instant, de consentir un taux de 10,75 % pour 15 ans, avec un plafond de 450 000 F. Une augmentation de 1 % est à prévoir, de même que pour leurs prêts personnels au logement (12,75 % jusqu'à 300 000 F), leurs prêts au logement existants (11,90 %) et leurs prêts conventionnés (de 10,75 % à 11,90 % suivant les années). Quant aux prêts personnels de courte durée à 13 %, ils ne sont pratiquement plus délivrés.

Pour le Crédit agricole, le taux des prêts complémentaires d'épargne-logement (12,05 % ou 13,15 %) va sans doute être relevé de 1 % en avril.

Pour les banques commerciales, qui refinancent leurs prêts pour une grande part sur un marché hypothécaire en pleine ascension (13 points en trois mois), on peut citer la B.N.P. qui vient de porter à 13,80 % (+ 1 %) ses prêts complémentaires d'épargne-logement à 15 ans. Le tarif de leurs prêts personnels (deux à trois ans), qui dépassait légèrement 15 % l'année dernière, avoisine 18 % actuellement, et 19 % en certains cas. En ce qui concerne les établissements spécialisés, comme l'U.C.B., du groupe de la Compagnie bancaire, par exemple, dont les prêts au logement s'élevaient de 15,50 % à 18 %, l'augmentation a été de 1 %, en liaison avec celle des marchés hypothécaires.

Mais le phénomène qui risque d'affecter le plus les particuliers va être la raréfaction du crédit. La décision prise par le gouvernement de réintégrer dans un sévère encadrement global une part plus importante (80 % contre 40 %) des crédits « désencadrés » (c'est-à-dire accordés sans limitation) touche principalement le financement du logement (prêts conventionnés et complémentaires). Il est vrai que les pouvoirs publics se sont alarmés d'une véritable ruée sur ces prêts, l'accélération de l'inflation incitant les particuliers à se précipiter sur les biens réels. Frises à la gorge, les banques, y compris le Crédit agricole, vont les « rationner ».

Autre facteur de raréfaction, la diminution des moyens de refinancement : c'est le cas des caisses d'épargne, qui consacrent à leurs prêts immobiliers le produit de la souscription aux bons à 5 ans émis à 10,50 %. Or, du fait de l'inflation et de la concurrence des emprunts obligataires lancés par l'Etat à des taux supérieurs (12 %), la collecte fournie par les bons s'est fondue (- 49 % en janvier 1980 par rapport à janvier 1979). D'où la perspective de voir de nombreuses caisses cesser de délivrer des prêts complémentaires.

Ce renchérissement et cette raréfaction risquent évidemment de « casser » la construction dans les mois qui viennent. Les pouvoirs publics en sont conscients, mais le gonflement de la masse monétaire observé en décembre 1979, et imputable en grande part aux débordements des crédits désencadrés, essentiellement pour le logement, les inquiète davantage.

FRANÇOIS RENARD.

Une révolution discrète : les prêts participatifs

Dans l'action entreprise par M. René Monory pour faciliter le financement des investissements, certaines mesures sont devenues rapidement familières : la libération des prix, l'encouragement fiscal aux placements en

actions... parce qu'elles visaient les entreprises.

Le « titre IV » de la loi du 13 juillet 1978 sur les « prêts participatifs » n'a pas connu la même célébrité. Mais on peut se demander — après l'expé-

rience d'un an de ces prêts par l'Etat et la nouvelle étape franchie récemment en direction des banques — si cette initiative ne constituera pas finalement au prix d'un bouleversement de certaines habitudes administratives,

d'abord, de certains comportements bancaires, maintenant, la tentative la plus originale pour desserrer un lan-cinant goulot d'étranglement du développement : le manque de fonds propres des entreprises françaises.

par GUY NEBOT (*)

UNE très discrète mesure de la « loi d'orientation de l'épargne », parmi beaucoup d'autres, s'avère finalement féconde et authentiquement révolutionnaire. Il y a déjà bien longtemps que les pays anglo-saxons et les Pays-Bas — moins respectueux des distinctions juridiques, mais plus pratiques — avaient cherché à rapprocher la situation du capital risqué par l'actionnaire pour un profit variable et celle des fonds du prêteur, garantis par les actifs de l'entreprise et rémunérés par un intérêt fixe. Ces pays avaient donc créé une formule hybride, entre le prêt et la participation : « le prêt subordonné ».

Dans ce droit, ce prêteur entre deux mondes n'est certainement pas traité comme un actionnaire — puisqu'il n'a pas le droit de vote et continue à bénéficier d'une priorité par rapport à lui sur les actifs de l'entreprise. — mais il n'est pas pour autant dans la situation des autres créanciers ordinaires, puisqu'il accepte, au contraire, de les faire passer en premier rang en cas de liquidation. Pour sa mise de fonds il est entre le ciel et la sécurité du prêteur et l'enfer du risque de l'actionnaire, et, pour les revenus, il s'efforce de cumuler un droit à intérêt fixe et un profit variable... du moins quand le diable le permet.

Pourquoi, dira-t-on, rechercher ce prêt participatif, comme un médium manquant de la paléontologie financière ? C'est que ce spécimen entre le prêteur et l'actionnaire a hérité de leurs deux principales vertus. Les prêts ainsi accordés, tout en étant amortissables et rapportant un intérêt fixe, présentent l'avantage de renforcer la surface financière de l'entreprise vis-à-vis de tous ses autres créanciers ordinaires, antérieurs ou postérieurs, comme des fonds propres.

Ce prêt d'un type spécial a donc la propriété extraordinaire d'un « perméable » d'autres plus habituels sans dégrader, au bilan, ce terrible, indispensable et sacré rapport entre le capital et l'endettement.

La loi de juillet 1978 sur les

« prêts participatifs » n'a fait que transposer ce modèle étranger en France, mais a fait preuve aussi d'une réelle originalité en prévoyant la possibilité pour l'Etat d'octroyer de tels prêts (section 2 de la loi), moyennant un dispositif particulier d'information du Parlement et certaines précautions.

En effet, bien que les prêts participatifs puissent être accordés, dans ce cadre législatif, indifféremment par les banques, les sociétés commerciales ou l'Etat, c'est au sein du Trésor public que s'est effectuée tout d'abord la révolution discrète du prêt participatif, c'est l'Etat qui a commencé à utiliser le nouvel instrument pour favoriser la croissance des entreprises françaises, surtout petites ou moyennes.

Le gouvernement l'avait d'ailleurs bien prévu et annoncé ainsi : « Pour assurer le financement d'investissements nouveaux, il est également indispensable d'accroître les fonds propres des entreprises. A cet effet, le gouvernement proposera la création... de prêts subordonnés du Fonds de développement économique et social, créés de dernier rang, qui peuvent être considérés comme des fonds propres pour l'entreprise. » (déclaration de politique générale de M. Barre le 19 avril 1978 devant l'Assemblée nationale).

C'est une innovation importante. Sur le plan juridique d'abord. La renonciation par l'Etat, en tant que prêteur, aux privilèges généraux qu'il pouvait traditionnellement invoquer à l'égard des autres créanciers est un bouleversement. Le premier s'est fait le dernier. L'Etat a découvert l'humilité de le prêt participatif en acceptant non seulement de ne plus invoquer ses privilèges, mais encore de les perdre à l'égard de tous les autres créanciers ordinaires.

La véritable révolution est, cependant, économique. On peut penser, en effet, que les prêts du Fonds de développement économique et social avaient à la longue éteint leur caractère d'incitation à l'investissement, d'une part, parce qu'ils ne faisaient qu'ajouter à l'endettement déjà trop lourd des entreprises, d'autre part, parce que leurs conditions de taux et d'amortissement les rapprochaient de nombreux autres prêts spéciaux à long terme (« éco-nomie d'énergie, ou « capacité exportatrice »).

Fallait-il continuer à gonfler la masse budgétaire pour se contenter d'induire les banques ? D'autant qu'un véritable cercle vicieux s'installait : puisque le Trésor public intervenait à des conditions quasi bancaires, les entreprises allaient le trouver quand les banques commençaient à refuser leurs concours. Le Trésor public tendait donc à devenir le médiateur banquier des mauvais risques.

La loi de juillet 1978, et la mise en pratique résolument novatrice des prêts participatifs

— pour lesquels le Trésor public a lui-même délégué à des établissements à statut légal spécial l'instruction des dossiers — permettent progressivement de retrouver une dynamique de l'industrialisation à investir : octroi de quasi-fonds propres au lieu d'une aggravation de l'endettement, abaissement substantiel du taux d'intérêt en contrepartie d'un intermédiation à la progression des résultats de l'entreprise, affectation prioritaire des ressources publiques à des programmes d'expansion, surtout de petites et moyennes entreprises.

Les prêts participatifs, à dépense publique égale, permettent d'espérer une formidable démultiplication du financement des investissements. Pour un prêt de 1 franc un endettement classique de 1 franc est encore rendu possible, et ce prêt participatif public n'est lui-même octroyé que si les actionnaires apportent une certaine dose de fonds propres, qui autorise à son tour un nouvel endettement. Un prêt public participatif associé à des apports des actionnaires et à d'autres prêts privés permet donc le financement d'investissements quatre à cinq fois plus élevés.

Une nouvelle étape

Après un an de fonctionnement pratique, il est permis de penser que le nouvel instrument a répondu à l'attente, puisqu'il est exclusivement utilisé à la fois par le Fonds spécial d'investissements industriels, dans les régions en difficulté (400 millions de francs de prêts accordés) et le Comité interministériel pour le développement et le soutien de l'emploi (181 millions de francs accordés à cent sept entreprises). Les avantages du nouvel instrument, pour l'incitation à l'investissement, sont apparus tels que toute la dotation nouvelle du budget 1980 a pris la forme d'une autorisation d'accorder des prêts participatifs.

Le communiqué du ministère de l'économie du 29 janvier marque le départ de la même formule de prêts participatifs, mais accordés par les banques, sur des ressources d'origine privée. En effet, ce n'est pas le niveau du taux d'intérêt fixe ou la qualité du prêteur qui représentent l'attrait principal d'un prêt participatif, mais son caractère de créance de dernier rang assimilable à des fonds propres par la loi elle-même.

Dans ces conditions, pourquoi confier à l'administration et faire supporter par le contribuable la distribution de prêts qui pourraient avoir la même vertu de fonds propres si ils étaient accordés par des banques sur leurs propres ressources ? On peut même penser qu'une telle formule privée devrait connaître un plus grand succès que les prêts publics, en raison de ses avantages évidents de souplesse et d'efficacité pour les entreprises.

La loi du 13 juillet 1978 avait (*) Chef de service à la direction du Trésor.

bien tracé ce cadre, mais il supposait, pour être effectivement utilisé, de surmonter deux obstacles considérables : l'élimination de toute discrimination fiscale et la mise au point d'un équivalent des sûretés réelles que les banques ont l'habitude d'exiger pour leurs prêts et que la formule participative supprime par hypothèse.

Ces deux obstacles viennent d'être franchis, le premier par l'article 7 de la loi de finances rectificative, qui permet au bénéficiaire d'un prêt participatif de déduire de son chiffre, pour les impôts de son entreprise, le versement des intérêts fixes et de l'intérêt variable, sans aucun plafonnement — comme un intérêt ordinaire. — le second, par la constitution d'un fonds de garantie, doté par les pouvoirs publics de 70 millions de francs et adossé lui-même aux différentes sociétés de caution mutuelle.

Ce fonds, qui garantira les banques et les sociétés de caution mutuelle à hauteur de 80 %, aura à supporter quelques sinistres mais se nourrira de placements et cotisations. Il ne représente donc qu'une aide de démarrage à un système qui devrait ensuite se développer de lui-même. On peut considérer qu'il permet d'ores et déjà une offre d'affaires de prêts participatifs de l'ordre de 350 millions de francs.

Mais le système a d'autres vertus. Les banques — pour pouvoir être éligibles à la garantie du fonds — devront consentir (et ont commencé de le faire), d'une part, une modération notable de points au-dessous des prêts à long terme du Crédit national pour un prêt participatif amortissable en douze ans, dont trois ans de grâce), d'autre part, un plafonnement de leur intérêt maximum qui ne devra jamais dépasser, à la fin du prêt, deux points au-dessus du taux du Crédit national.

Il peut apparaître déjà intéressant d'offrir ainsi aux petites et moyennes entreprises françaises une nouvelle source de quasi-fonds propres en même temps que de prêts à conditions privilégiées (10,40 % actuellement). Elles parviennent tout au plus à trouver chaque année, en effet, une centaine de millions de francs de fonds propres auprès d'organismes institutionnels. Pour obtenir des prêts à ce taux, il fallait encore que l'Etat leur accorde une bonification.

Mais la vraie révolution est plus discrète et se situe ailleurs, auprès des sociétés de caution mutuelle et des banques. Les premières pourront enfin contribuer à résoudre les problèmes de fonds propres de leurs adhérents et — revenant aux sources — cautionner des prêts bancaires sans leur rémunération fixe (deux hypothèques, comme le souhaite une récente proposition de loi).

Quant aux banques, la nouvelle approche permettra peut-être — après la relative stagnation des filiales de prises de participations créées, il y a quelques années, par quelques grands établissements de dépôts — de les amener à se préoccuper plus, comme à l'étranger, des problèmes de développement de leurs clients, en estimant quelque peu la distinction classique — si utile et si nécessaire — entre banques de dépôts et banques d'affaires, de l'ordonnance du 3 décembre 1946.

Ce texte entendait prémunir les banques contre un excès de « transformation » des dépôts. Qu'en est-il deux générations après ? Les banques de dépôts n'ont à l'évidence plus le désir de la prise de participations, et l'on peut s'interroger sur le point de savoir si les banques d'affaires l'ont encore. Grâce aux prêts participatifs privés, les unes et les autres pourront disposer d'un « produit » qu'elles rechassaient pratiquement toujours : l'octroi de fonds propres.

BANQUE : PIERRE DANA SORT LE PREMIER GUIDE DE L'EXPLOITANT 100% CONCRET

Ce livre s'adresse à tous les exploitants, directeurs d'agence, directeurs d'exploitation, salariés de banque et étudiants concernés. Il les aidera à faire le point sur leur action et sur leur carrière. Vous pouvez vous le procurer en adressant un chèque de 80 F à Clet Editions Banque, ou le commander par téléphone : 70717 48.

Nom _____ Prénom _____
Rue, n° _____
Ville, code postal _____
Veuillez adresser ☐ exemplaire(s) du Guide de l'Exploitant de Banque. Ci-joint, un chèque de _____ F en règlement.
A retourner à : CLET EDITIONS BANQUE, 27, boulevard du Port-Royal - 75013 PARIS.

du 16 au 24 avril Le rendez-vous à ne pas manquer pour l'investissement et l'innovation c'est Hanovre.

Les PDG du monde entier vous le diront.

* Au fait, la Foire de Hanovre est la première au monde qui dispose d'ordinateurs lesquels renseignent le visiteur sur son exposant, sur ce qu'il propose et sur son emplacement. Les renseignements en 55 exemplaires. Les renseignements sont donnés, noir sur blanc, en français, anglais, allemand.

Que vous en soyez au stade de la recherche des informations ou que vous vous trouviez déjà au point de la prise de décisions, Hanovre vous offre des garanties :

- en matière de technique de bureau et d'information, il n'existe aucune autre foire plus qualifiée ou plus grande que le centre mondial du CeBIT.
- en matière d'électrotechnique et d'électronique, nous offrons une palette complète et si bien présentée que c'est unique au monde.
- en provenance du centre mondial de la réalisation d'ensembles industriels, consultation, de l'engineering, ainsi que de la technique des transports et de l'équipement industriel.
- grâce à des résultats d'études et de recherches ainsi que du transfert de technologie d'instituts pilotes et d'entreprises à la pointe du progrès pour la poussée d'innovation nécessaire.
- en provenance de l'exposition-système ENERGIE 80, transfert des technologies d'avant-garde relatives à une exploitation ingénieuse de l'énergie.

Connaissez-vous une foire où le PDG peut recueillir davantage d'informations aussi précises ?

Veuillez me faire parvenir des informations-rendements sur ce que proposent 5000 entreprises de plus de 50 pays avec la brochure actuelle de la Foire de Hanovre '80.

Nom _____
Rue _____
Code postal/Ville _____ OK 13 300

Cie. Commerciale Continentale S.A., Représentation Officielle de la Deutsche Messe- und Ausstellungen AG - 16, Rue Vézelay, 75008 Paris, Tél. : 563.68.81, Téléc. : 21031 public 577

Mercredi, 16 Avril - Jeudi, 24 Avril

Foire de Hanovre '80

sports

CYCLISME

LA COURSE PARIS-NICE

Hinault dans la tourmente

De notre envoyé spécial

Saint-Etienne. — Cela ne s'était jamais vu : Bernard Hinault, deux fois vainqueur du Tour de France, à franchi la ligne d'arrivée avec un retard de trois quarts d'heure, juste devant la voiture balai qui accompagnait le dernier coureur. L'événement s'est produit, dimanche 9 mars, au terme de la quatrième étape, Villafrañca-sur-Saône - Saint-Etienne, de Paris-Nice, gagnée par le jeune Français Pierre Basso. Une étape courte mais rendue extrêmement difficile par les boueuses de pluie et de neige.

Le champion breton, qu'on tient pour un spécialiste de l'offensive et de la course en tête, a vécu l'une des journées les plus douloureuses de sa carrière. Distancé par la totalité d'un peloton qui s'est effrité dans les monts du Lyonnais et du Forez, lâché par des concurrents anonymes, il a mis quatre heures et dix minutes pour accomplir les 120 kilomètres du parcours, ce qui représente une moyenne de 30 kilomètres/heure. Il a mis pied à terre à plusieurs reprises. Cependant, il a refusé la solution de l'abandon qu'on lui a proposée. Il a continué à pédaler, à l'effort, jusqu'à la fin.

« J'étais triplé, expliquait-il en descendant de vélo. On suppose mal le froid quand on se trouve à court de préparation. Je suis, ne l'oubliez pas, en période de rodage. Il me faut encore parcourir des centaines de kilomètres et perdre plusieurs kilos pour retrouver la forme. »

La contre-performance du meilleur routier français actuel est inattendue, sans être trop inquiétante. Ses objectifs les plus importants n'étant pas immédiats, Hinault a pris un départ volontairement prudent. A l'issue d'un premier semestre, il avait permis de remporter le critérium du Dauphiné Libéré, le Tour de France et le Tour de

Lombardie, ainsi que le Grand Prix des Nations.

Or, le chef de file du groupe Renault-Gitane forme, cet été, le projet ambitieux de réussir le double Tour d'Italie-Tour de France. Il estime que son succès résultera d'une judicieuse répartition de ses efforts. « On ne peut se maintenir en parfaite condition du début à la fin de la saison routière qui est longue et très exigeante », fait-il remarquer. Il a sans doute raison, encore que ses amis, comme Robert Jacquet, Angelet et Raymond Poulidor, connus pour leur longévité, brillent de mars à octobre.

Le maillot blanc de Duclos-Lassalle

L'épreuve dans laquelle Hinault a sombré provisoirement s'est donnée pour l'essentiel à vingt-cinq ans, professionnel depuis 1971 et déjà remarqué dans Paris-Nice dont il fut vainqueur pas de temps après. Ce coureur de caractère, vainqueur du récent Tour de Corse, a pu se hisser à la première place du classement général au prix d'une attaque courageuse entreprise loin du but en compagnie de Pierre Basso. Grâce à cette action énergique, Duclos-Lassalle a obtenu le maillot blanc du meilleur coureur professionnel suédois Prim, qui occupait le commandement depuis l'avant-veille et qui avait lui-même succédé au Norvégien Knudsen. On ne s'explique pas que cette « course au soleil », devenue la course aux frimas, ait soulevé aux Scandinaves. Paris-Nice 1980 est au sport de la bicyclette ce que le Rallye de Monte-Carlo est au sport automobile. L'offensive des routiers nordiques indique toutefois une nouvelle orientation du cyclisme professionnel qui s'est affirmée en année son audience internationale. Mais tout ne sera joué que mercredi sur les hauteurs du col d'Eze.

JACQUES AUGENDRE.

CROSS-COUNTRY

L'Américain Craig Virgin champion du monde

L'Américain Craig Virgin, vingt-cinq ans, la Norvégienne Grete Waitz, vingt-sept ans, et le junior espagnol Jorge Garcia, dix-huit ans, sont les lauréats du championnat du monde de cross-country, dimanche 9 mars, sur l'hippodrome de Longchamp. Par équipe, l'Union soviétique a réussi le doublé, chez les juniors et les féminines, mais a dû se contenter d'une modeste cinquième place au classement masculin gagné par l'Angleterre pour la quarante-cinquième fois depuis 1903.

En franchissant la ligne d'arrivée avec quatre-vingt-cinq secondes d'avance sur la Soviétique Irina Bondartchuk, la longue et mince Norvégienne Grete Waitz (1,72 m, 54 kilos), échappée dès le premier kilomètre, venait de remporter le titre mondial pour la troisième année consécutive. Comme peu de temps auparavant le Catalan Jorge Garcia, champion d'Espagne, elle a imposé dans l'épreuve réservée aux juniors après une longue chevauchée, on pouvait se demander si le parcours réaliste autant de pitié que les responsables de l'organisation se plaisaient à le répéter. « Partir très vite serait une attitude suicidaire », estimait même l'ancien champion Michel Jazy à la veille des compétitions.

Certes, le tracé comportait bien une longue montée de 400 mètres pour 10 mètres de dénivellation, certes, des haies et des troncs d'arbres avaient été soigneusement disposés, mais ces difficultés n'avaient rien de commun avec les labours, les passages de petits ruisseaux, les rizières et les obstacles naturels qui caractérisaient naguère les courses à travers la campagne.

À Longchamp, le ciel était nuageux et la température agréable. Il apparaît vite que les coureurs devaient tout au plus se méfier de l'herbe épaisse et profonde qui détrempait la foule et nuit aux appuis. De quel courage les Irlandais John Treacy, vainqueur à Glasgow (Ecosse), en 1978, et à Limerick (Irlande), l'année suivante, dans des conditions apparemment idéales.

Est-ce le désarroi de Treacy ou l'exemple de Grete Waitz et de Jorge Garcia qui incite Nick Rose à se lancer dans une entreprise si folle mais pleine de panache ? Bel athlète que cet Anglais (1,74 m, 60 kilos), âgé de vingt-trois ans et champion nation-

nal de la spécialité, et quelle hardiesse ! Au deuxième kilomètre, il se portait au commandement, d'une foulée ample, puissante et décidée. Au quatrième (le tiers de la distance), il se détachait facilement. Pour beaucoup, au dixième kilomètre, il avait couru gagnée. A peine remarquait-on que le buste était moins droit, que l'allure était plus laborieuse, bref que Nick Rose avançait maintenant à l'énergie. Mais celle des Anglais n'est-elle pas légendaire ? Pourtant, mi-voie de rien, un Allemand de l'Ouest, inconnu ou presque, ou style peu esbief, mais très efficace, Hans-Jürgen Orthmann, se rapprochait. Contre toute attente, à 700 mètres de l'arrivée, il laissait sur place le présentement Anglais. Pour la première fois, un représentant de la République fédérale d'Allemagne deviendrait-il champion du monde de cross-country ? Non ! Craig Virgin revenait à son tour à grandes enjambées. Rose était encore débordé. Quelques instants plus tard, Orthmann subissait le même sort. Un Américain champion du monde, c'était aussi du jamais vu.

La France quatrième par équipes

« Je voulais imposer un rythme suffisamment rapide pour éviter le finish de John Treacy », expliqua Nick Rose. Treacy payait pour l'irlandais, seulement dix-huitième, mais projet bien tenu, car au regard des ressources dont disposait Virgin le magnifique et de la vigueur d'Orthmann. Déjà mais nullement abattu, le Français n'a lâché rien. Cette soixante-septième édition s'est terminée en assistant à l'arrivée de ses compatriotes Bernie Ford (10^e), Barry Smith (14^e), Steve Kenyon (17^e), Nick Lees et Eugène Jones (40^e). Grâce à ce tir groupé, la Grande-Bretagne précédait largement la Belgique, les États-Unis et la France au classement des nations, et ce challenge est de loin celui qui tient le plus au cœur des Britanniques, les inventeurs du cross-country. A l'origine, cette discipline n'était-elle pas réservée aux militaires, à l'usage d'un sport d'équipe, d'un entraînement aux athlètes de moindre valeur de côtoyer les meilleurs du moment à la remise des récompenses ?

Faute d'éléments capables d'arrêter Jean Treacy, dernier vainqueur français (en 1965), c'est précisément sur l'esprit d'équipe qu'avait insisté le directeur technique national, M. Jean Poccoz, avant le départ. Une préparation psychologique. Onzième en 1979, mais championne du monde en 1978, l'équipe de France a, cette fois, rempli son contrat en s'occupant du premier plan dans toute la péninsule. Autant les scandales politico-financiers semblent appartenir à la routine, autant le trépas du Calcio stupéfie et révolte les Italiens. Un éditeur liste à même employé le mot de « simonie », flétrissant la « lueur sur les choses sacrées ». Le football apparaît en effet à beaucoup romain pour servir de plan dans toute la péninsule. Les Italiens, à la seule publicité aient pris le risque de détruire leur carrière pour quelques millions de lires ? Serait-il stupide ou gourmand ? Ce point ? Parmi les vingt-sept joueurs incriminés, on compte quelques-uns des plus grands noms du football italien. Les clubs de série A dépendent des fortunes pour les engager. Des hommes comme Bruno Giordano, Beppe Savoldi ou Ricky Albertosi « valent » chacun des centaines de millions de lires, tandis que Paolo Rossi est appelé à juste titre « M. 5 milliards ». Naturellement, tous les joueurs démentent et se disent victimes d'une conjuration. Leurs supporters ne demandent qu'à les croire. L'idée que des forces mystérieuses cherchent à « débâiller l'Italie » en s'en prenant à un sport national est très répandue. A l'appui de cette thèse, on cite l'assassinat spectaculaire commis l'an dernier en plein stade de Rome (le Monde du 3 novembre 1979).

Des explications plus simples peuvent être avancées. Les concours de pronostics ne subiraient-ils pas l'influence d'un climat de violence et de corruption ambiant ?

On n'est pas obligé de croire sur parole le commentateur en fruits et légumes qui, dénonçant les vingt-sept joueurs, a déclaré à la magistrature : « Avec d'autres parieurs, j'ai perdu des centaines de millions de lires, parce que le match conclu n'a pas été respecté. Je suis désolé, mais complètement ruiné. »

N'ayant pas réussi à étouffer l'affaire, la Fédération italienne de football est obligée maintenant d'aller jusqu'au bout, et son enquête est menée parallèlement à celle de la magistrature. L'enjeu est trop important pour que le moindre soupçon puisse être toléré. On repassa donc les films de tous les matches incriminés. Chaque but, marqué ou manqué, est examiné au ralenti. Et on s'aperçoit combien il est difficile d'interpréter la mauvaise réaction d'un joueur. Saura-t-on jamais si Giordano ou Savoldi, Albertosi ou Rossi auront raté une passe par maladresse ou par corruption ? Combien de la difficulté, ces champions ne sont pas seulement accusés d'avoir touché de l'argent mais d'avoir trop souvent bien joué.

FOOTBALL

LES SEIZIÈMES DE FINALE DE LA COUPE DE FRANCE

En seizième de finale de la Coupe de France, après les matches « aller » disputés les 7, 8 et 9 mars, six clubs de première division semblent avoir les meilleures chances de se qualifier pour le tour suivant. Il s'agit de Sochaux, Saint-Etienne, Monaco, Lens, Valenciennes et Metz, qui ont soit gagné à domicile, soit obtenu le match nul à l'extérieur. Compte tenu de la valeur de leurs adversaires, il est logique de faire une exception pour Nice et Lille, vainqueurs, sur la Côte d'Azur et dans le Nord, de Strasbourg et de Nantes. Les dates des matches « retour » ont été fixées les 14, 15 et 16 mars.

Hauts et bas parisiens

La football est, décidément, affaire curieuse. Le 24 février, en championnat de France, Paris-Saint-Germain reçoit Lens. Résultat : 3 à 0 pour les Parisiens. Le 8 mars, en seizième de finale de la Coupe de France, match « aller », dans le même Parc des Princes, Lens prend sa revanche par 2 à 0. A quinze jours d'intervalle, tout se donc radicalement changé et l'équipe parisiennaise, dont les progrès avaient été unanimement reconnus ces derniers mois, est retombée, pour un soir du moins, dans ses incohérences, son jeu étriqué et ses maladrotes.

Dire que Lens n'a fait qu'une bouchée de son adversaire serait cependant inexact. De temps à autre, il y a bien eu quelques réactions et velléités de Paris - Saint-Germain, mais en définitive, le score de 2 à 0 correspond en tout point aux mérites de l'une et l'autre équipe.

Lens a montré de la manière et tes deux buts marqués par M'Pelé et Leclercq dès le quatrième minute et à l'heure de jeu ont été des caricatures de ce que peut être l'efficacité collective et individuelle. Si M'Pelé, en embuscade devant les buts de Beretelli, a bénéficié d'une bonne entente préalable entre Leclercq et Senac, en revanche le deuxième but est entièrement à porter au crédit du même Leclercq. Une longue chevauchée, beaucoup d'habileté pour se placer dans la meilleure position de tir à trente mètres de la cage de Beretelli et un boulet de canon logé dans le lu-

came. La liberté qu'eue Leclercq pour mener et conclure son action au nez et à la barbe de toute une équipe est sans doute significative du relâchement et du manque de rigueur, à cet instant précis, des Parisiens.

La formule du match « aller » et « retour », d'évidence, ne plaît guère au public parisien, du moins lorsque la première rencontre, celle qui, théoriquement, n'est pas décisive, a lieu au Parc des Princes. Samedi, il n'y avait que quinze mille spectateurs, dont quelques milliers de Nordistes, pour la Coupe de France alors que, deux semaines plus tôt, l'affluence, en championnat de France, avait frôlé la moitié de la capacité du stade, soit environ vingt-cinq mille spectateurs.

Pour le match retour de Coupe de France du 15 mars, à Lens, et la qualification en huitièmes de finale, les Parisiens ne peuvent plus guère entretenir qu'un faible espoir. Chez eux, et avec deux buts d'avance, les Nordistes semblent à l'abri de tout faux pas, encore que la Coupe, dont c'est la vocation, réserve parfois des surprises de taille. D'ici le Parc Saint-Germain aura de quoi se mettre en jambes en recevant Saint-Etienne, mercredi 12 mars. Devant, cette fois, chèque mille spectateurs. La location — quelle aubaine ! — était assurée bien avant que Moenchengladbach ait un peu lenti, comme on le sait, l'image des veris.

FRANÇOIS JANIN.

L'affaire des paris truqués émeut les Italiens

De notre correspondant

Rome. — Vingt-sept footballeurs italiens ont été invités à se mettre à la disposition de la justice pour l'enquête sur les « matches truqués » (« le Monde » du 4 mars). Cette offre ne concerne pas directement les concours de pronostics officiels (Totocalco) organisés par le comité national olympique italien mais porte, seulement, sur quelques matches choisis par un commentateur en fruits et légumes romain pour servir de plan dans toute la péninsule. Si la culpabilité des joueurs est établie, ils pourraient être passibles d'une peine de six mois à trois ans de prison.

L'affaire suscite d'innombrables commentaires, prouvant, il se dit, que le football occupe une place de premier plan dans toute la péninsule. Autant les scandales politico-financiers semblent appartenir à la routine, autant le trépas du Calcio stupéfie et révolte les Italiens. Un éditeur liste à même employé le mot de « simonie », flétrissant la « lueur sur les choses sacrées ». Le football apparaît en effet à beaucoup romain pour servir de plan dans toute la péninsule. Les Italiens, à la seule publicité aient pris le risque de détruire leur carrière pour quelques millions de lires ? Serait-il stupide ou gourmand ? Ce point ? Parmi les vingt-sept joueurs incriminés, on compte quelques-uns des plus grands noms du football italien. Les clubs de série A dépendent des fortunes pour les engager. Des hommes comme Bruno Giordano, Beppe Savoldi ou Ricky Albertosi « valent » chacun des centaines de millions de lires, tandis que Paolo Rossi est appelé à juste titre « M. 5 milliards ». Naturellement, tous les joueurs démentent et se disent victimes d'une conjuration. Leurs supporters ne demandent qu'à les croire. L'idée que des forces mystérieuses cherchent à « débâiller l'Italie » en s'en prenant à un sport national est très répandue. A l'appui de cette thèse, on cite l'assassinat spectaculaire commis l'an dernier en plein stade de Rome (le Monde du 3 novembre 1979).

Des explications plus simples peuvent être avancées. Les concours de pronostics ne subiraient-ils pas l'influence d'un climat de violence et de corruption ambiant ?

On n'est pas obligé de croire sur parole le commentateur en fruits et légumes qui, dénonçant les vingt-sept joueurs, a déclaré à la magistrature : « Avec d'autres parieurs, j'ai perdu des centaines de millions de lires, parce que le match conclu n'a pas été respecté. Je suis désolé, mais complètement ruiné. »

N'ayant pas réussi à étouffer l'affaire, la Fédération italienne de football est obligée maintenant d'aller jusqu'au bout, et son enquête est menée parallèlement à celle de la magistrature. L'enjeu est trop important pour que le moindre soupçon puisse être toléré. On repassa donc les films de tous les matches incriminés. Chaque but, marqué ou manqué, est examiné au ralenti. Et on s'aperçoit combien il est difficile d'interpréter la mauvaise réaction d'un joueur. Saura-t-on jamais si Giordano ou Savoldi, Albertosi ou Rossi auront raté une passe par maladresse ou par corruption ? Combien de la difficulté, ces champions ne sont pas seulement accusés d'avoir touché de l'argent mais d'avoir trop souvent bien joué.

ROBERT SOLÉ.

Les résultats

Athlétisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DE CROSS-COUNTRY

À LONGCHAMP (S.-E.), les 11.000 km en 37 min. 1 sec. 1. Orthmann (R.F.A.), 2. Basso (Angl.), 3. Basso (Angl.), 4. Basso (Angl.), 5. Basso (Angl.), 6. Basso (Angl.), 7. Basso (Angl.), 8. Basso (Angl.), 9. Basso (Angl.), 10. Basso (Angl.), 11. Basso (Angl.), 12. Basso (Angl.), 13. Basso (Angl.), 14. Basso (Angl.), 15. Basso (Angl.), 16. Basso (Angl.), 17. Basso (Angl.), 18. Basso (Angl.), 19. Basso (Angl.), 20. Basso (Angl.), 21. Basso (Angl.), 22. Basso (Angl.), 23. Basso (Angl.), 24. Basso (Angl.), 25. Basso (Angl.), 26. Basso (Angl.), 27. Basso (Angl.), 28. Basso (Angl.), 29. Basso (Angl.), 30. Basso (Angl.), 31. Basso (Angl.), 32. Basso (Angl.), 33. Basso (Angl.), 34. Basso (Angl.), 35. Basso (Angl.), 36. Basso (Angl.), 37. Basso (Angl.), 38. Basso (Angl.), 39. Basso (Angl.), 40. Basso (Angl.), 41. Basso (Angl.), 42. Basso (Angl.), 43. Basso (Angl.), 44. Basso (Angl.), 45. Basso (Angl.), 46. Basso (Angl.), 47. Basso (Angl.), 48. Basso (Angl.), 49. Basso (Angl.), 50. Basso (Angl.), 51. Basso (Angl.), 52. Basso (Angl.), 53. Basso (Angl.), 54. Basso (Angl.), 55. Basso (Angl.), 56. Basso (Angl.), 57. Basso (Angl.), 58. Basso (Angl.), 59. Basso (Angl.), 60. Basso (Angl.), 61. Basso (Angl.), 62. Basso (Angl.), 63. Basso (Angl.), 64. Basso (Angl.), 65. Basso (Angl.), 66. Basso (Angl.), 67. Basso (Angl.), 68. Basso (Angl.), 69. Basso (Angl.), 70. Basso (Angl.), 71. Basso (Angl.), 72. Basso (Angl.), 73. Basso (Angl.), 74. Basso (Angl.), 75. Basso (Angl.), 76. Basso (Angl.), 77. Basso (Angl.), 78. Basso (Angl.), 79. Basso (Angl.), 80. Basso (Angl.), 81. Basso (Angl.), 82. Basso (Angl.), 83. Basso (Angl.), 84. Basso (Angl.), 85. Basso (Angl.), 86. Basso (Angl.), 87. Basso (Angl.), 88. Basso (Angl.), 89. Basso (Angl.), 90. Basso (Angl.), 91. Basso (Angl.), 92. Basso (Angl.), 93. Basso (Angl.), 94. Basso (Angl.), 95. Basso (Angl.), 96. Basso (Angl.), 97. Basso (Angl.), 98. Basso (Angl.), 99. Basso (Angl.), 100. Basso (Angl.), 101. Basso (Angl.), 102. Basso (Angl.), 103. Basso (Angl.), 104. Basso (Angl.), 105. Basso (Angl.), 106. Basso (Angl.), 107. Basso (Angl.), 108. Basso (Angl.), 109. Basso (Angl.), 110. Basso (Angl.), 111. Basso (Angl.), 112. Basso (Angl.), 113. Basso (Angl.), 114. Basso (Angl.), 115. Basso (Angl.), 116. Basso (Angl.), 117. Basso (Angl.), 118. Basso (Angl.), 119. Basso (Angl.), 120. Basso (Angl.), 121. Basso (Angl.), 122. Basso (Angl.), 123. Basso (Angl.), 124. Basso (Angl.), 125. Basso (Angl.), 126. Basso (Angl.), 127. Basso (Angl.), 128. Basso (Angl.), 129. Basso (Angl.), 130. Basso (Angl.), 131. Basso (Angl.), 132. Basso (Angl.), 133. Basso (Angl.), 134. Basso (Angl.), 135. Basso (Angl.), 136. Basso (Angl.), 137. Basso (Angl.), 138. Basso (Angl.), 139. Basso (Angl.), 140. Basso (Angl.), 141. Basso (Angl.), 142. Basso (Angl.), 143. Basso (Angl.), 144. Basso (Angl.), 145. Basso (Angl.), 146. Basso (Angl.), 147. Basso (Angl.), 148. Basso (Angl.), 149. Basso (Angl.), 150. Basso (Angl.), 151. Basso (Angl.), 152. Basso (Angl.), 153. Basso (Angl.), 154. Basso (Angl.), 155. Basso (Angl.), 156. Basso (Angl.), 157. Basso (Angl.), 158. Basso (Angl.), 159. Basso (Angl.), 160. Basso (Angl.), 161. Basso (Angl.), 162. Basso (Angl.), 163. Basso (Angl.), 164. Basso (Angl.), 165. Basso (Angl.), 166. Basso (Angl.), 167. Basso (Angl.), 168. Basso (Angl.), 169. Basso (Angl.), 170. Basso (Angl.), 171. Basso (Angl.), 172. Basso (Angl.), 173. Basso (Angl.), 174. Basso (Angl.), 175. Basso (Angl.), 176. Basso (Angl.), 177. Basso (Angl.), 178. Basso (Angl.), 179. Basso (Angl.), 180. Basso (Angl.), 181. Basso (Angl.), 182. Basso (Angl.), 183. Basso (Angl.), 184. Basso (Angl.), 185. Basso (Angl.), 186. Basso (Angl.), 187. Basso (Angl.), 188. Basso (Angl.), 189. Basso (Angl.), 190. Basso (Angl.), 191. Basso (Angl.), 192. Basso (Angl.), 193. Basso (Angl.), 194. Basso (Angl.), 195. Basso (Angl.), 196. Basso (Angl.), 197. Basso (Angl.), 198. Basso (Angl.), 199. Basso (Angl.), 200. Basso (Angl.), 201. Basso (Angl.), 202. Basso (Angl.), 203. Basso (Angl.), 204. Basso (Angl.), 205. Basso (Angl.), 206. Basso (Angl.), 207. Basso (Angl.), 208. Basso (Angl.), 209. Basso (Angl.), 210. Basso (Angl.), 211. Basso (Angl.), 212. Basso (Angl.), 213. Basso (Angl.), 214. Basso (Angl.), 215. Basso (Angl.), 216. Basso (Angl.), 217. Basso (Angl.), 218. Basso (Angl.), 219. Basso (Angl.), 220. Basso (Angl.), 221. Basso (Angl.), 222. Basso (Angl.), 223. Basso (Angl.), 224. Basso (Angl.), 225. Basso (Angl.), 226. Basso (Angl.), 227. Basso (Angl.), 228. Basso (Angl.), 229. Basso (Angl.), 230. Basso (Angl.), 231. Basso (Angl.), 232. Basso (Angl.), 233. Basso (Angl.), 234. Basso (Angl.), 235. Basso (Angl.), 236. Basso (Angl.), 237. Basso (Angl.), 238. Basso (Angl.), 239. Basso (Angl.), 240. Basso (Angl.), 241. Basso (Angl.), 242. Basso (Angl.), 243. Basso (Angl.), 244. Basso (Angl.), 245. Basso (Angl.), 246. Basso (Angl.), 247. Basso (Angl.), 248. Basso (Angl.), 249. Basso (Angl.), 250. Basso (Angl.), 251. Basso (Angl.), 252. Basso (Angl.), 253. Basso (Angl.), 254. Basso (Angl.), 255. Basso (Angl.), 256. Basso (Angl.), 257. Basso (Angl.), 258. Basso (Angl.), 259. Basso (Angl.), 260. Basso (Angl.), 261. Basso (Angl.), 262. Basso (Angl.), 263. Basso (Angl.), 264. Basso (Angl.), 265. Basso (Angl.), 266. Basso (Angl.), 267. Basso (Angl.), 268. Basso (Angl.), 269. Basso (Angl.), 270. Basso (Angl.), 271. Basso (Angl.), 272. Basso (Angl.), 273. Basso (Angl.), 274. Basso (Angl.), 275. Basso (Angl.), 276. Basso (Angl.), 277. Basso (Angl.), 278. Basso (Angl.), 279. Basso (Angl.), 280. Basso (Angl.), 281. Basso (Angl.), 282. Basso (Angl.), 283. Basso (Angl.), 284. Basso (Angl.), 285. Basso (Angl.), 286. Basso (Angl.), 287. Basso (Angl.), 288. Basso (Angl.), 289. Basso (Angl.), 290. Basso (Angl.), 291. Basso (Angl.), 292. Basso (Angl.), 293. Basso (Angl.), 294. Basso (Angl.), 295. Basso (Angl.), 296. Basso (Angl.), 297. Basso (Angl.), 298. Basso (Angl.), 299. Basso (Angl.), 300. Basso (Angl.), 301. Basso (Angl.), 302. Basso (Angl.), 303. Basso (Angl.), 304. Basso (Angl.), 305. Basso (Angl.), 306. Basso (Angl.), 307. Basso (Angl.), 308. Basso (Angl.), 309. Basso (Angl.), 310. Basso (Angl.), 311. Basso (Angl.), 312. Basso (Angl.), 313. Basso (Angl.), 314. Basso (Angl.), 315. Basso (Angl.), 316. Basso (Angl.), 317. Basso (Angl.), 318. Basso (Angl.), 319. Basso (Angl.), 320. Basso (Angl.), 321. Basso (Angl.), 322. Basso (Angl.), 323. Basso (Angl.), 324. Basso (Angl.), 325. Basso (Angl.), 326. Basso (Angl.), 327. Basso (Angl.), 328. Basso (Angl.), 329. Basso (Angl.), 330. Basso (Angl.), 331. Basso (Angl.), 332. Basso (Angl.), 333. Basso (Angl.), 334. Basso (Angl.), 335. Basso (Angl.), 336. Basso (Angl.), 337. Basso (Angl.), 338. Basso (Angl.), 339. Basso (Angl.), 340. Basso (Angl.), 341. Basso (Angl.), 342. Basso (Angl.), 343. Basso (Angl.), 344. Basso (Angl.), 345. Basso (Angl.), 346. Basso (Angl.), 347. Basso (Angl.), 348. Basso (Angl.), 349. Basso (Angl.), 350. Basso (Angl.), 351. Basso (Angl.), 352. Basso (Angl.), 353. Basso (Angl.), 354. Basso (Angl.), 355. Basso (Angl.), 356. Basso (Angl.), 357. Basso (Angl.), 358. Basso (Angl.), 359. Basso (Angl.), 360. Basso (Angl.), 361. Basso (Angl.), 362. Basso (Angl.), 363. Basso (Angl.), 364. Basso (Angl.), 365. Basso (Angl.), 366. Basso (Angl.), 367. Basso (Angl.), 368. Basso (Angl.), 369. Basso (Angl.), 370. Basso (Angl.), 371. Basso (Angl.), 372. Basso (Angl.), 373. Basso (Angl.), 374. Basso (Angl.), 375. Basso (Angl.), 376. Basso (Angl.), 377. Basso (Angl.), 378. Basso (Angl.), 379. Basso (Angl.), 380. Basso (Angl.), 381. Basso (Angl.), 382. Basso (Angl.), 383. Basso (Angl.), 384. Basso (Angl.), 385. Basso (Angl.), 386. Basso (Angl.), 387. Basso (Angl.), 388. Basso (Angl.), 389. Basso (Angl.), 390. Basso (Angl.), 391. Basso (Angl.), 392. Basso (Angl.), 393. Basso (Angl.), 394. Basso (Angl.), 395. Basso (Angl.), 396. Basso (Angl.), 397. Basso (Angl.), 398. Basso (Angl.), 399. Basso (Angl.), 400. Basso (Angl.), 401. Basso (Angl.), 402. Basso (Angl.), 403. Basso (Angl.), 404. Basso (Angl.), 405. Basso (Angl.), 406. Basso (Angl.), 407. Basso (Angl.), 408. Basso (Angl.), 409. Basso (Angl.), 410. Basso (Angl.), 411. Basso (Angl.), 412. Basso (Angl.), 413. Basso (Angl.), 414. Basso (Angl.), 415. Basso (Angl.), 416. Basso (Angl.), 417. Basso (Angl.), 418. Basso (Angl.), 419. Basso (Angl.), 420. Basso (Angl.), 421. Basso (Angl.), 422. Basso (Angl.), 423. Basso (Angl.), 424. Basso (Angl.), 425. Basso (Angl.), 426. Basso (Angl.), 427. Basso (Angl.), 428. Basso (Angl.), 429. Basso (Angl.), 430. Basso (Angl.), 431. Basso (Angl.), 432. Basso (Angl.), 433. Basso (Angl.), 434. Basso (Angl.), 435. Basso (Angl.), 436. Basso (Angl.), 437. Basso (Angl.), 438. Basso (Angl.), 439. Basso (Angl.), 440. Basso (Angl.), 441. Basso (Angl.), 442. Basso (Angl.), 443. Basso (Angl.), 444. Basso (Angl.), 445. Basso (Angl.), 446. Basso (Angl.), 447. Basso (Angl.), 448. Basso (Angl.), 449. Basso (Angl.), 450. Basso (Angl.), 451. Basso (Angl.), 452. Basso (Angl.), 453. Basso (Angl.), 454. Basso (Angl.), 455. Basso (Angl.), 456. Basso (Angl.), 457. Basso (Angl.), 458. Basso (Angl.), 459. Basso (Angl.), 460. Basso (Angl.), 461. Basso (Angl.), 462. Basso (Angl.), 463. Basso (Angl.), 464. Basso (Angl.), 465. Basso (Angl.), 466. Basso (Angl.), 467. Basso (Angl.), 468. Basso (Angl.), 469. Basso (Angl.), 470. Basso (Angl.), 471. Basso (Angl.), 472. Basso (Angl.), 473. Basso (Angl.), 474. Basso (Angl.), 475. Basso (Angl.), 476. Basso (Angl.), 477. Basso (Angl.), 478. Basso (Angl.), 479. Basso (Angl.), 480. Basso (Angl.), 481. Basso (Angl.), 482. Basso (Angl.), 483. Basso (Angl.), 484. Basso (Angl.), 485. Basso (Angl.), 486. Basso (Angl.), 487. Basso (Angl.), 488. Basso (Angl.), 489. Basso (Angl.), 490. Basso (Angl.), 491. Basso (Angl.), 492. Basso (Angl.), 493. Basso (Angl.), 494. Basso (Angl.), 495. Basso (Angl.), 496. Basso (Angl.), 497. Basso (Angl.), 498. Basso (Angl.), 499. Basso (Angl.), 500. Basso (Angl.), 501. Basso (Angl.), 502. Basso (Angl.), 503. Basso (Angl.), 504. Basso (Angl.), 505. Basso (Angl.), 506. Basso (Angl.), 507. Basso (Angl.), 508. Basso (Angl.), 509. Basso (Angl.), 510. Basso (Angl.), 511. Basso (Angl.), 512. Basso (Angl.), 513. Basso (Angl.), 514. Basso (Angl.), 515. Basso (Angl.), 516. Basso (Angl.), 517. Basso (Angl.), 518. Basso (Angl.), 519. Basso (Angl.), 520. Basso (Angl.), 521. Basso (Angl.), 522. Basso (Angl.), 523. Basso (Angl.), 524. Basso (Angl.), 525. Basso (Angl.), 526. Basso (Angl.), 527. Basso (Angl.), 528. Basso (Angl.), 529. Basso (Angl.), 530. Basso (Angl.), 531. Basso (Angl.), 532. Basso (Angl.), 533. Basso (Angl.), 534. Basso (Angl.), 535. Basso (Angl.), 536. Basso (Angl.), 537. Basso (Angl.), 538. Basso (Angl.), 539. Basso (Angl.), 540. Basso (Angl.), 541. Basso (Angl.), 542. Basso (Angl.), 543. Basso (Angl.), 544. Basso (Angl.), 545. Basso (Angl.), 546. Basso (Angl.), 547. Basso (Angl.), 548. Basso (Angl.), 549. Basso (Angl.), 550. Basso (Angl.), 551. Basso (Angl.), 552. Basso (Angl.), 553. Basso (Angl.), 554. Basso (Angl.), 555. Basso (Angl.), 556. Basso (Angl.), 557. Basso (Angl.), 558. Basso (Angl.), 559. Basso (Angl.), 560. Basso (Angl.), 561. Basso (Angl.), 562. Basso (Angl.), 563. Basso (Angl.), 564. Basso (Angl.), 565. Basso (Angl.), 566. Basso (Angl.), 567. Basso (Angl.), 568. Basso (Angl.), 569. Basso (Angl.), 570. Basso (Angl.), 571. Basso (Angl.), 572. Basso (Angl.), 573. Basso (Angl.), 574. Basso (Angl.), 575. Basso (Angl.), 576. Basso (Angl.), 577. Basso (Angl.), 578. Basso (Angl.), 579. Basso (Angl.), 580. Basso (Angl.), 581. Basso (Angl.), 582. Basso (Angl.), 583. Basso (Angl.), 584. Basso (Angl.), 585. Basso (Angl.), 586. Basso (Angl.), 587. Basso (Angl.), 588. Basso (Angl.), 589. Basso (Angl.), 590. Basso (Angl.), 591. Basso (Angl.), 592. Basso (Angl.), 593. Basso (Angl.), 594. Basso (Angl.), 595. Basso (Angl.), 596. Basso (Angl.), 597. Basso (Angl.), 598. Basso (Angl.), 599. Basso (Angl.), 600. Basso (Angl.), 601. Basso (Angl.), 602. Basso (Angl.), 603. Basso (Angl.), 604. B

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,00
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,46

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	la m/m cl.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	39,00	38,60
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	25,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)



L'ORGANISATION EUROPEENNE POUR
DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES
DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL (E.S.O.)
cherche des candidatures pour le poste de

PHOTOGRAPHE

dans le laboratoire «ATLAS DU CIEL» du Siège de l'ESO
à Garching près de Munich, République Fédérale d'Allemagne.

FORMATION : apprentissage complet (ou formation équivalente) comme photographe, bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand. Une certaine connaissance de l'autre langue est souhaitable.

EXPERIENCE ET CONNAISSANCES : plusieurs années d'expérience pratique comme photographe avec une connaissance étendue des différentes pratiques et techniques des chambres obscures.

FONCTIONS : responsabilité de la section photographie (couleur et noir et blanc) dans le laboratoire «Atlas du Ciel» de l'Organisation Européenne pour des Recherches Astronomiques dans l'Hémisphère Austral (ESO) à Garching. Gestion journalière de la section où sont faites des photographies techniques et publicitaires d'une grande qualité astronomique. Organisation et prise de photos techniques pour les différentes divisions de l'Organisation. Discussion et solution de problèmes techniques de photographie avec astronomes et techniciens.

LIEU DE TRAVAIL : Garching près de Munich, République Fédérale d'Allemagne.

PRISE DE FONCTION : 1.9.1980

REMUNERATION : La rémunération dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple, pour un membre du personnel non-résident, ayant deux enfants à charge, la rémunération nette exempte d'impôt sur le revenu ne sera pas inférieure à 7400,- francs français par mois.

Les candidatures doivent être transmises avant le 15 avril 1980 au Service du Personnel - EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY Schleierstrasse 17 - D-8046 Garching B. München Tél. : 089/3204041

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité n'est à priori exclue.

TRADUCTEURS-REDACTEURS DE LANGUE FRANÇAISE NATIONS UNIES

Un examen d'aptitude aux fonctions de traducteur-rédacteur de langue française aura lieu le 18 juin 1980 en vue de pourvoir des postes vacants dans la Division de traduction du Secrétariat de l'ONU à New-York ou ailleurs selon les besoins de service dans d'autres lieux d'exécution, notamment en Afrique et en Asie. L'Organisation initiale pourvue à une nomination à titre définitif. L'Organisation tient à recruter des candidats qui entendent rester à son service de façon durable.

Les candidats doivent avoir le français comme langue principale et être titulaires d'une licence ou diplôme de niveau égal délivré par une Université de langue française ou d'équivalent. Il faut entendre par «langue principale» la langue dans laquelle les candidats se considèrent le mieux aptes à traduire. Les candidats doivent avoir une parfaite maîtrise du français et une excellente connaissance de l'anglais et d'un moins une autre langue officielle de l'ONU, à savoir : l'arabe, le chinois, l'espagnol ou le russe. Pourront également être admis à se présenter à l'examen les candidats qui, à défaut d'une deuxième langue officielle, possèdent un diplôme universitaire dans un domaine économique, juridique, scientifique ou technique. Les candidats qui auront réussi à cet examen et dont l'engagement sera recommandé pourront être nommés en qualité de traducteurs-rédacteurs avec un traitement brut de 12.000 dollars par an plus une indemnité de poste (qui s'élève à New-York à un minimum net de 2.000 dollars par an) et des indemnités pour charges de famille.

Pour obtenir les formulaires de demandes d'admission à l'examen ainsi que des textes d'épreuves d'examen, prière d'écrire à :

Section de Recrutement du Secrétariat
(Traducteurs français), Bureau 308, ONU
Palais des Nations
1211 Genève 10 (Suisse).

En envoyant une étiquette autocollante mentionnant nom et adresse pour réponse.

Les formulaires, dûment remplis, devront parvenir au service sus-mentionné avant le 28 mars 1980.

BOSSARD CONSULTANTS

en el marco et su desarrollo en Espana, busca un
INGENIERO DE ORGANIZACION
CONFIRMADO

con una experiencia de 5 a 10 años en empresa consultora o en el seno de una gran sociedad.

Este puesto que presenta importantes perspectivas de carrera, corresponderá a un ingeniero de Gran Escuela (X, MINES, CENTRALE,...) BILINGUE FRANCES-ESPANOL.

- Lugar de residencia : MADRID

- Remuneración en función de la experiencia.

8

Envier curric, vitæ y foto a Monique LALANNE
BOSSARD Consultants - 12, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX.

Cabinet Conseil Fiscal
clientèle et implantation internationales recherche pour
ABIDJAN

fiscaliste confirmé

5 ans d'expérience minimum, Bonne connaissance de l'ANGLAIS.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 5990 à :

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARIGNO 75001 PARIS/OUTREMER

Directeur Amérique Latine

Nous sommes un laboratoire français cosmétologique et pharmaceutique
de dimension internationale

Dans le cadre de l'extension de notre présence sur les marchés étrangers, nous cherchons le DIRECTEUR AMERIQUE LATINE. Responsable d'un centre de profit dont les perspectives sont particulièrement intéressantes, il est chargé de développer sur le continent SUD-AMERICAIN le vente des produits cosmétologiques et pharmaceutiques du laboratoire par le biais :

- de l'exportation directe,
- de la concession de licences,
- de contrats avec des distributeurs,
- de la création de filiales locales.

A son actif, il e :

- Une formation à la fois commerciale, technique et juridique.
- Une connaissance parfaite du français et de l'espagnol ou du portugais.
- Si possible, une expérience de la vie des affaires en Amérique Latine.

Après une période de formation en France, il devra résider sur place.

Envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée) en précisant sur l'enveloppe la réf. 3947 M à



(Réponse et discrétion assurées).

Directeur Administratif

Haut Niveau - Alger

L'entreprise RAZEL Frères recherche pour sa filiale à ALGER (C.A. 500 Millions - 4 500 personnes) un

DIRECTEUR ADMINISTRATIF DE HAUT NIVEAU.

Ce responsable sera chargé de seconder le Directeur Général pour tout ce qui concerne la gestion et l'administration de l'entreprise.

Le poste sera confié à un cadre confirmé :

- De formation supérieure,
- Ayant déjà exercé un emploi de haut niveau équivalent, si possible, dans le bâtiment et les travaux publics.

- Capable de maîtriser l'ensemble du domaine administratif, juridique et comptable dans le cadre d'une gestion informatisée.

La sélection est élevée en rapport avec l'importance de la fonction.

Les avantages liés à l'expatriation sont nombreux, les garanties sont des plus fiables.

GENISIDER

Ecrire avec C.V. détaillé à
Entreprise RAZEL Frères
Christ de Sacy - B.P. 109
91403 ORSAY cedex.

EXPERT SUCRIER

ABIDJAN

La Société

occupe une

place de premier plan

dans le développement de

l'agriculture de la Côte d'Ivoire

Elle a créé et mis en exploitation

six complexes sucriers qui produiront à

court terme 300.000 tonnes de sucre.

Collaborateur direct du Directeur Général,

mais sans responsabilité hiérarchique, le cadre

recherché aura un rôle de conseil et de coordi-

nateur pour toutes les actions à mener en

vue d'assurer la bonne marche et la rentabi-

lité des six installations (choix des options

techniques, maintenance, gestion administra-

tive et financière...).

Formation ingénieur A&M, ENSIC ou

équivalent. Expérience sucrière comme

minimum 10 ans (fabrication et direction

usine). Pratique courante de l'anglais. Bonnes

connaissances gestion.

Ce poste de responsabilité bien rémunéré ne

peut convenir qu'à un cadre de direction de

haut niveau alliant autorité naturelle et con-

naissances techniques approfondies de la

spécialité. Avantages habituels expatriés.

Adresser CV détaillé s/réf. 09905 M à

Paul Louis QUINIOU

Conseil en Recrutement de Cadres

39, Champs Elysées 75008 PARIS.

BRASSERIES ET GLACIERES INTERNATIONALES

recherchent pour le

CAMEROUN

UN INGENIEUR

TRAVAUX NEUFS

chargé

- du contrôle des travaux de génie civil et

- du montage de brasseries au CAMEROUN

- des relations avec les entreprises locales

- des monteurs délégués par les entreprises

étrangères.

Quelques années d'expérience dans un poste

travaux neufs en industrie alimentaire.

Contrat expatrié.

Envoyer CV, photo et prétentions

sous N°7521 à PARFRANCE Annonces

4, rue Robert Estienne - 75008 Paris

qui transmettra

emplois internationaux

Cette classification permet aux
sociétés nationales ou internationales
de faire publier pour leur siège ou leurs
établissements situés hors de France
leurs appels d'offres d'emploi.

GRANDE ENTREPRISE DE B.T.P.

présente dans 24 pays

recherche pour important chantier Génie Civil

à HONG KONG

un

INGENIEUR

TRAVAUX

(Minimum 35 ans - Formation Grande Ecole -

10 ans expérience similaires).

- Il réalisera les ouvrages béton armé et pré-

contraint (viaduc - station)

- participera à la construction de tunnels,

tranchées profondes et galeries.

Envoyez CV, photo et prétentions

sous référence 9731 à L.T.P.

31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

Cedex 02 - qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour

OUTRE-MER

INGENIEUR

GRANDE ÉCOLE

ÉLECTRONICIEN

à spécialisation informatique scientifique

35 ans environ

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions et photo

sous n° 49346 à CONTEXTE Publiété, 20, avenue

de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01, qui transmettra.

JEUNE INGENIEUR

AGRONOME

spécialité semencière plantes

pour poste responsabilité

dans Centre recherches

Afrique francophone

I.R.H.O.

11, square Pétrarque 1167

Téléph. : 522-60-25

INGENIEURS, TECHNICIENS DE TOUT NIVEAU

construction managers, requis

pour l'étranger. Bilingue fran-

çais/anglais indispensable. Env.

C.V. à P.O. Box 20 36 Bruxelles

1000 BRUXELLES.

SCAT

Travail temporaire

recruté d'urgence

pour chantier Côte d'Ivoire

CHEF DE CHANTIER

électricien

en très haute tension et

CHEF DE CHANTIER

en électricité bâtiment.

Références exigées.

Adresser C.V. et photo et prétentions

à n° 49314 CONTEXTE Publiété,

20, avenue de l'Opéra, Paris-16.

Société Internationale d'électroménager recrute

HOMME DE TERRAIN

pour le MOYEN-ORIENT

Après un stage de formation

assuré en France, il devra être

capable d'enseigner, former et

animer une équipe de vendeurs

et démonstrateurs pour coordon-

ner nos points de vente au

Moyen-Orient.

ARABES ET FRANÇAIS

INDISPENSABLES

Situation d'avvenir, pour homme

jeune et dynamique.

Envoyer C.V. et photo à :

PROFILCO - 53, rue de Rome,

75002 PARIS

ALLEMAGNE

EURO - SPRACHSCHUL -

ORGANISATION

(21 écoles en Allemagne)

recherche

PROFESSEUR DE FRANÇAIS

à partir d'août-sept. 1980 pour

contrat de 1 ou 2 ans renouvel-

lable. Allemands et expé-

rience commerciale souhai-

tes. C.V. photo et diplômes à

EURO-SPRACHSCHULE

Herzstr. 39, D-6750 Aschaff-

enburg, R.F.A. (interviewer

PARIS, avril/mai 1981).

L'Université d'Augsbourg

recherche

au 1-01-154-1990

à la rubrique 1-10-1990

UN LECTEUR QUALITÉ

POUR LE FRANÇAIS

Groupe de rémunération II, a

avant licence, bonne connais-

sance de l'allemand et expé-

rience d'enseignement.

Les candidatures avec C.V. et

certificats sont à adresser à :

Sprachzentrum der Universität

Augsburg, Eichleinstr. 31,

8300 Augsburg

Dans le cadre de ses actions

de Coopération, l'Institut National

PolYTECHNIQUE de Louvain

recherche des

SEIGNANTS en

MATHÉMATIQUES

PHYSIQUE

CHIMIE

INFORMATIQUE

RESISTANCE DES MATERIAUX

ELECTROTECHNIQUE

CONSTRUCTION MECANIQUE

FABRICATION

MECANIQUE P

MECANIQUE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Un des leaders de la transformation des thermoplastiques à usage industriel recherche pour son Usine de La Verpillière, à 20 Kms à l'Est de Lyon, son

directeur d'usine

Il s'agit d'une unité de production de 160 personnes travaillant en très grandes séries par injection. Rattaché directement à la Direction des Usines située près de Dijon, le candidat par son autonomie sera entièrement responsable de la production, des résultats, de la rentabilité des investissements et d'une manière générale de la gestion des hommes et des moyens. Le poste convient à un ingénieur de 30 ans minimum, de formation mécanique de type AM, ECAM ou similaire, souhaitant un développement de carrière au sein d'un groupe à vocation internationale.

Ecrire Cabinet GATIER
32 rue Barrême - 69006 LYON
(Référence 210)

SOCIÉTÉ D'ORDINATEURS TEMPS RÉEL

MODCOMP

en expansion, recherche

TECHNICIEN MAINTENANCE

de niveau O.E.U.

POUR LA RÉGION SUD-LYON
Formation Paris et Louviers
Statut cadre - voiture - déjeunement -
Rémunération forfaitaire 90 000 à 100 000 F.

Contacteur DADIA CLAUDE
MODCOMP, 17, Z. des Soles,
91115 - 91513 RUGGIA
(téléphone : 988-72-94 ou le soir 944-08-40).

ALUMINIUM PECHINEY

Filiale du
Groupe



VOUS ETES INGENIEUR
(X, MINES, CENTRALE, ENSEEG, PC)
OU CADRE (HEC, ESSEC, ESCP, IEP)
vous débutez,
vous parlez bien l'anglais,

Nous recherchons pour nos Etablissements des Alpes, Sud-Est et Pyrénées,

de jeunes ingénieurs et cadres fonctionnels débutants intéressés par des carrières commençant par des postes d'

ingénieurs de production

dans ses activités d'électrolyse d'aluminium (production, ingénierie, assistance technique ou gestion pourront ensuite les conduire à des activités à l'étranger où la Groupe réalise plus de 60% de sa production d'aluminium).

ingénieurs de recherche

dans ses activités de recherche et développement de l'aluminium et de ses débouchés (production, assistance technico-commerciale, marketing industriel pourront leur assurer par la suite des évolutions de carrière variées en France et à l'étranger).

cadres commerciaux

dans ses activités de ventes internationales d'aluminium brut (après quelques années dans des fonctions extrêmement formatrices basées à Paris, ils pourront évoluer vers des postes à l'étranger où le Groupe réalise plus de 50% de son chiffre d'affaires).

cadres gestion du personnel

dans ses établissements industriels et de recherche (cette fonction de premier plan, par la variété de ses aspects relationnels, sociaux, économiques, juridiques, prépare à des évolutions de responsabilité au sein de la filière sociale et dans des domaines variés de la gestion administrative).

Si ces perspectives vous intéressent adressez votre dossier de candidature à
DRP Recrutement, 23, rue Balzac 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ IMPLANTÉE À STRASBOURG
(300 personnes, 200 M de CA)
recherche pour faire face à son développement

RESPONSABLE DE L'INFORMATIQUE

La mission sera double :

- assurer la bonne marche d'un service informatique (6 personnes) travaillant sur IBM 4331 ;
- participer au développement de nouvelles applications dans tous les domaines de l'entreprise, en collaboration avec le service organisation et les services utilisateurs.

Une expérience d'encadrement d'équipe informatique est indispensable.

Compétences souhaitées : titulaires OCS, base de données DEL.

CADRES EN ORGANISATION

Ils effectueront des missions d'analyse et de conception pour les différents services de l'entreprise (production, achats, relations clients, gestion commerciale...).
 Nous recherchons donc des candidats jeunes, dynamiques, ayant une première expérience de l'entreprise, de formation supérieure scientifique ou commerciale.

Env. C.V., photo et présentations au réf. T. 32.000 M
BOUCHÉ-PIERRE
85 bis, rue Beaumais, 67002 STRASBOURG.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen recherche

CONSEILLER EN GESTION INDUSTRIELLE

« INNOVATION »

pour réaliser des interventions de Conseil et d'Animation auprès des P.M.I. qui ont des potentialités de développement à partir de leur technologie et/ou de leur marché.

Les candidats devront avoir une Formation Technico-Commerciale (B.T.S., D.T.T., D.N.A.M.) et une Formation de Gestion et Commerciale (B.S.C., A.S.E.) ou similaire.

Expérience entreprise : 3 ans min. indispensable, serait appréciée sur nouveaux produits.

Sans de l'analyse et des contacts, motivation pour le développement de la région, aptitude pour le travail en équipe.

Adressez C.V., photo, présentations à : C.C.I. CAEN
41, bd du Maréchal-Leclerc, 14038 CAEN CEDEX.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recherche

pour gestion du crédit client et conseil auprès de son réseau de concessionnaires.

CONSEILLER DE GESTION

- E.S.C. ou équivalent.
- Jeune, même débutant.
- Formation assurée.
- Sans des contacts humains.

Env. C.V. et photo à DUQUESNE PIERRE S.A.
Crédit Gestion, CEDEX 2022, 75049 BOULV.

responsable système Rouen

Un groupe d'assurances installé dans la verdure vous propose d'animer la petite équipe qui prépare la migration de DOS-VS vers VSE sur ses deux 4341 qui supportent un réseau de 120 terminaux aujourd'hui, 400 demain.
Ingénieur de formation, vous avez participé à la création d'un réseau et acquis une solide pratique du système sur gros matériels IBM. Sachez qu'une bonne réussite dans ce poste doit vous conduire naturellement à superviser aussi l'exploitation.
Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 3688 LM) à « Carrières de l'informatique ».



Les FERMETURES FMB VENDÔME
Ce fabricant connu de menuiseries et de
fermetures cherche, pour Vendôme (41)

un chef comptable

Sa mission : organiser le travail de son équipe (21 personnes), améliorer les procédures existantes, gérer la comptabilité générale, développer la comptabilité analytique et le contrôle de gestion, consolider les comptes (trois filiales), suivre la trésorerie, participer au développement de l'entreprise (en liaison avec le responsable) et, bien sûr, fournir rapidement à la Direction Administrative bilans et CE.
C'est une belle situation pour un professionnel de 32 ans minimum, ayant des talents d'organisateur et d'animateur et une expérience en cabinet et en entreprise.
Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 3773 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - ULLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SINTEC

SESA

Société française à activité internationale spécialisée dans l'ingénierie de systèmes informatiques et la fourniture de systèmes clés en main recherche pour son agence de Rennes un

ingénieur informaticien

Chef de projets

pour la réalisation d'un système de gestion conversationnelle.
Expérience souhaitée de la mise en place d'un système de gestion de bases de données.
Prendre contact soit avec Monsieur GUEGAN. Tél. : 18.99.30.86.96 soit avec la Direction du Personnel SESA. Tél. : 776.41.00, 30, quai National, 92806 PUTEAUX.

MOLINIER S.A.
Premier fabricant français
de bandes à pensement
recherche un

INGÉNIEUR CHEF DES SERVICES TECHNIQUES

Profil : 32 ans minimum • Grande école d'ingénieurs avec spécialisation textile ou école supérieure textile
• Expérience approfondie de la fonction "Méthodes" ou "Recherche et développement" dans une entreprise textile
• Anglais courant, clientèle appréciée.

Missions : Recherche permanente des améliorations de productivité et de qualité • Mise au point et développement de nouveaux produits et procédés de fabrication • Contrôle des rendements et de la qualité des productions.

Lieu de travail : VEAUCHE (42)
Entretiens à Paris et Lyon.
Merci d'adresser votre candidature avec C.V., détails, photo et présentations, sous réf. 3701 F, à :

AVISO 11 quai Rambouillet, 69002 LYON
conseil - réponse et décision assurées

roussel uclaf

recherche pour son usine Chimique située dans la
PUY-DE-DÔME

UN INGENIEUR-DOCTEUR spécialiste en chimie organique

Responsable d'un atelier de fabrication, il devra posséder les qualités permettant de veiller au respect des procédures de production et des plannings, de maintenir les rendements et la qualité des produits et de contrôler l'utilisation des matières premières.

Il devra par ailleurs, s'assurer de l'application des consignes de sécurité et pouvoir organiser le travail des équipes.

Aussi, la responsabilité d'un atelier exige-t-elle un goût réel pour les contacts humains et une certaine disponibilité.

Les candidats intéressés, qui posséderont éventuellement une première expérience peuvent adresser C.V., photo et présentations sous référence 8888/MS A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

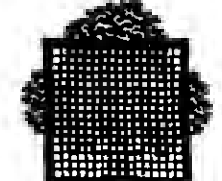
Ingénieurs Electroniciens

L'établissement industriel de CII HONEYWELL BULL BELFORT (2000 personnes) recherche plusieurs jeunes ingénieurs électroniciens/automaticiens de haut potentiel dans les domaines suivants de la fabrication :

- Développement et réalisation d'équipements de tests électroniques
- Développement de moyens de mise au point et de dépannage d'ensembles complexes
- Mise en place des moyens permettant d'assurer la qualité des semi-conducteurs.

Nous souhaitons compléter nos équipes en place par des jeunes gens motivés, sachant allier un excellent niveau de connaissances théoriques (électronique - microprocesseur - automatisme - informatique) et une capacité à réaliser concrètement les projets dans les délais fixés.

Adressez votre candidature
au Service Recrutement
6, avenue des Usines
90001 BELFORT



Cii Honeywell Bull

Ingénieur Méthodes LYON

Filiale à LYON d'un des premiers groupes français, nous étudions et construisons des matériels de technologie très avancée pour l'industrie électronique, en France et à l'étranger.
L'ingénieur que nous recherchons sera intégré au sein d'une petite équipe responsable d'activités méthodes. Il aura pour rôle, en relation avec les usines, d'optimiser la fabrication des équipements (étude critique des plans et spécifications, des procédés et outillages, etc.) De solide formation mécanique et technologique (AM, ECL, IDN ou équivalent), il justifiera d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans et connaîtra bien les problèmes de fabrication, d'usage et montage d'appareils de séries.

Les candidatures accompagnées d'un CV détaillé sont à adresser s/céf. 5895 M à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra rapidement.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FABRICANT MEUBLES HAUT DE GAMME
Leader en Europe recherche

RESPONSABLE COMMERCIAL

Niveau Etudes Supérieures, personnalité dynamique, forte et enthousiaste pour prendre en main, en qualité de chef de produit, le lancement et l'implantation d'une collection originale sur le plan national.
30 ans environ, solide culture générale, nécessité absolue au produit et connaissances approfondies en matière de marketing, avoir l'esprit d'équipe et un excellent contact.
Le candidat devra habiter la région lyonnaise, être organisé et efficace, avoir l'esprit d'équipe et un excellent contact.
Niveau rémunération 50/55 000 F + frais.
Statut cadre, bonnes perspectives possibles.
Envoyer lettre manuscrite, CV, Réponse et discrétion assurées s/réf. 038001 à :

DEIN-MARKETING
33, rue Cassini
69003 LYON

Un groupe industriel français d'envergure internationale recrute le

directeur commercial

d'une de ses divisions en forte expansion dans un domaine comprenant produits industriels et instrumentation scientifique.
Cette importante fonction de marketing-manager recouvre la prise en charge de la politique commerciale, en France comme à l'exportation, dans tous ses développements. Elle intéresse un ingénieur INSA - ECAM CYAM, âgé d'au moins 35 ans, connaissant bien le domaine technique considéré.

Une première expérience d'encadrement paraît souhaitable pour diriger et animer une équipe commerciale d'une quarantaine de personnes.
L'Anglais est naturellement indispensable, l'Allemand serait un atout.
Le poste est à pourvoir dans une agréable ville de province.
Le niveau de la rémunération sera fonction de l'expérience du candidat retenu.

Un dossier de candidature est à adresser, sous réf. 78465 M à HAVAS CONTACT
156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

Ingénieur méca.

CONCEPTION DES PRODUITS

Nous recherchons un ou deux ingénieurs méca. pour être les « trouvez réalistes » de notre équipe Recherche-Concept.
Par une connaissance et une analyse permanentes de nos marchés, de l'évolution possible de l'environnement de nos machines (exportés à 70 %), ils créeront par leur excellente capacité de synthèse les schémas d'architecture de nos futurs matériels.
Disponibilité physique et mentale, enthousiasme, pragmatisme, curiosité et réalisme sont parmi les critères rassemblés qui nous intéressent.
Ce poste se situe en province Atlantique.
Adresser CV détaillé à photo et prétentions sous réf. 842840 M à : Régie Presse - 85, bis rue Réaumur - 75002 PARIS.

4, rue Massenet 75016 Paris



LE GROUPE LAFARGE

(23.000 personnes) diversifié par ses types d'activités et ses implantations géographiques dans le monde entier, désire maintenir sa compétitivité internationale par son avance technologique et propose des carrières à des ingénieurs Grande Ecole ou équivalent motivés par la recherche et le développement de techniques nouvelles.

5 postes sont à pourvoir :

Ingénieur aérolicien confirmé

Spécialiste des problèmes d'écoulement des gaz chargés, il aura un rôle important d'étude, de recherche sur maquettes et de conseil auprès des exploitants.
Ce poste nécessite une solide formation de base (ECP, Mines, ENSTA, Doctorat) et une pratique de travaux similaires dans des sociétés de conception de gros équipements pour la sidérurgie, la pétrochimie...
Poste : vallée du Rhône. réf. DY 472 AM

Physicien du solide

Il sera intégré à une petite équipe de recherche de base et, par ses travaux personnels et en se tenant constamment informé des recherches dans ce domaine sur le plan international, il assurera les orientations futures de la recherche appliquée et de développement.
Ce poste convient à un chercheur confirmé (connaissances des hautes températures appréciables) ayant une réelle curiosité scientifique et le sens de la communication de ses connaissances.
Poste : région parisienne. réf. PZ 473 AM

Ingénieur physico-chimiste ENSC + DEA... Doctorat apprécié.

Dans le département de recherche appliqué, il sera chargé, dans le cadre d'un budget dont il est responsable, de mener des travaux de mise au point de produits ou de principes de fabrication.
Ce poste implique une première expérience de recherche (3 à 5 ans) en milieu industriel de préférence, des connaissances approfondies en physico-chimie, une bonne pratique des méthodes d'analyse et d'investigation.
Poste : vallée du Rhône. réf. RB 474 AM

Ingénieur procédés nouveaux ECP, Mines, AM

Sa mission sera de rechercher et de développer de nouveaux procédés afin d'optimiser les performances des unités existantes et définir les principes d'installations futures.
Ce poste intéresse un ingénieur grande école ayant si possible quelques années d'expérience dans une industrie de process (à des fonctions d'études et de procédés).
Poste : vallée du Rhône. réf. SC 475 AM

Ingénieur procédés ECP, Mines, AM - débutant

Le rôle du service auquel il sera affecté est d'apporter une assistance technique aux usines afin d'optimiser la fabrication et de définir les investissements nouveaux.
Ce poste nécessite de bonnes bases scientifiques et techniques, des qualités de contacts avec les exploitants.
Poste : vallée du Rhône. réf. TD 476 AM

Pour ces différents postes, des possibilités de carrière diversifiées sont ouvertes, au sein du groupe, pour des ingénieurs de premier plan.
La connaissance de l'anglais est indispensable. La connaissance supplémentaire d'une autre langue étrangère est souhaitée.

ROBERT BOSCH (France) S.A.

recherche pour son Département Etudes Electroniques

ingénieur· électronicien

Le candidat retenu aura une bonne expérience de l'étude (matérielle et logicielle) d'équipements industriels de commande spécialement dans le domaine de la machine outil.
La connaissance d'une langue étrangère sera très appréciée.
Il aura pour mission de participer, au sein d'une équipe de recherche, au développement d'une nouvelle gamme d'équipement de commande numérique de machines outil faisant appel à la technologie des microprocesseurs et appuyée à une diffusion mondiale.
Poste sédentaire à pourvoir à SAINT-ETIENNE (42).



Adresser CV manuscrit, prétentions et photo au Département Gestion du Personnel 32, avenue Michelet 93404 St-Ouen.

RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS

rattaché directement au responsable d'une unité de montage, il aura pour mission d'assurer l'alimentation des chaînes dans le cadre de fabrications en grandes séries, d'optimiser le niveau des stocks et de gérer l'ensemble du personnel des approvisionnements et magasins (58 personnes).
Il aura à sa disposition des moyens informatiques décentralisés.
Ce poste convient à un tempérament de gestionnaire ayant au minimum 30 ans et une expérience similaire permettant le recul devant la modernisation de cette fonction.
Ecrire Cabinet GATIER, 32 rue Barrême 69006 Lyon. (réf. 220).

Cabinet Gatier

Pour Société fabrications métalliques DORDOGNE

COMPTABLE CONFIRMÉ

Comptabilité générale, éléments d'analyse, établissement des situations trimestrielles, bilan fiscal, déclarations fiscales et sociales, suivi et prévisions trésorerie, relations banques, payés, personnel.
Travaillera en contact direct avec contrôle de gestion et direction.
Ecrire avec C.V., photo et présent. à N° 13 687 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

SI LA VENTE A DES PROFESSIONNELS VOUS INTÉRESSE RÉELLEMENT

MICHELIN

propose à des jeunes gens même sans expérience une **CARRIÈRE DE TECHNICO-COMMERCIAL**

- Vous êtes libéré des obligations militaires ;
- Votre niveau BAC - DUT - BTS - LICENCE sera apprécié et vous aiderez, mais plus encore votre sens de la communication, votre goût pour les problèmes techniques, votre dynamisme.
- Après une formation rémunérée de six mois, votre responsabilité s'étendra sur un département français, et votre objectif commercial consistera à :

VENDRE NOS PRODUITS et ASSURER UNE ASSISTANCE TECHNIQUE

- Après une période d'intégration et quelques années d'expérience, l'importance internationale du groupe vous permettra d'accéder à une situation à votre dimension en France ou à l'Étranger.



Adresser votre candidature et C.V. détaillé à :

MICHELIN
SP 33/9934 B
63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

Si, dans le contexte de l'entreprise où vous travaillez, vos possibilités sont trop réduites et ralenties par des circonstances qui n'ont rien à voir avec vos connaissances et vos performances, vous devriez immédiatement saisir l'occasion que nous vous offrons et nous écrire.

Nous sommes une des plus grandes firmes américaines de conseil en management et réputation mondiale. Nous cherchons actuellement plusieurs candidats âgés de vingt-cinq à trente ans comme :

JUNIOR CONSULTANTS OU MANAGEMENT TRAINEES

Dans le cadre de nos activités, la progression de votre carrière dépendra de vos connaissances et de vos aptitudes. Vous ne connaîtrez pas un travail de routine car nos activités incluent la production, la distribution, la vente, le marketing et la formation du personnel.

Nos clients ont d'importantes sociétés dans tous les secteurs de l'économie et sont répartis dans toute la France, ce qui vous appellera à voyager chaque semaine.

Dans notre société, de jeunes licenciés en économie, gestion d'affaires, sociologie, psychologie, etc., ont les meilleures chances. Mais, même si vous n'êtes pas diplômé, vous n'êtes pas exclu d'avance et vous pouvez prouver une solide expérience dans les relations humaines.

Une connaissance approfondie de l'anglais est nécessaire, la connaissance de l'allemand ou du néerlandais serait un avantage. Pour les éléments les plus valables, une rémunération élevée est prévue après la période de formation. Si vous êtes intéressé par cette opportunité, envoyez votre curriculum vitae (en mentionnant votre salaire actuel et, de préférence, le numéro de téléphone où l'on peut vous joindre aux heures de travail).

Ecrire sous le numéro de référence LM 10/02/80.

INSIGHT PUBLICATIONS S.A.

Boulevard de la Cambre 42 - Boite 13 - 1050 BRUXELLES (Belgique), qui transmettra.

ETABLISSEMENT BANCAIRE DE 1er PLAN recherche pour Alsace Sud

CHEF DE SERVICE ETRANGER

COMMERCE EXTERIEUR

Une formation bancaire supérieure et une expérience pratique de plusieurs années dans le traitement des opérations internationales (transferts, rapatriements, crédits documentaires, Swift, réglementation des changes) sont indispensables.
Il faut de plus savoir efficacement gérer et animer un service de plusieurs personnes.
Allemand et anglais demandés.

Envoyer dossier détaillé et prétentions s/réf. 984 M à : FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 PARIS. Discrétion assurée.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

MAISON INTERNATIONALE D'ÉDITION
RECHERCHEUR RESPONSABLE DE NOTRE PUBLICITÉ DIRECTE

Il s'agit d'un poste de responsabilité importante, nécessitant une expérience de plusieurs années dans le domaine de la publicité internationale. Le candidat devra être capable de gérer une équipe et de développer des relations avec des clients étrangers.

Adresser CV détaillé à photo et prétentions sous réf. 842840 M à : Régie Presse - 85, bis rue Réaumur - 75002 PARIS.

emplois régionaux

dirigeant de société

Technique automobile

Une société spécialisée dans la conception et la fabrication de pièces automobiles recherche un dirigeant expérimenté pour superviser les opérations de production et de développement.

Le candidat devra avoir une solide formation technique et une expérience de gestion d'équipe.

Adresser CV détaillé à photo et prétentions sous réf. 842840 M à : Régie Presse - 85, bis rue Réaumur - 75002 PARIS.

sema selection

SA THIMON
Thermique - Conditionnement - Emballage

Alais-Bains Savoie

Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour superviser les opérations de production et de développement.

Le candidat devra avoir une solide formation technique et une expérience de gestion d'équipe.

Adresser CV détaillé à photo et prétentions sous réf. 842840 M à : Régie Presse - 85, bis rue Réaumur - 75002 PARIS.

INGENIEURS D'ETUDES

PROJETEREURS

Nous recherchons également à recruter un : **JEUNE INGENIEUR** pour notre activité SAT matériel thermique

Techniciens d'après-vente

Nous recherchons des techniciens expérimentés pour superviser les opérations de production et de développement.

Le candidat devra avoir une solide formation technique et une expérience de gestion d'équipe.

Adresser CV détaillé à photo et prétentions sous réf. 842840 M à : Régie Presse - 85, bis rue Réaumur - 75002 PARIS.

CONTREMAÎTRES DE TISSAGE

Spécialistes des machines SAUBER - DORRER - SULZER

Placements - Bonne rémunération

Adresser CV détaillé à photo et prétentions sous réf. 9306 à : VALENTIN CONSEIL, 81, rue de Valenciennes - 75002 PARIS.

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES PTT

ENS.PTT

46, rue Barault, 75634 PARIS CEDEX 13

4 places

diplômes requis pour le concours d'entrée à l'ENSA

8 places

Polytechnique, ENSAE (div. 1), Centrale, HEC, ESSEC, INSEAD, Normales Sup. (Jussieu, Sèvres, St-Cloud, Fontenay, Cachan)

Épreuves les 24 et 25 avril 1980

Études rémunérées : trois ans dont 17 mois à l'ENSA

VOUS SEREZ ADMINISTRATEUR

• au Secrétariat d'État aux Postes et Télécommunications
• dans les Directions importantes de Paris ou de Province

VOUS ACCÈDerez AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS

Directeur à l'Administration Centrale, Inspecteur général, Chef de service régional et départemental, Directeur d'établissement

RENSEIGNEMENTS : (1) 566.10.24 (1) 566.24.76

INSCRIPTIONS

JUSQU'AU 27 MARS 1980

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX PTT
Direction du Personnel
et des Affaires Sociales - Bureau B 2
B.P. 300 75624 Paris Cedex 13

Notre Division
Gestion de Production



IMPORTANT
CENTRE INFORMATIQUE
proche banlieue Sud-Ouest
équipé ordinateurs IBM avec réseau T.P.
recherche

**Ingénieur
d'Exploitation**

Responsable préparation - planning - salle
ordinateur.
Formation Ingénieur si possible spécialité
informatique.

Envoyer C.V. détaillé avec prétentions à
N. 5808 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris



Jeunes ingénieurs.

Grandes écoles / Universités

La haute technicité de notre matériel et notre dynamisme font de nous un des Leaders dans les domaines.

Du contrôle industriel et de la robinetterie.

Pour poursuivre notre développement, nous recherchons les futurs responsables de nos services.

Recherches - Production - Vente - Marketing

Des possibilités de carrière intéressantes

au sein d'un groupe important,

s'offrent à des candidats de valeur,

débutants ou possédant une première expérience de...

Mécaniciens - Électroniciens - Automaticiens

Si ces perspectives vous attirent,

adressez-nous votre curriculum vitae en indiquant vos centres d'intérêt à :

SEREG

Schlumberger

SEREG

Bruno de Tarré - 100, rue de Paris
91302 Massy

Studio de Carré

Cybernet Services, Service Bureau de CONTROL DATA recherche des

**INGÉNIEURS
COMMERCIAUX**

pour promouvoir et développer auprès
de nos clients les applications
temps partagé de CDC Call

Une première expérience de 2 à 3 ans de contrôle de gestion ou d'audit, un premier contact avec les applications de gestion, vous souhaitez désormais vous affirmer dans une fonction commerciale. Après une période de formation complémentaire technique et commerciale, vous assurerez le suivi et le développement d'applications de gestion décisionnelle (systèmes d'information, planification, budget, trésorerie, etc.) dans un souci constant de recherche en ce domaine.

Envoyer C.V. à M. GARY, CONTROL DATA Direction du Personnel, 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.

GD
CONTROL
DATA

CYBERNET SERVICES
SERVICE BUREAU DE CONTROL DATA

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE MULTINATIONALE
PARIS 18^e
recherche

**RESPONSABLE
SERVICE EXPORT**

minimum 5 ans d'expérience.
Anglais indispensable, notions
allemand ou espagnol appréciées.

Envoyer CV et prétentions à n° 3058.
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

Nous recherchons

**ANALYSTES ET
PROGRAMMEURS**

GRANDS SYSTEMES

• COBOL, PL/1, ASSEMBLEUR
• CICS, IMS/DB, IDS/TDS
• PROTEE, PAC, ATOS

Postes à pourvoir à Paris et en Province
Envoyer C.V. confidentiel à :

APSIDE 40, RUE DE PONTHEU
75008 PARIS - 225.12.48

Ingénieur Electronicien

TRANSAC (Groupe CGE),
leader de la péri-informatique française

recherche pour sa Direction Industrielle un INGENIEUR ELECTRONICIEN.
Débutant ou possédant une première expérience dans le domaine des terminaux
microprocesseurs, il parlera couramment l'anglais.

Sur notre plate-forme d'assemblage de prototypes, nous lui confierons un
rôle d'assistance technique :
• définition des méthodes et appareils de test,
• contrôle des spécifications,
• tests d'endurance, etc...

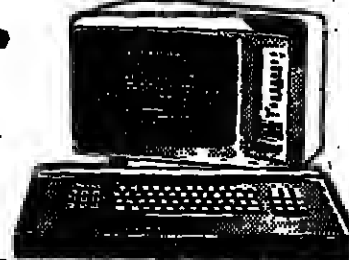
En relation avec les sous-traitants, nos services de Recherche et notre Unité de
fabrication en série, il aura la responsabilité de la réception et de la mise au
point, dans les meilleures conditions, des nouveaux produits sur la plate-forme.

Pour ce poste à pourvoir au Centre de Recherche de la CGE (Essonnel), des
déplacements de courte durée sont à prévoir, surtout en région parisienne.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite,
C.V., photo et prétentions) sous la référence 976-50 M à

transac
groupe CGE

Alfred PRIMARD
Recherche et Développement des Cadres
91680 BRUYERES-LE-CHATEL



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Chef des services comptables

Importante société industrielle, C.A. 2 milliards, effectifs: 4 000, recherche le Chef des Services Comptables.

Mission: sous l'autorité du Chef du Département Comptabilité Groupe, il devra:

- assurer la responsabilité opérationnelle de l'ensemble des services comptables (effectifs 45 personnes) et, plus particulièrement, du service Comptabilité Générale,
- coordonner les travaux de ces différents services pour l'élaboration des états comptables et financiers,
- participer à toute mission ou étude ponctuelle dans le domaine comptable et fiscal,
- contribuer à l'amélioration du système d'information, en liaison avec l'informatique.

Le candidat retenu aura 35 ans minimum, et une solide formation comptable et fiscale (niveau DECS ou équivalent). Il aura acquis une expérience d'au moins cinq ans, dans les mêmes fonctions et au même niveau de responsabilités, dans une société industrielle à forte organisation comptable et informatique.

Lieu de travail: Puteaux.

Séle CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, à R. VERDET, Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Société Industrielle, leader sur nos marchés, nous recherchons des

TECHNICIENS SUPÉRIEURS EN INFORMATIQUE

B.T.S. - D.U.T.

Pour la réalisation et le développement de nos LOGICIELS (processus industriel en temps réel de commande de matériels à hautes performances (tri automatique)). L'appartenance de notre Société à un important groupe industriel français offrira de larges possibilités de carrière aux candidats engagés.

Lieu de travail: très proche banlieue parisienne Nord.

Séle CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous réf. 71543/M à R. VERDET, Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York.

senna informatique

recherche

pour participer à la réalisation d'importants systèmes temps réel:

ingénieurs informaticiens mitra 125-225

(Réf. 10237/M)

ayant 2 à 5 ans d'expérience et une parfaite maîtrise de l'assembleur Mitra 125 et du système MMT2.

ingénieurs programmeurs microprocesseurs

(Réf. 10238/M)

ayant au minimum 6 mois de pratique de la programmation en assembleur sur microprocesseur (Z80, 8080, 6800).

ingénieurs logiciels

(Réf. 10239/M)

ayant une réelle expérience (minimum 1 an) de réalisation de logiciel temps réel/transmission.

Pour certains de ces postes, des séjours en province ou à l'étranger sont à prévoir.

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à J. Hajage, Senna-Sélection: 92126 MONTRouGE - Centre Mitra, 16-18, rue Barbès.

senna selection Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

FUTURS DIRECTEURS D'HYPERMARCHÉS

Un des leaders de la grande distribution implanté en France et à l'étranger désire pour faire face à son expansion renforcer son encadrement de haut niveau. Nous souhaitons rencontrer des candidats justifiant d'une expérience professionnelle en hypermarché, réussie, de 5 ans minimum et désirant accéder à ces fonctions de Direction.

Il sera répondu à tous les candidats, mais ne seront convoqués que ceux dont le profil correspond aux exigences précitées.

Discretion assurée.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référence 86978 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 93300 VINCENNES



HAUSERMANN

bâtir l'avenir de vos locaux

Notre division FRANCE, avec un chiffre d'affaires de 100 millions de Francs, occupe une position de leader dans la commercialisation, l'installation et la production de cloisons amovibles.

Pour compléter notre gamme, nous avons lancé les "TRANSACTUELS de HAUSERMANN", systèmes de cloisons amovibles et de plafonds intégrés. Ces systèmes intègrent les fonctions fondamentales d'éclairage, de climatisation, de décoration et de distribution variable des locaux.

Pour assurer le développement de cette activité, nous recherchons pour la France notre

Responsable promotion

Il aura à faire découvrir à nos clients et prescripteurs la nouveauté d'approche que représente un système de cloisons amovibles et de plafonds intégrés.

Cette activité promotion doit lui permettre de bien définir les besoins du marché, de proposer de nouveaux développements, de concevoir et de gérer des méthodes de suivi de clientèle, apportant une assistance marketing à nos équipes de vente.

Vous connaissez bien le second œuvre bâtiment pour avoir participé à l'aménagement d'immeubles de bureaux ou de bâtiments industriels. Vos qualités d'homme de négociation et de relation sont renforcées par une formation commerciale. Nous aimerions vous rencontrer.

Michel Collet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. B 3933, 1, rue de Berni 75008 Paris.

Bernard Julliet

Psychom

Membre de Syntec

Pour participer à la refonte de son système d'information un important groupe industriel filiale du Groupe CGE

leader dans sa spécialité recherche pour son Siège à LEVALLOIS:

un chef de projet

INFORMATIQUE

Pour lui confier la réalisation d'importants projets utilisant les techniques de télétraitement (CICS/VS) et des bases de données (TOTAL).

Le titulaire du poste directement rattaché au Directeur général de la filiale est responsable de la vente et de la distribution de l'ensemble des produits et des services de la société au plan national.

Il assure une force de vente de 10 technico-commerciaux et de 3 responsables de produits.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur Agréé d'environ 35 ans. Son expérience professionnelle dans les domaines de l'Agro-alimentaire ou du Paro-santé lui a permis d'acquérir une pratique commerciale large et complète (ventes, animation des ventes, distribution...).

Compte tenu du programme d'investissement et du développement important de cette société, il existe pour un professionnel compétent de réelles perspectives de carrière.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 10375 A A

Adresser CV manuscrit à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra, sous référence C4-16.



La Chambre Syndicale des Banques Populaires cherche pour sa division

audit informatique

UN INFORMATICIEN dont l'expérience lui a permis de bien connaître les divers aspects de l'informatique (analyse, programmation, système, exploitation, télétraitement, base de données...). Sa mission consiste à assister les inspecteurs de la Chambre Syndicale dans leur appréciation (sécurité, rentabilité, développement) des 32 centres informatiques du Groupe. De fréquents déplacements sont à prévoir.

Après plusieurs années, il peut évoluer dans le Groupe (Paris ou Province) vers d'autres fonctions correspondant à ses goûts et à ses aptitudes.

Notre consultant J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 8713 LM).

à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



HISPANO-SUIZA

recherche pour BOIS COLOMBES

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

Expérience en fabrication mécanique (5 ans) pour un poste Gestion/Organisation.

Après du Chef de Département, il devra:

- Etablir et suivre les plans de charges.
- Contrôler la gestion de production.
- Participer à l'organisation (définition et mise en place de procédures ou de systèmes informatisés).

Connaissance de l'utilisation de l'informatique nécessaire.

Adresser lettre avec CV et photo aux Relations du travail sous référence G.O. : HISPANO SUIZA 333, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD CEDEX

L'ETABLISSEMENT CENTRAL D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE recherche

un fiscaliste

Justifiant d'une expérience de 5 années acquise soit dans l'administration des impôts soit dans une société fiduciaire

Lieu de travail: Banlieue Ouest Paris

Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous référence 8839 A L.T.P

31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 qui transmettra

Agro-Alimentaire

DIRECTEUR COMMERCIAL

S.A. Produits TROUV France, filiale du groupe Hollandais TROUV international est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'aliments pour animaux et de C.M.V. Elle développe également une activité de services. Située dans l'Aisne, elle réalise un chiffre d'affaires de 65 MF et emploie 90 personnes.

Le Directeur commercial actuel doit prendre d'autres responsabilités dans le groupe, il doit assurer sa succession.

Le titulaire du poste directement rattaché au Directeur général de la filiale est responsable de la vente et de la distribution de l'ensemble des produits et des services de la société au plan national.

Il assure une force de vente de 10 technico-commerciaux et de 3 responsables de produits.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur Agréé d'environ 35 ans. Son expérience professionnelle dans les domaines de l'Agro-alimentaire ou du Paro-santé lui a permis d'acquérir une pratique commerciale large et complète (ventes, animation des ventes, distribution...).

Compte tenu du programme d'investissement et du développement important de cette société, il existe pour un professionnel compétent de réelles perspectives de carrière.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 10375 A A

Adresser CV manuscrit à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra, sous référence C4-16.

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

pharmacien



SNE Laboratoire ARON, un des premiers Laboratoires français à capitaux privés, leader dans le domaine de la diabétologie souhaite confier à un jeune pharmacien:

- l'établissement des dossiers d'AMM, l'enregistrement, les relations avec le syndicat, les ministères, la surveillance de la législation.
- la gestion du personnel: politique de rémunération, droit social etc.

Une expérience AMM de 3 ans minimum est nécessaire.

Le lieu de travail est à SURESNES.

Les produits à forte valeur thérapeutique issus de notre centre de recherche permettent de prévoir un fort développement, aussi souhaitons nous intégrer au sein de notre équipe, un collaborateur à fortes potentialités.

Si cette offre vous intéresse nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 60980 M à notre Conseil - 61, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS. Tél.: 742.58.20.



Chantal Baudron. s.a.

Vous êtes dynamique et ambitieux, vous avez au minimum 30 ans, vous êtes libre rapidement.

NOTRE ENTREPRISE NATIONALE DE TRAVAIL TEMPORAIRE VOUS PROPOSE

des postes de Responsable

RÉGION PARISIENNE-BANLIEUE NORD-EST ET NORD-OUEST

Les qualités requises pour assumer ces postes réclament une expérience de plusieurs années au niveau minimum de Maître dans un ensemble de production ou de Bureaux d'Études.

A cette référence devra s'ajouter une expérience réussie dans la vente de services ou de produits.

Le travail à effectuer n'est absolument pas sédentaire. Il consiste à assurer: les contacts avec la clientèle qu'il faudra également suivre et développer, le recrutement et la gestion du personnel temporaire.

Il s'agit d'une activité motivante et très stimulante pour laquelle nous offrons un statut cadre, un fixe sérieux, un intéressement sur les résultats et le remboursement des frais (Voiture nécessaire).

Votre candidature devra comporter une lettre manuscrite, un C.V. détaillé, une photo récente et vos prétentions que vous posterez à l'adresse suivante: Madame VIGNOL - Service L-56, rue de la Fontaine au Roi-75011 PARIS, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

offre d'emploi

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

recherche

informaticiens

THOMSON-CSF INFORMATIQUE recherche pour son service études informatiques des ingénieurs et techniciens expérimentés pour la réalisation de logiciels de gestion et de traitement de données. Les candidats doivent avoir une formation supérieure en informatique et une expérience professionnelle de 3 à 5 ans. Ils doivent être capables de travailler en équipe et de gérer des projets. Les candidats intéressés doivent adresser leur dossier de candidature (CV, photo, lettre de motivation) à: THOMSON-CSF INFORMATIQUE, 156 boulevard Haussmann, 75008 Paris.

SCSIE GENERAL

recherche pour

son Service Études Informatiques

INGÉNIEURS

recherche pour son Service Recrutement Orientation

156 boulevard Haussmann - 75008 Paris

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche pour son Service Recrutement Orientation

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES GRANDES ÉCOLES

recherche pour son Service Recrutement Orientation

156 boulevard Haussmann - 75008 Paris

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche pour son Service Recrutement Orientation

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES GRANDES ÉCOLES

recherche pour son Service Recrutement Orientation

156 boulevard Haussmann - 75008 Paris

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche pour son Service Recrutement Orientation

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES GRANDES ÉCOLES

recherche pour son Service Recrutement Orientation

156 boulevard Haussmann - 75008 Paris

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche pour son Service Recrutement Orientation

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES GRANDES ÉCOLES

recherche pour son Service Recrutement Orientation

156 boulevard Haussmann - 75008 Paris

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche pour son Service Recrutement Orientation

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES GRANDES ÉCOLES

recherche pour son Service Recrutement Orientation

156 boulevard Haussmann - 75008 Paris

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche pour son Service Recrutement Orientation

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES GRANDES ÉCOLES

recherche pour son Service Recrutement Orientation

156 boulevard Haussmann - 75008 Paris

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche pour son Service Recrutement Orientation

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES GRANDES ÉCOLES

recherche pour son Service Recrutement Orientation

156 boulevard Haussmann - 75008 Paris

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche pour son Service Recrutement Orientation

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES GRANDES ÉCOLES

recherche pour son Service Recrutement Orientation

156 boulevard Haussmann - 75008 Paris

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche pour son Service Recrutement Orientation

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES GRANDES ÉCOLES

recherche pour son Service Recrutement Orientation

156 boulevard Haussmann - 75008 Paris

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ANSWARE

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

recherche

informaticiens

R44. DMG/1

Diplômés de l'Enseignement Supérieur (écoles d'ingénieurs, maîtrises, écoles d'informatique, MIAGE, IUT...) pour systèmes de gestion sur mini (logiciel de base et d'applications généralistes).

offre : • une rémunération intéressante, • les avantages sociaux du Groupe, • une possibilité d'absence pour les congés 80.

et une collaboration caractérisée par : • sa diversification technique, • ses méthodes de travail, • les techniques de pointe abordées, • des possibilités d'évolution de carrière au plus haut niveau, • une formation constante.

Les candidats intéressés peuvent écrire ou téléphoner en vue d'un premier rendez-vous à Bénédictine DELAHAYE au 135, rue de la Pompe - 75116 Paris 749.02.33 poste 35.19, le matin.

SOCIETE GENERALE

recherche pour

son Service Études Informatiques

INGÉNIEURS

Débutants ou ayant quelques mois d'expérience

Envoyer C.V. et prétentions au
Service Recrutement Orientation
7, rue Caumartin - 75008 Paris

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche dans le cadre du développement de ses activités radar

INGÉNIEURS, ÉLECTRONICIENS GRANDES ÉCOLES

(Référence Z.)

ENSE, ENSCM/ENSAE, ENSCM, ENSCM Nancy, ENSCM ou équivalent) Au sein d'équipes chargées de l'étude et de la réalisation de systèmes radar faisant appel aux techniques les plus avancées, ils participent à la définition et à la conception de ces systèmes.

Anglais indispensable - Allemand apprécié.

— Déplacements épisodiques à l'étranger possibles.
— Nationalité française exigée.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(Référence L.)

ENSE, ENSCM, ENSAE, ENSCM, ENSCM Nancy, ENSCM ou équivalent) Débutants ou quelques années d'expérience en télécommunications ou radar. Pour systèmes avancés de traitement de signal.

- Goût de la synthèse.
- Esprit méthodique.
- Travail en équipe.

Électronique avec bonnes bases nécessaires en informatique. Anglais lu. Nationalité française exigée.

Envoyer avec curriculum vitae en indiquant la référence citée à L.C.T. Boite Postale 40 - 78140 VILLEJUIF-VILLACOUBLAY.

JURISTE SPECIALISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

Grande entreprise (4.000 personnes), filiale d'un des premiers groupes industriels français, nous souhaitons adjoindre à notre service juridique un spécialiste confirmé du droit des sociétés.

Dans le cadre du renforcement de nos structures, il assurera la prise en charge complète des problèmes de création, fusion, absorption de sociétés (étude et conduite des projets, constitution des nouvelles sociétés et de holdings, suivi des conseils et des assemblées...).

Un haut niveau de formation supérieure juridique et une solide expérience du même domaine, en grande entreprise ou en cabinet (10 ans minimum), sont requis, ainsi qu'une grande capacité d'autonomie.

Les candidatures seront examinées avec une totale discrétion.

Les dossiers sont à adresser sous référence 78637 M/WLE à HAVAS CONTACT, 156 boulevard Haussmann 75008 Paris.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL EUROPEEN COMPOSANTS ELECTRONIQUES

recherche pour assister

le CONTRÔLEUR DE GESTION DU GROUPE

le (la) responsable de l'audit interne

MISSION :
— élaboration et adaptation des procédures administratives et comptables du GROUPE
— vérification des activités comptables et financières des filiales
— coordination avec les auditeurs externes et la direction financière des filiales.

QUALIFICATIONS :
— diplômé d'une grande école commerciale (HEC-ESSEC-ESCP + DECS)
— 3 à 5 ans d'expérience au sein d'un cabinet d'Audit International ou d'un département d'Audit Interne d'une société multinationale
— anglais et allemand courant
— bonnes connaissances de l'italien souhaitées

Déplacements : 30 à 40 % du temps.

Lieu de travail : PORTE D'ORLÈANS.

Adresser CV et prétentions à No 49.059 à Contenus Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ADJOINT AU DIRECTEUR DE PRODUCTION

Cette société de 300 personnes, filiale française du leader mondial des produits électroménagers, fabrique et commercialise des éléments de connexion et d'isolation pour l'électronique et les télécommunications. Son développement rapide et constant depuis plusieurs années, nécessite aujourd'hui la création d'un poste d'Adjoint au Directeur de Production.

Il a pour mission de collaborer à la coordination de la production, mais il est plus particulièrement chargé, en accord de la fabrication, de contrôler et d'organiser les approvisionnements, les stocks, les matières premières, l'ordonnancement, la livraison.

Nous recherchons donc un jeune ingénieur justifiant de quelques années d'expérience acquises en milieu industriel (production, méthodes, planning, avec des perspectives d'évolution). Il maîtrise parfaitement l'anglais, il est, pour ce jeune ingénieur, de réelle possibilité de carrière.

Lieu de travail : grande banlieue Nord-Ouest.

Merci d'adresser C.V. complété, photo et prétentions à : M. 7285 à

egor promotion

8 rue de Bassi 75008 Paris

SGN SOCIETE GENERALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES

Filiale COGEMA (C.E.A.) et TECHNIP spécialisée dans

l'ingénierie de la chimie nucléaire

recherche pour le Service Installation Générale Nucléaire de son Département Etudes

INGENIEURS D'ETUDES

Diplômés Grandes Ecoles. Très confirmés. Orientés vers la Génie Chimique et ayant un goût marqué pour les activités de bureau d'études.

Dans le cadre d'importants projets, ils seront chargés des études portant sur les schémas de fluides, l'implantation des équipements et l'aménagement des tuyauteries. Ils pourront participer aux essais et à la mise en route des installations étudiées.

Envoyer C.V., photo, prétentions à SGN Direction du Personnel - R44. B/C - B.P. 30 78184 ST-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX

jeunes ingénieurs analystes

de formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs, Université, MIAGE...) Responsabilités de conception, d'analyse, de programmation concernant des applications liées à des activités tertiaires sur matériel IBM 31-35 - Langages utilisés COBOL. Poste offrant une réelle opportunité de carrière.

Débutants acceptés.

Envoyer C.V. photo et prétentions en précisant la réf. 704 sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 Ter, rue de Vaugirard
75015 PARIS.

Chef de Projets Applications

Au sein de notre département MARKETING vous aurez en charge les projets concernant les nouveaux produits et les nouveaux systèmes. Nous vous choisirons pour vos QUALITES PERSONNELLES.

Vous êtes un bon technicien, imaginatif et rigoureux, rompu à la négociation afin de faire concourir différentes personnes et services à la réalisation des projets. Vous êtes autonome. En somme, un VRAI CADRE.

Ce sont votre formation et votre expérience qui vous ont permis de développer ces qualités. Diplôme de l'enseignement supérieur : I.U.T., Baccalauréat, M.S.T. ou Ingénieur, vous avez passé au moins 3 ans chez un fabricant en matériaux de construction.

La connaissance de l'anglais est un atout.

Merci d'adresser votre C.V. + photo à

J.J. CRAMPE

ALACORLATRE
SERVICE RECRUTEMENT
B.P. 316
92508 RUEIL-MALMAISON

INGENIEUR CONSEIL EN THERMIQUE ET ELECTRICITE DU BATIMENT

rech. pour faire face à son expansion.

JEUNE COLLABORATEUR

Formation universitaire souhaitée. Lieu de travail : PARIS 20.

Env. C.V., prétentions et photo sous la réf. 2.107 à VALENS CONSEIL 55, rue de Richelieu, 75002 PARIS.

SLIGOS

une des premières sociétés
de conseil et services
en informatique

recherche un

Ingénieur grande école HF

débutant ou ayant deux ans d'expérience industrielle, curieux, aimant le travail d'équipe.

Notre équipe technique conçoit et réalise des produits informatiques conversationnels de haute technicité, dans le cadre d'une activité en pleine expansion.

MISSION : elle consiste à développer des logiciels de gestion et à superviser les traitements effectués sur nos ordinateurs par les clients à partir de terminaux de time-sharing en relation avec les ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

Formation complémentaire assurée par SLIGOS.

Lieu de travail : PUTEAUX.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73517M à Mme CLERE, BP 50 - 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES. Discretion assurée.

polygram

POLYGRAM INDUSTRIES ET MESSAGERIES

SOCIETE DE FABRICATION ET
DE DISTRIBUTION PHONOGRAPHIQUE
(Marques PHILIPS, POLYDOR, O.G.S., etc...)

recherche pour ses Usines situées à LOUVIERS et ANTONY

UN JEUNE ADJOINT

DE FORMATION SUPERIEURE

Capable de prendre, à terme, la Direction des Services Logistiques au niveau des Usines.

Dépendant de la Direction de la Logistique, et dans le but d'améliorer la notion de service rendu à la clientèle, il participera à un effort permanent d'adaptation de cette fonction aux exigences du plan de développement de la société.

Avec l'appui d'une équipe en place, il prendra progressivement en charge l'ensemble des problèmes d'ordonnancement et de lancement des commandes, en liaison étroite avec les clients des usines, les différents services et les sous-traitants.

Le candidat devra justifier d'une première expérience de la logistique et être familiarisé avec les techniques modernes de gestion utilisant l'informatique.

Il pratiquera couramment l'anglais et sera disponible pour des contacts au niveau international (C.E.E.).

Adresser candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel POLYGRAM - I.M. B.P. 90 - 92160 ANTONY

SESA

Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur européen de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications variées recherche pour le développement de ses activités en France et à l'étranger des

ingénieurs informaticiens

Formation grande école
débutants et expérimentés

Ils interviendront suivant leurs affinités ou leur expérience dans des projets faisant appel aux techniques de :

- Commutation de message
- Réseaux de transmission de données
- Applications temps réel
- Gestion transactionnelle
- Bases de données et logiciels de base

Après une période de formation aux techniques développées par l'entreprise, ils disposeront d'une large autonomie d'action dans un environnement hautement qualifié.

Le développement actuel de l'entreprise offre des opportunités réelles de carrière en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. à SESA, Direction du Personnel, 30, quai National, 92806 PUTEAUX.



POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TÉLÉDIFFUSION

DIRECTION DU PERSONNEL

Sélection sur concours les 5 et 6 mai 1980

Cadres services techniques

- Encadrement d'une équipe de techniciens
- Collaboration aux études sur les services techniques
- Gestion et organisation technique
- Âgés de moins de 30 ans

- Formation :
Diplôme national de 2^e cycle d'études supérieures
DUT génie civil, génie électrique, informatique, mesures physiques (option technique et mesures physiques)
- Postes à pourvoir à Paris et en région parisienne

RENSEIGNEMENTS

(téléphonez gratuitement)

PARIS 543 43 43 | LILLE (20) 51 48 20

200 34 34 | LYON (78) 82 84 84

858 96 96 | MARSEILLE (91) 00 13 10

INSCRIPTIONS

avant le 3 avril 1980

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

THOMSON-CSF
pour son département
« MANUELS TECHNIQUES »
RÉDACTEURS
de NOTICES DE FONCTIONNEMENT
ET DE MAINTENANCE
POUR EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES
Ce poste conviendrait particulièrement à des ingénieurs ou des techniciens confirmés détenteurs d'abondantes connaissances techniques dans un métier d'avenir.
Envoyer C.V. + photo à M. PETITCHENET
Thomson C.S.F.-D.M.T., 122, av. du Général de Gaulle,
92130 Issy-les-Moulineaux. - Discretion assurée.

UNE ÉQUIPE DE CONSEILLERS D'ENTREPRISE
en pleine expansion et ayant de grandes ambitions, recherche des
INGÉNIEURS
DE PREMIER PLAN
pour participer à la réalisation de ses projets de développement.
— Les candidats devront avoir une expérience approfondie à la fois d'intervention dans l'entreprise et comme animateurs de formation. Ils devront être diplômés d'une grande école et avoir acquis une formation complémentaire à l'organisation et à la gestion de l'entreprise dans un institut spécialisé.
Nous recherchons :
● un ingénieur en chef
● un ingénieur principal
un solide gestionnaire industriel et particulièrement compétent dans l'un des domaines suivants :
— Ordonnement des fabrications, méthodes de production et de gestion des stocks, analyses de valeur, fonction méthodes, études de postes, études MTM 1 et 2, études logistiques.
— Les candidats devront avoir des références de leur premier emploi, de leur formation et de leurs réalisations.
— Les rémunérations que nous pratiquons sont parmi les plus élevées de la profession.
— Adresser C.V. manuscrits détaillés à :
PAUL LAMBERT CONSEILS
99, avenue de la Route
92300 Neuilly-sur-Seine
Nous vous assurons la plus entière discrétion.

TERUMO FRANCE
UN DES « GRANDS »
DU MATERIEL MEDICO-CHIRURGICAL
recherche
1 SPÉCIALISTE PRODUITS
(TRANSFUSION) POUR LE SUD DE LA FRANCE
— d'animer la vente de nos produits auprès des centres de transfusion ;
— bonne connaissance du milieu transfusionnel ;
— connaissance de l'anglais apprécié ;
— libre rapidement.
1 SPÉCIALISTE PRODUITS
(GAMME HOSPITALIERE) AU NIVEAU NATIONAL
sous la responsabilité du chef de produit, il sera chargé de coordonner les activités de nos vendeurs et de nos distributeurs pour tous les produits hospitaliers. C'est un homme d'action, mais aussi de réflexion qui possède :
— une bonne connaissance du milieu hospitalier français ;
— de bonnes notions d'anglais ;
— disponible rapidement.
LIEN DE TRAVAIL : banlieue Ouest de Paris, avec déplacements en province.
1 ATTACHÉ COMMERCIAL
PARIS ET REGION PARISIENNE
— bonne introduction dans le milieu médical ;
— libre rapidement ;
— connaissance de l'anglais apprécié.
Envoyer C.V. avec photo et prétentions à :
TERUMO FRANCE
2, z. Stephenson - 91181 Saint-Quentin-en-Yvelines

LIBRAIRIE E. FLAMMARION
L'UN DES PREMIERS ÉDITEURS FRANÇAIS
recherche
ATTACHÉS COMMERCIAUX
DÉBUTANTS
chargés de la représentation de ses ouvrages dans les régions suivantes :
● RHONE-ALPES - AUVERGNE
● LANGUEDOC-ROUSSILLON
● NORMANDIE
Les candidats seront dégagés des obligations militaires, auront une bonne culture générale et si possible une expérience confirmée de la vente acquise dans le milieu du livre.
ATTACHÉ COMMERCIAL
CONFIRMÉ
chargé de la représentation de ses ouvrages en Belgique.
Tous les candidats seront de véritables hommes de terrain. Ils auront le goût des contacts humains. Ils posséderont un véhicule personnel.
Salaire motivant et perspectives d'avenir.
Envoyer lettre manuscrite et C.V. avec photo à :
FLAMMARION, direction commerciale,
B.P. 403, 94132 Rungis.

offres d'emploi

Le Centre d'Experimentation de Projets recherche
JEUNE DIPLOMÉ (EE)
EN GESTION
L'ELLE se verra confiée la responsabilité de la réalisation et de la gestion d'un répertoire européen de produits informatiques. La poste nécessite des contacts avec toute la profession informatique.
Adressez C.V. à : C.X.D., 5, rue de Monceau, 75008 Paris.
St d'Expertise Comptable recherche Collaborateurs
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES INSCRITS
OU MEMORIALISTES
Postes dans les Régions LYON, TOULON et NANCY et ASSISTANT PARIS
Ecr. n° 744 « le journal » Pub. 5, r. Talens, 75027 Paris C. 01

GEDIS
Distributeur agréé en Composants électroniques liés avec des fabricants de taille internationale, recherche
INGÉNIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX
Solide base technique
INGÉNIEUR ELECTRONICIEN
ou BTS minimum
Pour vente semi-conducteurs optoélectronique, micro-processus 6.800
Cartes format européen et systèmes
Cette annonce s'adresse aussi bien :
● à l'agent-technique ayant 2-3 ans d'expérience en laboratoire, attiré par une carrière dynamique de vente et possédant de solides qualités de « bon travailleur » ;
● qu'à jeune vendeur ayant quelques années de pratique de la vente des composants chez un fabricant ou un distributeur.
Formation assurée - Toute candidature, même débutante, sera prise en considération.
Postes à pourvoir : Paris et région parisienne
Fixe + intéressement + frais.
Envoyer C.V. et photo (retournée) + prêt, à
GEDIS, 53, rue de Paris à Boulogne 92100 à l'attention de Mme MUZARD.

TRANSELEX
INGÉNIEURS
BUREAU D'ETUDES
Une importante société d'exploitation de chauffage et de maintenance des équipements techniques, leader dans son domaine, recherche jeunes ingénieurs ou techniciens supérieurs.
Ils devront, à la suite de démarches commerciales émanant de tous les secteurs géographiques sur le territoire national, étudier les installations, puis concevoir les devis et les contrats.
Le contact avec le client sera établi en coordination avec le Chef de secteur.
Ce poste est à pourvoir en proche banlieue Nord.
Le candidat recherché aura une solide formation en thermique et au moins 2 à 3 ans d'expérience dans l'établissement de devis.
L'expansion commerciale de cette société assure le développement rapide et passionnant de ce poste.
Adressez C.V. et salaire actuel à
TRANSELEX
BP 159 93105 ARGENTEUIL
qui vous assure de sa discrétion.

souscripteur
«grands risques»
Succursale d'un groupe important, nous souhaitons confier la responsabilité (gestion et développement commercial) de notre cellule «Tous Risques Chèques» à un jeune ingénieur diplômé, possédant une expérience minimum de 5 ans des Assurances Techniques, ayant une bonne connaissance du courtage et du milieu industriel. De bonnes connaissances en langue anglaise et/ou allemande seront nécessaires.
Envoyez CV et prétentions sous n° 48.806 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Filiale d'un groupe international en expansion
Région-Main-et-Loire
crée le poste de
RESPONSABLE CONTRÔLE CRÉDIT
sous l'autorité du Directeur Comptable, bénéficiant d'une large autonomie et en étroite collaboration avec la Direction Commerciale, il sera chargé de :
— limiter les risques financiers sur les comptes clients ;
— assurer le recouvrement des créances (suivi-relances) ;
— traiter tous les problèmes contentieux ;
— aider ponctuellement les directions d'agences en matière de crédit client.
Ce poste conviendrait à un candidat de formation commerciale et comptable niveau B.T.S., possédant une première expérience de la fonction, sachant utiliser des moyens informatiques, témoignant d'un réel esprit d'équipe et d'efficacité.
La rémunération sera motivante pour un candidat de valeur. Adr. C.V. et prétentions, référence n° 852.181 M. ROGIE-PRESSES, 85 bis, rue Beaumartin, 75008 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

AGENCE DE PUBLICITE, SPECIALISEE
DANS LES PETITES ANNONCES TELEPHONEES
recherche d'urgence
JEUNES FEMMES
POUR RECEPTION D'ANNONCES
Ces postes exigent une bonne culture générale, élocution facile et un sens aigu des relations commerciales téléphoniques
DACTYLO INDISPENSABLE
Lieu de travail : PARIS 8ème (quartier SAINT-LAZARE)
40 heures semaine - salaire intéressant x 13 - samedi libre - avantages sociaux - tickets restaurant
Se présenter le MARDI 11 MARS 1980
toute la journée (y compris 12h-14h)
JEAN REGNIER PUBLICITE
39, rue de l'Arade - PARIS 8ème
(2ème étage)

Un des leaders mondiaux sur son marché
ROWNTREE MACKINTOSH
Groupe international de chocolaterie-confiserie (Nuts, Lion, Quality Street, Smarties, Kit Kat, After Eight, Chocoré, Larvin, Menier)
recherche
CHEF DE PROMOTION
rattaché au Directeur de la promotion des ventes, il définira, organisera, suivra en liaison avec les Chefs de Produits et la Direction Commerciale, les promotions nationales tous circuits d'une importante gamme de produits.
Ce poste convient à un (e) jeune candidat (e) de formation E.S.C.A.E. ou équivalent justifiant d'au moins 2 ans d'expérience dans la vente, la promotion des ventes ou le marketing, des produits de grande consommation, et s'exprimant aisément en anglais.
Lieu de travail : MARNE LA VALLEE
Adressez C.V., photo et prétentions à
A. ABRIVARD, ROWNTREE MACKINTOSH SA
Noisiel - 77422 Marne la Vallée Cedex 2.

Banque de Crédit à moyen et à long terme appartenant à un important groupe bancaire privé, recherche pour renforcer son service, des garanties.
UN JEUNE
CAPACITAIRE EN DROIT
(OU EQUIVALENT)
Agé de 27 ans au moins, ayant 3 ou 4 années de pratique dans un service de garanties d'une banque (analyse critique de projets d'actes et constitution des garanties).
Adressez C.V., photo et prétentions à n° 48.686
CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75009 Paris Cedex 01, qui transmettra. Discretion assurée.

THOMSON-CSF
DIVISION SEMICONDUCTEURS
INGÉNIEUR
Pour service promotion - marketing international - circuits intégrés.
3 ou 4 ans d'expérience comme utilisateur de circuits digitaux et linéaires.
Capable de rédiger en allemand et en français des documents promotionnels.
Ecrire avec C.V. man. détaillé et photo au Service du Personnel de THOMSON-CSF, Division semi-conducteurs, 80, rue J.-B. Sédaine, B.P. 3, 92403 COURBEVOIE.

Ingénieur
Coordination Technique
Nous sommes une société internationale installée dans la région OUEST de PARIS. Notre département PHYTO-SANITAIRE, comptant parmi les court premiers leaders sur le marché, est à la recherche d'un **INGÉNIEUR POUR LA COORDINATION TECHNIQUE**.
Il aura la responsabilité :
— des procédures d'homologation et d'autorisation de vente de nos nouveaux produits ;
— de la préparation des dossiers techniques ;
— des relations techniques avec notre maison mère (U.S.A.) ;
— de la mise en place et du suivi des essais.
Il possèdera :
— une formation agronomique (protection des cultures) ;
— une réelle expérience des pesticides et de la pratique des programmes d'expérimentation, l'anglais courant.
Envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 3 824, à
MEDIA SA
8, Bd des Filles, 75002 Paris
qui transmettra
(Réponse et discrétion assurées)

SOCIETE DE CONSEIL IMMOBILIER
DE PREMIER PLAN PARIS (8°)
en pleine expansion
recherche
UN (E) COLLABORATEUR (TRICE)
COMMERCIAL (E)
CADRE
— Formation supérieure souhaitée (type ESC, Droit, Sciences Eco. etc.) ;
— Avoir maîtrisé au cours d'une première expérience immobilière, les relations avec la clientèle et les contacts à haut niveau ;
— Posséder une solide base commerciale.
Adressez C.V., photo, prétentions à n° 26.372 P.A.
SVP, 37, rue Gal-Foy, 75008 PARIS.

offres d'emploi

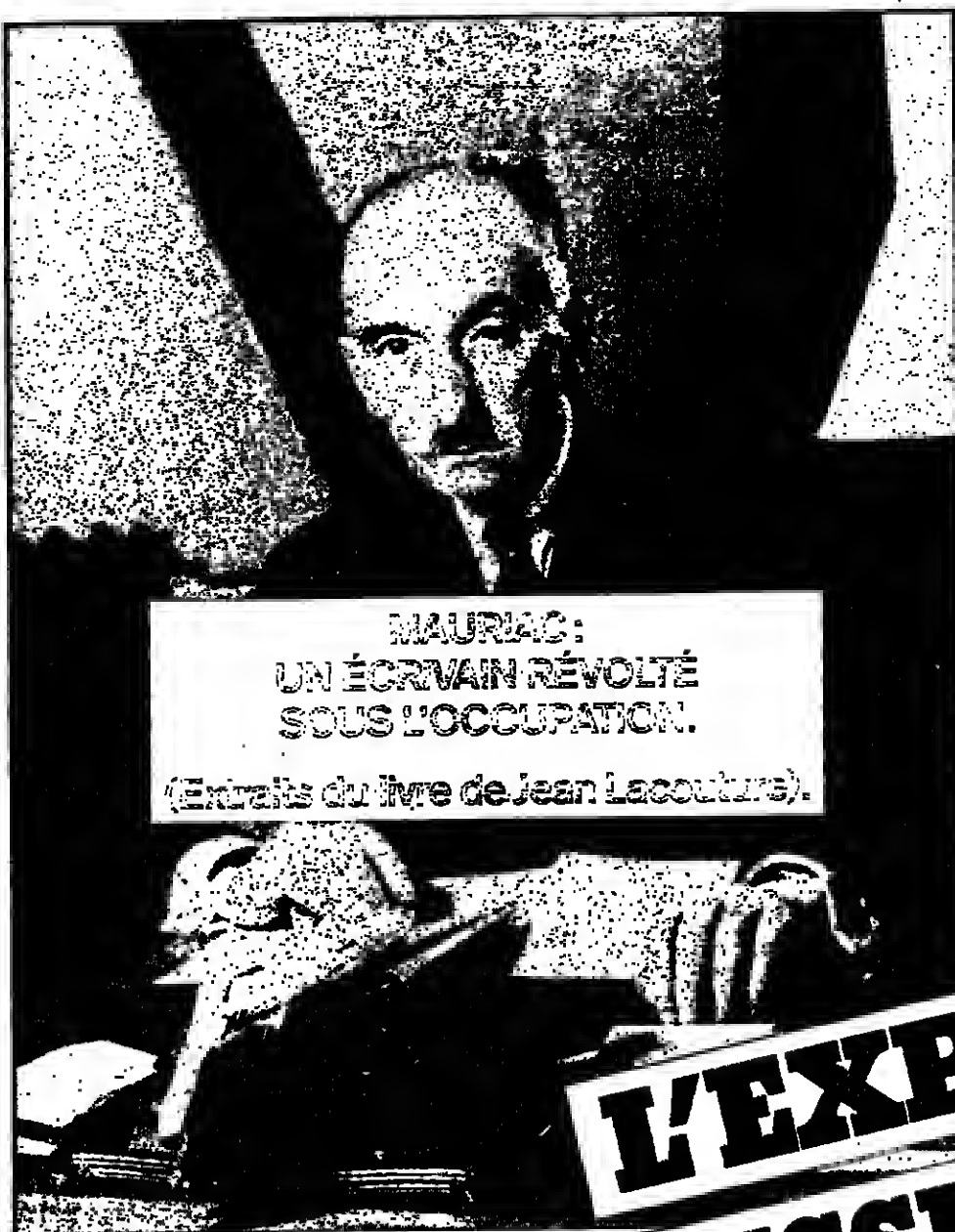
FILIALE **LOTA**
GROUPE
HACHETTE
Nous réalisons et nous exploitons pour le compte de nombreuses entreprises des systèmes mettant en œuvre des technologies de pointe en :
— Composition programmée
— Informatique graphique
— Bases de données
— Transmissions de données
Pour renforcer nos équipes d'étude et de réalisation de logiciels, nous recherchons des :
INFORMATICIENS
— Diplôme IUT ou Maîtrise d'Informatique ;
— 2 à 3 ans d'expérience dans la programmation de projets mettant en œuvre des S.G.B.D. et du télétraitement ;
— Connaissance de l'assembleur IBM et d'un langage d'Analyse appréciables.
Envoyer lettre manuscrite et curricula vitae détaillés à :
LOTA, Direction du Personnel,
34, avenue de la Route - NEUILLY-SUR-SEINE.

GROUPE INDUSTRIEL
Proche banlieue Est de Paris
leader dans sa profession
offre à
UN INGENIEUR ELECTROMECANICIEN
UN POSTE
D'INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Responsable de secteur maintenance mécanique et automatisées.
Placé sous l'autorité du directeur commercial le candidat possède une expérience en biens d'équipement de préférence dans une société d'ingénierie et désire évoluer vers une fonction commerciale.
Le poste sélectaire impose quelques déplacements de courte durée en France et parfois à l'Etranger.
Anglais, Allemand vivement souhaités.
Les activités principales liées au poste comprennent :
— documentation des prospects
— préparation et établissement des propositions techniques et financières avec la clientèle
— conclusion des contrats
— relations après-vente
— animation des représentants.
Les candidatures de débutants seront examinées.
Adressez C.V. complet, photo et prétentions à
No 48746, **CONTESSE PUBLICITE**, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.r.

CITIBANK
proposé
un poste d'
assistant
contrôleur financier
qui sera chargé de la production des rapports de gestion et du tableau de bord.
Le candidat devra avoir une bonne connaissance des processus de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique. Ses connaissances informatiques devront lui permettre de concevoir de nouveaux programmes de gestion et d'en assurer leur réalisation. Le candidat aura une formation supérieure scientifique et financière (Contrôle option gestion, Ecole Commerciale avec formation informatique). Une expérience de 1 à 3 ans est souhaitable. Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.
Adressez lettre manuscrite. CV à
CITIBANK BP 738-08
75361 Paris Cedex 08

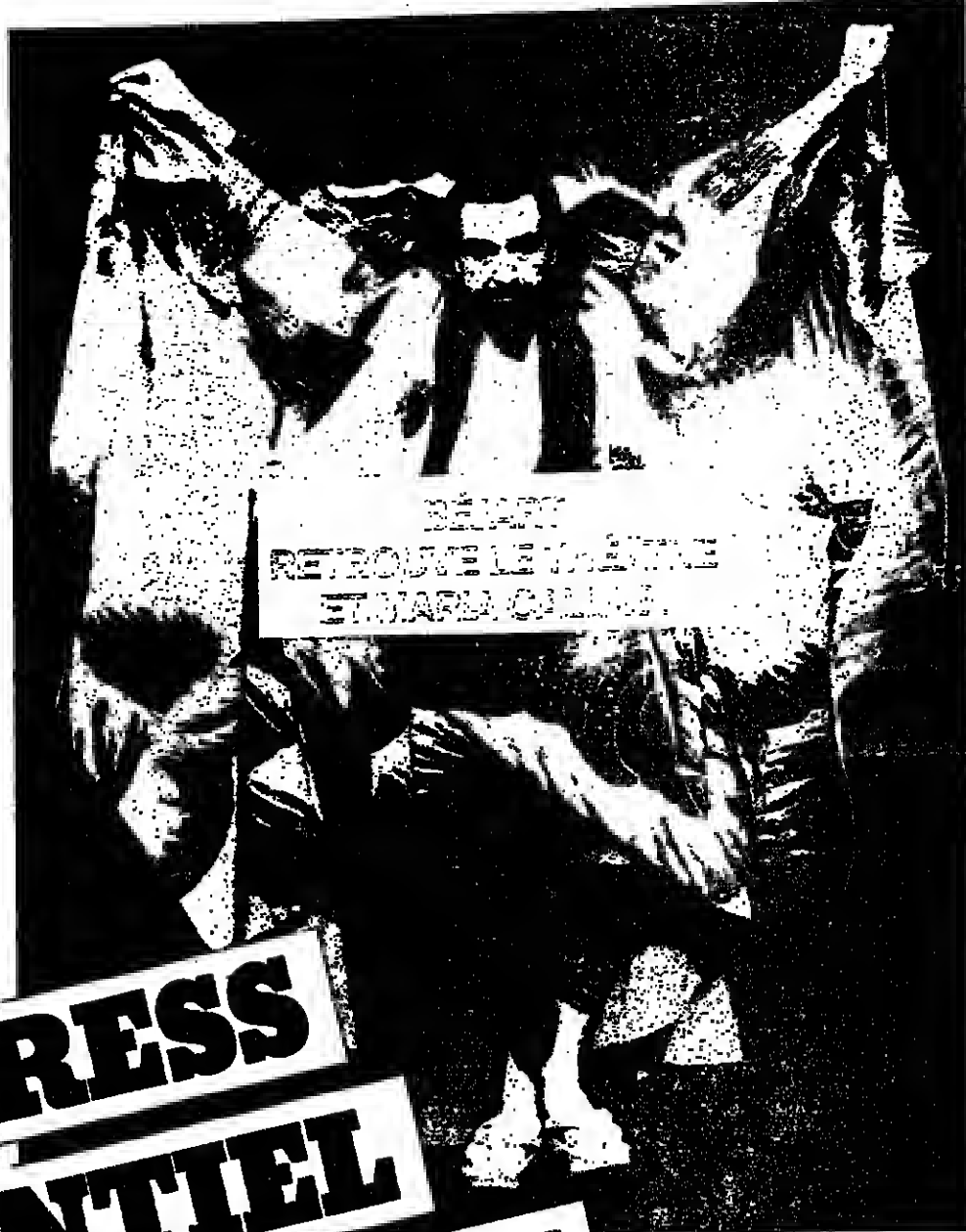
DISCO
GROUPE DE DISTRIBUTION
recrute pour sa Branche Magasins
(1000 personnes environ)
RESPONSABLE
DE PERSONNEL
Ce cadre de bon niveau et formation, collaborateur direct du Responsable de la Branche aura en charge :
● Le recrutement et le suivi des carrières de l'encadrement.
● L'assistance aux Directeurs régionaux et aux responsables de magasins.
● Le suivi du dialogue social de la Branche.
Il devra faire preuve de :
— Flexibilité sur la législation sociale et son application.
— Disponibilité pour les actions sur le terrain.
— Expérience dans la distribution appréciée.
Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à **DISCO S.A.**
Service des Carrières - Sénia 502
94577 Rungis CEDEX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
recherche
UN (E) DOCUMENTALISTE
Le poste à pourvoir (niveau B.T.S., D.U.T., complété de deux à trois années de pratique) requiert de solides connaissances en
ÉLECTRONIQUE et ÉLECTROTECHNIQUE
Bonne connaissance et pratique de l'anglais exigées.
Adressez C.V. et prétentions sous n° 48.953
CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, q. r.



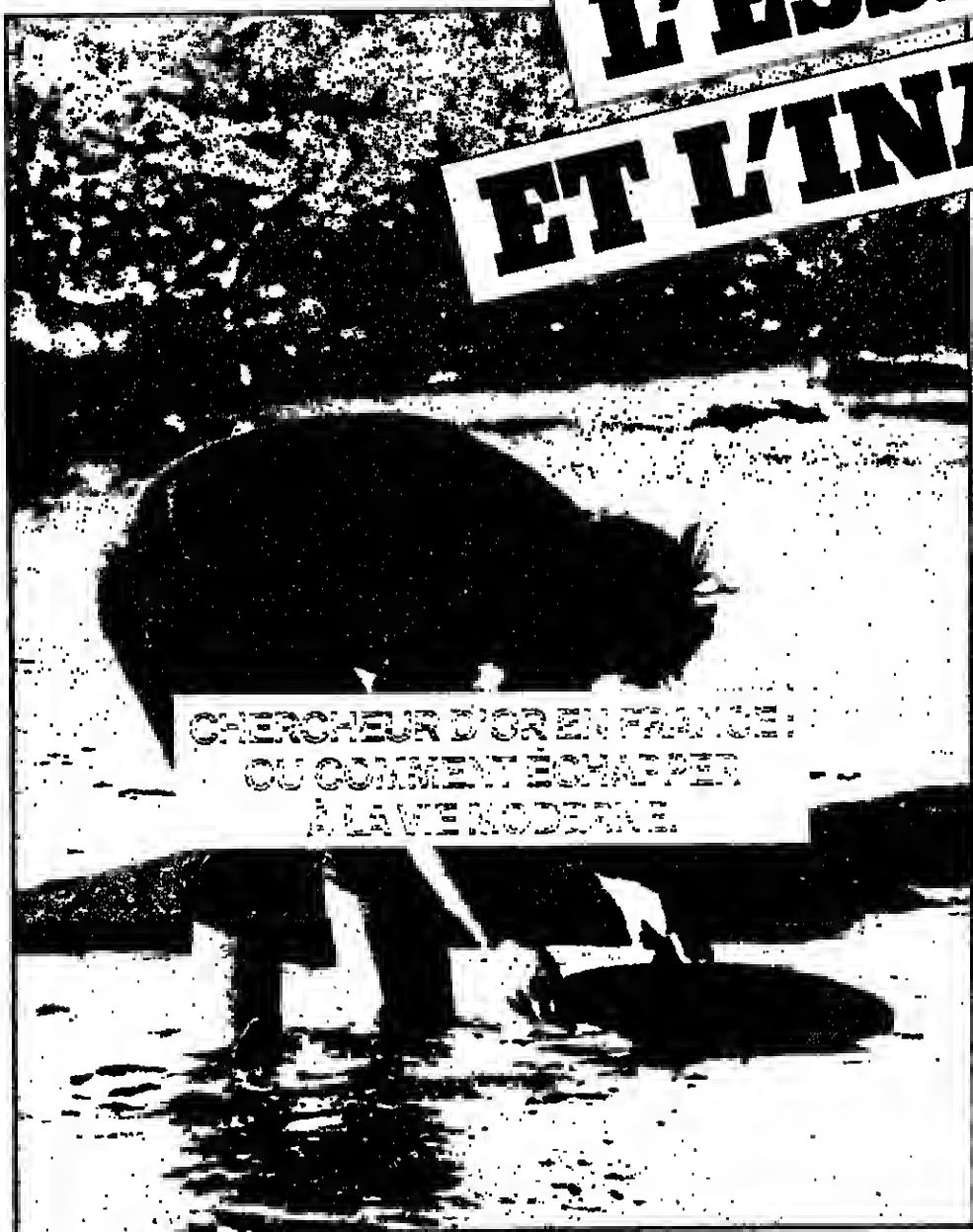
MAURIAU:
UN ÉCRIVAIN RÉVOLTÉ
SOUS L'OCCUPATION.

(Extraits du livre de Jean Lacouture).

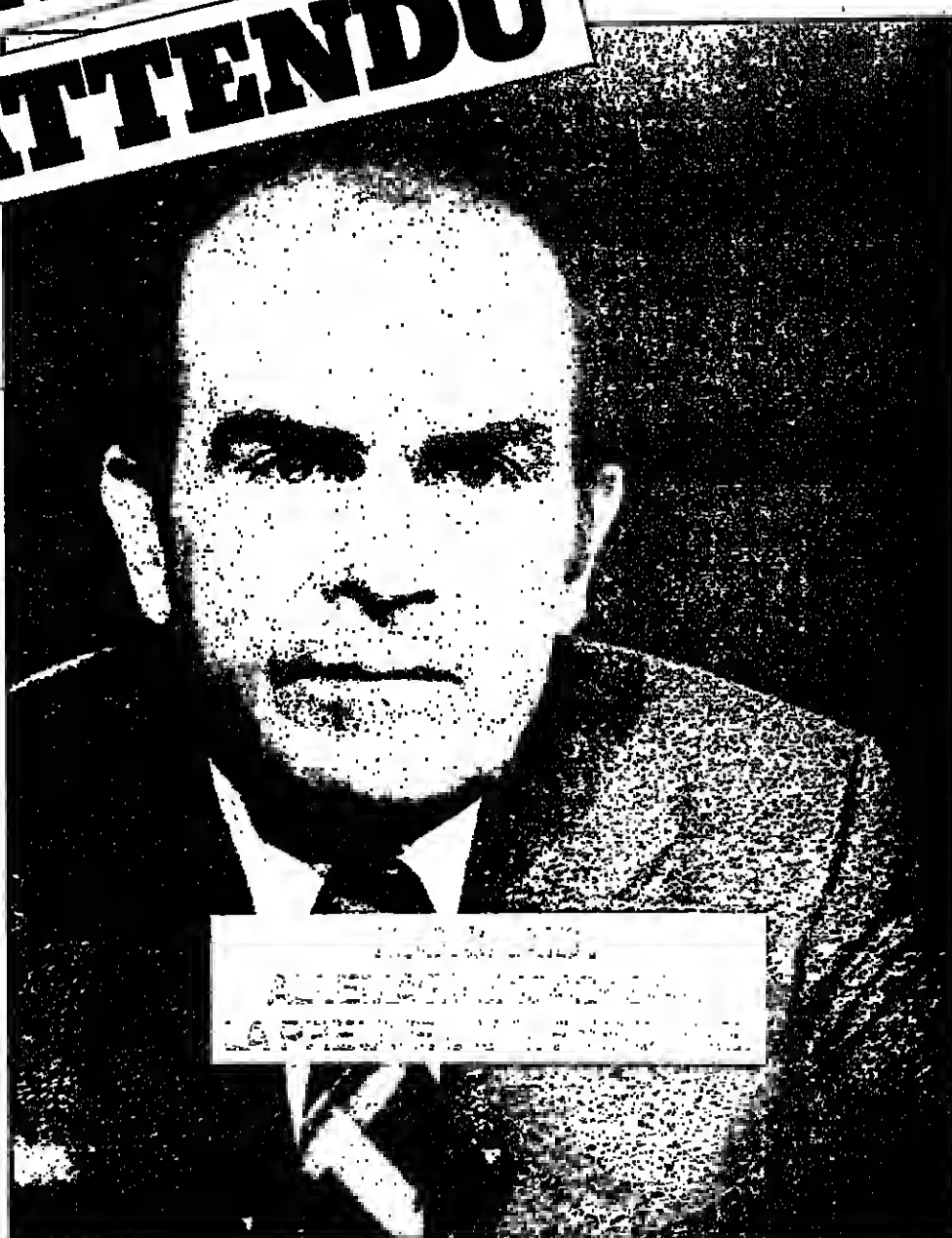


BELAFFI
RETROUVE LE VAINQUEUR
ET MARCA CILLI.

L'EXPRESS L'ESSENTIEL ET L'INATTENDU



CHERCHEUR D'OR EN FRANCE:
OU COMMENT ÉCHAPPER
À LA VÉRITÉ.



LEONARDI
AMENDEMENT À LA
LAPPELLE. M. L. L. L.

L'EXPRESS: LE CŒUR DE L'ESSENTIEL, LES COULEURS DE L'INATTENDU.

L'EXPRESS

CETTE SEMAINE

Le Monde

ILE-DE-FRANCE

36 % DE LEU

La future centrale de Nogent l'alimentation

Parmi tous les projets de centrale nucléaire, celle de Nogent-sur-Seine, dans l'Aube, est — avec celle du Bugey, en Loire-Atlantique — l'une des plus avancées.

Après cinq ans d'hesitations marquées par des prises de position défavorables du minist...

lère de l'environnement. L'enquête publique du 4 février 1974...

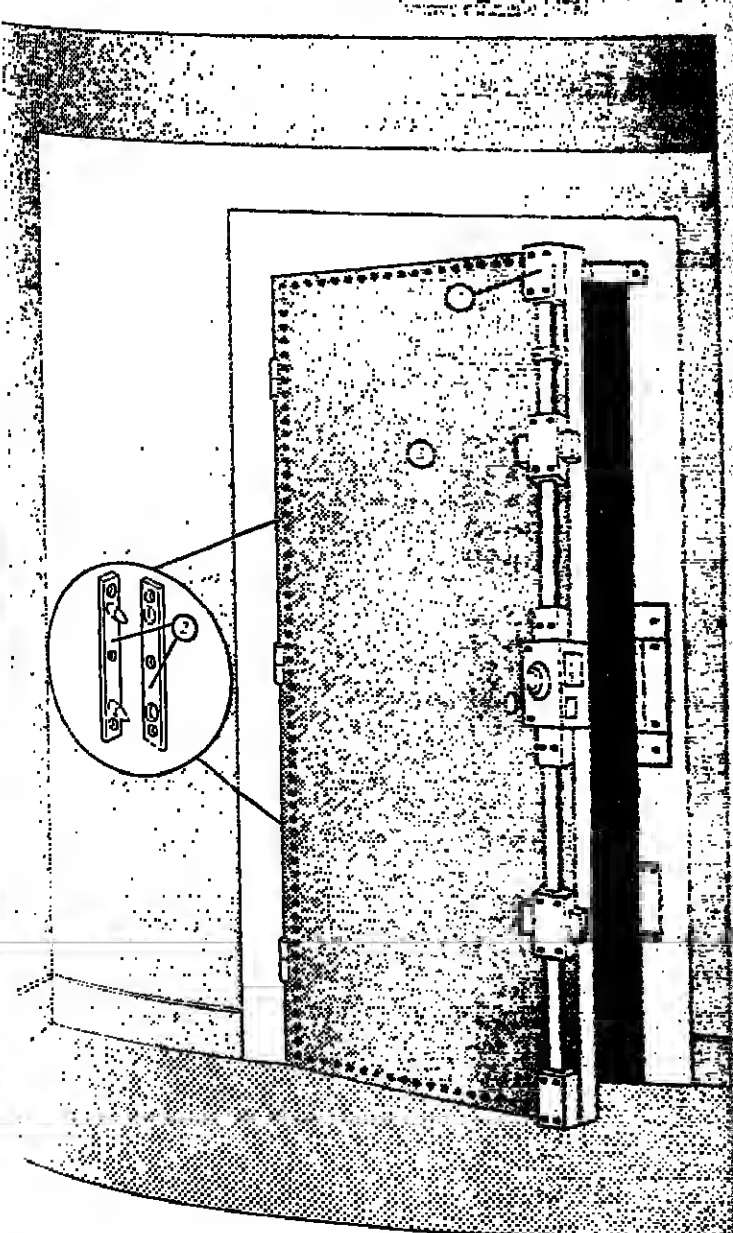
La construction partielle de la centrale de Nogent-sur-Seine...

Le décret...

Les experts ont donc répondu à la question: oui, la centrale de Nogent-sur-Seine...

Dans les 9 BHV.

75% des cambrioleurs passent



Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

هكذا من الأصل

36 % DE LEURS RESSOURCES VIENNENT DE LA SEINE

La future centrale de Nogent-sur-Seine risque-t-elle de compromettre l'alimentation en eau des Parisiens ?

Parmi tous les projets de centrale nucléaire qu'E.D.F. pousse en avant, celui de Nogent-sur-Seine, dans l'Aube, est — avec celui du Pellerin, en Loire-Atlantique — l'un des plus délicats.

Après cinq ans d'hésitations marquées par des prises de position défavorables du minis-

tère de l'environnement et de l'agence de bassin Seine-Normandie, le projet a été soumis à l'enquête publique en février 1979 (« Le Monde » du 6 février 1979). A cette occasion, trente-six mille personnes ont exprimé leur désaccord. La commission d'enquête a finalement émis un avis favorable mais assorti de nombreuses

réserves. Le comité de bassin Seine-Normandie a fait de même et, jusqu'à une date récente, les services de l'environnement demandaient encore des éclaircissements à E.D.F.

Les services publics évitent soigneusement de donner la moindre publicité à leurs réticences. Et lorsqu'on leur demande les notes

techniques échangées à ce propos, ils refusent de les communiquer. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'eau de la Seine qui coulera au pied des deux réacteurs de 1 300 mégawatts et de leurs gigantesques tours de refroidissement sera quelques jours plus tard sur le fievre des Parisiens.

L'agglomération parisienne pompe chaque jour 800 000 mètres cubes, soit 38 % de ses besoins en eau potable dans la Seine. En période de crue, toute pollution parvient à Nogent, arriverait en moins de vingt-quatre heures aux usines d'eau de la capitale. S'il fallait les stopper, Paris n'aurait plus d'eau, grâce à ses réservoirs, de trente et une heures d'autonomie, mais certaines banlieues n'ont du liquide en réserve que pour six heures.

La centrale de Nogent qui nécessiterait dix millions de Français risque-t-elle de les priver d'eau ? Malgré ses tours de refroidissement, elle pomperait chaque seconde 4 500 litres d'eau de la Seine, alors que celle-ci, en période de sécheresse sévère, peut descendre à 5 000 litres par seconde. Après utilisation, E.D.F. rejette 3 000 litres d'un liquide toujours réchauffé et parfois pollué. Le reste s'évapore dans l'atmosphère. D'où l'utilité du barrage-réservoir d'Aube, qui, à lui seul, permettrait de gonfler le débit de 10 000 litres à la seconde. On comprend qu'E.D.F. songeait de faire tourner la centrale en toute circonstance, ait accepté de verser 100 millions de francs pour aider à construire cet ouvrage de sécurité.

De l'eau, on devrait donc en avoir en suffisance. Mais quelle

sera sa qualité ? Les liquides sortant des tours de refroidissement et des installations annexes seront réchauffés de 1 à plusieurs degrés. Or, à Nogent, la Seine qui a déjà reçu les égouts de Troyes et de nombreux villages, est loin d'être limpide. Sa capacité d'auto-épuration ne va-t-elle pas, s'altérer encore sous l'effet de la chaleur ?

On craint aussi le nettoyage des tours de refroidissement, qui se pratiquera trois fois par an à l'eau de Javel. E.D.F. a promis de recycler totalement ces rejets. Mais il y a aussi le déversement permanent d'autres éléments, qui

se fera à l'aide sulfurique. Résultat : ce sont quotidiennement de 30 à 90 tonnes de sulfates qui vont à la rivière. La Seine peut les supporter, estime l'agence de bassin, mais il faut veiller à cela aussi. On parle encore de boîtes de déminéralisation que la centrale, à raison de 2 tonnes par jour, voudrait rejeter à l'eau. On l'obligera à les stocker. Il y a enfin la radioactivité qui, à petite dose, s'en va au fil de l'eau : des milliers de curies par an. Pour éviter des hachures intempestives, le ministère de la santé a exigé la construction de bassins de stockage.

Un écran sur la nappe

Mais ces particules radioactives même évacuées en petites quantités peuvent être piégées par les bones et s'accumuler pendant des années. Si elles se trouvent libérées un jour (par exemple sous l'attaque d'une cargaison, de chaire échappée d'une péniche, qu'advient-il ? Réponse : la radioactivité de l'eau de Seine ne dépasserait pas les doses maximum admissibles. Les Parisiens pourraient continuer à boire.

Les experts ont donc répondu à tout. Il n'empêche qu'en donnant son avis favorable le 29 octobre 1979, le comité de bassin Seine-

Normandie a multiplié les « oui mais » et souligné les lacunes du dossier. L'état séro du site de Nogent n'est pas établi. On ne connaît pas vraiment l'impact qu'aura la centrale. E.D.F. n'a pas fourni le bilan complet des matières qu'elle compte rejeter. Tout n'est pas clair au sujet des émissions radioactives. En cas de rejets accidentels, on ne sait pas comment l'alarme sera transmise aux services de distribution d'eau échelonnés le long de la Seine. « N'anticipons pas », répond E.D.F. Nous fournirons ces informations quand nous solliciterons

une autorisation de rejet, après la déclaration d'utilité publique.

Admettons que ces « détails » ne remettent pas en cause l'utilité publique du projet. Mais que se passerait-il si un accident très grave survenait à l'un des réacteurs, que celui-ci s'emballe, fonde, puis, agissant comme un gigantesque chalumeau, perce le bas de sa cuve ? Il s'enfoncerait dans le sol, déversant des centaines de tonnes de produits hautement radioactifs dans la nappe d'eau souterraine, la rendant inutilisable pour des dizaines d'années. Puis la pollution gagnerait la Seine elle-même puisque, à certaines époques, le fleuve est alimenté par la nappe phréatique.

La fusion d'un réacteur a été imaginée par les Américains, elle a été évitée à une heure près lors de l'accident d'Harrisburg, mais elle ne fait pas partie des hypothèses d'accidents envisagées en France dans les études de sûreté. Quand on les interroge, les ingénieurs d'E.D.F. conviennent que la centrale de Nogent sera construite sur une nappe phréatique qui affleure le sol et s'enfonce sur une quinzaine de mètres. Large de 3 à 4 kilomètres, elle coule dans le même sens que la Seine à raison de 1 à 2 mètres par jour.

Sur une dizaine d'hectares, le sous-sol de la centrale sera isolé de ce vaste océan d'eau souterrain par un écran circulaire de bentonite, épais de 1 mètre, descendant jusqu'à 30 mètres de profondeur. Tous deux écoulement de produits dangereux, radioactifs ou chimiques — E.D.F. n'exclut nullement ces risques — resterait donc à l'intérieur du périmètre. Des pompes installées à demeure pourraient le ramener à la surface avant qu'il ne s'infilte profondément dans la crête sous-jacente.

Même si des infiltrations parvenaient à gagner la nappe, aucune pollution ne se répercuterait sur plusieurs kilomètres autour des réacteurs surveillés par le déplacement de la pollution. Selon les ingénieurs, la première prise d'eau, celle de Nogent, ne serait atteinte qu'au bout d'un mois. « Nous aurions donc la possibilité et le temps d'intervenir encore, par exemple, en construisant des écrans et en pratiquant des pompes », affirme-t-elle.

Mais en cas de fuite du réacteur ? Mais ce cas extrême ne serait pas inquiéter les responsables. Après tout, font-ils observer, la masse en fusion devrait d'abord percer trois planchers de béton armé, dont l'épaisseur totale atteint 8 mètres. Jusqu'où ensuite le cœur s'enfoncerait-il ? Probablement pas très loin, car le sous-sol et l'eau dont

il est gorgé feraient office de réfrigérant. Au moins, au début, l'écran de bentonite isolerait le magma radio-actif de la nappe phréatique. S'il atteignait celle-ci, il se trouverait alors en contact avec une sorte de mer souterraine de 100 millions de mètres cubes d'eau. L'un des produits les plus dangereux serait alors le cobalt, dont la radio-activité est d'une dizaine d'années. Mais le plutonium, par exemple, se trouverait sous forme d'oxyde non soluble. Selon E.D.F., la contamination de la nappe phréatique, puis de la Seine, serait moins rapide et moins catastrophique qu'on ne l'imagine. En tout cas, on aurait le temps d'avertir les populations en aval.

Cet optimisme n'est pas partagé par nombre de fonctionnaires et de scientifiques. En réalité personne ne sait ce qui se passerait en cas de fonte d'un réacteur.

La sagesse consiste donc à envisager l'interruption totale des pompages dans la Seine. Cette

Vingt-quatre heures de réserve

On avait pourtant décrié qu'à la fin du VII^e plan l'ensemble de la région parisienne devrait disposer de vingt-quatre heures de réserves en eau. Ce modeste idéal ne sera atteint, au mieux, que dans trois ans. En cas d'accident sur la Marne ou sur la Seine, il faudrait au moins un plan de sécurité avec des stations sentinelles très en amont, un système d'alarme relié à un central, des consignes précises de manière que les stations de pompage mettent en route des analyses plus poussées et éventuellement des traitements complémentaires. Rien de tout cela n'existe.

En novembre 1978, le comité du professeur Fontaine a remis au préfet de la région Ile-de-France un « Livre bleu » de plus de cent pages dans lequel sont énumérées les mesures à prendre pour satisfaire les besoins en eau, améliorer la qualité et assurer la sécurité d'approvisionnement en cas de pollution. Depuis, le « rapport bleu » a été affiné, concrétisé et chiffré. Edification du barrage-réservoir d'Aube pour augmenter le débit de la Seine ; exploitation de nouveaux champs captifs ; construction d'une vingtaine de stations d'épuration ; modernisation des usines de pompage ; interconnexions entre les réservoirs ; aménagement de nouveaux réservoirs ; la tâche est considérable.

Mais tout cela serait insuffisant en cas de gros accident sur

la Seine ou la Marne. La sécurité ne sera vraiment assurée que lorsque une conduite de grande dimension reliera en amont de Paris les stations de pompage établies sur les deux fleuves. Il faut qu'en cas de malheur les distributeurs puisant dans la Seine ne puissent s'approvisionner uniquement dans la Marne et vice versa. L'énorme conduite reliant Ivry (sur la Seine) à Saint-Maur (sur la Marne) devra se glisser sous 10 kilomètres de banlieue. Premier devis : 150 millions de francs. L'ensemble du programme pour la région parisienne atteindrait 800 millions de francs, à étaler sur une dizaine d'années.

La précarité du schéma d'approvisionnement en eau de la région, établi en 1963, a été révisée par la sécheresse exceptionnelle de l'été 1976. Les Parisiens ont été à deux doigts du rationnement. Un comité d'urgence présidé par le professeur Maurice Fontaine, directeur de l'Institut océanographique, a été chargé de reprendre le dossier à zéro.

Première évidence : les réserves sont insuffisantes. Partie d'interconnexions, les différents réseaux auraient du mal à se porter secours en cas de défaillance de l'un d'eux. Il est vrai que l'Etat, la Ville de Paris, deux syndicats et deux compagnies privées se partagent la distribution selon les quartiers.

Les sociétés privées devraient investir 260 millions, l'agence de bassin Seine-Normandie apporterait 340 millions. Elle prélève déjà pour cela 11 centimes sur chaque mètre cube d'eau consommé. Restent à décaisser 200 millions de francs. Ils ne peuvent être trouvés qu'en demandant aux habitants de la région une super-redevance de 2,2 centimes par mètre cube d'eau. Seul le conseil régional peut autoriser cette nouvelle ponction. Il en décidera lors de sa session du mois de mars. Mais qui dira aux Parisiens qu'ils doivent, en bonne partie, cette rallonge à la centrale de Nogent ? On n'a pas fini de dresser le vrai bilan financier du nucléaire.

MARC AMBROISE-RENDU.

SERVICES PUBLICS SUR LA SELLETTE

Rendez-nous nos annuaires par rues...

Et voilà !... Sans avoir été jamais consultés, les Parisiens apprennent, un beau matin, que l'annuaire téléphonique par rues a été... Et pourtant, combien de recherches ne facilitait-il pas, quand l'annuaire était bien tenu ! Que de retrouvailles à mesure sur son compte, que de mésententes identifiées à temps, de rendez-vous sauvés in extremis, de commerçants d'entreprises, de restaurants repérés d'après leur seule adresse quand il y avait hésitation sur leur raison sociale ! Ah ! oui ! l'utile, le providentiel instrument de contact que c'était là ! Un « Where is who ? » en quelque sorte... Tout comme son métre et intelligent, il concourait à faire de Paris une capitale commode, accessible, et nombre de visiteurs étrangers avaient, en user, ne fit-ce que pour remonter la trace d'amis perdus.

Précisément, mais paradoxalement, c'est ce que notre administration des P.T.T. ne pardonnait pas à l'annuaire par rues : de n'avoir son pareil nulle part ailleurs, pas même en province. Comme les pneumatiques, en somme, inconnus dans les autres capitales du monde et dont l'évocation fournit au Français en voyage l'un de ses rares motifs à exalter d'une supériorité sur l'Amérique. Alors, les supprimer, eux aussi, pour péché d'ingéniosité originale ?

Après tout, messieurs les ministres coupables de ce forfait avaient bien dû raisonner de la sorte lorsqu'ils décrétèrent, au mépris du service public, la fermeture des bureaux de poste le samedi, à 18 heures, ensuite à midi. Mais vous en souvenez-vous ? 6 usagers oubliés qui vous êtes aussi résignés à l'escalade motage pur et simple de la distribution du samedi après-midi ? Nul, il est vrai, ne s'était souvenu non plus d'identifier, pour les clocher au pilon, les fonctionnaires qui, criminellement, privèrent à tout jamais Paris d'un chemin de fer de ceinture qu'il serait si vital, pourtant, de remettre en service aujourd'hui.

En bien, puisque M. le secré-

taire d'Etat aux P.T.T. entend nous aligner sur les us et coutumes étrangères, profitons-en pour exiger que la poste française cesse de surtaxer les correspondances aériennes par lettres de 5 grammes quand celles-ci, dans la plupart des pays civilisés (anglo-saxons, notamment), sont décomptées par once (28,35 grammes), au pire par demi-once. Par quelle disgrâce, en effet, le même pli paierait-il quatre à cinq fois plus cher pour traverser l'Atlantique au départ de nos côtes qu'en sens inverse ?

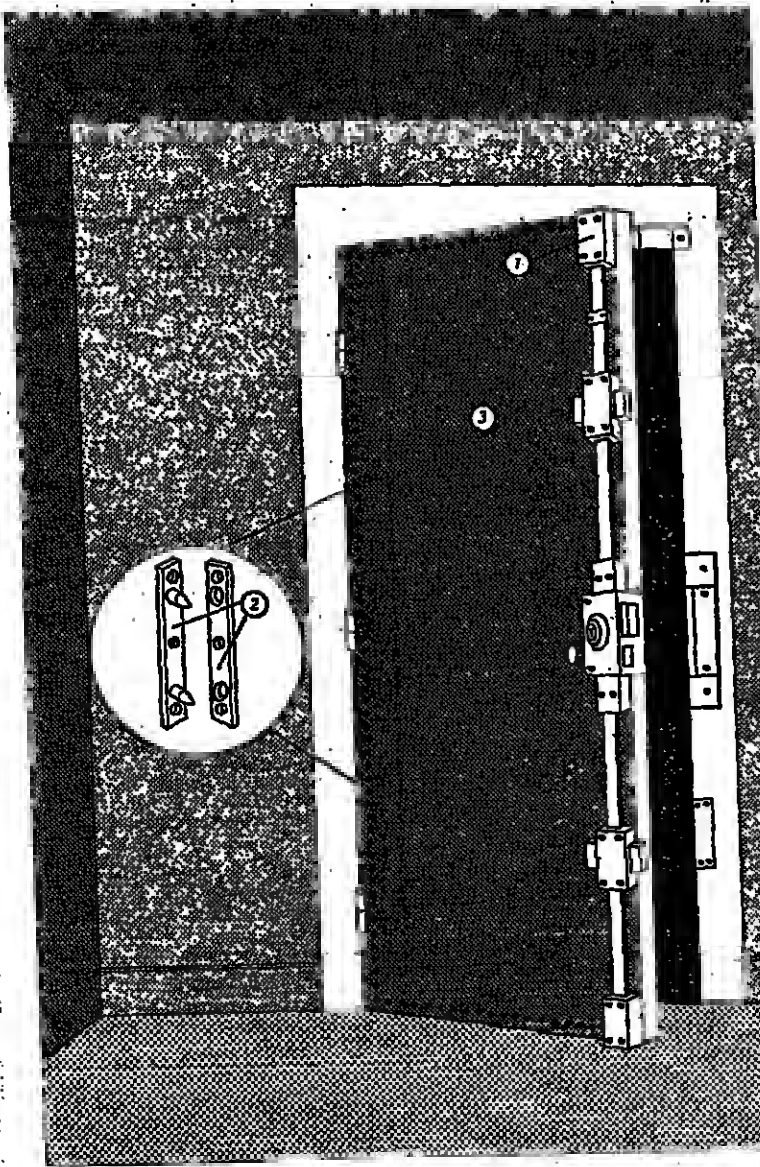
Si l'on peut déjà s'étonner qu'il n'y ait pas de réciprocity de tarification entre administrations postales, on devrait surtout se scandaliser de voir perpétuer, l'ère de la poste aérienne banalisée, un barème de taxation établi archaïquement sur la base de 5 grammes... à l'époque sans doute de l'hélicoptère postal.

Au fait, quelqu'un a-t-il jamais calculé l'incidence globale de cet archaïsme sur les frais généraux des entreprises françaises ?

ANDRÉ BLANCHET

75% des cambrioleurs passent par la porte.

(source officielle 1978)



Quelques exemples de prix :
En illustration :
1. Ensemble de fermeture Vachette 5 points de condensation cylindre double
2. Avec renfort de pannelles, 850 F
3. Blindage de la porte (file acier 15/17) 1000 F
4. Blindage (pour une porte simple sur porte plume, intérieur bois), 1000 F
5. Porte et pannelle blindée, 1000 F

Non représentés :
Ensemble de fermeture Briard 5 points de condensation cylindre double, pannelle renforcée, avec renfort de pannelles, 900 F
Ensemble Triplex Pion 5 points de condensation cylindre double, pannelle renforcée, avec renfort de pannelles, garantie 5 ans, 1090 F

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire poser chez vous fermetures de sûreté, verrous et blindage de portes par des professionnels sélectionnés.

Jusqu'au 22 mars 1980
CREDIT GRATUIT
EN 9 MOIS
SUR TOUT LE MAGASIN.

* A partir de 1000 F d'achats, 20% d'escompte. Après acceptation de dossier, prêt BHV. A l'acceptation des articles déposés par votre carte de crédit.

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

LES 9 BHV : RIVOLI - PARLY 2 - MONTLIERY - GARGES - FLANDRE - BELLE EPEINE - ROSNY 2 - CRETEIL - VILLENEUVE-LE-GRAND

BHV

1944
SONC
ATTENDE

